

2025-2026

Master 2 Histoire, Civilisations, Patrimoine

Parcours Pratiques de la recherche historique



L'INVISIBILISATION DES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS ENGAGÉS DANS LA RÉSISTANCE CHARENTAISE (1939-XXI^e SIÈCLE)

LISA MÉTREAU

Sous la direction d'Yves DENÉCHÈRE

Jury

Yves Denéchère | Professeur d'histoire contemporaine, Université d'Angers

Guillaume Piketty | Professeur d'histoire contemporaine, Sciences Po Paris

Soutenu publiquement le 29 juin 2026

Licence Creative Commons

Attribution – Utilisation non commerciale –
Pas d'Œuvre dérivée 4.0 International



(CC BY-NC-ND 4.0)

L'autrice du présent document vous autorise à le partager, reproduire, distribuer et communiquer selon les conditions suivantes :

- Vous devez la citer en l'attribuant de la manière indiquée par l'autrice (mais pas d'une manière qui suggérerait qu'elle approuve votre utilisation de l'œuvre).
- Vous n'avez pas le droit d'utiliser ce document à des fins commerciales.
- Vous n'avez pas le droit de le modifier, de le transformer ou de l'adapter.

Consulter la licence Creative Commons complète en français :

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>.

Ces conditions d'utilisation (attribution, pas d'utilisation commerciale, pas de modification) sont symbolisées par les icônes positionnées en en-tête.



« Que toute ta vie se passe à faire le bien et à donner l'exemple de paix et de justice. Une ère meilleure succèdera sans doute à cette horrible guerre et les Hommes, conscients de leurs devoirs et animés d'un désir de paix, devront établir un ordre nouveau afin de ne jamais connaître ces mauvaises heures que vivent les Hommes du monde entier en ce moment. »

Dernière lettre du résistant Paul Bernard à sa famille avant d'être fusillé, 5 mai 1943.



AVERTISSEMENT

L'université n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les travaux des étudiants : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



ENGAGEMENT DE NON-PLAGIAT

Je, soussignée Lisa Métreau,

déclare être pleinement consciente que le plagiat de documents ou d'une partie d'un document publiée sur toutes formes de support, numérique ou papier, constitue une violation des droits d'auteur ainsi qu'une fraude caractérisée. En conséquence, je m'engage à citer toutes les sources que j'ai utilisées pour écrire ce mémoire.

Lisa Métreau, le 18/03/2026

REMERCIEMENTS

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à Monsieur Yves Denéchère qui a accepté de me suivre en tant que directeur de recherche depuis 2 ans déjà. J'ai eu un réel plaisir à travailler sous sa direction. Ses conseils avisés, ses relectures attentives et son accompagnement bienveillant ont grandement enrichi ce travail.

Je remercie également l'ensemble des enseignants du département d'Histoire de l'Université d'Angers pour la qualité de leur enseignement et leur détermination à nous transmettre leur goût pour la recherche.

Hors du cadre universitaire, mes remerciements vont aux archivistes pour leur aide et leurs précieuses orientations dans mes recherches.

En outre, qu'aurait été ce mémoire sans tous les témoins rencontrés, en M1 comme en M2. Je remercie chaleureusement Gregorio Lazaro, président de l'association des Espagnols de Charente, qui m'a introduite dans l'univers de la communauté espagnole et mise en contact avec des descendants de réfugiés. J'ai ainsi eu l'opportunité de rencontrer Manuel Huerta, Marie Vauzelle et Nicolas Vauzelle, trois descendants de réfugiés espagnols engagés en résistance. Je suis particulièrement reconnaissante à l'égard de chacun et chacune pour avoir accepté de me partager son histoire, en m'ouvrant sa demeure, partageant intimité et souvenirs souvent chargés d'émotions.

Je ne saurais oublier ma famille, en particulier mes parents, pour leur soutien constant tout au long de mon parcours, ainsi que mes amis, toujours présents malgré la distance, pour leur soutien indéfectible et pour avoir toujours cru en moi.

Enfin, merci à toutes celles et ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à l'élaboration de ce mémoire : les bibliothécaires, les personnes m'ayant prêté ou donné de précieux ouvrages, les rencontres diverses et décisives, ainsi que les membres du jury pour le temps et l'attention qu'ils y porteront.

Ce mémoire n'est pas seulement le fruit d'un travail individuel, mais bien celui d'une œuvre collective à laquelle chacun a, à sa manière, pris part. Qu'ils en soient ici toutes et tous sincèrement remerciés.

LISTE DES ABRÉVIATIONS

A.D. 16	Archives départementales de la Charente
A.F.M.D.	Amis de la Fondation pour la mémoire de la Déportation
A.N.	Archives nationales
C.A.D.I.	Comité d'Action et de défense des immigrés
C.D.I.H.P.	Commission départementale de l'Information historique pour la paix
C.E.R.H.I.M.	Centre régional d'histoire de la mémoire
C.H.G.	Comité d'Histoire de la guerre
C.H.O.L.F.	Commission d'Histoire de l'Occupation et de la Libération de la France
C.H.2.G.M.	Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale
C.N.T.	Confédération nationale du travail
C.T.E.	Compagnie de travailleurs étrangers
F.F.I.	Forces françaises de l'intérieur
F.I.B.D.	Festival international de la Bande dessinée
F.T.P.F.	Francs-tireurs et partisans français
G.T.E.	Groupement de travailleurs étrangers
M.O.I.	Main-d'œuvre immigrée
O.F.P.R.A.	Office français de protection des réfugiés et apatrides
O.N.A.C.V.G.	Office national des Anciens combattants et victimes de guerre
O.T.	Organisation Todt
P.C.E.	Parti communiste espagnol
P.C.F.	Parti communiste français
S.T.O.	Service du travail obligatoire



SOMMAIRE

Avertissement.....	5
Engagement de non-plagiat	6
Remerciements	7
Liste des abréviations.....	8
Sommaire.....	9
Introduction	10
I – De l’exode à l’intégration (1939-1940)	31
II – La Résistance des Espagnols : motivations et formes d’engagement plurielles (1940-1945)... ..	67
III – Les régimes de visibilité et la transmission mémorielle (1945-XXI ^e siècle)	100
Conclusion.....	144
Sources.....	150
Bibliographie	154
Annexes	171
Table des illustrations.....	252
Table des matières	253
Résumé	255
Resumen	255
Abstract	256

INTRODUCTION

José Rocabert, Pilar Claver, Francisco López Navarro, des noms, des hommes, des femmes, des réfugiés, mais au-delà, ils sont celles et ceux pour qui l'exil n'a pas constitué une rupture, mais une continuité de lutte, contre l'Espagne des franquistes et la France occupée. C'est ce que cherche à étudier ce mémoire portant sur l'invisibilisation des réfugiés espagnols engagés dans la Résistance charentaise (1939-XXI^e siècle), entre *Retirada*, résistance et intégration.

L'invisibilisation est un phénomène en mouvement perpétuel comme le souligne l'entrée des époux Manouchian au Panthéon (2024). Ce processus subi ou volontaire, institutionnel, historiographique, social et/ou familial conduit à effacer ou à marginaliser la présence d'un groupe dans les récits publics. Le fait d'être soustrait au regard de la population, de l'espace public, donc d'être imperceptible ne signifie pour autant pas l'immobilité ou la disparition. Agir dans l'ombre relève de l'invisibilité, de même que l'absence de reconnaissance. Or, le constat même de l'invisibilisation caractérise une sortie progressive de cet état de fait, tel un mouvement de balancier. Ce phénomène s'imprime en grands caractères sur le passé et la mémoire des Espagnols ayant résisté en France durant la Seconde Guerre mondiale (1939-1945). Si la plupart apparaissent comme défenseurs d'une République pourfendue par les franquistes, ils ont entraîné dans leur défaite des milliers d'autres Espagnols vers la frontière. Dès 1936, des vagues migratoires arrivent en France. Mais, c'est la chute de la Catalogne et la victoire franquiste en février 1939 qui conduisent à un pic migratoire, dit de la *Retirada*¹.

Les premiers convois de réfugiés atteignant la Charente dès 1936 sont rapidement réexpédiés en Espagne. Mais en 1939, de nombreux Espagnols arrivent de nouveau dans ce département et sont placés dans les camps de La Combe aux Loups à Ruelle ou encore aux Alliers à Angoulême. S'il y a débat sur la nature de ces camps semi-ouverts et à caractère concentrationnaire, les conditions de vie rudes poussent ces réfugiés à s'insérer dans la vie économique locale et ainsi à mettre progressivement le pied dans une résistance d'abord civile, armée ensuite pour certains². Mais résister à quoi, à qui, pourquoi ? Il est ici primordial d'avoir en tête que la Résistance, en son sens générique, correspond à l'action clandestine menée en France et en Europe contre les armées

¹ Geneviève DREYFUS-ARMAND, *L'exil des républicains espagnols en France*, Paris, Albin Michel, 1999 ; Jean-Philippe LUIS, *La guerre d'Espagne*, Toulouse, Milan, 2012.

² Paul LÉVY et Jean-Jacques BECKER (dir.), *Les Réfugiés pendant la Seconde Guerre mondiale*, Acte de la journée d'étude du C.E.R.H.I.M. des 4 et 5 décembre 1998, Confolens, Les Annales de la Mémoire, C.E.R.H.I.M., 1999.

allemandes d'Occupation durant la Seconde Guerre mondiale, ainsi que le mouvement qui en découle. La Résistance, ce n'est pas seulement prendre les armes, c'est aussi oser : oser s'opposer non violemment, par sa tenue, ses paroles, en manifestant, en arborant des signes distinctifs, en écrivant, produisant des journaux clandestins, se rebellant contre l'autorité en place. Parmi les débats autour de cette notion se distinguent deux formes de résistance. La résistance civile est celle de la survie, qui cherche à sauver ce qui peut l'être : objets, pensées, modes de vie, individus, puisque « la domination d'un peuple n'implique pas nécessairement sa soumission politique et morale »³. La résistance armée est, quant à elle, celle qui cherche à vaincre l'occupant, notamment en prenant les armes.

Ces deux formes de résistance se retrouvent en Charente. Ce département du Sud-Ouest français, traversé par la ligne de démarcation, proche de l'océan Atlantique et de Bordeaux, point de passage vers ou en provenance de l'Espagne, occupe une position stratégique majeure. Il devient rapidement un des berceaux de la résistance, d'abord civile, armée ensuite. Il s'agit alors d'un observatoire privilégié des interactions entre exil espagnol, engagement résistant et construction mémorielle. Il faut en effet noter la présence d'une importante communauté espagnole liée à ces mouvements d'exode, entre autres. Cette zone est d'autant plus pertinente à étudier qu'une dissymétrie est à observer entre le traitement historiographique des résistants français et celui des résistants espagnols qui ne font l'objet que d'un unique ouvrage écrit par un historien local en Charente⁴. En ce sens, une analyse sur le temps long caractérise l'évolution du phénomène d'invisibilisation. Agissant d'abord d'un point de vue communautaire, la prise de contact avec la résistance locale est lente. La fin de la guerre sonne ensuite le glas de cette vie au goût de clandestinité et oblige à choisir entre un retour sur les terres natales ou une installation définitive en France. Ceux qui restent font le choix de taire leur passé pour s'insérer au mieux dans la vie locale, sans revendication, cherchant à enrayer les divisions nées du conflit. Chacun tait alors peu à peu son passé. L'intérêt d'une étude sur le temps long se dessine ainsi progressivement et intègre les questions de la mémoire, du silence, du refoulement. Il faut attendre les années 2000 pour que la mémoire résistante de ces Espagnols sorte timidement de l'ombre, bien qu'une importante communauté hispanique demeure dans le département. Il devient dès lors essentiel d'étudier la mutation de ces mémoires aussi bien du point de vue des Espagnols et de leurs descendants, que

³ Jacques SÉMELIN, « Résistance civile », in Jean-François MURACCIOLE et Guillaume PIKETTY, *Encyclopédie de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Bouquins, 2015, p.1115-1121.

⁴ Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, Paris, Le Croît vif, 2000.

des Charentais d'origine. De fait, soumise à des déformations et objet d'instrumentalisation, la mémoire, individuelle et collective, ne s'élabore pas dans un vide social, mais est influencée par des cadres sociaux et culturels⁵. Elle évolue au gré des besoins présents des sociétés, soulignant une tension entre rappel et oubli⁶.

Claire Andrieu publiait récemment un article sur les régimes de visibilité de la Résistance. Partir de cette notion permet de dépasser une vision monolithique du passé au profit de régimes sélectionnant ce qui est visible ou non à un moment donné. Elle distingue trois phases historiographiques, mais aussi mémorielles : le moment Résistance de 1945 aux années 1970, puis l'intérêt croissant pour la Collaboration des années 1970 aux années 2000, et enfin une phase où cohabitent études sur la Collaboration et les résistances depuis les années 2000⁷. Étudier ce sujet en suivant les phases chronologiques ou régimes de visibilité permet de dépasser une approche thématique qui séquencerait l'évolution d'une histoire de la Résistance d'une part et celle de l'histoire de la mémoire d'autre part, alors que la pertinence d'étudier ces deux mouvements conjointement est claire. Finalement, recourir à un découpage basé sur les régimes de visibilité est fondamental lorsque le viseur est axé sur la question de l'invisibilité des étrangers dans la Résistance.

Si la fin de la Seconde Guerre mondiale semble marquer la naissance d'une mémoire de ces événements, les résistants n'ont en réalité pas attendu 1945 pour commencer à écrire des récits retraçant leur parcours et/ou les enjeux de l'engagement clandestin⁸. Ces publications à caractère de source proposent une vision héroïque du combat résistant où seule sa forme armée est mise en avant. L'impératif est de rendre compte des engagements de chacun. De fait, bien que sans recul, ces témoignages sont essentiels pour initier la mise en récit d'une mémoire à peine naissante et

⁵ Maurice HALBWACHS, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Alcan, 1925 ; Maurice HALBWACHS, *La mémoire collective*, Paris, Presses universitaires de France, 1950.

⁶ Paul RICOEUR, *La Mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000.

⁷ Claire ANDRIEU, « Les régimes de visibilité de la Résistance », *Le Mouvement social*, n°290291, Presses de Sciences Po, 2025, p.5-24.

⁸ Le Témoin des Martyrs (Louis ARAGON), *Le Crime contre l'Esprit*, Paris, Éditions de Minuit, 1943 ; Emmanuel D'ASTIER DE LA VIGERIE, *Avant que le rideau ne tombe*, Paris, Sagittaire, 1945 ; Lucie AUBRAC, *La Résistance (naissance et organisation)*, Paris, Robert Lang, 1945 ; Marc BLOCH, *L'étrange défaite. Témoignage écrit en 1940*, Paris, Franc-Tireur, 1946 ; Discours à l'Albert Hall de Pierre Brossolette le 18 juin 1943, in Pierre BROSSOLETTE, *Résistance (1927-1943), Textes rassemblés et présentés par Guillaume PIKETTY*, Paris, Odile Jacob, 1998, p.213-216 ; Joseph KESSEL, *L'armée des ombres*, Alger, Edmond Charlot, 1943 ; Christian PINEAU, *La simple vérité, 1940-1945*, Paris, Julliard, 1960 ; Indomit (Philippe VIANNAY), *Nous sommes les rebelles*, Paris, Entreprise de Presse, 1945.

uniforme. Le phénomène se produit en particulier au niveau local⁹. Ce premier élan d'écriture héroïque et militante correspond à une « économie morale de la reconnaissance »¹⁰. Il laisse progressivement place à une démarche plus encadrée, plus historienne, bien que partisane. Les premiers travaux de synthèse sont en effet initiés sous l'impulsion de deux organismes : la Commission d'Histoire de l'Occupation et de la Libération de la France (C.H.O.L.F.) créée en octobre 1944 et le Comité d'Histoire de la guerre (C.H.G.) en juin 1945¹¹. Leur objectif était de collecter les archives et d'élaborer une chronologie de l'histoire de la Résistance. Plus tard, leur fusion donne naissance au Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale (C.H.2.G.M.) qui poursuit les mêmes missions avec une approche plus historique et scientifique face à des publications foisonnantes et peu rigoureuses. Parmi les correspondants locaux du C.H.2.G.M., la Charente peut compter sur l'engagement de l'instituteur et ancien maquisard de Bir Hacheim, Roger Beillard, ensuite remplacé par le professeur d'histoire-géographie Pierre Clerfeuille. Ils établissent à l'échelle départementale des cartes sur les réseaux de résistance, les déportés, les fusillés, éditées par la Commission départementale de l'Information historique pour la paix (C.D.I.H.P.)¹². Ils rendent compte de leurs travaux dans la revue *Études locales* fondée par l'inspecteur d'académie et résistant Jean Talbert¹³. Visant à valoriser l'ancrage de l'apprentissage dans le concret et le familial, ce périodique est le lieu de diffusion du mythe résistancialiste. Cette notion a été théorisée par l'historien Henry Rouso en 1987¹⁴. « Le mythe résistancialiste consiste

⁹ Marc LEPROUX, *Nous les terroristes*, Paris, Raoul Solar, 1947.

¹⁰ Edward P. THOMPSON, « The Moral economy of the English Crowd in the Eighteenth Century », *Past & Present*, n°50, 1971, p. 76-136 ; Guillaume PIKETTY, « Économie morale de la reconnaissance. L'Ordre de la Libération au péril de la sortie de Seconde guerre mondiale », *Histoire@Politique*, n° 3, 2007, p.5.

¹¹ « Esquisse d'une histoire de la Résistance française », *Notes documentaires et études*, n°225 (Première partie : « De l'armistice au débarquement allié en Afrique du Nord, juin 1940-novembre 1942 ») et n°226 (Deuxième partie : « Du débarquement allié en Afrique du Nord à l'insurrection nationale, novembre 1942-août 1944 »), Ministère de l'Information, 30 et 31 janvier 1946, 14 p. et 11 p. ; Françoise BRUNEAU (Yvette GOUINEAU), *Essai d'histoire du mouvement né autour du journal clandestin « Résistance »*, Paris, S.E.D.E.S., 1951 ; Jean DAUTRY et Louis PASTOR, *Histoire de la Résistance. De la drôle de paix à la drôle de guerre. De la drôle de guerre à la drôle de paix*, Paris, Union française universitaire, 1950 ; Lucien FÈBVRE, « Une tragédie, trois comptes rendus (1940-1944) », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, n°1, 3^e année, 1948, p.51-68 ; Henri MICHEL, *Histoire de la Résistance en France (1940-1944)*, Paris, Presses universitaires de France, 1950 ; Henri MICHEL, *Les Courants de pensée de la Résistance*, thèse de doctorat d'État en histoire, dir. s.n., Université de Paris, 1962 (publiée : Paris, Presses universitaires de France, 1962) ; Henri MICHEL, *Vichy Année 40*, Paris, Robert Laffont, 1967 ; Pierre ROUGERIE, « Faut-il départementaliser l'histoire de France ? », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, n°1, 21^e année, 1966, p.178-193.

¹² AN, NN/385/66, « "Carte de la Résistance dans la Charente. 1940-1944". Roger Beillard correspondant du Comité d'histoire de la 2^e Guerre mondiale », 1955-1965 ; AN, NN/385/75, « "Internés, déportés, fusillés, victimes civiles de la Charente". Pierre Clerfeuille, correspondant du Comité d'histoire de la 2^e Guerre mondiale », 1955-1965.

¹³ Roger BEILLARD, « Le maquis Bir Hacheim du colonel Chabanne », *Études locales*, n°239, 25^e année, décembre 1944, p.33-37 ; Hugues MARQUIS, « Un périodique au service des maîtres en Charente : la revue *Études locales* (1920-1949) », *Histoire de l'éducation*, n° 145, 2016, p.81-108.

¹⁴ Jean-Marie DESGRANGES, *Les Crimes masqués du résistancialisme*, Paris, Les Éditions de L'Élan, 1948 ; Henry ROUSSO, *Le syndrome de Vichy (1944-1987)*, Paris, Le Seuil, 1987.

dans l'illusion que la Nation restée unie toute l'Occupation ne s'est pas compromise à l'égard des Allemands ; les Français résistants dans l'âme soutenant chacun à leur manière la Résistance »¹⁵. Le paradigme du héros français patriote est alors à son apogée. Nulle place n'est laissée aux étrangers, aux femmes ou à d'autres mouvements politiques en dehors du gaullisme et du communisme. C'est précisément la période durant laquelle les anciens résistants communistes décident de publier leurs mémoires, en réponse à l'historiographie gaulliste¹⁶. La polarisation des premières synthèses en la matière invisibilise ainsi les étrangers qui ne cherchent pas à faire la promotion de leur engagement. Leur invisibilisation semble alors voulue, et non plus seulement subie. Une exception notable doit cependant être soulignée. La figure de Missak Manouchian, résistant arménien fusillé au Mont-Valérien, entre durablement dans la conscience nationale grâce à l'art ; avec le poème « Strophes pour se souvenir » d'Aragon, plus tard mis en musique par Léo Ferré sous le nom de *L'Affiche rouge*¹⁷. Toutefois, si Manouchian représente ici, comme lors de sa panthéonisation, les résistants étrangers, il ne peut à lui seul incarner leur diversité. Le Comité d'Action et de défense des immigrés (C.A.D.I.) participe à la mise en avant de cette figure en organisant la première commémoration de l'exécution du groupe Manouchian au Mont-Valérien, au cimetière d'Ivry le 25 février 1945. David Elrich (dit Diamant), résistant communiste polonais en France, fondateur du centre de documentation de l'Union Juive pour la Résistance et l'Entraide, publie en 1951 le premier ouvrage évoquant l'histoire du groupe Manouchian, et donc de la résistance étrangère¹⁸. Dans la postface, Charles Tillon, fondateur et commandant en chef des Francs-tireurs et partisans français (F.T.P.F.), remarque que certains étrangers résistants sont accueillis en héros lorsqu'ils rentrent dans leur pays d'origine, tandis qu'il déplore la politique d'immigration de la France et son manque de reconnaissance à l'égard des étrangers s'étant battus pour elle¹⁹. La question de la reconnaissance, ou plutôt de l'invisibilisation des étrangers dans la Résistance, était alors déjà pointée du doigt. À l'échelle charentaise, aucune publication n'est à relever en la matière. L'autorité préfectorale est plutôt occupée à rassembler les travaux sur la

¹⁵ Luc CAPDEVILA, « La construction du mythe résistancialiste : identité nationale et représentations de soi à la Libération (Bretagne 1944/1945) », in Jacqueline SAINCLIVIER et Christian BOUGEARD (dir.), *La Résistance et les Français*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1995, p.347-357.

¹⁶ Mélinée MANOUCHIAN, *Manouchian*, Paris, Les Éditions français réunis, 1974 ; Charles TILLON, *Les F.T.P., témoignage pour servir à l'histoire de la Résistance*, Paris, Julliard, 1962.

¹⁷ Louis ARAGON, « Strophes pour se souvenir », *Le Roman inachevé*, Paris, Gallimard, 1955 ; Léo FERRÉ, « L'Affiche rouge », *Les Chansons d'Aragon* (alb.), 4:01, Barclay-Universal, 1961.

¹⁸ David ELRICH (Diamant), *Pages de gloire des vingt-trois*, Paris, Comité Français pour la Défense des Immigrés, 1951 ; Zoé GRUMBERG, « Je pense avoir fait mon devoir comme militant », *Archives Juives*, vol.51, 2018, p.18-38.

¹⁹ Anne MARIOTTI, *Les résistants étrangers. Quelle représentation en 2024 ?*, mémoire de stage, master 2 Histoire publique, Université Paris-Est-Créteil, 2024, p.46.

Résistance publiés dans le département et à en indiquer la valeur historique, conformément à une note ministérielle²⁰. Si le souci premier semble être de préserver la mémoire locale, l'objectif unificateur emprunt du mythe résistancialiste est en réalité sous-jacent. On passe donc progressivement d'un discours témoignage, à un discours commémoratif, puis scientifique.

Les années 1970 marquent ensuite un tournant dans l'historiographie de la Résistance, révélé par un renforcement méthodologique et qualitatif. En effet, le monde universitaire se saisit du sujet résistant. Le C.H.2.G.M. laisse place à l'Institut d'Histoire du temps présent porté par François Bédarida qui s'attache à mettre en avant la responsabilité sociale et scientifique de l'historien. Autre marqueur de ce tournant : l'accès à de nouvelles sources autrefois couvertes par un délai d'indisponibilité. En tant qu'objet de recherche, la Résistance est supplantée par celui de la Collaboration²¹. Pour autant, des travaux majeurs et des débats enflammés portent notamment sur la figure de Jean Moulin²². En parallèle de la montée des études de genre dans les sciences sociales, les femmes gagnent en visibilité dans le champ historiographique de la Résistance²³. À ce titre, l'Union des Femmes françaises organise le premier colloque dédié aux femmes dans la Résistance en 1976. Il met en lumière leur rôle longtemps marginalisé²⁴. La Charente progresse quant à elle lentement, du milieu des années 1970 au milieu des années 1990. Si cette période correspond à l'essor d'une historiographie locale plus scientifique, elle ne se retrouve pas immédiatement dans des travaux universitaires. Avec la maturation nécessaire sur les événements, d'autres résistants locaux prennent à leur tour la plume. Ils réalisent un travail dont la valeur historique est à

²⁰ AD16, 1 W 397, « Le ministre des Anciens Combattants et Victimes de guerre aux préfets, Paris, 30 juillet 1946 », 1942-1943.

²¹ Jean-Pierre AZÉMA, *1940, l'année terrible*, Paris, Le Seuil, 1990.

²² Daniel CORDIER, *Jean Moulin : l'Inconnu du Panthéon*, 3 vol., Paris, Jean-Claude Lattès, 1989-1993 ; Jean-Louis CRÉMIEUX-BRILHAC, *La France libre, De l'appel du 18 juin à la Libération*, Paris, Gallimard, 1996 ; Harry Roderick KEDWARD, *Resistance in Vichy France. A Study of Ideas and Motivation in the Southern Zone 1940-1942*, Oxford, Oxford University Press, 1978 ; Renée BÉDARIDA, *Les armes de l'esprit. Témoignage chrétien (1941-1944)*, Paris, Éditions ouvrières, 1977 ; Stéphane COURTOIS, *Le P.C.F. dans la guerre : de Gaulle, la Résistance, Staline*, Paris, Ramsay, 1980 ; Stéphane COURTOIS, « Lutttes politiques et élaboration d'une histoire : le P.C.F. historien du P.C.F. dans la Deuxième Guerre mondiale », *Communisme*, n°4, 1983, p.81-96 ; Jean-Marie GUILLON, *La Résistance dans le Var : essai d'histoire politique*, thèse d'histoire, dir. Émile Témime, Université d'Aix-Marseille 1, 1989 ; Pierre LABORIE, *L'opinion publique et les représentations de la crise d'identité nationale : 1936-1944*, thèse d'histoire, dir. Rolande Trempé, Université Toulouse 2, 1988 ; Jean-François MURACCIOLE, *Les projets de la France libre et de la Résistance en matière d'éducation (enseignement, jeunesse, sport, culture) 1940-1944*, thèse d'histoire, dir. François Sirinelli, Université de Lille III, 1995 ; Marc SADOUN, *Les socialistes sous l'Occupation. Résistance et Collaboration*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1982.

²³ Laurent DOUZOU, « Les résistantes, point de l'historiographie », in Christine LEVISSE-TOUZÉ, *Les femmes dans la Résistance en France*, Paris, Tallandier, 2003, p.35 ; Catherine LACOUR-ASTOL, *Le Genre de la Résistance. La Résistance féminine dans le Nord de la France*, Paris, Presses de la F.N.S.P., 2015, p.203.

²⁴ UNION DES FEMMES FRANÇAISES, *Les femmes dans la Résistance*, Actes du colloque du 22 et 23 novembre 1975 à Paris Sorbonne, Paris, Rocher, 1977 ; Ania FRANCOIS, *Il était des femmes dans la Résistance*, Paris, Stock, 1978.

souligner, à l'image de l'interné-résistant Francis Cordet²⁵. Guy Hontarrède est le premier historien local à réellement proposer une synthèse critique sur la Résistance en Charente, suivant le modèle labroussien : une approche économique, sociale et mentale, recourant à l'histoire sérielle et quantitative. Il évoque en seulement trois pages les « guérilleros espagnols en Charente », sans entrer dans les détails²⁶. D'autres concourent à cette mise en récit, mais dans le cadre plus restreint d'une ville²⁷. Dans ce sillage, les premiers travaux universitaires à l'échelle charentaise voient le jour dans les années 1990, avec des mémoires de maîtrise/master en histoire d'universités voisines²⁸. La place des étrangers émerge donc très timidement dans l'historiographie locale, s'inscrivant dans le mouvement national plus large du tournant critique des Annales. Le renouvellement des objets d'étude et la refonte de l'histoire sociale dans les années 1980, au contact des historiographies étrangères, inspirent Antoine Prost pour étudier la Résistance au prisme des catégories sociales et de genre²⁹. Il démontre que la Résistance n'est pas un groupe homogène assimilable à la Nation. Une brèche est alors ouverte en faveur de la reconnaissance de la Résistance des étrangers. Au demeurant, l'existence du mouvement de résistance de la Main-d'œuvre immigrée (M.O.I.) est révélée au grand public en 1985 par le film *Des terroristes à la retraite* de Mosco Boucault³⁰. Cela déclenche une polémique dite de l'affaire Manouchian, accusant Boris Holban d'être responsable de l'arrestation du groupe. Trois historiens décident alors de mener l'enquête sur le sujet et finissent par faire paraître le premier ouvrage scientifique traitant des

²⁵ Francis CORDET, *Carnets de guerre en Charente*, Clermont-Ferrand, De Borée, 2004 ; Lucien COUTURIER et Jacques FAUGERAT, *Bataillon Foch (1944-1945)*, Angoulême, S.A.J.I.C., 1977 ; Capitaine Fred (Alfred DUTHEILLET DE LAMOTHE), *La Brigade Rac. Armée secrète Dordogne Nord*, Saint-Yrieix, Imprimerie Fabrègue, 1977 ; Jean JARDRY, *Les Anciens Résistants du Sud-Charente*, Pons, Imprimerie Robert, 1996 ; Raymond TROUSSARD, *Le Maquis charentais Bir Hacheim*, Angoulême, S.A.J.I.C., 1981.

²⁶ Guy HONTARRÈDE, *Ami, entends-tu ? L'Occupation et la Résistance en Charente*, Ruelle-sur-Touvre, Université populaire de Ruelle, 1987.

²⁷ Henri GENDREAU et Michel REGEON, *Ruffec et le Ruffécois dans la guerre de 1938 à 1945*, Ruffec, La Péruse, 1990 ; Christian GENET et Louis MOREAU, *Les deux Charentes sous l'Occupation et la Résistance*, Gémazac, La Caillerie, 1983 ; Christian GENET, *La libération des deux Charentes. Soldats en sabots*, Gémazac, La Caillerie, 1985 ; Joël GIRAUD, *Les Confolentais pendant la Seconde Guerre mondiale*, Ruffec, La Péruse, 1994.

²⁸ Marie-Laure ARLLOT, *Angoulême, septembre 1939-octobre 1940*, mémoire de maîtrise d'histoire, dir. s.n., Université de Poitiers, 1991 ; Françoise BELOT et Marie BAELE, *Mathilde Mir, 1896-1958. Essai biographique d'une résistante*, mémoire de maîtrise en histoire, dir. M.-F. Brive et R. Trempé, Université Toulouse Le Mirail, 1991 ; Corinne BONY, *La mémoire de la Résistance en Charente de 1945 à nos jours*, mémoire de maîtrise en histoire, dir. Bernard Lachaise, Université de Bordeaux III, 1997 ; Marion FIEGEL, *Alfred Winnewisser : un homme ordinaire au cœur de la spirale nazie. Parcours atypique d'un sous-officier de la Sicherheitspolizei d'Angoulême*, mémoire de master en histoire, dir. Guillaume Bourgeois, Université de Poitiers, 2009 (publié sous le titre : *Monsieur Alfred, policier allemand en Charente 1941-1944*, Saintes, Croît Vif, 2010) ; Olivier PIGEAT, *Les réfugiés en Charente pendant la Seconde Guerre mondiale*, mémoire de maîtrise en histoire, dir. s.n., Université de Poitiers, 1997.

²⁹ Antoine PROST (dir.), *La Résistance, une histoire sociale*, Paris, Les Ateliers, 1997.

³⁰ Mosco BOUCAULT, *Des terroristes à la retraite*, France, Antenne 2 et al. (prod.), documentaire, 84:00, 1985.



étrangers en Résistance : *Le sang de l'étranger. Les immigrés de la M.O.I. dans la Résistance*³¹. Il met en lumière le poids considérable des immigrés communistes dans la lutte contre le nazisme, dans un pays naïvement vu comme celui des droits de l'Homme. Mais surtout, Stéphane Courtois, Denis Peschanski et Adam Rayski dénoncent la manière dont la mémoire officielle a ignoré ces combattants vus comme des corps étrangers à la Nation. Cette réflexion apporte un cadre d'analyse essentiel pour comprendre comment l'origine étrangère a pu conditionner l'effacement mémoriel. « Dans le champ de l'histoire des migrations en France, qui était encore balbutiant »³² paraissent deux autres publications majeures complétant cette dernière. La somme issue de trois importants colloques à Salamanque, Turin et Paris en 1991, *Exils et migrations. Italiens et Espagnols en France. 1938-1946* rassemble d'éminents spécialistes de la question comme Denis Peschanski, Javier Rubio, Pierre Milza ou encore Alicia Altet Vigil³³. Les bornes chronologiques établies révèlent une étude de l'imbrication des causes économiques, sociales et politiques ayant mené à l'expatriation de ces étrangers et à leur insertion dans la vie locale française. La présence de l'historien et diplomate Javier Rubio révèle l'intérêt des Espagnols eux-mêmes pour la question de l'exil et de la Résistance qui en découle, sous un angle d'approche différent de celui français³⁴. Geneviève Dreyfus-Armand s'est, dans ce prolongement, spécialisée sur le cas espagnol dès sa thèse et en particulier dans un ouvrage sur l'exil paru en 1999. Elle y examine comment l'insertion de ces Espagnols dans la vie locale a favorisé leur entrée en Résistance, grâce aux contacts qu'ils y ont noués³⁵. Ce travail d'envergure, fondé sur le dépouillement d'archives dans plus de vingt centres, la presse d'exil et une solide enquête orale, vient combler une importante lacune en la matière³⁶. En parallèle,

³¹ Stéphane COURTOIS, Denis PESCHANSKI, Adam RAYSKI, *Le sang de l'étranger. Les immigrés de la M.O.I. dans la Résistance*, Paris, Fayard, 1989.

³² Philippe DEWITTE, Pierre MILZA et Denis PESCHANSKI (dir.), « Exils et migration. Italiens et Espagnols en France, 1938-1946, 1994 », in *Hommes et Migrations*, n°1184, février 1995, p.52-53.

³³ Pierre MILZA et Denis PESCHANSKI (dir.), *Exils et migrations. Italiens et Espagnols en France. 1938-1946*, Paris, L'Harmattan, 1994.

³⁴ Josefina CUESTA et Benito BERMEJO (dir.), *Emigración y exilio. Españoles en Francia. 1936-1946*, Madrid, Eudema, 1996 ; Javier RUBIO, *La emigración española a Francia*, Barcelone, Ariel, 1974 ; Javier RUBIO, *La emigración española de la Guerra Civil de 1936-1939. Historia del éxodo que se produce con el fin de la Segunda República Española*, 3 vol., Madrid, San Martín, 1977 ; Sixto AGUDO, *Los Españoles en la Resistencia Francea y su aportación a la Lucha Antifranquista*, Saragosse, UnaLuna, 2003 ; Miguel ÁNGEL SANZ, *Los guerrilleros españoles en Francia, historia 1940-1945*, La Havane, Ciencias Sociales, Instituto cubano del libro, 1971.

³⁵ Geneviève DREYFUS-ARMAND, *L'émigration politique espagnole en France au travers de sa presse, 1939-1975*, thèse d'histoire, dir. Pierre Milza, I.E.P. Paris, 1994 ; Geneviève DREYFUS-ARMAND, *L'exil des Républicains espagnols en France. De la Guerre civile à la mort de Franco*, Paris, Albin Michel, 1999 ; Geneviève DREYFUS-ARMAND et Émile TÊMINE, *Les Camps sur la plage, un exil espagnol*, Français d'ailleurs, peuple d'ici, Paris, Autrement, 1995.

³⁶ Rose DUROUX, Compte-rendu « Geneviève Dreyfus-Armand, *L'exil des républicains espagnols en France. De la Guerre civile à la mort de Franco*, Paris, Albin Michel, 1999. », in *Exils et migrations ibériques au XX^e siècle*, n°6, 1999, p.337-341.



beaucoup moins abondante, la littérature espagnole est marquée par l'omerta. Manuel Azcárate qui participa à la Guerre civile d'Espagne et à la Résistance française publie ses mémoires en 1994, apportant un regard extérieur à la situation française³⁷. La révélation du rôle des étrangers dans la Résistance, des femmes et d'autres éléments s'inscrit dans un tournant mémoriel lié à un changement de régime historique. Le rapport histoire/mémoire devient en effet conflictuel à partir des années 1970 avec l'émergence du présentisme de François Hartog³⁸. Ceci va de pair avec l'avènement des études sur la mémoire incarnées par Pierre Nora qui postule un « divorce libérateur et décisif »³⁹ entre histoire et mémoire⁴⁰. Sa somme des *Lieux de mémoire* révèle une fragmentation de la mémoire nationale et le renforcement de l'histoire en tant que discipline critique⁴¹. La mémoire devient dès lors un objet d'étude historique. S'inscrivant dans ce basculement, Annette Wieviorka propose une réflexion sur le traitement du témoignage et la posture du témoin. Elle met en lumière la nécessité méthodologique d'établir ce genre de source mouvante pour parer aux trous archivistiques d'un sujet clandestin⁴². Concrètement, le départ de cette génération témoin engendre une prise de conscience du fait qu'ils emportent avec eux leur mémoire, leur expérience, et donc un risque d'oubli. Cela conduit à l'émergence d'un souci de recueillir leur témoignage, d'où l'expression d'Annette Wieviorka d'« ère du témoin »⁴³. Ces hommes et femmes sont les vestiges d'une société en train de disparaître avec son histoire, ses valeurs, ses repères, son modèle. Ces éléments mettent en exergue l'intérêt croissant de la société pour les questions mémorielles. Et, les historiens, au travers de leurs publications, répondent quelque part à cette demande sociale. Un nouveau régime de mémoire est donc en train de prendre forme, conséquence de la modification de la structure du groupe, de ses attentes et objectifs⁴⁴. Or, outre ces abstractions théoriques, l'application concrète et sociale de ce mouvement est que le paradigme du héros cède sa place à celui de la victime. Une nouvelle vague d'ouverture des archives

³⁷ Manuel AZCÁRATE, *Derrotas y esperanzas. La República, la Guerra Civil y la Resistencia*, Barcelone, Tusquets, 1994.

³⁸ François HARTOG, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil, 2003 ; Sophie WAHNICH et Pierre ZAOUI, « Présentisme et émancipation : entretien avec François Hartog », *Vacarme*, n°53, 2010, p.16-19.

³⁹ Pierre NORA, « Mémoire collective », in Jacques LE GOFF (dir.), *La Nouvelle Histoire*, Paris, C.E.P.L., 1978, p. 398-401.

⁴⁰ Jacques LE GOFF, *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard, 1988.

⁴¹ Pierre NORA (dir.), *Les lieux de mémoire*, 7 vol., Paris, Gallimard, 1984-1992.

⁴² Annette WIEVIORKA, *L'ère du témoin*, Paris, Plon, 1998.

⁴³ *Idem* ; Annette WIEVIORKA, « Le statut du témoin », *Mémoires*, n°76, novembre 2019, p.8-10 ; Françoise ZONABEND, « De l'avènement de la mémoire orale », in Jean-Yves BOURSIER (dir.), *Résistants et Résistance*, Paris, L'Harmattan, 1997, p.159- 172.

⁴⁴ Johann MICHEL, *Devenir descendant d'esclave : enquête sur les régimes mémoriels*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015 ; Alexandre MILLET, *Les mémoires des prisonniers de guerre français du Stalag 325 de Rawa-Ruska (1945-2010)*, thèse d'histoire, dir. Yves Denéchère, Université d'Angers, 2023 ; Denis PESCHANSKI, *La vérité du témoin : mémoire et mémorialisation*, tome 2, Paris, Hermann, 2018.

et la diffusion du film *Le Chagrin et la Pitié* y avaient déjà amorcé ce basculement dès les années 1970, en mettant à jour le passé collaborationniste d'un pays qui s'était érigé en un modèle résistant uni⁴⁵. Au même moment, la Shoah est davantage étudiée et montrée que la déportation pour faits de résistance. Les travaux de Robert O. Paxton et Henry Rousso font office de cataclysme en la matière, apportant aux yeux de tous la preuve de la collaboration de l'État vichyste⁴⁶. Suivant cette logique, Henry Rousso décrit le refoulement de ce passé en quatre phases, dites du syndrome de Vichy. Il en profite pour évoquer le syndrome de la Résistance : la phase du mythe résistancialiste (1945-années 1960), la phase d'oubli (années 1970-fin des années 1980), et le retour commémoratif (années 1990-années 2020). Ainsi, en appliquant le cheminement à trois phases de Rousso, qui rejoint celui des régimes de visibilité proposé par Claire Andrieu, au cas des Espagnols résistants, on voit que le mythe résistancialiste a d'abord engendré leur invisibilisation. Cela a ensuite été accentué par la phase d'oubli, avant de commencer, timidement, à réapparaître à partir de la phase de retour commémoratif.

Dans le même temps, l'accès plus large aux fonds archivistiques permet d'accéder aux dossiers individuels et initie une histoire au prisme de l'individu et non plus uniquement du groupe. Cela participe de la refonte de l'histoire sociale dans les années 1980 au contact des historiographies étrangères, et donc au tournant critique des Annales. Par l'étude de trajectoires individuelles sortent de l'ombre des figures oubliées, ni gaullistes ni communistes, mais socialistes par exemple⁴⁷. Parallèlement, des débats définitionnels, nourris notamment par Pierre Laborie et Jacques Sémelin, participent de l'intérêt croissant pour la résistance civile⁴⁸. De fait, résister commence déjà par refuser de se mettre à l'heure allemande et pousse à verser dans une histoire du non-consentement. À côté des résistances armée et civile, François Bédarida a également dégagé une résistance humanitaire/solidaire, définie par des valeurs morales de solidarité et fondée plutôt sur l'aide à

⁴⁵ Marcel OPHÜLS (réal.), *Le Chagrin et la Pitié*, Norddeutscher Rundfunk, Radiotélévision suisse et Télévision Rencontre de Lausanne (prod.), 252 min, 1971.

⁴⁶ Robert O. PAXTON, *La France de Vichy, 1940-1944*, Claude Bertrand (trad.), Paris, Seuil, 1973 (édition originale : *Vichy France : Old Guard and New Order, 1940-1944*, New York, Alfred A. Knopf, 1972) ; Henry ROUSSO, *Le syndrome de Vichy (1944-1987)*, Op. Cit.

⁴⁷ Alya AGLAN, *Mémoires résistantes. Histoire du réseau Jade-Fitzroy, 1940-1944*, Paris, Le Cerf, 1994 ; Alya AGLAN, *La Résistance sacrifiée. Le mouvement « Libération-Nord »*, Paris, Flammarion, 1999 ; Cécile VAST, *Une histoire des Mouvements Unis de la Résistance (de 1941 à l'après-guerre) : essai sur l'expérience de la Résistance et l'identité résistante*, thèse d'histoire, dir. François Marcot, Université de Franche-Comté, 2008.

⁴⁸ Pierre LABORIE, « L'idée de Résistance, entre définition et sens : retour sur un questionnement » (titre original : « La Résistance et les Français, nouvelles approches »), *Les Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n°37, décembre 1997, p.15-27 ; Jacques SÉMELIN, *La Résistance civile de masse en Europe sous l'Occupation nazie (1939-1945)*, thèse d'histoire, dir. Jean-Paul Charnay, Université Paris IV, 1986 ; Jacques Sémelin, *Sans armes face à Hitler, la Résistance civile en Europe*, Paris, Payot, 1989.

autrui que l'opposition⁴⁹. Le nouveau millénaire apporte ensuite avec lui un renouvellement des questionnements⁵⁰. Les synthèses datées de l'histoire de la Résistance sont mises à jour. Laurent Douzou s'attèle à dresser un bilan historiographique d'une histoire toujours en chantier, tout en soulignant le consensus actuel en la matière⁵¹. Suivant cet élan, *Encyclopédie de la Seconde Guerre mondiale* rappelle l'intérêt et la nécessité d'une approche pluridisciplinaire de questions qui ne sont pas l'apanage de l'histoire au profit d'une étude plus complète⁵². Concernant le rôle des étrangers dans la Résistance, leur place est désormais bien établie et les travaux les concernant se multiplient, à tel point que Denis Peschanski souligne dans un article de 2013 que « l'accord est général aujourd'hui pour dire que les étrangers sont surreprésentés dans la Résistance française, en se gardant cependant d'une légende rose : même parmi les étrangers, les résistants ne représentaient qu'une minorité »⁵³. La panthéonisation des époux Manouchian en 2024 représente le point d'orgue de cette reconnaissance et visibilisation. Cette action a d'ailleurs un effet direct sur la reconnaissance administrative d'étrangers « Morts pour la France ». Cependant, un tel acte politique est bien souvent à double tranchant, puisque cette panthéonisation ravive la question du pourquoi eux plus qu'un autre, quel degré de représentativité, pourquoi incarner la résistance étrangère en Manouchian et non pas en Joséphine Baker ? Cette consécration nationale répondant à un besoin social de mémoire réveille des tensions préexistantes entre histoire et mémoire, mais surtout entre groupes mémoriels et victimaires. Susan Rubin Suleiman y voit une crise de la mémoire⁵⁴. Ce processus de remémoration du passé surgit lorsque la manière dont un individu ou un groupe se représente et raconte son passé devient un enjeu de débat, voire conflictuel. Si les

⁴⁹ François BÉDARIDA, « L'histoire de la Résistance. Lectures d'hier, chantiers de demain », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°11, juillet-septembre 1986, p.75-90 ; Catherine LACOUR-ASTOL, « La résistance de solidarité. Une forme de Résistance révélée par la répression », in Robert VANDENBUSSCHE, *La clandestinité en Belgique et en zone interdite (1940-1944)*, Villeneuve d'Ascq, Institut de recherches historiques du Septentrion, 2009, p.51-71.

⁵⁰ Julien BLANC et Cécile VAST (dir.), *Chercheurs en Résistance. Pistes et outils à l'usage des historiens*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014 ; Gaïdz MINASSIAN, « Claire Andrieu, historienne : "Très peu de chercheurs se lancent dans une thèse sur la Résistance... L'histoire de la Résistance serait-elle menacée d'extinction ?" », *Le Monde*, 20 février 2024, consulté le 25/11/2024, [https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/02/20/claire-andrieu-historienne-tres-peu-de-chercheurs-se-lancent-dans-une-these-sur-la-resistance-l-histoire-de-la-resistance-serait-elle-menacee-d-extinction_6217521_3232.html].

⁵¹ Laurent DOUZOU, *La Résistance française, une histoire périlleuse*, Paris, Le Seuil, 2005 ; Laurent DOUZOU (dir.), *Faire l'histoire de la Résistance*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.

⁵² Jean-François MURACCIOLE et Guillaume PIKETTY (dir.), *Encyclopédie de la Seconde Guerre mondiale*, Op. Cit.

⁵³ S.N., « Denis Peschanski : "Avec Manouchian, ce sont tous les résistants étrangers qui entrent au Panthéon" », section « Actualité » de Panthéon-Sorbonne – Université Paris 1, consulté le 30/10/2025, [<https://recherche.panthéonsorbonne.fr/actualite/denis-peschanski-manouchian-ce-sont-tous-resistants-etrangeurs-qui-entrent-pantheon>].

⁵⁴ Susan RUBIN SULEIMAN, *Crises de mémoire. Récits individuels et collectifs de la Deuxième Guerre mondiale*, Thomas Van Ruymbeke et Marine Le Ruyet (trad.), Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012 (édition originale : *Crises of Memory and the Second World War*, Cambridge, Presses universitaires d'Harvard, 2006).

années 2000 battent en brèche ces phénomènes d'invisibilisation multiscalaires, elles voient apparaître des mémoires de groupes concurrentes, questionnant la valeur accordée à chacune d'entre elles. Ceci oriente alors parfois les travaux des historiens cherchant à répondre à ce conflit sociétal ; Henry Rousso s'attachant à lutter contre les négationnistes, tandis que Tzvetan Todorov publie en réponse à la course à la victimisation *Les abus de la mémoire*⁵⁵. Dès lors, une tension se développe entre historiens et témoins que Paul Ricoeur s'attache à solutionner en proposant une fonction plus positive à la mémoire qui « [...] permet à l'historien de dépasser une vision purement rétrospective du passé et de retrouver le passé comme un présent qui a été »⁵⁶. C'est en ce sens que Paul Valéry qualifiait l'histoire en rapport de la mémoire de « [...] produit le plus dangereux que la chimie de l'intellect ait élaboré. Il enivre les peuples, leur engendre de faux souvenirs ... entretient leurs vieilles plaies »⁵⁷.

La mémoire alors appréhendée comme un outil de réparation conduit à verser dans la pluridisciplinarité d'une part et à s'intéresser à ses modes de transmission d'autre part. Marie-Claire Lavabre distingue en ce sens trois grandes approches dans les études de la mémoire⁵⁸. Tout d'abord, l'apport fondamental de Maurice Halbwachs en sociologie est indéniable, car il démontre qu'appréhendée comme un phénomène social, la mémoire est façonnée par la pluralité des mémoires collectives et constitue un trait définitionnel de l'identité de chacun⁵⁹. Elle n'est donc pas figée ni simple reflet du passé. Ensuite, l'apport historique est complémentaire de cette première approche comme l'ont montré Pierre Nora, Paul Ricoeur, Tzvetan Todorov ou encore Sébastien Ledoux⁶⁰. Enfin, elle révèle la complémentarité des travaux psychanalytiques, bien

⁵⁵ Henry ROUSSO, *Face au passé. Essai sur la mémoire contemporaine*, Paris, Belin, 2019 ; Tzvetan TODOROV, *Les abus de la mémoire*, Paris, Arléa-Le Seuil, 1995.

⁵⁶ Paul RICOEUR, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, *Op. Cit.*

⁵⁷ Paul VALÉRY, *Regards sur le monde actuel et autres essais*, Paris, Gallimard, 1945, p.35.

⁵⁸ Préface de Marie-Claire LAVABRE, in Renaud BOUCHET, Hélène LECOISSAIS, Delphine LETORT, Stéphane TISON (dir.), *Résurgences conflictuelles. Le travail de mémoire entre arts et histoire*, Actes du colloque du Mans d'avril 2017, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2021, p.7-14.

⁵⁹ Henri BERGSON, *Matière et mémoire*, Paris, Félix Alcan, 1896 ; Maurice HALBWACHS, *Les cadres sociaux de la mémoire*, *Op. Cit.* ; Maurice HALBWACHS, *La mémoire collective*, *Op. Cit.*

⁶⁰ Jan ASSMANN, *La mémoire culturelle. Écriture, souvenir et imaginaire politique dans les civilisations antiques*, Diane Meur (trad.), Paris, Aubier, 2010 (édition originale : *Das kulturelle Gedächtnis Schrift, Erinnerung und politische Identität in frühen Hochkulturen*, Munich, C.H. Beck, 1992) ; Olivier LALIEU, « L'invention du "devoir de mémoire" », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°69, 2001/1, 2001, p.83-94 ; Sébastien LEDOUX (dir), « Les lois mémorielles en Europe », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, hors-série n°15, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2020 ; Sébastien LEDOUX, *Histoire et mémoire(s)*, n°8160, C.N.R.S. éditions, 2024 ; Sébastien LEDOUX, « Qui a inventé le devoir de mémoire ? », *L'Histoire*, n°419, janvier 2016, consulté le 08/05/2025, [<https://www.lhistoire.fr/qui-a-invent%C3%A9-le-devoir-de-m%C3%A9moire>] ; Jacques LE GOFF, *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard, 1988 ; Hélène MIARD-DELACROIX, « Non l'histoire ne se répète pas », *Libération*, 8 avril 2014, consulté le 08/05/2025,

qu'entamés dès le XIX^e siècle. En effet, la remise en cause par Frederic C. Barlett du concept de courbe de l'oubli d'Hermann Ebbinghaus, en démontrant que la mémoire reconstruit les souvenirs en fonction des expériences et connaissances de chaque individu, est fondamentale⁶¹. Comprendre le processus de création de faux souvenirs est essentiel pour appréhender la façon dont les récits familiaux se modifient avec le temps⁶². Découle de cette approche l'étude du processus de transmission de la mémoire qui éclaire le fonctionnement des mécanismes d'invisibilisation. L'ensemble des travaux en psychanalyse démontrent effectivement que la transmission intergénérationnelle apparaît comme un acte permettant à chacun de se construire tout en s'inscrivant dans un héritage collectif⁶³. La famille constitue l'espace central de ce processus, puisque c'est en son sein que se transmettent valeurs, souvenirs et autres. Ceci explique le besoin de connaître son passé, ses racines et donc de mettre à jour ce qui a pu être dissimulé. Au demeurant, la transmission passe aussi par des biais implicites : secrets, non-dits, silences, objets qui participent à la formation identitaire et à la perception de soi⁶⁴. Les traumatismes vécus par les générations précédentes, comprenant aussi bien l'expérience résistante que la violence du silence, se transmettent inconsciemment aux générations suivantes⁶⁵. Cela peut d'ailleurs influencer les relations familiales. Le silence n'est pas un vide, il est porteur de sens. L'enquête orale apparaît en

[https://www.liberation.fr/evenements-libe/2014/04/08/non-l-histoire-ne-se-repete-pas_994015/] ; Alexandre MILLET, *Les mémoires des prisonniers de guerre français du Stalag 325 de Rawa-Ruska (1945-2010)*, Op. Cit. ; Pierre NORA (dir.), *Les lieux de mémoire*, Op. Cit. ; Tzvetan TODOROV, *Les abus de la mémoire*, Op. Cit. ; Olivier WIEVIORKA, *La mémoire désunie. Le souvenir politique des années sombres, de la Libération à nos jours*, Paris, Le Seuil, 2014.

⁶¹ Frederic Charles BARTLETT, *Remembering: A Study in Experimental and Social Psychology*, Cambridge, Presses universitaires de Cambridge, 1932 ; Hermann EBBINGHAUS, *La mémoire. Recherches de psychologie expérimentale*, Serge Nicolas (trad.), Paris, L'Harmattan, 2011 (édition originale : *Über das Gedächtnis. Untersuchungen zur experimentellen psychologie*, Berlin, Duncker & Humblot, 1885).

⁶² Daniel M. BERNSTEIN, Cara LANEY, Erin K. MORRIS et Elizabeth F. LOFTUS, « Inaugural Article: False beliefs about fattening foods can have healthy consequences », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 102, n°39, 27 septembre 2005, p.13724-13731.

⁶³ Robert BAGUET, « Les générations aînées : démission ou nouvelles missions ? », in Jacques COMMAILLE (dir.), *La transmission entre les générations, un enjeu de société*, Paris, Fayard, 1999, p.93-124 ; Catherine CHALIER, *Transmettre de génération en génération*, Paris, Salvator, 2023 ; Jacques COMMAILLE et Chantal LEBATARD, « La famille. Lieu de transmission », in Jacques COMMAILLE (dir.), *La transmission entre les générations, un enjeu de société*, Op. Cit., p.15-54.

⁶⁴ Martine LANI-BAYLE, *Les secrets de famille. La transmission de génération en génération*, Paris, Odile Jacob, 2007 ; Malika MANSOURI, Marion FELDMAN, Johnathan LACHAL, Elisabetta DOZIO, Mayssa' EL HUSSEINI, Marie Rose MORO, « Silence, rebellion and acting out of silence past : Understanding the French Riots from a Postcolonial and Transcultural Perspective », *Frontiers in Psychiatry – Section Child and Adolescent Psychiatry*, vol.10, 18 décembre 2019, consulté le 20/12/2024, [<https://www.frontiersin.org/journals/psychiatry/articles/10.3389/fpsy.2019.00909/full>].

⁶⁵ Émilie ABED, « Grandir sans ascendance », *Mémoires*, n° 89, octobre 2024, p.22-23 ; Francis EUSTACHE (dir.), *Mémoire et traumatisme*, Paris, Dunod, 2023 ; Haydée FAIMBERG, « Le télescopage des générations. À propos de la généalogie de certaines identifications », in René KAËS, Haydée FAIMBERG, Micheline ENRIQUES et Jean-José BARANES, *Transmission de la vie psychique entre générations*, Malakoff, Dunod, 2013, p.113-129 ; Marianne HIRSH, *The Generation of Postmemory: Writing and Visual Culture After the Holocaust*, New York, Presses universitaires de Columbia, 2012 ; Malika MANSOURI et Marie Rose MORO, « Des héritiers du silence témoignent du colonial. Effets sur les adolescents d'aujourd'hui », in Marion FELDMAN (dir.), *Les enfants exposés aux violences collectives*, Toulouse, Érès, 2016, p.73-81.

l'espèce comme un outil de premier ordre pour étudier cela⁶⁶. Elle permet de saisir les émotions, de mettre en exergue un silence commun sur un sujet précis, comme l'absence des Espagnols dans les récits de descendants de résistants charentais à l'inverse d'autres frères d'armes français⁶⁷. Raphaëlle Branche montre bien l'apport de ce type de source dans son enquête sur l'Algérie. Elle met à l'épreuve l'idée selon laquelle les anciens appelés d'Algérie n'auraient pas parlé de leur expérience au sein de leur famille⁶⁸. Son analyse retrace les métamorphoses des silences et des récits depuis le conflit jusqu'à nos jours, en montrant que le vécu conditionne la transmission. Ce faisant, la mémoire est indissociable de l'émotion, puisqu'on se souvient mieux d'un événement chargé affectivement et cette charge émotionnelle détermine la manière dont on raconte⁶⁹. Mais alors, pourquoi ce silence sur les résistants espagnols en Charente ? Seul l'historien local Alain Léger semble s'intéresser au sujet avec la publication de l'unique ouvrage touchant à la question : *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*⁷⁰. Il y retrace le parcours de ces réfugiés : le passage de la frontière française, l'installation aux camps de la Combe aux Loups à Ruelle puis aux Alliers à Angoulême, la déportation du convoi des 927, l'entrée en résistance de ceux en ayant réchappé, puis leur insertion dans la vie économique locale. Il est le seul à avoir retracé le quotidien de ces Espagnols et ainsi touché de près à leurs actes de Résistance. À l'inverse d'un autre ouvrage local sur les Espagnols, il ne se concentre pas sur la Déportation⁷¹. Il souligne la lenteur de la prise de contact des Espagnols avec des résistants français. Mais surtout, il met en évidence un phénomène de silence volontaire, ou plutôt supposé tel : beaucoup d'Espagnols auraient préféré taire leur passé pour s'intégrer en France. Cette idée mérite d'être nuancée à la lumière d'autres travaux, notamment sur la M.O.I. En effet, on peut se demander si ce silence était vraiment voulu, ou plutôt imposé par les cadres mémoriels dominants dans lesquels l'immigré n'avait pas sa place en tant que figure héroïque résistante, n'intégrant pas le mythe résistancialiste

⁶⁶ Florence DESCAMPS, *L'historien, l'archiviste et le magnétophone : de la constitution de la source orale à son exploitation*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2001 ; Annette WIEVIORKA, « Le statut du témoin », *Art. Cit.*

⁶⁷ Lisa MÉTREAU, *La transmission intrafamiliale des mémoires de la Résistance en Charente depuis 1945*, mémoire d'histoire, dir. Yves Denéchère, Université d'Angers, 2025.

⁶⁸ Raphaëlle BRANCHE, *Papa, qu'as-tu fait en Algérie ? Enquête sur un silence familial*, Paris, La Découverte, 2020.

⁶⁹ Sarah GENSBURGER, *Essai de sociologie de la mémoire : l'expression des souvenirs à travers le titre de "Juste parmi les Nations" dans le cas français : entre cadre institutionnel, politique publique et mémoire collective*, thèse de sociologie, dir. Marie-Claire Lavabre, E.H.E.S.S. Paris, 2006 ; Sarah GENSBURGER, « L'univers concentrationnaire : les affects malgré tout », in Alain CORBIN, Jean-Jacques COURTINE et Georges VIGARELLO (dir.), *Histoire des émotions. De la fin du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, Le Seuil, 2017, p.298-320.

⁷⁰ Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, *Op. Cit.*

⁷¹ Montse ARMENGOU et Ricard BELIS, *Le convoi des 927. L'histoire des Républicains espagnols réfugiés à Angoulême et déportés à Mauthausen le 20 août 1940*, Terres-de-Haute-Charente, La Guillotine, 2025.

d'une France libérée par elle-même, libérée par son peuple selon De Gaulle. Il s'agit là d'un axe de réflexion majeur. Pour autant, l'ouvrage d'Alain Léger, même s'il semble novateur n'offre pas une véritable réflexion critique au profit d'une chronologie très détaillée et de nombreuses anecdotes. Le véritable apport sur la question des réfugiés espagnols en Charente et de leur engagement en résistance, bien que peu volumineux, se trouve dans la contribution de Francis Cordet et Guy Hontarrède au sein des *Réfugiés pendant la Seconde Guerre mondiale*. Un focus est même opéré sur la gestion du camp des Alliers⁷². Les actes du colloque de Pau de 2006 proposent une synthèse de ces avancées scientifiques à une époque où l'engagement des guérilleros est beaucoup plus connu que dans les années 1950⁷³. L'ouvrage universitaire intitulé *La Charente dans la guerre 1939-1945* est quant à lui le seul à proposer une synthèse historiographique des publications charentaises sur la Résistance⁷⁴. À son tour, il ne mentionne les Espagnols qu'en tant que réfugiés et victimes de déportation le 20 août 1940. Aussi s'il évoque le cas d'un soldat allemand blessé à Angoulême le 8 août de la même année, il se garde de souligner la nationalité espagnole de son auteur⁷⁵.

En parallèle, l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (O.N.A.C.V.G.) du département, de pair avec l'Espace mémoriel de la Résistance et de la Déportation d'Angoulême, propose des petits fascicules succincts via des focus sur certains événements de la Seconde Guerre mondiale, mais pas de trace des Espagnols résistants⁷⁶. C'est par un autre biais d'expression que cette mémoire espagnole ressurgit aujourd'hui. Si la Charente, et en particulier Angoulême, est connue pour son Festival international de la Bande dessinée (F.I.B.D.), quatre auteurs ont su se saisir de ce particularisme pour produire la bande dessinée *Les Années noires. Angoulême 1940-1944* qui, en retraçant l'histoire de cette ville et de ses environs, évoque aussi celle des nomades, des Espagnols, des juifs et résistants qui y ont agi⁷⁷. La valeur de cet ouvrage est d'autant plus importante que son scénariste s'est appuyé sur les travaux universitaires d'Hugues Marquis et Jacques Baudet⁷⁸.

⁷² Paul LÉVY et Jean-Jacques BECKER (dir.), *Les Réfugiés pendant la Seconde Guerre mondiale*, Op. Cit.

⁷³ Jean ORTIZ (dir.), *Rouges. Maquis de France et d'Espagne. Les Guérilleros*, Actes du colloque du Laboratoire de langues et littératures romanes de l'Université de Pau du 20 et 21 octobre 2005, Biarritz, Atlantica, 2006.

⁷⁴ Hugues MARQUIS et Jacques BAUDET, *La Charente dans la guerre 1939-1945*, Paris, De Borée, 2014.

⁷⁵ Guy HONTARRÈDE, *Ami, entends-tu ? L'Occupation et la Résistance en Charente*, Op. Cit., p.293 ; Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, Op. Cit., p.160.

⁷⁶ Espace mémoriel de la Résistance et de la Déportation, *Libérer et refonder la France 1943-1945. Exposition*, Angoulême, Département de la Charente, 2024 ; Service départemental de l'O.N.A.C.V.G. de Charente, *Suivre la ligne de démarcation en Charente*, Angoulême, O.N.A.C.V.G., 2017.

⁷⁷ Éric WANTIEZ, FAWZI et al., *Les années noires. Angoulême 1940-1944*, Angoulême, Le Troisième Homme, 2015.

⁷⁸ Hugues MARQUIS et Jacques BAUDET, *La Charente dans la guerre 1939-1945*, Op. Cit.

Ces publications doivent impérativement être mises en perspective avec celles d'Aline Angoustures et Delphine Diaz, reconnues pour leurs recherches sur l'histoire de l'exil. La première, qui fut longtemps directrice de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (O.F.P.R.A.), possède une expérience à la fois théorique et pratique de l'exil qui rend ses travaux essentiels. Elle a brossé l'histoire peu connue de l'administration de l'asile en France et dans le monde occidental entre 1920 et 1960⁷⁹. En remédiant à la méconnaissance de cette histoire toujours d'actualité, elle érige le réfugié en véritable sujet d'histoire. Elle relève également le tournant opéré par la Seconde Guerre mondiale dans la gestion des flux de réfugiés avec la création de l'O.F.P.R.A. en 1952, faisant évoluer la protection d'un modèle collectif à un modèle individuel⁸⁰. Elle poursuit dans une autre publication sa réflexion en retraçant les différentes vagues migratoires et les crises internationales liées. Mêlant histoire, droit et sociologie, elle montre que le droit d'asile reflète à la fois l'état de la démocratie et la dimension humaine des drames contemporains. À ce titre, un débat fondamental, résumé dans les travaux de Karen Akoka, interroge les distinctions entre asile et exil, réfugié et migrant⁸¹. Elle explique que la distinction, devenue évidence, entre réfugiés politiques et migrants économiques en dit plus sur les États qui l'appliquent que sur les individus en question. Au demeurant, la catégorie réfugiée est en constante reconfiguration en fonction des priorités politiques et des rapports de forces du moment. Ce droit est instrumentalisé par les pays d'accueil au regard de leurs besoins en main-d'œuvre après-guerre typiquement ou aujourd'hui comme un problème. Par cette sociohistoire des politiques d'asile en France, elle note enfin une spécificité du traitement des Espagnols, victimes d'une répression ciblée ne concernant pas les autres réfugiés, au regard de la menace communiste et de la variable proximité avec Franco. Les recherches de l'historien David Wingeate Pike mettaient déjà en avant ce constat, en analysant le regard de la société française sur ce conflit⁸². La question de la Guerre civile d'Espagne ainsi que la transmission d'une mémoire de vaincus est plus amplement traitée par Jean-Philippe Luis ou

⁷⁹ Julien BOUCHER, Sophie PEGLIASCO et Aline ANGOUSTURES, *Patrie perdue. Pays d'asile. L'Ofpra : 70 ans de protection des réfugiés*, Villemur-sur-Tarn, Laboutières, 2022.

⁸⁰ Aline ANGOUSTURES, Kévonian DZOVINAR et Claire MOURADIAN (dir.), *Réfugiés et apatrides*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, Comité d'histoire de l'O.F.P.R.A., 2017.

⁸¹ Karen AKOKA, *L'asile et l'exil. Une histoire de la distinction réfugiés/migrants*, Paris, La Découverte, 2020 ; Chloé LEPRINCE, « "Réfugiés", "migrants", "exilés" ou "demandeur d'asile" : à chaque mot sa fiction, et son ombre portée », *France Culture*, 24/11/2020, consulté le 10/11/2025, [<https://www.radiofrance.fr/franceculture/refugies-migrants-exiles-ou-demandeur-d-asile-a-chaque-mot-sa-fiction-et-son-ombre-portee-8053788>].

⁸² David Wingeate PIKE, *Les Français et la guerre d'Espagne 1936-1939*, Paris, Presses universitaires de France, 1975 ; Jean SAGNES (dir.), *Les Français et la Guerre d'Espagne*, colloque de Perpignan septembre 1989, Perpignan, Centre de recherche sur les problèmes de frontières, 1990 ; Ralph SCHOR, *L'opinion française et les étrangers 1919-1939*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1985 ; Ralph SCHOR, *Français et immigrés en temps de crise, 1930-1980*, Paris, L'Harmattan, 2004.

encore François Godicheau⁸³. Enfin, les travaux de Delphine Diaz sont à lire en parallèle de ceux d'Aline Angoustures. Exilé, proscrit, demandeur d'asile, réfugié, il est ici encore question des dénominations, mais aussi de la restitution des expériences⁸⁴. Elle fait résonner la voix de celles et ceux ayant marqué cette histoire par leur parcours, tout en mettant en lumière les oubliés de la migration : femmes, enfants, vieillards. Son étude chronologique la pousse à évoquer le cas espagnol. La France, confrontée à la crise économique et à une opinion xénophobe, offrit un « asile récalcitrant »⁸⁵ : les hommes furent contraints au travail forcé via les Compagnies de travailleurs étrangers (C.T.E.) et certains furent même rapatriés ou livrés au travail pour l'Allemagne nazie. Cela ne les empêcha pour autant pas de prendre part à la Résistance. Cet ouvrage souligne par ailleurs les liens transnationaux tissés entre exilés, dans un contexte plus large de migrations européennes dans les années 1930. Son analyse fine montre finalement l'impératif de prendre en compte l'interaction entre guerre civile, politique française, crise économique, xénophobie et solidarités transnationales.

L'analyse des régimes de visibilité démontre donc que l'invisibilisation des étrangers dans la Résistance n'est pas seulement un oubli historique, mais un révélateur des tensions entre mémoire, identité et reconnaissance sociale. L'invisibilisation se situe ainsi au cœur de l'histoire des résistants espagnols réfugiés en Charente. Le paradoxe de leur parcours demeure cependant le caractère pérenne de leur invisibilisation, ce qui interroge.

Les sources, de natures diverses, permettent d'étudier plus en profondeur ce paradoxe. Un document fondamental provenant des archives nationales met en lumière une forme de reconnaissance institutionnelle via le C.H.2.G.M. Le fonds AN 72/AJ/107 constitue une pièce maîtresse pour l'étude de l'engagement armé des Espagnols en Charente⁸⁶. Il s'agit de l'historique et ordre de bataille de la 24^e brigade des guérilleros espagnols en Charente. Ce document de synthèse a été communiqué par Roger Beillard, correspondant du C.H.2.G.M. Sa provenance institutionnelle caractérise une forme de légitimation historique de l'action espagnole qui n'est ici

⁸³ François GODICHEAU, *La guerre d'Espagne. De la démocratie à la dictature*, Paris, Gallimard, 2006 ; Jean-Philippe LUIS, *La guerre d'Espagne, Op. Cit.*

⁸⁴ Delphine DIAZ, *En exil. Les réfugiés en Europe de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, Paris, Gallimard, 2021 ; Delphine DIAZ (dir.), *Exilés, réfugiés, étrangers en France (1848-1986)*, Paris, Atlande, 2024.

⁸⁵ Maëlle MAUGENDRE, « Refuser d'accueillir. La France et les "indésirables" de la Guerre d'Espagne », *Délibérée*, n°5, 2018, p.55.

⁸⁶ AN, 72/AJ/107, Historique et ordre de bataille du groupe F.F.I. espagnol en Charente (communiqué par Roger Beillard) | 1946 (voir annexe 4).

pas invisibilisée. La présence de ce rapport dans un fonds lié au C.H.2.G.M. est par ailleurs révélatrice des liens noués avec les résistants charentais, à l'image de l'ancien résistant Roger Beillard, puisque ces différents correspondants départementaux travaillaient avant tout en équipe, avec des personnes qu'ils connaissaient⁸⁷. Cependant, il est primordial de noter que la copie du document en l'espèce étudiée a été annotée par Alain Léger, auteur des *Indésirables*, afin d'y ajouter certaines précisions et y apporter des corrections⁸⁸.

En termes de densité de documents, les archives départementales de Charente complètent la précédente source. Leurs fonds retracent le parcours des Espagnols de leur accueil humanitaire à la surveillance étatique. Les documents proviennent des fonds de la préfecture d'Angoulême, des sous-préfectures de Cognac et Confolens, de police, mais également du journal *Charente Libre* et du musée de la Résistance d'Angoulême. Parmi les documents administratifs, articles de presse, rapports de police, procès-verbaux, photographies, témoignages, etc., plusieurs sont rédigés en espagnol, catalan ou allemand. Chaque traduction nécessite d'opérer des choix dans les mots choisis, ce qui peut influencer le sens du document. Ces sources permettent de retracer la gestion de l'accueil des réfugiés, ainsi que la gestion des camps et les problèmes rencontrés. On note une posture administrative de méfiance à l'égard de ces Espagnols qualifiés d'indésirables, puis de rouges, et enfin de terroristes, soumis au bertillonnage via des fiches anthropométriques et des listes de suspects. Ces archives révèlent aussi la connivence entre les autorités françaises et l'occupant dans la surveillance des réseaux communistes et anarchistes. Par ailleurs, des lettres en espagnol interceptées offrent une incursion rare dans l'intimité et la détresse des familles au milieu d'un dossier policier froid. Enfin, la nature singulière des témoignages d'anciens résistants espagnols, à savoir ceux de José Rocabert et Antonio Davo, contraste avec le discours institutionnel. Écrits à l'aube du XXI^e siècle, ces manuscrits invitent à intégrer dans son analyse les raisons ayant poussé à écrire, de même que les limites propres à ce genre de témoignage. Différents des journaux intimes figeant l'instant face au temps qui s'écoulera ensuite, un témoignage écrit *a posteriori* est

⁸⁷ Guillaume PIKETTY, « L'histoire de la Résistance dans le travail du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale : projets, méthodes », in Laurent DOUZOU (dir.), *Faire l'histoire de la Résistance*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p.31-45.

⁸⁸ Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, Op. Cit., p.160.



nécessairement, sans pour autant nuire à sa valeur, le « produit d'une sélection puis d'une reconstruction, c'est-à-dire, fatalement, d'une réinterprétation sensible à l'air du temps »⁸⁹.

À une échelle plus resserrée, les archives municipales de Cognac possèdent un fonds iconographique illustrant des scènes de sociabilité liée à l'arrivée d'Espagnols, mais en 1936, donc hors du cadre d'étude. Les archives municipales d'Angoulême conservent les mémoires écrites de Pierre Laurier, résistant français local, qui sont intéressants en ce qu'ils omettent totalement d'évoquer la présence des Espagnols lors de la libération d'Angoulême.

Les témoignages oraux de Marie-José Vauzelle, fille de José Rocabert, de Nicolas Vauzelle, petit-fils de José Rocabert, et de Manuel Huerta, fils de Cayo et Manuela Huerta, apportent une dimension sensible. Manuel Huerta a, en plus de cela, lui-même connu l'exil avec ses parents. La nature de ces sources orales oblige la collectrice à réfléchir en amont à son positionnement, afin d'être en capacité de s'insérer dans l'intimité familiale, tout en prenant du recul sur le propos du témoin. Il est par ailleurs primordial de garder en tête que ces témoignages sont nécessairement orientés par la grille d'entretien préalablement établie, et par la posture de la collectrice : une jeune femme, étudiante, à qui, peut-être, on ne répondra pas et ne dira pas forcément les mêmes choses qu'à un enseignant-chercheur plus expérimenté⁹⁰. Raphaëlle Branche a elle-même réfléchi à cette question dans le cadre de ses recherches. Pour elle, l'enquêtrice n'est jamais absente du récit qu'elle recueille, puisque la relation d'enquête co-produit en partie la parole du témoin⁹¹. Après chaque entretien, les témoins ont rempli un contrat autorisant son traitement ainsi qu'une fiche d'identité. Les témoignages des descendants de José Rocabert, ainsi que les mémoires rédigées par José lui-même, permettent de comparer trois mises en récit d'un même engagement sur trois générations distinctes. Des archives privées familiales, comme des cartes d'adhésion, des journaux catalans ou des photos ont pu documenter sa réinsertion et son engagement politique tardif après-guerre. Surtout, ces sources montrent comment la mémoire de la Résistance a été un moteur pour la construction d'une citoyenneté européenne et catalane, dépassant le traumatisme de l'exil. Quelques éléments de documentation en ligne viennent compléter le tout, à l'image de la base biographique du Maitron, des articles de presse en ligne, ou encore le documentaire d'étudiants en école préparatoire de Lettres du lycée Guez de Balzac, en collaboration avec l'Association des

⁸⁹ Guillaume PIKETTY, « Résistance et écriture intime », in Bruno CURATOLO et François MARCOT (dir.), *Écrire sous l'Occupation. Du non-consentement à la Résistance, France-Belgique-Pologne, 1940-1945*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, p.25-36.

⁹⁰ Grille d'entretien utilisée pour chacun des témoignages recueillis (voir annexe 11).

⁹¹ Raphaëlle BRANCHE, *Papa, qu'as-tu fait en Algérie ? Enquête sur un silence familial*, Op. Cit.



Espagnols de Charente : « *Vivir para contar. Memoria de la Retirada* » en 2019. Ils ont, dans ce cadre, interrogés trois témoins espagnols résidant en Charente. Notons d'ailleurs que les sources orales constituent un objet historique à part entière, et non pas un substitut imparfait aux sources papiers. Certes, un même témoin interrogé à vingt ans d'intervalle ne produira pas le même récit, non par mauvaise foi, mais parce que la mémoire est vivante, plastique, fondamentalement située dans le présent de celui qui se souvient. Et pour autant, c'est justement cette nature évolutive qui permet d'étudier les mécanismes de transmission mémorielle au fil du temps⁹².

Cerner au mieux ce corpus archivistique, afin de comprendre le fonctionnement de ce processus d'invisibilisation, passe par une approche croisée d'histoire sociale, d'histoire des migrations, d'histoire de la mémoire, mais également des émotions. Une analyse fine de trajectoires individuelles permet en outre d'appréhender plus en profondeur la question de l'invisibilisation recherchée et/ou réappropriée. La comparaison entre discours publics, archives administratives et récits familiaux sont enfin à mettre en perspective, avec une analyse critique des témoignages mettant en lumière les silences, les non-dits et le contenu de ce qui est transmis.

Ainsi, malgré des sources nombreuses, celles-ci sont révélatrices de l'invisibilisation qui entoure l'histoire des réfugiés espagnols engagés dans la Résistance charentaise. Elles amènent à un questionnement central : comment peuvent-ils successivement avoir été des acteurs essentiels de la lutte contre l'occupant et victimes d'un processus d'invisibilisation historique et mémoriel ? Seule une approche pluridisciplinaire, mais au cœur historique, permet d'analyser ce phénomène. Il est en effet d'abord nécessaire de comprendre le parcours de ces Espagnols exilés puis qualifiés d'indésirables. La méfiance à leur égard, la continuité de lutte entre l'Espagne et la France, mais aussi l'épisode marquant du convoi des 927 poussent ensuite certains d'entre eux à entrer en résistance, une résistance aux formes diverses. C'est là, en majorité, que s'exprime leur agentivité, qui se recoupe également avec les stratégies d'invisibilisation mises en œuvre ou subies. Enfin, le terme de l'épisode guerrier, de ces années hors du temps, amène de nouvelles problématiques au travers de l'intégration après-guerre en France et de la transmission mémorielle d'un passé douloureux. L'invisibilisation résulterait dès lors d'un double processus : un effacement

⁹² Florence DESCAMPS, *L'historien, l'archiviste et le magnétophone : de la constitution de la source orale à son exploitation*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2001 ; Françoise ZONABEND, « De l'avènement de la mémoire orale », in Jean-Yves BOURSIER (dir.), *Résistants et Résistance*, Paris, L'Harmattan, 1997, p.159- 172.



institutionnel et un silence recherché des acteurs pour faciliter leur intégration. Ce n'est qu'avec le renouveau mémoriel des années 2000 que cette invisibilisation s'estompe peu à peu.

(1939-1940)

I – DE L'EXODE À L'INTÉGRATION (1939-1940)

L'accueil des réfugiés espagnols en Charente se déploie selon des logiques contradictoires révélant des fractures multiples. Entre élan de solidarité populaire et volonté étatique de contrôle, la qualification d'indésirable résume à elle seule l'ambivalence de la position française. Pour autant, l'organisation spatiale de l'internement dictée par un régime de semi-liberté est loin de réduire les réfugiés à la passivité. Au demeurant, cette marge d'action est le lieu d'affirmation de leur agentivité. Elle se prolonge à travers leur insertion dans le tissu économique local, où la politique utilitariste de l'État français est paradoxalement réappropriée par les réfugiés comme instrument d'émancipation. C'est via l'ensemble de ces processus que se dessinent les premières formes d'invisibilisation des réfugiés espagnols.

A. Un accueil charentais ambivalent : entre solidarités locales et méfiance administrative

Le 14 avril 1931, la monarchie espagnole est abolie et la Seconde République proclamée. Dès ses débuts, cette république est en péril entre la crise économique mondiale, un climat insurrectionnel et des tensions politiques majeures. C'est dans ce contexte que le 16 février 1936 est élue une coalition de partis de gauche : le *Frente Popular* (Front populaire). En réponse à cette victoire, plusieurs complots militaires prennent forme pour renverser le pouvoir en place. Les tensions se cristallisent avec l'assassinat du chef d'opposition et député monarchiste José Calvo Sotelo le 13 juillet 1936. Le 17, une insurrection militaire se lève depuis Melilla (Maroc espagnol), menée par le général Francisco Franco, pour renverser le gouvernement. Cet échec se transforme en guerre civile qui divise le pays. Si le camp républicain est militairement soutenu par l'U.R.S.S., le camp franquiste l'est par l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste. Le rapport de force est déséquilibré. D'autres pays, à l'image de la France et de l'Angleterre préfèrent conclure un pacte de non-intervention, sans pour autant empêcher l'engagement de leurs citoyens dans les rangs des

(1939-1940)

brigades internationales. Le 1^{er} avril 1939, après trois ans de conflit, la guerre se termine par une victoire du camp franquiste. C'est le début de la dictature de Francisco Franco : le *Caudillo*⁹³.

Dès 1936 se développe un flux migratoire de l'Espagne en direction de la France. Le pays des droits de l'Homme se trouve directement touché par cette guerre civile. La cohésion du Front populaire français au pouvoir s'effrite et finit par s'inscrire dans une politique de non-intervention à l'égard de son homologue espagnol⁹⁴. Cela n'empêche pour autant pas la France de voir affluer de nombreux Espagnols sur son territoire. Un véritable élan de solidarité prend alors place, notamment en Charente. « [...] la population ouvrière n'avait jamais autant prouvé que l'altruisme n'est pas un vain mot et que, chez elle, un sentiment domine tous les autres, celui de l'humanité »⁹⁵ selon un journal charentais. C'est donc une partie bien précise de la population qui vient en aide à ces réfugiés. Dès le deuxième jour d'accueil, un comité d'entraide est créé à Angoulême par Louis Rivière pour recueillir et réceptionner les dons à l'attention des Espagnols. À Cognac, un fonds iconographique des archives municipales révèle le soutien d'une classe plus aisée à ces réfugiés, dont le maire Paul Firino-Martell, rattaché à l'Alliance démocratique, conseiller général de Cognac (1920-1940) et à la tête d'une des plus anciennes maisons de cognac. En revanche, du point de vue de l'administration, cette situation ne peut et ne doit pas être pérenne. Le registre des délibérations du Conseil d'arrondissement de Confolens garde trace de l'ordre de rapatriement et refoulement en Espagne de ces réfugiés. Bien que les autorités françaises soient conscientes des risques pour ces exilés d'y trouver la mort, aucun régime d'exception ne leur est appliqué, et ce en vertu des ordres de rapatriement du gouvernement français⁹⁶. L'arrivée de ces Espagnols s'inscrit en effet dans un contexte de xénophobie marquant les années 1930. Après la Première Guerre mondiale (1914-1918), la France a besoin de se reconstruire en palliant un manque de main-d'œuvre en raison des pertes au combat. Elle fait alors appel à la main-d'œuvre immigrée. En parallèle, cette demande est un moyen pour des millions d'étrangers de fuir un régime en pleine révolution ou dictatorial. Or, la volte-face des années 1930 s'accompagne d'une crise économique et d'une mise en défaut de ces

⁹³ François GODICHEAU, *La guerre d'Espagne. De la démocratie à la dictature*, Op. Cit. ; Jean-Philippe LUIS, *La guerre d'Espagne*, Op. Cit. ; Jean ORTIZ, *Républicains espagnols et la guerre civile*, Op. Cit.

⁹⁴ Guillaume PIKETTY, « Le long chemin vers la résistance active aux dictatures : Pierre Brossolette et la Guerre d'Espagne », *Europe. Revue littéraire mensuelle*, n°118-119-120, 2022, p.122-130.

⁹⁵ AD16, 1 M 236, A. Foucaud, « Les réfugiés espagnols. Le geste d'une population », *La France du Sud-Ouest*, 13 septembre 1936.

⁹⁶ AD16, 1 M 236, Extrait du registre des délibérations du Conseil d'arrondissement de Confolens, 26/10/1937 ; AD16, 1 M 236, Courrier du ministre de l'Intérieur au préfet de Charente, 16/08/1936.

(1939-1940)

étrangers accusés de voler le travail des Français. Devenus des boucs émissaires, ils sont les victimes d'un important racisme et de xénophobie.

Dans ce contexte, le gouvernement d'Edouard Daladier s'installe au pouvoir le 10 avril 1938 et vient renforcer cette stigmatisation. Les étrangers deviennent indésirables. Cherchant à s'inscrire à contrecourant du précédent gouvernement populaire de Léon Blum, le gouvernement Daladier change de stratégie à l'égard de l'Espagne⁹⁷. Après la victoire franquiste, la France choisit de reconnaître officiellement le régime de Francisco Franco le 27 février 1939. Elle nomme le maréchal Philippe Pétain ambassadeur de France en Espagne le 2 mars suivant. Cette décision, critiquée par la gauche française malgré le prestige de Pétain, vise à améliorer les relations avec le nouveau pouvoir franquiste et à faire oublier le soutien passé de la France aux républicains espagnols. L'accueil froid réservé au maréchal met en lumière des relations tendues entre les deux pays. Philippe Pétain a pour mission d'obtenir la neutralité de l'Espagne face au conflit européen imminent et appliquer les accords Bérard-Jordana du 25 février 1939 qui obligent la France à restituer à l'Espagne des biens importants (or, armes, œuvres d'art), sans véritable contrepartie. Malgré quelques progrès apparents, notamment un rapprochement avec les élites espagnoles, la situation demeure fragile. De fait, la neutralité proclamée de l'Espagne en septembre 1939 s'explique surtout par son affaiblissement après la guerre civile. Franco conserve néanmoins des liens avec l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste. Dès lors, la politique de conciliation menée par Pétain apparaît globalement comme un échec et illustre sa tendance à privilégier les concessions diplomatiques, comme il le fera ensuite sous le régime de Vichy⁹⁸.

L'affirmation du soutien de la France à l'Espagne franquiste en 1939 n'empêche pour autant pas la France d'accueillir les milliers d'Espagnols, notamment républicains, se présentant à sa frontière. En effet, la chute de la Catalogne, dernier bastion de résistance, conduit à un nouvel exil de masse, dit de la quatrième vague, « qui culmina avec la *Retirada* en janvier-février 1939 [et] ne concernant pas moins de 500 000 républicains espagnols [...] »⁹⁹. Si le terme générique employé est généralement celui de « républicain », il faut avoir conscience de la diversité des groupes politiques que regroupe cette appellation : communistes, anarchistes, etc. Tous les opposants au franquisme ne sont pas nécessairement républicains. Ainsi, il convient plutôt de parler d'antifranquistes. Aussi,

⁹⁷ Vincent VIET, *Histoire des Français venus d'ailleurs de 1850 à nos jours*, Op. Cit., p.147-155.

⁹⁸ Michel CATALA, « L'ambassade espagnole de Pétain (mars 1939-mai 1940) », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°55, juillet-septembre 1997, p.29-42.

⁹⁹ Delphine DIAZ, *En exil. Les réfugiés en Europe de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, Op. Cit., p.234.

(1939-1940)

l'opposition stricte entre ces deux camps laisse parfois entrevoir un sentiment humain capable de surmonter ces divergences, comme le souligne le témoignage d'Antonio Roca dont le père, chef de la *Confederación Nacional del Trabajo* (Confédération nationale du travail – C.N.T.), cacha un prêtre franquiste pourchassé et lui sauva la vie¹⁰⁰.

Ainsi, des millions de personnes se retrouvent sur les routes de l'exil. La *Retirada* marque alors les esprits de tous, et en particulier des plus jeunes qui témoignent. Pour eux, l'exil n'est pas un simple déplacement, mais une expérience biographique fondatrice à partir de laquelle observer les effets sociaux et politiques de la guerre¹⁰¹. Antonio Roca, alors enfant, raconte avec précision sa fuite d'Espagne aux côtés de sa famille.

« Nous avons dû quitter le village lorsque nous avons appris que les troupes marocaines investissaient les communes voisines. Ils avaient "carte blanche" pour semer la terreur : ils pillaient, brûlaient les maisons, exécutaient la population civile à coups de sabre et violaient les femmes. Nous sommes partis à la hâte, traqués, vers le nord en direction de la frontière, parmi des milliers de gens. [...] Nous dormions dans les fossés le long des routes, sans aucune aide alimentaire. Nous avons dû faire face à l'indigence. Nous nous alimentions de racines de pissenlits et autres végétaux, nous avons même dû fouiller dans les ordures »¹⁰².

Par ses yeux d'enfant, Antonio Roca témoigne de la violence d'un conflit faisait fi de l'embryonnaire droit international humanitaire et poussant sa famille à quitter précipitamment son domicile sans presque rien emporter. Mais, comme la majorité des témoins, il omet d'indiquer que cette fuite est également due à la promulgation par Franco, en février 1939, de la loi sur les responsabilités politiques qui permettait de réprimer tous ceux s'étant opposés aux franquistes. Cette loi à effet rétroactif s'étend aux héritiers, aux mineurs et même aux morts¹⁰³. Ce cas reflète ainsi l'expérience de milliers d'Espagnols. Il met en lumière l'absence d'aide humanitaire sur les routes de l'exil et le harcèlement incessant des avions allemands et italiens aux côtés des Espagnols. Même si cela ressort timidement des mots d'Antonio Roca, cet exode s'est fait à pied, sans escorte de protection, dans le froid de l'hiver pyrénéen, entre neige et cols difficiles à monter. La mauvaise alimentation, ainsi que les conditions climatiques et le relief rendent encore plus difficile cette

¹⁰⁰ AD16, 1803 W 78, Témoignage tapuscrit d'Antonio Roca, non daté.

¹⁰¹ Célia KEREN, *L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France : cartographie d'une mobilisation transnationale (1936-1940)*, thèse d'histoire, dir ; Laura Lee Downs, EHESS, 2014, p.242-246 ; Célia KEREN, *La cause des enfants. Humanitaire et politique pendant la guerre d'Espagne (1936-1939)*, Paris, Anamosa, 2025, p.131-180.

¹⁰² *Idem*.

¹⁰³ François GODICHEAU, *La guerre d'Espagne. De la démocratie à la dictature*, *Op. Cit.*, p.88.

(1939-1940)

fuite. L'historienne Delphine Diaz explique que : « Le passage de la frontière s'effectua dans des circonstances dramatiques : les populations se trouvaient affaiblies par trois ans de combats et de privations, [...] ils parvenaient en France dans le dénuement le plus complet [...] »¹⁰⁴. Or, atteindre la frontière ne veut pas dire pouvoir la franchir. La frontière est fermée et aucune aide d'appoint n'est apportée aux exilés. Face à ce drame humanitaire, la position hésitante de la France retarde l'aide à apporter à toutes ces personnes. La cause de ce retard trouve son fondement dans la mise en balance de la crainte de voir déferler ces « rouges » sur le territoire français selon le gouvernement Daladier, et le respect des valeurs républicaines imposant un droit d'asile¹⁰⁵. Le 28 janvier la frontière est ouverte aux civils et le 5 février aux soldats républicains désarmés. Antonio Roca explique pourtant qu'arrivé le 9 février à la frontière, il trouva porte close¹⁰⁶. Y aurait-il eu un retard dans la transmission de l'ordre ou un incident ayant provoqué une nouvelle fermeture de la frontière ? Geneviève Dreyfus Armand souligne à ce titre que « les barrages s'ouvrent périodiquement »¹⁰⁷ afin d'absorber l'afflux de réfugiés. Il existe plusieurs points de passage de la frontière, dont Puigcerdà, Portbou ou encore, le plus important, Le Perthus (fig. 1).



Fig. 1 : Carte des points d'entrée des réfugiés espagnols de la *Retirada* début 1939, de l'Espagne vers la France (source : « Points de passage de la frontière franco-espagnole lors de la Retirada, janvier-février 1939 », *Légendes-Cartographie*, consulté le 19/03/2026, [<https://x.com/LegendesCarto/status/1358682369050497026/photo/1>]).

¹⁰⁴ Delphine DIAZ, *En exil. Les réfugiés en Europe de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, *Op. Cit.*, p.237.

¹⁰⁵ *Idem*, p.237-238.

¹⁰⁶ AD16, 1803 W 78, Témoignage tapuscrit d'Antonio Roca, non daté.

¹⁰⁷ Geneviève DREYFUS-ARMAND, *L'exil des républicains espagnols en France*, *Op. Cit.*, p.44.

(1939-1940)

Évoquant une expérience identique à celle d'Antonio Roca, José Rocabert parle lui aussi d'un départ précipité, de la grande difficulté à trouver de quoi manger sur la route de l'exil et des bombardements. « J'arrivais au poste frontière du Perthus [seul] sachant que mes parents devaient obligatoire[ment] passer par là pour entrer en France »¹⁰⁸. Il y retrouva ses parents qu'il avait perdu dans sa marche vers l'exil. De son témoignage point aussi une forme d'hostilité de la part de certains Français.

« Je me souviens très bien qu'un gendarme, avant d'être séparés brutalement de nous, le [son père] fouillèrent complètement pour voir s'il n'avait aucune arme cachée sur lui. Un de ceux-ci demanda à mon père s'il parlait catalan [et lui dit] que les républicains espagnols avaient été incapables de gagner la guerre civile contre Franco et que cela était par manque de courage et discipline des troupes. Mon père lui répondit ainsi : "Nous avons perdu parce que les pays dits démocratiques surtout la France, et malgré cela nous avons tenu près de trois ans non seulement contre Franco, mais contre les troupes allemandes et leurs avions ainsi que contre les Italiens", et que la France n'avait rien voulu comprendre du danger que cette victoire franquiste allait avoir pour la France et que la France allait connaître bientôt la guerre et la perdre contre les Allemands »¹⁰⁹.

Si Ralph Schor évoque une opinion publique d'abord compatissante, en particulier en 1936, il note que celle-ci se divise rapidement¹¹⁰. Ce sentiment laisse progressivement place à la méfiance et à l'indifférence du sort de ces Espagnols victimes de la propagande franquiste diffusée auprès des Français. On retrouve alors d'un côté ceux qui saluent ces combattants de la liberté et de l'autre ceux qui voient une vague communiste nuisible déferler sur leur pays. En ce sens, le journal charentais *Le Matin* titrait le 12 février 1939 : « L'indésirable invasion des miliciens espagnols »¹¹¹, à propos de ces réfugiés. On constate, à ce stade, un mépris de la part des autorités militaires françaises et d'une partie de la presse à l'égard des Espagnols. Les réfugiés partagent ce sentiment

¹⁰⁸ AD16, 1803 W 80, Témoignage tapuscrit de José Rocabert, non daté.

¹⁰⁹ *Idem*.

¹¹⁰ Ralph SCHOR, *L'opinion française et les étrangers. 1919-1939*, Paris, La Sorbonne, 1985, p.95-134 et 142.

¹¹¹ Geneviève DREYFUS-ARMAND, *L'exil des républicains espagnols en France*, *Op. Cit.*, p.48 ; La notion de miliciens renvoie ici à des groupes de combattants non professionnels : des civils, qui prennent les armes sans faire partie au départ de l'armée régulière. Si Diego Ségalas écrit à propos des milices nationalistes, c'est ici aux milices rattachées au camp républicain qu'il est fait référence. Elles représentent la force armée des organisations anarcho-syndicalistes et anarchistes que sont la Confédération nationale du travail et la Fédération anarchiste ibérique. (Voir : Diego SÉGALAS, *Le volontariat armé au sein des milices nationalistes pendant la guerre civile espagnole, 1936-1939 : le cas des miliciens des 5^e, 9^e et 10^e banderas de Castille*, mémoire de master 2 histoire, dir. Annick Lempérière, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 2008, p.14-15.)

(1939-1940)

de désamour face à cet accueil dur. Ce sentiment se dégage des mots de José Rocabert qui indique d'ailleurs : « Je sais que vous [vous] demandez comment un gosse de treize ans a pu se rappeler tous ces mots, mais il existe probablement dans ma mémoire des coins où les souvenirs m'ont marqué plus que d'autres »¹¹². Le chercheur français en neuropsychologie Francis Eustache explique la précision de ce souvenir et des phrases dites par le caractère marquant de cet événement pour José, suggérant un lien fort entre émotion et mémoire. C'est une manifestation de la valence émotionnelle : la nature plus ou moins positive ou négative des émotions semble être un facteur important pour la récupération des souvenirs¹¹³. Cette valence est d'autant plus forte que José possède une forme de colère, possiblement héritée de celle de son père, à l'égard de ces autorités maltraitantes, pouvant expliquer la précision de son souvenir.

Face à ce drame humanitaire, la société française se scinde en deux groupes : l'un sensible à la détresse des réfugiés, l'autre dénonçant l'accueil massif de rouges aux frais de l'État. Ces deux positions se retrouvent dans le témoignage de José Rocabert qui évoque successivement l'attitude brutale d'un gendarme français et, à l'inverse, l'empathie d'un cheminot.

Concernant la position du gendarme d'abord, la sociologue Sarah Gensburger met en évidence le fait que les agents chargés de l'encadrement des populations ne refoulent pas nécessairement leurs émotions, mais peuvent au contraire s'appuyer sur certaines d'entre elles pour accomplir certaines de leurs tâches¹¹⁴. José Rocabert se rappelle : « Mon père dût laisser notre attelage car les gendarmes, gardes mobiles et troupes coloniales dirigeaient de manière brutale et sans aucun ménagement le flot de réfugiés, et séparaient brutalement les hommes et leurs familles sans le moindre sentiment humanitaire, nous étions traités pire que du bétail »¹¹⁵. Dans le contexte de la *Retirada*, l'attitude des gendarmes français s'inscrit dans un cadre marqué par la méfiance envers les réfugiés espagnols, alimentée par les représentations politiques et sociales de l'époque. Les pratiques brutales décrites par les témoins traduisent ainsi moins une absence totale d'humanité qu'une forme de déshumanisation administrative et sociale des réfugiés, légitimée par le contexte. Autrement dit, cette brutalité ne signifie pas une absence totale de sentiments, mais une adhésion, consciente ou non, à un cadre normatif qui légitime ces pratiques.

¹¹² AD16, 1803 W 80, Témoignage tapuscrit de José Rocabert, non daté.

¹¹³ Francis EUSTACHE (dir.), *Mémoire et émotions*, Paris, presses universitaires de France, 2016, p.15-28.

¹¹⁴ Sarah GENSBURGER, « L'univers concentrationnaire : les affects malgré tout », in *Op. Cit.*, p.301-306.

¹¹⁵ AD16, 1803 W 80, Témoignage tapuscrit de José Rocabert, non daté.

(1939-1940)

Cependant, le comportement de ce protagoniste ne doit pas être généralisé à tous. Le comportement du cheminot décrit par le jeune Rocabert contraste avec celui du gendarme.

« Les portes de wagons restaient ouvertes en attendant le départ et là un cheminot français (catalan sans doute) nous dit combien cela lui faisait honte en nous montrant une centaine de wagons de marchandises dans les voies de garage. Et il nous dit qu'ils étaient chargés de produits alimentaires périssables offerts par des associations caritatives internationales pour nourrir les enfants de la République espagnole, mais que le gouvernement français les avait tous bloqués là [au nom de la non-intervention]. [...] le brave cheminot en pleurant de rage nous dit, peut-être pour nous consoler, que tous les Français n'étaient pas ainsi. C'était la première personne que nous entendions nous parler avec compassion et avec dignité en cherchant à nous donner du courage »¹¹⁶.

Le comportement de ce cheminot tranche avec celui du gendarme. On sent même l'incidence de ce souvenir presque positif chez José Rocabert face à cette personne, la première à avoir porté attention à leur cas, d'humain à humain, doué de sentiments. En ce sens, José évoque la présence de la Croix-Rouge suisse et de l'association caritative des quakers américains pour aider les enfants, mais une aide insuffisante. Dans un même temps, d'autres acteurs humanitaires se mobilisent, dont *International rescue committee* ou encore le Secours populaire de France. L'attention et l'empathie particulières portées par ces associations aux enfants sont révélatrices de l'enjeu les entourant. Les États et associations cherchent à préserver et éloigner cette jeunesse de la guerre, non pas uniquement en vertu d'un devoir humanitaire, mais aussi selon une idéologie. Or, ces évacuations et séparations des familles ne sont pas toujours consenties¹¹⁷. Obligés de composer avec les autorités, ces acteurs humanitaires font face à des politiques de régulation en tout genre comme le révèle ce cheminot. Cependant, l'absence délibérée de préparatifs d'accueil pour dissuader les Espagnols de venir en France, de même que le refus de débloquer cette aide alimentaire s'avèrent être un échec¹¹⁸. Pour Geneviève Dreyfus-Armand, « ce formidable exode est ainsi régulé par des dispositions qui reflètent davantage la peur du déferlement qu'une hospitalité affirmée mais il se trouve émaillé également de nombreux gestes individuels de générosité »¹¹⁹.

¹¹⁶ *Idem*.

¹¹⁷ Axelle BRODIEZ-DOLINO, « Retour sur l'avant 1945 », in *Le Secours populaire français 1945-2000. Du communisme à l'humanitaire*, Paris, Presses de Sciences Po, p.25-43 ; Célia KEREN, *L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France : cartographie d'une mobilisation transnationale (1936-1940)*, *Op. Cit.*, p.247-314.

¹¹⁸ Delphine DIAZ, *En exil. Les réfugiés en Europe de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, *Op. Cit.*, p.238.

¹¹⁹ Geneviève DREYFUS-ARMAND, *L'exil des républicains espagnols en France*, *Op. Cit.*, p.51.

(1939-1940)

Une fois pris en charge, ces réfugiés espagnols sont dispatchés en particulier dans le Sud-Ouest du pays. Avant de se retrouver durablement en Charente, certains passent par des camps de regroupement, travaillent pour des locaux, chez des fermiers pour José Rocabert, dans une usine pour Antonio Roca. À l'inverse, d'autres sont directement envoyés en Charente, à l'image de la famille Huerta : « Donc, on arrive en France et un train, prévu Paris-Périgueux, nous emmène. Mais, la S.N.C.F. avait déjà des problèmes et le train arrive à Angoulême »¹²⁰. Cet épisode n'est pas anodin. Manuel Huerta et sa famille, comme de nombreux autres Espagnols, n'auraient pas dû se retrouver en Charente. En effet, dans un courrier adressé à la direction générale de la sûreté nationale, le préfet de la Charente Georges Malick indique que le département a dû faire face à l'arrivée de plus de 4000 réfugiés avant le 27 février 1939, et non pas de 700 comme il était prévu¹²¹. Ceci est dû à une erreur de la gare régulatrice de Bordeaux. Bien que n'étant pas prêt à accueillir autant de personnes, le préfet fit le nécessaire pour absorber une telle masse. Les réfugiés furent répartis entre Cognac et Angoulême dans la grande majorité. Le manque de matériel et de lieux d'accueil est notoire : installation à l'usine Fourcheraud, aux ateliers Durand, au local de la gare, ou encore au garage Vallet. À Cognac, c'est à l'ancien hôtel Bernier et dans une maison d'arrêt désaffectée, rue de Bellefonds, lieu d'accueil ayant marqué les Espagnols, que les réfugiés furent accueillis¹²². Le préfet souligne dans ce même courrier l'implication de toute la société charentaise pour accueillir dans de meilleures conditions toutes ces personnes. « L'attitude de la population à l'égard des réfugiés a été très compréhensive, malgré le préjugé moins favorable que lors des précédents exodes, notamment celui des Basques »¹²³ qui comptait un grand nombre de prostituées et d'individus recherchés¹²⁴. Près de 150 ouvriers de la fonderie de Ruelle travaillent sans relâche pour réhabiliter l'ancien camp de la Combe aux Loups, une dépendance de la fonderie et ancien camp de la Grande guerre pour travailleurs indochinois. La Croix-Rouge, de même que le personnel enseignant local, apporte son aide. Les maires de Cognac Paul Firino-Martell et de Barbezieux François Nouel soutiennent la cause des réfugiés en organisant une soirée de charité afin de récolter des fonds à leur profit¹²⁵. Un complément archivistique pourrait dès lors être trouvé

¹²⁰ AD16, 1 M 237, Courrier du ministre de l'Intérieur au préfet de Charente, 21/02/1939.

¹²¹ Chronologie de l'histoire des réfugiés espagnols en Charente (1936-2026) (voir annexe 1).

¹²² Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, Op. Cit., p.71-72 ; Les différents lieux et périodes d'accueil des réfugiés espagnols en Charente (voir annexe 2).

¹²³ AD16, 1 M 237, Courrier du ministre de l'Intérieur au préfet de Charente, 21/02/1939.

¹²⁴ Francis CORDET, « Les réfugiés espagnols en Charente 1936-1944 », in Paul LÉVY et Jean-Jacques BECKER, *Les réfugiés pendant la Seconde Guerre mondiale*, Op. Cit., p.37.

¹²⁵ *Idem*, p.36.

(1939-1940)

au sein des archives du Comité international de la Croix rouge. En revanche, le préfet note « une répugnance générale de la population »¹²⁶ concernant le placement individuel de réfugiés chez elle. Propos à nuancer toutefois, puisque certaines familles font le choix contraire, comme l'illustre l'élan de générosité de la cité ouvrière de Ruelle :

« Nombre de Ruellois invitent des réfugiés à leur table ou au cinéma et dans cette petite commune de 4.500 habitants, il se trouve 142 foyers pour héberger au total 311 réfugiés. Et l'on ne compte ni les 162 offres d'accueil non suivies d'effet, ni les hébergements dans des communes voisines par des ouvriers (ou parents d'ouvriers) de la Fonderie, ni les offres d'emplois. La durée de ces accueils est très variable : de quelques heures à plusieurs mois. Parfois, l'habitant se contente d'offrir le gîte à un réfugié qui continue de prendre ses repas au camp »¹²⁷.

La prépondérance de Ruelle en matière d'aide tient en trois piliers. Tout d'abord, la présence de la fonderie a contribué à souder une communauté ouvrière stable, mobilisée par des réseaux syndicaux (C.G.T.), coopératifs (L'Éveil social) et culturels (Université populaire) puissants. Les Espagnols y ont bénéficié d'un terrain idéologique favorable à leur accueil. Ensuite, l'exemplarité politique du maire Jean Antoine, qui a personnellement accueilli des réfugiés à son domicile, a créé une dynamique d'accueil dans la commune. Enfin, la présence du camp de La Combe aux Loups à Ruelle a suscité une forte émulation entre voisins et collègues¹²⁸.

Néanmoins, si cet accueil semble presque enthousiaste, le préfet précise que le rapatriement de ces réfugiés est pour le moment « contrarié par la fermeture de la frontière espagnole »¹²⁹. L'accueil proposé est donc à visée temporaire pour l'État français. Celui-ci n'envisage en effet aucunement la possibilité que ces Espagnols puissent s'installer durablement dans le pays.

Avec du recul, on prend ainsi conscience d'une solidarité étatique en décalage d'avec celle d'une partie des habitants. L'État français voit d'un mauvais œil les dépenses occasionnées par l'accueil des réfugiés en vertu de son droit d'asile. Le problème se posait déjà en 1936. Dans un article du journal *L'Illustration* de 1936, un journaliste expliquait que, contrairement à ce qu'il croyait initialement, les réfugiés n'étaient pas un péril pour l'ordre français, mais un danger

¹²⁶ AD16, 1 M 237, Courrier du ministre de l'Intérieur au préfet de Charente, 21/02/1939.

¹²⁷ Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, Op. Cit., p.54.

¹²⁸ *Idem*, p.53-55.

¹²⁹ AD16, 1 M 237, Courrier du ministre de l'Intérieur au préfet de Charente, 21/02/1939.

(1939-1940)

économique : « l'aide aux réfugiés est, indéniablement, une complication onéreuse »¹³⁰. Ce soutien financier risquerait de les pousser à rester indéfiniment et la France n'a pas les moyens de financer cela selon ses termes. Dans ce cadre, une circulaire du 5 mai 1939 donne de nouvelles instructions concernant les réfugiés espagnols¹³¹. L'État souhaite à tout prix à se débarrasser de ceux qu'il considère comme des « indésirables » en rapatriant le plus possible, mais sans le faire par la force.

Les autorités cherchent également à employer cette main-d'œuvre afin de s'en décharger financièrement. Pour autant, la crise du logement conduit les réfugiés, bien qu'ayant trouvé un emploi, à rester vivre au camp des Alliers. Un prélèvement sur leur salaire a alors lieu afin d'abonder les finances liées à la gestion du camp. Un autre moyen de s'émanciper est de s'engager dans l'armée française. Le statut de militaire, de même que d'employé dans les C.T.E., donne droit à leur famille de bénéficier d'un décret d'aide spécifique aux étrangers (décret du 12 avril 1939)¹³². Enfin, cette même circulaire autorise le regroupement familial, hormis pour les miliciens qui ne peuvent quitter les camps militaires, à condition d'avoir la capacité de subvenir à leurs propres besoins¹³³.

En parallèle, le préfet soutien et occupe même la présidence d'honneur de certaines associations d'aide aux réfugiés, ce dernier soutenant tout ce qui permet au département de faire moins de frais en la matière. La charge financière concerne essentiellement la gestion et entretien des camps, la fourniture de soins, de vêtements et nourriture. Les associations interviennent, elles, principalement sur les vêtements et la nourriture. Un courrier du chef du cabinet du préfet au commissaire spécial de police d'Angoulême fait mention du Comité d'aide aux réfugiés espagnols dirigé par M. Mestraud et du Syndicat ouvrier de la Fonderie de Ruelle par M. Malissen¹³⁴. De manière plus dispersée et moins organisée, Manuel Huerta mentionne l'aide spontanée d'habitants du Sud-Ouest voyant les convois passer : « Le train s'est arrêté dans beaucoup de gares pendant le voyage. La population a porté du pain, du lait, des vêtements chauds pour les enfants, pour les

¹³⁰ AD16, 1803 W 78, Raymond Lecuyer, « La question des réfugiés espagnols. Qui sont-ils ? Où vont-ils ? Que deviendront-ils ? », *L'Illustration*, 10/10/1936, p.189-191.

¹³¹ AD16, 1 M 237, Circulaire du 5 mai 1939 portant nouvelles instructions concernant les réfugiés espagnols.

¹³² AD16, 1 M 237, Rapport sur la réduction des dépenses en raison de l'hébergement des Espagnols, du gérant du Centre des réfugiés espagnols au chef du cabinet du préfet de Charente, 01/12/1939.

¹³³ Geneviève DREYFUS-ARMAND, « Les réfugiés espagnols en 1939, des "indésirables" », *Plein droit*, 2016/1, n°108, 2016, p.44-48.

¹³⁴ AD16, 1 M 237, Courrier du chef du cabinet du préfet de Charente au commissaire spécial de Police d'Angoulême, 17/03/1939.

(1939-1940)

adultes »¹³⁵. On sent un réel un élan d'aide et de générosité porté par le sentiment humain et ce peu importe la nationalité ou le parti politique. Le préfet l'évoque lui-même en ces termes : « Cependant, pour les enfants, pour les blessés, pour les femmes dignes d'intérêt, un effort considérable a été fait dans toutes les classes de la population »¹³⁶. Notons le regard phallocrate du préfet qui réduit à une position de faiblesse ces populations et en particulier les femmes vues comme fragiles et ne pouvant se débrouiller seules. Par conséquent, l'aide ne provient pas uniquement de l'État, bien que majoritaire. À ce titre, un courrier du ministre de l'Intérieur demande si les autorités ont reçu des remerciements « pour l'aide donnée par la France »¹³⁷. Au nom de cette aide, les réfugiés ne doivent se rebeller contre l'État français et porter atteinte à l'ordre public. De ces écrits transparaît une réelle condescendance des autorités françaises qui cherchent à se glorifier de leur soutien humanitaire, mais qui, en parallèle, veulent se décharger de ce poids financier. Les réfugiés sont alors assimilés à une charge et rien d'autre, vivant aux frais de l'État.

C'est en raison de cette vision restrictive et de l'invisibilisation de la richesse que peuvent constituer ces Espagnols, qu'ils sont assimilés à des « indésirables », terme retrouvé dans de nombreux documents préfectoraux. La titulature de l'ouvrage d'Alain Léger reprend d'ailleurs cette notion. Mais, celle-ci n'est pas nouvelle. Cet anglicisme se répand dès la fin du XIX^e siècle dans un contexte xénophobe et raciste. Ce mouvement de haine amorce ensuite une institutionnalisation législative de cette notion. Cette insulte raciste devient une catégorie juridiquement établie et sujette à des dispositifs de contrôle concrets, à l'image du carnet anthropométrique imposé aux nomades¹³⁸. Est ainsi érigé un dispositif d'exclusion statutaire de celles et ceux vus comme des dangers pour l'ordre public et n'entrant pas dans le cadre des normes sociales préétablies. Il y a donc un réel rejet de la différence : nomades, étrangers, prostitués, etc. L'arrivée des Espagnols lors de la *Retirada* s'inscrit directement dans ce contexte. Face à cet afflux massif de réfugiés, l'État français systématise le contrôle via l'internement. « L'arrivée par dizaines de milliers de réfugiés espagnols contribue à aiguïser ces inquiétudes et catalyse la diffusion de discours sur la nécessaire protection des frontières extérieures et sur l'impératif d'immunisation de

¹³⁵ Entretien avec Manuel Huerta, fils de Cayo et Manuela Huerta, en visioconférence, 05/02/2026, 02:29:11 (voir annexe 10).

¹³⁶ AD16, 1 M 237, Courrier du ministre de l'Intérieur au préfet de Charente, 21/02/1939.

¹³⁷ *Idem*.

¹³⁸ Emmanuel BLANCHARD, « Les "indésirables". Passé et présent d'une catégorie d'action publique », in GISTI, *Figures de l'étranger, quelles représentations pour quelles politiques ?*, Paris, GISTI, 2013, p.16-26.

(1939-1940)

la population nationale »¹³⁹. On retrouve cette peur à la forme xénophobe dans les correspondances du sous-préfet de Cognac, très hostile aux réfugiés. C'est d'ailleurs ce point qui contraste entre le sous-préfet de Cognac Armand Charles et le préfet de Charente Georges Malick. Armand Charles est particulièrement dur et méfiant à l'égard de ces « indésirables » qu'il soupçonnait sans relâche de propagande et d'être des dangers pour l'ordre public, de même que le commissaire central¹⁴⁰. Ce commissaire semble d'ailleurs grandement influencer le sous-préfet au regard de leur correspondance épistolaire¹⁴¹. À l'inverse, Georges Malick gère la situation avec pragmatisme, bien que contraint par les ordres de l'État, et n'était pas aussi extrême dans ses propos à l'égard des réfugiés espagnols, tempérant parfois Armand Charles dans les siens¹⁴².

Les Espagnols sont d'autant plus indésirables qu'ils sont assimilés, sans distinction, aux dangereux communistes, dans une société de plus en plus conservatrice et dénonçant la montée d'un péril rouge. Ils sont appréhendés comme des éléments risquant de mettre en danger l'ordre public. Cela renforce leur qualification d'indésirables. S'inspirant des travaux de Geneviève Dreyfus-Armand, Delphine Diaz confirme ce propos :

« Suspectés d'être des révolutionnaires, les combattants républicains étaient vus comme des "indésirables", c'est-à-dire comme des étrangers qui risquaient d'agir "au mépris des lois" ou d'intervenir "de façon inadmissible dans des querelles ou des conflits politiques ou sociaux qui ne regardent que nous" selon la définition donnée par la première circulaire d'Albert Sarraut du 14 avril 1938. Les réfugiés espagnols ne bénéficièrent donc pas d'un "accueil" au sens propre du terme, mais plutôt d'un "asile récalcitrant" : ils n'étaient nullement protégés par le statut Nansen et les décrets adoptés en 1938 par le gouvernement Daladier les classaient comme "indésirables" en France »¹⁴³.

Leur exclusion se traduit par une restriction des libertés et un durcissement des règles de droit à leur égard. On pourrait alors parler d'exclusion statutaire. La non-reconnaissance du statut Nansen et la qualification d'asile récalcitrant ne sont pas hasardeuses. En effet, si l'historiographie entend aujourd'hui les exilés espagnols de la *Retirada* comme des réfugiés, cette acception n'était pas

¹³⁹ *Idem.*

¹⁴⁰ AD16, 1 W 178, Courrier du commissaire central au préfet de la Charente, 02/07/1941.

¹⁴¹ AD16, 1 W 78, Ensemble de la correspondance épistolaire entre le sous-préfet de Cognac et le commissaire central, 1939-1941.

¹⁴² AD16, 1 W 78, Ensemble de la correspondance épistolaire entre le sous-préfet de Cognac et le préfet de Charente, 1939-1940.

¹⁴³ Delphine DIAZ, *En exil. Les réfugiés en Europe de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, *Op. Cit.*, p.239.

(1939-1940)

partagée par le gouvernement français d'antan. Le statut juridique international de réfugié n'est pas reconnu à ces Espagnols, bien que le droit d'asile territorial soit appliqué. Ainsi, si les différents documents du corpus de sources étudiées évoquent des « réfugiés », il s'agit-là d'un abus de langage. Cette « non-reconnaissance du statut limite les disponibilités financières permises par le timbre Nansen et les Espagnols sont assistés sur un budget spécial de l'État [...] »¹⁴⁴. C'est en ce sens que les autorités administratives charentaises travaillent à la réduction des dépenses entourant les camps implantés dans le département. Il faut attendre un décret du 15 mars 1945, décision faisant suite à des échanges avec le Haut-Commissariat pour les réfugiés de la Société des Nations et le Comité intergouvernemental pour les réfugiés, pour que ces Espagnols soient considérés comme « réfugiés espagnols ». Il est nécessaire, pour acquérir ce statut, de ne pas posséder d'autres nationalités et de ne pas bénéficier de la protection du gouvernement espagnol. Une circulaire du 1^{er} juin 1945 adressée aux préfets les informe de la reconnaissance du statut Nansen à ces Espagnols et précise qu'ils recevront l'appellation de « réfugiés espagnols » qui « doit donc être substituée à celle d'asilé espagnol »¹⁴⁵. Aucune trace de cette circulaire n'est à relever dans les archives du cabinet du préfet aux AD16 (archives départementales de la Charente). Le statut assigné est donc un enjeu de premier ordre jouant sur les droits et libertés, mais aussi la protection de ces personnes. Ainsi, durant toute la Seconde Guerre mondiale, les Espagnols sont demeurés ce que Karen Akoka appelle des demandeurs d'asiles ou asilés avant que cette circulaire ne leur octroie le statut de réfugié¹⁴⁶. Les asilés et réfugiés ne sont pas protégés par leur pays qu'ils fuient en raison de l'atteinte commise aux droits humains. La différence de statut tient en la reconnaissance ou non de la demande d'asile : un asilé est en attente d'une réponse, alors que le réfugié a officiellement obtenu ledit statut et la protection liée.

Ainsi, l'ambivalence des attitudes entre population locale et administration, mais aussi au sein même de cette dernière, n'est pas un paradoxe, mais la structure même de l'accueil en Charente. Toutefois, l'entrée en guerre reconfigure profondément ces équilibres, en accentuant les logiques de contrôle et en transformant les conditions de présence de ces réfugiés dans le département.

¹⁴⁴ Aline ANGOUSTURES, « Une qui ne finit pas, les réfugiés espagnols en France de 1945 au début des années 1960 », in Aline ANGOUSTURES, Dzovinar KÉVONIAN et Claire MOURADIAN (dir.), *Réfugiés et apatrides. Administrer l'asile en France (1920-1960)*, Op. Cit., p.127-151.

¹⁴⁵ *Idem* ; AN, F/7/16705, Circulaire du ministère de l'Intérieur n°497.

¹⁴⁶ Karen AKOKA, *L'asile et l'exil. Une histoire de la distinction réfugiés/migrants*, Op. Cit., p.57.

(1939-1940)

B. Ségrégation et agentivité liées à la semi-liberté

Entre crise économique et contexte xénophobe, les conditions d'accueil sont difficiles. La grande majorité des Espagnols à atteindre la Charente font l'objet d'un internement administratif, bien que n'ayant « commis ni crime, ni délit »¹⁴⁷. La raison à cela : ils représentent un danger potentiel pour le pays. Ces mesures d'exceptions se cristallisent dans la loi du 12 novembre 1938 qui autorise l'internement des indésirables étrangers, menace pour l'identité française. Les Espagnols sont parmi les premiers à subir cette loi, certes car étrangers, mais surtout en raison de leur situation d'indigence totale ayant été entièrement démunis lors de l'exode. Leur internement fait office d'un accueil d'urgence. Cette politique d'internement administratif s'accroît à l'entrée en guerre de la France et s'applique à la majorité des personnes qualifiées d'indésirables : communistes, étrangers, Juifs, nomades, etc. Un débat historiographique s'intéresse à l'appellation de ces lieux : camp de concentration ou camp d'internement ? Dans les archives préfectorales et policières des AD16, c'est la notion de camp de concentration qui ressort le plus. La distinction entre ces deux termes pourrait tenir en la logique appliquée. Un camp d'internement suit une logique administrative de détention préventive. La détention de personnes sans jugement est à visée de contrôle, d'isolement et de surveillance. À l'inverse, un camp de concentration suit une logique de répression massive et souvent violente. Le regroupement massif de populations civiles est généralement arbitraire, avec des conditions de vie très dures et déshumanisantes pouvant entraîner la mort, et souvent à visée de travail forcé¹⁴⁸. Ainsi, les lieux étudiés quant aux réfugiés espagnols en Charente relèvent bien des camps d'internement¹⁴⁹. Il y a donc une première strate de séparation qui s'observe entre les indésirables et la population locale. Cette situation correspond à une forme de ségrégation socio-spatiale en ce que la mise à l'écart subie par ce groupe social, dans cet espace, se fonde sur des critères économiques, politiques et sociaux¹⁵⁰.

Une deuxième strate tient en l'aspect généré de la ségrégation.

« Les hommes furent massivement parqués dans des camps d'internement, montés à la hâte sur les plages du Roussillon et dans le Sud-Ouest de la France. Les camps d'Argelès-sur-Mer,

¹⁴⁷ « La France des camps (1938-1946). Exception, exclusion, extermination », *Musée de l'histoire de l'immigration*, consulté le 23/03/2026, [<https://www.histoire-immigration.fr/programmation/l-universite/la-france-des-camps-1938-1946#:~:text=Entre%20novembre%201938%20et%20mai,l'Etat%20ou%20la%20soci%C3%A9t%C3%A9>].

¹⁴⁸ « Le sens des mots : un camp de concentration », *Mémorial de la Shoah*, consulté le 23/03/2026, [<https://www.memorialdelashoah.org/camp-de-concentration.html>].

¹⁴⁹ Les différents lieux et périodes d'accueil des réfugiés espagnols en Charente (voir annexe 2).

¹⁵⁰ « Ségrégation », *Géoconfluences*, consulté le 24/03/2026, [<https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/segregation>].

(1939-1940)

du Barcarès et de Saint-Cyprien furent construits à même le sable, par les réfugiés qui étaient utilisés comme main d'œuvre, sous le contrôle des troupes coloniales »¹⁵¹.

Plusieurs Espagnols évoquent ce tri genré :

- José Rocabert : « Après que nous ayons été séparés brutalement de mon père avec tout le désespoir de ma mère, de mon frère et moi-même, on amenait le flot de réfugiés femmes et enfants sous bonne escorte militaire, à pied, à la gare du Boulou, où des wagons à bestiaux nous attendaient [...] »¹⁵².

- Antonio Roca : « Fatigué, on nous a dirigé comme un troupeau de moutons, probablement vers la gare de Bourg-Madame pour le triage. Oui, nous avons été séparés des hommes, qui ont été envoyés au camp d'Argelès-sur-Mer, et femmes et enfants mis dans un train en direction, je crois, [de] Perpignan [...] »¹⁵³.

Une logique de tri genré imprègne chacun de ces témoignages qui laisse d'ailleurs paraître le caractère déshumanisant de celui-ci. En effet, la masse de réfugiés semble telle que ces derniers ne sont pas traités comme humains, mais comme bétail, d'où le moindre souci de brutalité et rigueur. Ceci apparaît comme un véritable marqueur traumatique chez Manuel Huerta qui évoque des journaux français les décrivant comme étant des « anthropophages cannibales qui, d'ailleurs, mangent les enfants », des « sauvages »¹⁵⁴. Se dessine dès lors une forme de traumatisme du regard face à des articles haineux et des traitements déshumanisants. Alain Léger, de même que Geneviève Dreyfus-Armand, évoque l'aspect « bête de foire » pour reprendre les termes de Manuel Huerta des réfugiés au sein de ces camps. Au demeurant, les camps faisaient l'objet d'une forme d'attraction touristique et constituaient un lieu de promenade dominicale, suscités par la curiosité entretenue par la presse¹⁵⁵.

Une troisième strate de différenciation se situe enfin au niveau de la catégorisation opérée au sein même des indésirables. Seules celles des réfugiés espagnols et des nomades sont ici analysées. Le cas d'étude du camp des Alliers d'Angoulême est particulièrement révélateur de ce phénomène. « Créé par une ordonnance du Préfet de juillet 1938, le camp des Alliers servit d'abord au

¹⁵¹ Delphine DIAZ, *En exil. Les réfugiés en Europe de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, *Op. Cit.*, p.239-240.

¹⁵² AD16, 1803 W 80, Témoignage tapuscrit de José Rocabert, non daté.

¹⁵³ AD16, 1803 W 78, Témoignage tapuscrit d'Antonio Roca, non daté.

¹⁵⁴ Entretien avec Manuel Huerta, fils de Cayo et Manuela Huerta, en visioconférence, 05/02/2026, 02:29:11 (voir annexe 10).

¹⁵⁵ Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, *Op. Cit.* ; Geneviève DREYFUS-ARMAND, *L'exil des républicains espagnols en France*, *Op. Cit.*

(1939-1940)

regroupement des réfugiés espagnols de juillet 1939 à août 1940 »¹⁵⁶. Ces derniers quittent progressivement le camp à mesure qu'ils trouvent du travail, tout en y étant poussés par les autorités. Dès la mi-1940, à la suite de précédentes mesures d'assignation à résidence, le camp accueille aussi des nomades jusqu'en 1946, les Alliers étant le dernier camp d'internement français à fermer. À première vue, il y a une non-mixité des différentes catégories d'indésirables au sein d'un même camp. Même si Espagnols et nomades se confondent à la mi-1940, cela ne dure pas. Ensuite, contrairement aux nomades, les réfugiés n'ont pas fait l'objet de mesures d'assignation à résidence comme le révèlent les archives préfectorales de Charente. Enfin, si le camp est dit semi-ouvert du temps des Espagnols, les nomades, eux, gisent dans un camp devenu strictement fermé. Cette distinction s'explique par le fait que les nomades sont, en grande majorité, des Français ne répondant pas aux critères sociaux de l'époque, à savoir la sédentarisation, et tous les préjugés les entourant les desservent grandement : voleurs, bagarreurs, etc. Bien que n'étant pas bien vus, les Espagnols ne souffrent, eux, pas de ces mêmes critiques, d'où la différence de traitement et de surveillance, mais demeurent stigmatisés notamment en tant que rouges. Dès lors, ceci est bien la preuve d'une catégorisation entre indésirables par l'administration française. Contrairement aux réfugiés espagnols qui relèvent d'une logique d'accueil dans un contexte d'urgence humanitaire, même s'il est contraint, les populations nomades ne s'inscrivent pas dans une logique de demande d'assistance. Elles font l'objet d'une politique de contrôle et de surveillance ancienne, fondée sur leur marginalisation sociale et non-conformité aux normes de sédentarité¹⁵⁷. Il n'en demeure pas moins que l'histoire de ces deux catégories est intimement liée en Charente, dans la mesure où l'accueil des Espagnols a en partie préfiguré la gestion de l'internement administratif des nomades.

Par conséquent, la différence de traitement des indésirables ne se limite pas à des statuts juridiques distincts, mais se traduit concrètement dans l'organisation même des espaces d'accueil et d'internement de ces personnes. La structure des camps charentais, après l'entrée en guerre, est extrêmement bien détaillée dans l'ouvrage d'Alain Léger, mais aussi dans la contribution de Francis Cordet et Guy Hontarrède sur les réfugiés¹⁵⁸. Concrètement, les principaux lieux d'accueil en Charente entre 1936 et 1940 pour les réfugiés espagnols se situent à Angoulême et Cognac. Seule

¹⁵⁶ Éric WANTIEZ, FAWZI et al., *Les années noires. Angoulême 1940-1944*, *Op. Cit.*, p.72.

¹⁵⁷ Emmanuel FILHOL, « L'indifférence collective au sort des Tsiganes internés dans les camps français, 1940-1946 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2007/2 n°226, 2007, p.69-82.

¹⁵⁸ Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, *Op. Cit.* ; Francis CORDET, « Les réfugiés espagnols en Charente 1936-1944 », *in Op. Cit.*, p.33-39 ; Guy HONTARRÈDE, « Le camp d'hébergement surveillé des Alliers », *in Op. Cit.*, p.41-49.

(1939-1940)

Angoulême permet par la suite un accueil dans des camps prévus ou aménagés à cet effet¹⁵⁹. Ces derniers sont semi-ouverts, c'est-à-dire qu'il est possible d'en sortir temporairement. Une circulaire du 5 mai 1939 place cette sortie sous conditions : le réfugié peut sortir s'il est « réclamé par un parent non réfugié » ou par un « particulier » capable de le prendre en charge et de l'héberger¹⁶⁰. Chaque sortie est soumise à l'accord préfectoral. Mais ce n'est pas cela qui fait du camp un lieu semi-ouvert. En réalité, cette caractéristique s'observe via les mobilités des travailleurs réfugiés. Le préfet a à cœur de transformer cette masse inorganisée et passive en éléments utiles à la collectivité selon sa logique, notamment par l'emploi agricole¹⁶¹. Ainsi, celles et ceux ayant trouvé un emploi peuvent sortir du camp en journée pour travailler sous condition de retour le soir.

Certains bénéficient également de sauf-conduits délivrés par le commissaire de police pour quitter le camp ou aller récupérer d'autres membres de leur famille dans le cadre d'un regroupement familial¹⁶². Des échanges entre les préfets de la Charente et de la Gironde mettent en lumière cette démarche de regroupement réalisée par Anna Alcubierre Ortiz. Hébergée au camp de La Combe aux Loups avec deux de ses enfants, cette dernière cherche à réunir sa famille dispersée : son époux est en Isère, et ses deux autres enfants Juan et Manuel José au camp de Saint-Dizier (Haute-Marne). Anna hésite néanmoins, car cela implique de laisser seuls ses deux enfants en bas âge à La Combe aux Loups, le préfet refusant qu'ils en sortent. Parallèlement, le préfet refuse que ses deux autres enfants, Juan et Manuel José, fassent le voyage seuls depuis Saint-Dizier. Et, le billet de train est à ses frais. Ambroise Croizat, secrétaire général de la Fédération des métaux, intervient alors en faveur de cette dernière, le mari d'Anna travaillant dans la filiale espagnole de cette fédération. Anna parvient ainsi à récupérer ses deux enfants en quittant le camp momentanément et les deux billets sont rendus gratuits pour les deux enfants en raison de l'indigence de la famille¹⁶³. Précisons que la correspondance permettant ce regroupement a lieu avec le préfet de Gironde et non de Haute-Marne, en raison de l'affiliation de la famille Alcubierre au Service d'évacuation des réfugiés

¹⁵⁹ Les différents lieux et périodes d'accueil des réfugiés espagnols en Charente (voir annexe 2).

¹⁶⁰ AD16, 1 M 237, Circulaire du 5 mai 1939 portant nouvelles instructions concernant les réfugiés espagnols.

¹⁶¹ *Idem*.

¹⁶² AD16, 1 M 237, Courrier du ministre de l'Intérieur aux préfets, 15 novembre 1939.

¹⁶³ AD16, 1 M 238, Échange épistolaire entre les préfets de Charente et de Gironde à propos d'une demande de regroupement familial, mai 1939.

(1939-1940)

espagnols (S.E.R.E.), association espagnole gérée à l'échelle régionale depuis Bordeaux en Gironde¹⁶⁴.

Anna est un exemple caractéristique de la complexité pour les réfugiés de procéder à un regroupement familial, dans un pays où la langue et la procédure administrative leur sont généralement étrangères. Ce cas met en lumière la création, ou persistance depuis l'Espagne, de réseaux de solidarité à l'égard des/entre réfugiés. Il montre également que chaque allée et venue dans et hors du camp est strictement surveillée, le camp étant géré par le préfet et la police. Pourtant, la surveillance ne suffit pas toujours à empêcher des sorties non autorisées. Des rapports révèlent la présence de passages dans la clôture, le cas de réfugiés sortant pour se rendre aux bals, etc.¹⁶⁵

« José Alcubierre, treize ans à l'époque, fait le tour des refuges d'Angoulême. Il en sort parfois pour aller danser à la salle Philharmonique ou à la Maison du Peuple, pour se rendre au Select Pathé, place du Champ-de-Mars, où le directeur laisse toujours entrer gratis quelques gamins désargentés, ou pour passer au Prisunic où une vendeuse ne manque pas de leur offrir quelques bonbons »¹⁶⁶.

Ce système de semi-liberté répondait à une stratégie utilitariste de l'État. Elle visait à laisser les réfugiés sortir pour trouver du travail et ainsi devenir autonomes, afin qu'ils ne soient plus à la charge des deniers publics. Cela n'empêche pas de maintenir une surveillance resserrée à leur égard. Si les Espagnols ont d'abord reçu un accueil dit humanitaire, le contrôle policier et administratif systématique a ensuite très rapidement pris le dessus. Ce phénomène est à noter dès leur catégorisation en tant qu'indésirables dans un État où la surveillance apparaît comme une véritable obsession. En ce sens, le ministre de l'Intérieur insiste sur l'importance d'une surveillance sans relâche afin d'éviter tout désordre¹⁶⁷. Cela se traduit par des fouilles de bagages, comme le souligne José Rocabert lors du passage de la frontière¹⁶⁸. La surveillance et le contrôle sont omniprésents : dans et hors du camp, sur les individus, sur leurs biens. Les autorités cherchent également à contrôler les idées. Il y a donc une forme de stigmatisation à l'égard des réfugiés qui accroît leur ségrégation. La censure s'impose face à des publications jugées tendancieuses, à l'image

¹⁶⁴ Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, Op. Cit., p.57-58.

¹⁶⁵ *Idem*, p.47, 95 et 100.

¹⁶⁶ *Idem*, p.40.

¹⁶⁷ AD16, 1 M 237, Courrier du ministre de l'Intérieur au préfet de Charente, 21 février 1939.

¹⁶⁸ AD16, 1803 W 80, Témoignage tapuscrit de José Rocabert, non daté.

(1939-1940)

de *La voix du peuple* ou de *Reconquesta*¹⁶⁹. On craint en effet une propagande rouge pouvant conduire à la division du pays. Mensuellement, des rapports sont en outre établis par le préfet quant à l'état d'esprit et attitude des réfugiés, avec une attention particulière portée à leur sentiment par rapport aux Français¹⁷⁰. Cette surveillance préventive atteint son paroxysme avec le recours au bertillonnage. Chaque individu est réduit à une fiche d'identité érigée à la manière de celles des criminels : prise des empreintes digitales, analyse biométrique, photographies de face et/ou de profil¹⁷¹. Il y a là une véritable discrimination à l'égard de ces étrangers qui ne peuvent bénéficier que de droits lésés. Ce système ne s'applique d'ailleurs pas uniquement aux internés, mais à tous les réfugiés, puisqu'il est primordial de rappeler que tous ne sont pas internés dans les camps susmentionnés. La population de Ruelle avait en effet été la plus investie dans l'accueil. Alain Léger comptabilise 151 ménages ayant accueillis en 1939 des réfugiés espagnols, sachant que la population de Ruelle s'élevait à 1463 ménages lors du recensement de 1936¹⁷². Manuel Huerta se souvient avec précision de son accueil par la famille Castaner, à Angoulême, après un passage aux Alliers :

« Et là, une femme l'aborde [la mère de Manuel Huerta], dans un espagnol un petit peu approximatif, et lui demande pourquoi elle pleure. Ma mère répond : "Comment voulez-vous que je ne pleure pas ? Je n'ai plus mon pays, je ne parle pas la langue, mon argent ne vaut plus rien, mon fils est malade, je ne sais pas où est mon mari." Et donc, cette femme lui dit : "Madame, vous retournez [...] en face de la gare". Il y avait cette espèce de hangar où on avait mis les quelques mille Espagnols qui étaient dans le train. Et là, elle dit : "Madame, dans un quart d'heure, mon chauffeur vient vous chercher". Effectivement, un quart d'heure après, une voiture est venue nous chercher, nous a emmenés dans une maison bourgeoise à quelques 200/300 mètres carrés. Ah, il y avait du chauffage, salle de bain, le médecin, des draps propres, un lit, etc. Voilà le premier jour de notre arrivée en France. Cette dame s'appelait Madame Castaner. C'est un nom qui est très connu parce qu'on a eu un ministre, Christophe Castaner, qui n'était pas né, bien entendu, à l'époque,

¹⁶⁹ AD 16, 1 M 237, Courrier du commissaire spécial au préfet, 13 mai 1939.

¹⁷⁰ *Idem*.

¹⁷¹ AD16, 4 M 133, Dossiers de documents d'identité, Espagnols A-Z, 1937-1940 ; AD16, 4 M 161, Fiches individuelles de réfugiés dans diverses localités de Charente, 1939-1940.

¹⁷² Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, *Op. Cit.*, p.272-285 ; AD16, 6 M 328, Recensement de population de Ruelle de 1936, vue 153.

(1939-1940)

et qui s'avère être le petit-neveu du mari de Madame Castaner qui s'appelait Antoine Castaner »¹⁷³.

Alain Léger donne des précisions complémentaires quant à la famille Castaner : des grossistes en fruits et légumes d'Angoulême, originaires d'Argentine, ayant permis le 8 mars 1939 la venue du père de Manuel Huerta, Cayo, ancien commissaire à Figueras, interné à Bram après un passage par Argelès¹⁷⁴.

Ces accueils individuels n'empêchent pour autant pas le contrôle systématique des réfugiés par les autorités françaises. Certains se saisissent de ce pouvoir pour en abuser. Antonio Roca, qui se trouvait dans un lieu de transit en France, témoigne : « Parfois, les jeunes filles et les femmes, aussi gardées par un ou plusieurs gardiens, étaient emmenées dans une pièce (bureau) d'où l'on entendait des cris de détresse et les pleurs. On devinait, cachés avec les copains, qu'elles se faisaient violer ! Nous y sommes restés de nombreux mois »¹⁷⁵. Seules avec leurs enfants, ces femmes épuisées par l'exil, sans leur époux, apparaissent sans défense face à ces militaires français sans scrupule. Outre les maladies, la possibilité de tomber enceinte, le viol est un traumatisme venant s'ajouter à celui de l'exil et qui est rarement évoqué. Si les travaux consacrés aux femmes de la *Retirada* ont permis de mettre en lumière la dimension genrée de l'exil, la question des violences sexuelles dans les camps français demeure encore largement en marge de l'historiographie. Ce silence relatif s'explique autant par la rareté des sources que par les logiques d'invisibilisation propres à ces violences.

Cet aspect genré se lit également via des parcours féminins notoires, essentiels pour comprendre cette mise en récit, à l'image de celui de Pilar Claver ou Julia Alvarez Rosano. Comprendre le fonctionnement du camp, c'est mettre en lumière le rôle de ces femmes. Chaque camp et refuge sont gérés par le préfet Georges Malick et son chef de cabinet Charles Rickard pour l'aspect administratif. Sur le terrain, le pouvoir de direction est assuré, pour La Combe aux Loups, par Gaston Couillaud, commissaire spécial de la Sûreté, assisté de l'inspecteur Aristide Soulier, et pour Les Alliers, par Aristide Soulier, gérant principal, assisté d'Antonin Pényl, comptable et régisseur adjoint¹⁷⁶. La surveillance est assurée par des gendarmes et un détachement du 502^e régiment

¹⁷³ Entretien avec Manuel Huerta, fils de Cayo et Manuela Huerta, en visioconférence, 05/02/2026, 02:29:11 (voir annexe 10).

¹⁷⁴ Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, Op. Cit., p.53.

¹⁷⁵ AD16, 1803 W 78, Témoignage tapuscrit d'Antonio Roca, non daté.

¹⁷⁶ Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, Op. Cit., p.47 et 96.

(1939-1940)

jusqu'en avril 1940¹⁷⁷. La supériorité numérique des réfugiés et la diminution du coût de la main-d'œuvre conduisent à impliquer les réfugiés dans la gestion de leur propre camp. L'administration s'appuie sur une élite lettrée internée pour le fonctionnement quotidien du camp, sélection engendrant parfois des tensions et privilèges. Le témoignage de Dolores Sangüesa a permis de restituer avec minutie le rôle de chacun, ces informations pouvant être croisées avec les photographies annotées du fonds 1803 W 78 de l'ancien musée de la Résistance d'Angoulême¹⁷⁸. Au secrétariat et à l'intendance, Dolores Sangüesa occupe plusieurs postes clés : interprète, cheffe du bureau des mutations, et travaille de concert avec Sarah Urtray, une institutrice espagnole maîtrisant le français et s'occupant également de la comptabilité. Marluja Suárez et Fernando Sanz assurent la comptabilité des entrées et sorties du camp avant de se marier et céder leur place à Guillermo Blanco Lingueri. D'autres sont assignés à la gestion des cuisines et à l'entretien, à l'image d'Ana Campos Florido, figure importante du camp des Alliers. Les chefs de baraques, souvent des femmes, veillent à ce que leur baraque ait de quoi manger et se le répartisse équitablement. Enfin, la comédienne Purificación Fernández de Villegas, aidée occasionnellement par la sage-femme Victoria San Emeterio, et par sa belle-sœur Saturnina Manterola s'occupent de rechercher les familles pour permettre leur regroupement¹⁷⁹. Cela passe notamment par des petites annonces dans des journaux, tels que *Reconquesta*¹⁸⁰. Cette répartition des rôles est révélatrice du remplacement des hommes opéré par les femmes à tous les postes, mais aussi du phénomène de regroupement des familles qui amène progressivement des hommes à venir rejoindre leur épouse au camp des Alliers, ayant été séparés à la frontière. Une vie de famille semble alors très timidement se reconstruire.

Mais, trouver de l'intimité au sein des baraquements est chose complexe. Plusieurs familles s'entassent dans une même baraque, non isolée. Si l'hygiène et un semblant de confort arrivent très doucement, les camps ne comptent pas de lit au début, les réfugiés dorment sur la paille ou à même le sol. Manuel Huerta se souvient que les femmes suspendaient des morceaux de tissus afin de créer une forme d'intimité¹⁸¹. Concernant l'hygiène, les installations sont rudimentaires. À La

¹⁷⁷ AD16, 1 M 237, Courrier du chef du cabinet du préfet au commissaire spéciale de Police d'Angoulême, 17 mars 1939.

¹⁷⁸ Extraits du témoignage de Pilar Claver, in Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, Op. Cit. ; Portrait de Pilar Claver (voir annexe 7, portrait 2) ; AD16, 1803 W 78, Ancien musée de la Résistance d'Angoulême.

¹⁷⁹ Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, Op. Cit., p.47-48 ; AD16, 1803 W 78, Courrier manuscrit du directeur du camp des Alliers attestant du travail de Dolores Sangüesa, 25 août 1940 ; AD 16, 1803 W 78, Photographies du camp des Alliers, non datées.

¹⁸⁰ AD16, 1 M 237, Journal *Reconquesta*, numéro du 6 juillet 1939.

¹⁸¹ Entretien avec Manuel Huerta, fils de Cayo et Manuela Huerta, en visioconférence, 05/02/2026, 02:29:11 (voir annexe 10).

(1939-1940)

Combe aux Loups, on compte 30 sièges de WC pour 2000 personnes. Ceux des Alliers se contentent d'une tranchée au tout début. Les épidémies en tout genre : gale, poux, typhus, sont fréquentes. Avec le temps, les camps sont un peu mieux équipés, mais toujours à moindre coût¹⁸². Chacun possède aussi des locaux disciplinaires pour réprimer évasions, désobéissance et proxénétisme¹⁸³. Dans ce quotidien rythmé par la vie du camp, les corvées, les ordres, la journée de chacun est bien occupée : pas de place pour l'oisiveté.

« À partir du 19 février 1939, des cours d'espagnol, de calcul et de français commencent à être dispensés à environ quatre cents enfants répartis en groupes du matin et du soir. Ils se déroulent dans la salle des fêtes de l'Éveil social et à l'école des Seguiens »¹⁸⁴. Ces cours sont dispensés par les réfugiés eux-mêmes, à savoir quatre femmes : Julia Alvarez Resano, María del Carmen, Alicia Coiduras et Juan Muñera Martínez. Les plus vieux s'inscrivent quant à eux dans la logique utilitariste de l'État français qui les encourage à travailler pour s'assumer. Les travailleurs disposent de sauf-conduits pour se faire, mais tout écart signifie pour eux un renvoi direct au camp¹⁸⁵. Les principaux secteurs de recrutement sont l'agriculture et l'industrie¹⁸⁶. Cette semi-liberté liée au travail permet aux Espagnols d'entrer en contact avec la population locale. Celle-ci leur apporte son aide dans la mesure du possible, à l'image de Mathilde Mir, directrice de l'École normale pour filles d'Angoulême, quant au vestiaire et lait des bébés, mais aussi l'aide matérielle vestimentaire des Quakers¹⁸⁷. Ce n'est cependant pas le cas de toute la population. Enfin, cette semi-liberté permet de faire passer des lettres outre la censure imposée au camp, ainsi que vers l'Espagne, la liaison ayant été coupée. Alain Léger explique :

« Après l'interruption du courrier avec l'Espagne, un ouvrier ruellois circule discrètement dans l'établissement pour collecter des lettres qu'il se propose de faire transiter par la Suisse moyennant une petite redevance. Bien que leur confiance ne soit pas illimitée, les Sangüesa s'adressent à lui et constatent que c'est du sérieux, les réponses arrivant par le même canal »¹⁸⁸.

¹⁸² AD16, 1 M 237, Courrier du commissaire spécial au préfet de Charente, 13 mai 1939.

¹⁸³ *Idem*.

¹⁸⁴ Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, *Op. Cit.*, p.49 ; AD16, 1803 W 78, S.N., « Réfugiés espagnols : il y a soixante ans », *Sud-Ouest*, 1997 (datation incertaine).

¹⁸⁵ AD16, 1 M 237, Circulaire du 5 mai 1939 portant nouvelles instructions concernant les réfugiés espagnols.

¹⁸⁶ AD16, 1803 W 78, Témoignage tapuscrit d'Antonio Roca, non daté.

¹⁸⁷ Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, *Op. Cit.*, p.39 et 44.

¹⁸⁸ *Idem*, p.148.

(1939-1940)

Il s'agit là d'une des premières formes de contournement de l'autorité française. Celle-ci s'observe à trois niveaux : la contestation quotidienne, la présence d'objets prohibés et la persistance des idées. C'est à ce niveau que s'érige l'agentivité des réfugiés. Le contexte ségrégationniste et la conception semi-ouverte du camp sont propices à son développement. L'agentivité désigne la « capacité de l'être humain à agir de façon intentionnelle sur lui-même, sur les autres et sur son environnement »¹⁸⁹. Par son autonomie, il est « capable de définir ses propres choix et de les réaliser de manière consciente et rationnelle en leur affectant efficacement des moyens pour une finalité »¹⁹⁰.

Plusieurs fonds archivistiques documentent la mise en œuvre de cette agentivité sous la forme d'une opposition, d'une résistance à l'autorité en place. Dans un courrier au préfet du 2 mars 1939, le commissaire central relate un mouvement de mécontentement des réfugiés qui, en réaction à une distribution de nourriture insuffisante, ont refusé d'effectuer leur corvée et sont délibérément arrivés 30 minutes en retard pour le petit-déjeuner¹⁹¹. Directement en lien avec ce précédent épisode, l'affaire Bonnet dépasse les limites du camp. Début mars 1939, un rapport révèle la distribution de tracts à Ruelle, au sein de la population ouvrière, dénonçant la « rapacité » du cantinier Bonnet¹⁹². Pour mieux saisir la discrimination entre réfugiés dans cette affaire, il est important de comprendre que les repas sont assurés par des prestataires privés payés par l'administration. Les repas sont servis par le restaurateur Poupot aux Alliers, et par Raphaël Arnoult, traiteur de Jarnac, à Cognac¹⁹³. En revanche, à La Combe aux Loups, il y a deux cantines. La cantine A est gérée par le restaurateur Gérard Ferrand, qui reçoit des dons extérieurs améliorant les repas et est soutenu par le syndicat ouvrier de la Fonderie de Ruelle. La cantine B est quant à elle gérée par M. Bonnet, très critiqué pour sa « rapacité » et pour tirer des profits de sa position. Le tract en question, provenant de « L'observateur impartial. Ami de l'infortune » l'évoque en ces termes : « Il est l'oiseau de proie qui s'acharne sur la misère, sans aucune considération humaine que sa rapacité assouvie et la haine qui l'inspire »¹⁹⁴. L'expression de ce mécontentement est également nourrie par les correspondances entre réfugiés de différents camps qui, à l'inverse de

¹⁸⁹ Annie JÉZÉGOU, « Agentivité », in Anne JORRO (dir.), *Dictionnaire des concepts de la professionnalisation*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, 2013, p.41-44.

¹⁹⁰ *Idem*.

¹⁹¹ AD16, 1 M 237, Courrier du commissaire central au préfet de Charente, 2 mars 1939.

¹⁹² AD16, 1 M 237, Tract de propagande « L'observateur impartial. Ami de l'infortune », mars 1939 ; AD16, 1 M 237, Courrier du commissaire central au préfet de Charente, 2 mars 1939 ; AD16, 1 M 237, Courrier du commissaire central au préfet de Charente, 14 mars 1939.

¹⁹³ AD16, 1 M 237, Courrier du commissaire central au préfet de Charente, 2 mars 1939.

¹⁹⁴ AD16, 1 M 237, Tract de propagande « L'observateur impartial. Ami de l'infortune », mars 1939.

(1939-1940)

ceux d'Angoulême, sont très satisfaits de leur traitement¹⁹⁵. Les réfugiés de La Combe aux Loups cherchent ainsi à ce que la cantine A obtienne le monopole du service afin que tous soient traités à égalité. Ils tentent, par ce biais, de toucher une population sensible à leur cause et pouvant appuyer leur voix. Cette affaire prouve la circulation de tracts, pourtant interdite.

Cela s'accompagne de la consultation de presse prohibée hors du camp. La diffusion du journal *Reconquesta* constitue un acte de résistance intellectuelle. Ce journal franco-catalan défend la bienveillance et la bonne foi des Espagnols à l'égard de la France, cherchant à redorer la mauvaise image que la presse s'évertue à leur donner¹⁹⁶. Étudiant le camp d'Argelès-sur-Mer dont le sable a marqué les esprits, Geneviève Dreyfus-Armand parle de « presse des sables » quant à la production de ces sources d'informations clandestines¹⁹⁷. Cette presse est le lieu de diffusion d'idées à caractère socio-politique et pouvant pousser à la désobéissance civile ; ce que les autorités françaises souhaitent empêcher. La possession d'objets prohibés atteste également de cette désobéissance. Un rapport de juillet 1939 mentionne un revolver tombé d'une valise lors d'un contrôle à Ruelle¹⁹⁸. Bien qu'isolé, ce cas est révélateur de la volonté de certains de maintenir leur capacité de défense et/ou d'action, battant en brèche l'image du réfugié passif et attentiste. À mi-parcours entre la résistance par les objets et par les idées, le rapport du 22 décembre 1939 sur Jaime Guthbert évoque la découverte de lettres codées, avec l'accord d'employés du camp, dont l'inspecteur Soullier, pour informer les Espagnols de la réalité des persécutions en Espagne¹⁹⁹. La résistance par l'action ou inaction et par la présence d'objets interdits sont révélatrices de la persistance d'un idéal politique. Notons d'ailleurs que cette désobéissance se retrouve aussi bien du côté des réfugiés que de certains fonctionnaires français. Le statut de réfugié (asilé en réalité) ne signifie pas que ces Espagnols sont résignés. Plusieurs rapports de police soulignent l'usage de pseudonymes ou du nom de famille de leur mère par les Espagnols pour perdre les autorités françaises dans leur fichage, afin de demeurer invisibles²⁰⁰. L'invisibilité est alors recherchée à ce stade. Le ton monte d'un cran lorsque des

¹⁹⁵ *Idem*.

¹⁹⁶ AD16, 1 M 237, Journal *Reconquesta*, numéro du 6 juillet 1939.

¹⁹⁷ Geneviève DREYFUS-ARMAND, *L'exil des républicains espagnols en France*, Op. Cit., p.101.

¹⁹⁸ AD16, 1 M 237, Rapport du chef de la Sûreté Boudy André au commissaire central, 4 février 1939.

¹⁹⁹ AD16, 1 M 237, Rapport d'Antonin Pényl à l'attention du directeur du camp, 22 décembre 1939.

²⁰⁰ AD16, 1 W 178, Rapport du sous-préfet de Cognac sur le recrutement d'agents communistes parmi les anciens gouvernementaux, propagande anarchiste et communiste (1941-1942), septembre 1942.

(1939-1940)

inscriptions communistes, attribuées aux réfugiés Espagnols, apparaissent sur les murs de la fonderie de Ruelle le 1^{er} mai 1941, symbole de leur agentivité et de la poursuite de leur lutte²⁰¹.

Enfin, la manifestation des idées républicaines se remarque par deux épisodes anticléricaux. Un article du 22 mai 1939 « En voilà assez ! » dénonce la manière d'agir de ces Espagnols qui exigèrent d'être soignés par des infirmières laïques et non pas religieuses, allant jusqu'à les insulter²⁰². La population est indignée. Dans le même temps, l'affaire dite de la mascarade religieuse au camp de La Combe aux Loups défraie la chronique locale.

« Ces messieurs et ces dames du "*Frente popular*" se sont donné le plaisir, une fois de plus, pour occuper leurs loisirs précieux, de singer des cérémonies religieuses. Avec la permission de celui qui aurait dû l'interdire ils ont bâti un autel et, revêtus d'ornements sacerdotaux imités, ils ont parodié la messe, une cérémonie de mariage, un prône, etc. ... Des pauvres petits Espagnols inconscients faisaient office d'enfants de chœur. Tout cela dans un baraquement du camp »²⁰³.

Les Espagnols poursuivent ici une lutte anticléricale déjà engagée en Espagne par le *Frente popular* (Front populaire). En parodiant une messe devant des religieuses, en refusant leurs soins, ces derniers affirment leur identité républicaine et anticléricale face à une administration française qui tente de les moraliser selon les codes d'une société profondément croyante. Il y a donc une translation des idées venues d'Espagne à la France, révélant dans toute sa grandeur la capacité de ces personnes à ne pas s'enfermer dans le rôle de réfugié passif et docile auquel on cherche à les assigner.

Dès lors, les corps sont peut-être enfermés, mais les idées circulent toujours. Si les Espagnols choquent, voire indignent, par certaines de leurs actions, ils savent se saisir de leur situation particulière, différente, en marge, pour toucher la population locale et la pousser à agir dans leur sens. Le cadre contraint, ségrégationniste, imposé mais assoupli par la semi-liberté, leur offre une marge d'action qui permet le déploiement de leur capacité d'agir pour défendre leur cause.

²⁰¹ AD16, 1 W 178, Correspondance du préfet de Charente à la suite des attentats de Nantes et Bordeaux pour prévenir les actes criminels, 1941.

²⁰² AD16, 1 M 237, S.N., « En voilà assez ! », *Choc*, 22 mai 1939 ; AD16, 1 M 237, S.N., « Des incidents au camp de réfugiés espagnols de Ruelle », *La Petite Gironde*, 17 mai 1939.

²⁰³ AD16, 1 M 237, S.N., « Une parodie au camp des réfugiés espagnols de Ruelle », *La Petite Charente*, 17 mai 1939.

(1939-1940)

C. Une insertion locale par l'emploi

Chaque réfugié cherche à sortir d'un camp devenu sans avenir, tout en regroupant sa famille. Le seul moyen à cela : trouver du travail. L'État français voit ce mouvement d'un bon œil, non pas selon une lecture humanitaire, mais plutôt utilitariste. La mise au travail des réfugiés apparaît comme une soupape financière et un outil de contrôle social. Le caractère utilitariste de cette main-d'œuvre étrangère prend encore plus d'importance à l'entrée en guerre de la France, à l'heure où la mobilisation conduit à un manque de bras dans tous les secteurs. Les réfugiés espagnols constituent dès lors un important potentiel économique, également dotés d'un savoir-faire acquis en Espagne. Geneviève Dreyfus-Armand rapporte que selon la circulaire du ministre de l'Intérieur du 5 mai 1939, l'objectif était de « transformer cette masse inorganisée et passive que constituent ces réfugiés en éléments utiles à la collectivité nationale »²⁰⁴. Cette politique s'appuie sur un recensement des compétences révélé par les dossiers d'étrangers du fonds 4 M 133 aux AD16. José Perez est maçon, Francisco Perez Navarro charpentier, Apolinaria Pelardas couturière, Antonio Nebot manœuvre, etc.²⁰⁵ Suivant cette logique, les autorités françaises prennent le contrepied de leur propre politique : ralentir les rapatriements, car ces Espagnols sont utiles à l'économie de guerre²⁰⁶.

Les familles espagnoles se saisissent quant à elles de cette opportunité afin d'acquérir leur propre autonomie financière pour ainsi, dans un premier temps, pouvoir mieux se nourrir, se vêtir et se soigner. Puis, dans un second temps, ces salaires permirent de regrouper les familles en payant des billets de train, et enfin de trouver un logement hors du camp. Le travail était donc la clef de leur indépendance et liberté sur le sol français. En Charente, l'insertion par le travail ne constitue pas un phénomène marginal, mais une dynamique de masse. Bien que restant lacunaires sur le plan statistique, les sources charentaises permettent d'entrevoir l'ampleur de ce phénomène. Concrètement, ce mouvement s'inscrit dans une tendance nationale plus large de mobilisation dans l'économie française de milliers d'Espagnols et autres étrangers. De plus, ce procédé d'insertion par le travail distingue les réfugiés espagnols des autres catégories d'indésirables. À la différence des nomades par exemple, les Espagnols bénéficient, malgré les contraintes, de possibilités de sorties du camp liées à leur emploi. Leur statut d'étrangers politiquement suspects

²⁰⁴ Geneviève DREYFUS-ARMAND, *L'exil des républicains espagnols en France*, Op. Cit., p.109.

²⁰⁵ AD16, 4 M 133, Dossiers de documents d'identité, Espagnols A-Z, 1937-1940.

²⁰⁶ Geneviève DREYFUS-ARMAND, *L'exil des républicains espagnols en France*, Op. Cit., p.32-33.

(1939-1940)

mais économiquement utiles les place ainsi dans une position intermédiaire, entre exclusion et intégration.

Les embauches servent dans un premier temps, avant-guerre, à combler les manques de bras dans les campagnes du cognaçais et du manslois. En effet, dès mars 1939, les maires d'Aigre, Baignes ou encore Montbron se font les porte-paroles d'offres d'hébergement hors des camps, liées à des travaux agricoles en contrepartie²⁰⁷. Ces initiatives restent néanmoins individuelles et très locales. C'est seulement à partir de mai 1939, avec la circulaire susmentionnée, que les propriétaires terriens se saisissent de cette offre pour recruter des travailleurs directement dans les camps. Antonio Roca n'est pas encore arrivé en Charente à ce moment-là. Néanmoins, son expérience est révélatrice d'un phénomène d'embauche de réfugiés espagnols dans le Sud-Ouest de la France. Employé contre logement avec toute sa famille dans une ferme, celui-ci, bien que marqué par la dureté de l'accueil et la barrière linguistique, souligne la compréhension de ses patrons face à leur détresse et à son jeune âge :

« Parfois, il m'arrivait même de m'endormir sur mon petit tabouret. La bête croyant que c'était fini se déplaçait, faisant basculer le sceau de lait qui tombait par terre. La patronne était conciliante. Je n'étais pas puni ! Les journées étaient longues et laborieuses, mais nous étions bien traités et bien nourris »²⁰⁸.

À l'inverse, l'expérience de José Rocabert semble plus douloureuse : on lui refusa l'école pour le travail :

« [...] nous fûmes exposés (comme on devait [le faire] dans le passé sans doute [pour] les esclaves) le dimanche après-midi sur la place du village pour que fermiers ou métayers intéressés puissent faire leur choix. Je vous prie de croire comme cela était dégradant et fort pénible. Et l'image que nous étions en train de nous faire du pays de la "Liberté-Égalité-Fraternité" fut ternie et nous marquait pour de nombreuses années »²⁰⁹.

La culture historique du jeune Rocabert ne manque pas pour dénoncer cette situation de marchandisation des corps assimilable à l'esclavage. L'indisponibilité du corps humain et sa marchandisation n'étaient pas explicitement encadrées par le législateur, ce qui pouvait donner lieu à ce genre de pratiques tolérées. L'humiliation vécue tient en ce que ces personnes se trouvent

²⁰⁷ Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, Op. Cit., p.18.

²⁰⁸ AD16, 1803 W 78, Témoignage tapuscrit d'Antonio Roca, non daté.

²⁰⁹ AD16, 1803 W 80, Témoignage tapuscrit de José Rocabert, non daté.

(1939-1940)

dans une position totale d'infériorité et de soumission. Elles cherchent à tout prix à entrer dans le cadre recherché par les employeurs afin d'être embauchées et ainsi assurer leur propre survie. On passe ainsi, entre ces deux témoignages, d'une logique paternaliste à une véritable mise en concurrence des corps. Nulle question de goût pour tel ou tel emploi.

La position d'infériorité évoquée par les deux jeunes est révélatrice de l'important obstacle constitué, outre leur précarité, par la langue, les conduisant à accepter des emplois peu ou pas payés.

« Au bout d'un mois de semi-vacances, nous demandâmes au maire de pouvoir aller à l'école communale [...], car nous voulions tous apprendre le français rapidement. Mais, le maire nous dit que cela lui était impossible sans l'accord de l'inspection académique (je ne sais si c'était vrai). De plus, une bonne partie de notre groupe était, selon le maire, dans l'âge de travailler, comme il était d'ailleurs habituel dans la région (à partir de 14 ans) »²¹⁰.

On retrouve dans les mots de José Rocabert toute la logique utilitariste à laquelle les Espagnols sont assignés. Pour autant, ce dernier n'en démord pas, et le paradoxe de son expérience en France est son apprentissage de l'italien, vivant chez un métayer d'origine italienne :

« Au bout de quelques mois, je parlais parfaitement l'italien, mais mon français était très rudimentaire. Je l'apprenais en gardant mes vaches, feuilletant le *Catalogue d'Armes de Saint-Etienne*. Et en suivant le texte du dessin ou de la photo, je pouvais ainsi apprendre mon français, mais, comme je l'exprimais, en suivant le texte à la lettre. Cela devenait pénible pour moi, car, au village, on se moquait de mon français ! »²¹¹

Il y a un réel désir d'apprentissage de la langue dans une perspective intégrationniste à son pays d'accueil. Ceci semble également lié au désir de faire face aux railleries subies et, en gommant le fait que le français ne soit pas sa langue maternelle, mieux s'intégrer. Cette manière de s'instruire souligne l'isolement culturel auquel est assigné José Rocabert, et plus largement les jeunes réfugiés espagnols. Antonio Roca, qui eut la possibilité d'aller quatre mois à l'école française, confirme les railleries dont les Espagnols étaient victimes²¹². Manuel Huerta a, quant à lui, grâce aux relations de sa famille avec les Castaner, pu être scolarisé à l'école Sainte Marie de Chavagne, seul garçon

²¹⁰ *Idem.*

²¹¹ *Idem.*

²¹² AD16, 1803 W 78, Témoignage tapuscrit d'Antonio Roca, non daté.

(1939-1940)

dans une école privée pour filles, avant de poursuivre de plus longues études²¹³. Ce cas fait d'ailleurs figure d'exception. On retrouve aussi, ici à nouveau, le caractère anticlérical de cette famille espagnole qui décida de changer Manuel d'école le jour où celui-ci, dont les enseignantes étaient des religieuses, expliqua : « En 1944, un jour, j'étais à table, et puis je ne mangeais pas. Mon père me dit : "Tu es malade ? Qu'est-ce qu'il t'arrive ? Pourquoi tu ne veux pas manger ?" J'ai dit : "Écoute, non, papa. La sœur m'a dit qu'il faut mourir pour le petit Jésus." Mon père se retourne vers ma mère et lui dit : "Il n'ira plus à [cette] école à partir de cet après-midi." Donc, il est allé voir la supérieure pour lui dire qu'il me retirait de l'école »²¹⁴. Malgré ce cas particulier, la majorité des jeunes espagnols souffrent de ces discriminations et de la barrière linguistique. Cela explique la création d'une école au sein du camp des Alliers réservée aux Espagnols, afin d'apprendre le français entre autres. Ainsi, les postes faiblement qualifiés et ne nécessitant pas une maîtrise précise du français permettent l'embauche des Espagnols. Ces emplois leur permettent d'accéder à une meilleure alimentation et à un toit hors du camp. Cependant, leur situation demeure précaire, car peu ou pas payés, en contrepartie du logement et de la nourriture.

Une autre option s'offre alors à ces derniers, option sur laquelle Geneviève Dreyfus-Armand a longuement disserté :

« Devant les résultats lents et partiels des efforts déployés pour hâter les rapatriements et encourager les réémigrations, le gouvernement français est ainsi amené à statuer sur une utilisation massive des réfugiés. Par le décret du 12 avril 1939, il fixe les obligations des étrangers considérés comme réfugiés ou sans nationalité, les déclarant assujettis – pour les hommes de vingt à quarante-huit ans – à offrir dès le temps de paix des prestations d'une durée égale à celle du service imposé aux Français. À partir du moment où la notification lui en est faite, l'intéressé doit s'y conformer, faute de quoi il sera passible de sanctions prévues par la loi, à moins de quitter le territoire français sans intention de retour. Des décrets ultérieurs – du 27 mai 1939 et du 13 janvier 1940 – fixeront le caractère et le mode d'exécution de ces prestations et feront des Compagnies de travailleurs étrangers – ou Unités de prestataires militaires étrangers – des unités militarisées, d'environ 250 hommes,

²¹³ Entretien avec Manuel Huerta, fils de Cayo et Manuela Huerta, en visioconférence, 05/02/2026, 02:29:11 (voir annexe 10).

²¹⁴ *Idem*.

(1939-1940)

commandées par des officiers français [...] »²¹⁵ et avec rémunération, dont une partie servant au fonctionnement du camp.

Cette main-d'œuvre militairement cadrée est employée à fortifier les frontières et participer à des travaux publics de grande ampleur. Concrètement, l'entrée en guerre conduit au passage d'une entrée dans les C.T.E. sur la base du volontarisme à une entrée obligatoire. L'industrie de guerre recrute massivement des ouvriers espagnols spécialisés dans ce cadre. La Charente accueille de nombreux hommes espagnols venus des camps du Midi pour former ces C.T.E., auxiliaires à l'armée française.

« Un contingent de 250 Espagnols arrive de Gurs à Cognac le 10 décembre pour participer à l'extension de la base aérienne de Châteaubernard, où une seconde C.T.E. fera un passage-éclair. Le 28 suivant, un contingent de 28 ouvriers spécialisés parqués à Septfonds débarque à Angoulême pour travailler à la fonderie Cordebart & Michaud qui a obtenu un marché d'obus auprès de la Défense nationale. D'autres pour des entreprises de B.T.P. travaillant pour la Poudrerie »²¹⁶.

Antonio Roca et son frère, à leur arrivée en Charente, sont ainsi recrutés à la fonderie Cordebart et Lichaud comme apprentis tourneurs²¹⁷. L'insertion professionnelle n'est donc plus une liberté, mais une obligation militaire, bien que la contrepartie à cela soit une sortie du camp et une meilleure alimentation. Par ces emplois, les Espagnols intègrent des secteurs stratégiques. La fonderie de Ruelle ou encore la poudrerie d'Angoulême sont en effet dépendantes du ministère des Armées français. Les archives de ces entités, reposant aujourd'hui au Centre des archives de l'armement et du personnel civil de Châtelleraut, pourraient permettre d'en apprendre plus, en particulier sur les réfugiés dans leur individualité pure via leur dossier personnel. Cependant, le difficile accès à ces archives n'a pu permettre cela, mais cette source a été envisagée. C'est dans ces milieux que se nouent les premiers contacts avec les syndicats français et plus largement la population ouvrière française. Ceci est d'ailleurs confirmé par l'attribution d'inscriptions communistes sur les murs de la fonderie de Ruelle en mai 1941 à des réfugiés espagnols, ouvriers du site et proches du milieu syndical²¹⁸. Ces entreprises sont des lieux de politisation et de

²¹⁵ Geneviève DREYFUS-ARMAND, *L'exil des républicains espagnols en France*, Op. Cit., p.107-108.

²¹⁶ Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, Op. Cit., p.256.

²¹⁷ AD16, 1803 W 80, Témoignage tapuscrit de José Rocabert, non daté.

²¹⁸ AD16, 1 W 178, Correspondance du préfet de Charente à la suite des attentats de Nantes et Bordeaux pour prévenir les actes criminels, 1941.

(1939-1940)

regroupements politiques entre Français et Espagnols. Toutefois, les écarts de comportement ne sont pas de mise, puisque les ouvriers des C.T.E. sont soumis à une discipline militaire où tout écart de conduite signifie un renvoi immédiat au camp²¹⁹. Ainsi, l'emploi au sein de ces compagnies ne donne pas lieu à une liberté assimilable à celle de ceux employés dans des fermes, puisqu'ils sont en permanence surveillés et, bien que main-d'œuvre utile, toujours considérés comme indésirables. Mais, ils sont nombreux à vouloir rejoindre ces rangs. La raison à cela est double. Cela leur permet de sortir du camp et d'être mieux nourris, mais aussi de voir leur demande de regroupement familial favorisée. De fait, le salaire dégagé permet de financer leur autonomie et indépendance. « En quelques mois, les camps d'internement se vidèrent au profit des Compagnies de travailleurs étrangers »²²⁰.

Cependant, les ouvriers des C.T.E. furent victimes de la guerre. D'abord, certains « [...] furent faits prisonniers par les Allemands lors de l'offensive nazie de mai-juin 1940, conduits d'abord vers des stalags puis vers les camps de concentration du Reich »²²¹. Concernant la Charente, les archives ne mentionnent pas ce type de sanction. Ensuite, après la signature de l'armistice du 22 juin 1940, les Groupements de travailleurs étrangers (G.T.E.) succédèrent aux C.T.E., sous couvert d'une surveillance accrue. Ce cadre d'embauche facilite la tâche des autorités allemandes en quête de main d'œuvre. Les offres d'emploi de l'occupant sont préférées en raison d'un meilleur salaire et d'un emploi moins précaire. Pilar Claver, réfugiée en Charente, usant d'un contact collaborateur, réussit en urgence à se faire embaucher par l'occupant au lieu d'être envoyée en Allemagne ou renvoyée en Espagne. La *Kommandatur* d'Angoulême va même plus loin en lui proposant d'employer toutes ses compatriotes espagnoles au chômage. C'est ainsi que Pilar se retrouve à travailler à la *Panzerkaserne* d'Angoulême (caserne de chars), s'efforçant quotidiennement de démoraliser les soldats allemands, selon son propre témoignage²²². C'est dans ce contexte que les premières formes de résistance civile se déploient.

En parallèle, dans le cadre de la réquisition de main-d'œuvre, des Espagnols sont mis à contribution, notamment au sein de l'Organisation Todt (O.T.)²²³. Les nombreux déplacements de

²¹⁹ Geneviève DREYFUS-ARMAND, *L'exil des républicains espagnols en France*, *Op. Cit.*, p.109.

²²⁰ Jean-François BERDAH, « Genèse d'une résistance. Les C.T.E. et G.T.E. au cœur du combat contre le fascisme (1939-1944) », in Jean ORTIZ (dir.), *Rouges. Maquis de France et d'Espagne. Les guérilleros*, *Op. Cit.*, p.87.

²²¹ Delphine DIAZ, *En exil. Les réfugiés en Europe de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, *Op. Cit.*, p.246.

²²² Extraits du témoignage de Pilar Claver, in Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, *Op. Cit.* ; Portrait de Pilar Claver (voir annexe 7, portrait 2).

²²³ Vincent VIET, *Histoire des Français venus d'ailleurs de 1850 à nos jours*, *Op. Cit.*, p.158.

(1939-1940)

la famille Roca la conduisent à s'installer momentanément à Royan, en Charente-Maritime, où elle fut confrontée à l'O.T. :

« Un jour, ils [les Allemands] nous ont convoqué pour clarifier notre situation, mais également pour nous réquisitionner au travail du mur de l'Atlantique dirigé par l'Organisation Todt. Mon père a été envoyé sur La Rochelle à la base sous-marine de Rossignollette et ne revenait à la maison que le samedi. Moi, ils m'ont affecté sur toute la côte de Saint-Georges (où j'ai participé à la construction du blockhaus de Vallières) au phare de la Coubre »²²⁴.

À une échelle locale, l'essentiel des effectifs Todt, y compris provenant de Charente, étaient envoyés à la construction du mur de l'Atlantique. Les conditions de travail y apparaissent encore plus difficiles que dans les milieux évoqués précédemment. La cruauté avec laquelle les Allemands dirigent leurs hommes ne semble faire aucun doute. Antonio Roca en témoigne :

« Un des Allemands qui nous avait en garde bouscule un des hommes de cette manœuvre laborieuse – peut-être que la force avec laquelle il travaillait ne lui plaisait pas – et le compresseur bascula de tout son poids sur notre camarade, ce qui le tua. Le plus triste, c'est que nous avons eu ordre de continuer à travailler malgré cet horrible accident »²²⁵.

Ce genre d'évènement est révélateur de l'absence d'empathie à l'égard de ceux considérés comme indésirables, y compris dans l'esprit allemand, bien qu'ici à nouveau, une généralisation ne puisse être opérée à l'ensemble de ce corps armé. Mais ce sont aussi ces situations qui amènent rancœur et envie de vengeance, poussant certains à franchir le pas vers la désobéissance et la résistance. « Ainsi, les réactions de rejet, voire les refus d'obéissance, ne manquent pas de se multiplier, au point que les "éléments dangereux" sont immédiatement réexpédiés vers les camps d'internement »²²⁶.

Toujours dans la veine militaire, les autorités françaises proposèrent également aux réfugiés espagnols de rejoindre la Légion étrangère ou le corps des Régiments de marche de volontaires étrangers. Cela constitue un moyen d'échapper au statut de réfugié et de fuir les camps. Il existe deux voies d'incorporation : la légion étrangère, via un contrat de 5 ans, ou le régiment de marche

²²⁴ AD16, 1803 W 78, Témoignage tapuscrit d'Antonio Roca, non daté.

²²⁵ *Idem*.

²²⁶ Jean-François BERDAH, « Genèse d'une résistance. Les C.T.E. et G.T.E. au cœur du combat contre le fascisme (1939-1944) », *in Op. Cit.*, p.93.

(1939-1940)

de volontaires étrangers, pour la durée de la guerre²²⁷. On observe donc que les C.T.E. puis G.T.E., ainsi que l'incorporation dans le corps armé côté français, ou encore la réquisition dans le cadre de l'O.T. allemande peuvent apparaître comme des moyens de sortie des camps et d'émancipation, mais sont aussi de nouvelles formes de surveillance par le travail de ces indésirables.

Toutes les usines n'intègrent cependant pas cette formation militarisée. L'entrepreneur Gaston Lottet en est l'exemple, embauchant par lui-même des Espagnols. Ce cas est d'autant plus intéressant que les réfugiés recrutés participent à la construction du camp des Alliers censé les accueillir. De même, la famille Huerta trouve du travail à la maison Castaner. Les initiatives d'embauche ne sont donc pas uniquement l'apanage de l'État, mais également de particuliers et entreprises en totale indépendance.

Quel constat tirer de cette logique utilitariste ? Selon une note de service de l'armée, si cette politique permet de dégager des bénéfices économiques, mieux encore, elle permet de compenser le coût d'entretien des réfugiés avec les camps en particulier. Mais surtout, cela conduit à « [...] économiser une grande partie de dépenses nécessaires aux grands travaux de fortification »²²⁸, la main-d'œuvre espagnole étant inférieurement payée en rapport de celle française. Jean-François Berdah nuance toutefois cet impact. Le bilan des recrutements et financier des C.T.E. était en réalité assez limité, à l'inverse des offres d'emploi de particuliers, par le biais de recrutements locaux et de contrats de travail individuels²²⁹.

Parallèlement, une autre facette de cette embauche massive demeure encore peu évoquée. Tout d'abord, à leur arrivée, les autorités françaises s'attèlent à mettre au travail ces réfugiés afin de réduire leur coût d'accueil et, à terme, les supprimer. Ensuite, avec l'entrée en guerre, un autre objectif vient s'ajouter au précédent, à savoir pallier les manques d'hommes partis combattre. Enfin, sous l'Occupation, le programme de la Relève, puis du Service du travail obligatoire (S.T.O.) concerne en priorité les jeunes hommes français, tandis que les étrangers sont requis pour des travaux à une échelle locale. Un accord entre l'ambassadeur espagnol à Berlin et les autorités allemandes stipule qu'« aucun réfugié ne devait être requis contre son gré pour aller travailler en Allemagne »²³⁰. Ils remplacent ainsi ceux partis, cette fois-ci, en Allemagne. Cette évolution des

²²⁷ Diego GASPARD CELAYA, « Portrait d'oubliés. L'engagement des Espagnols dans les Forces françaises libres, 1940-1945 », *Revue historique des armées*, n°265, 2011, p.46-55.

²²⁸ Jean-François BERDAH, « Genèse d'une résistance. Les C.T.E. et G.T.E. au cœur du combat contre le fascisme (1939-1944) », in *Op. Cit.*, p.86.

²²⁹ *Idem.*

²³⁰ Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, *Op. Cit.*, p.157.

(1939-1940)

circonstances est accompagnée d'un durcissement progressif des modalités d'encadrement de cette main-d'œuvre étrangère. De fait, bien que dans une situation de dépendance, les premiers emplois agricoles attirent compassion et sympathie, tandis que l'encadrement militaire strict postérieur ne laisse pas de place à l'empathie. De plus, il est important de souligner que la démobilisation engendre une montée des tensions entre les soldats rentrés et voulant récupérer leur emploi et cette main-d'œuvre faiblement payée ayant investi le marché du travail.

L'insertion dans le monde professionnel et, plus largement, dans la société française s'opère donc de plusieurs manières. Il y a une intégration sociale dans le sens où la sortie du camp permet la rencontre de locaux avec lesquels des liens finissent par se nouer, notamment à caractère politique. Les usines sont en effet des espaces de politisation et de circulations des idées. Toutefois, sortir du camp ne signifie pas échapper à la surveillance des autorités et à la constante suspicion de mauvaises intentions, car tous rouges selon un amalgame répandu. Le risque est alors, au moindre faux pas, d'être renvoyé au camp ou, pire encore, en Espagne franquiste. Dès lors, les Espagnols cherchent à se fondre dans la masse, à ne pas faire parler d'eux, à rechercher, en quelque sorte, l'invisibilisation. La polysémie de ce terme prend ici tout son sens. Ne pas être vu, ne pas être saisissable, être imperceptible peut en effet ne pas nécessairement être subi, mais directement recherché, en l'occurrence pour se mettre à l'abri d'une potentielle sanction-renvoi en Espagne. Le cas de Pilar Claver illustre cette stratégie via son embauche à la *Panzerkaserne*. Il y a donc une importante ambivalence terminologique à saisir, centrale pour analyser les trajectoires de ces réfugiés notamment après-guerre. Cela permet de mieux comprendre comment une politique utilitariste, imposée par l'État français, peut à la fois être subie et réappropriée, terme plus adéquat avec du recul que recherchée. De cette invisibilisation découlent d'autres conséquences annexes non souhaitées par les Espagnols, mais à prendre en compte ultérieurement. Subséquemment, cette politique utilitariste est vue comme un moyen de contrôle par les autorités françaises, tandis qu'elle est réappropriée en tant que mode d'intégration sociale, économique et espace d'autonomisation par les réfugiés. Cela révèle l'ambivalence des emplois de cette politique à l'origine de tensions, de prises d'initiatives, de domination, et partie structurante de l'expérience de l'exil.

Outre le fait apparent de se fondre dans la masse, il est possible de tirer d'autres avantages de cette invisibilisation. Travailler pour l'occupant, tout en restant discret, offre une opportunité précoce de contact avec lui et de sabotage stratégique. Par ce biais est mise en avant l'étendue de la capacité d'agir de ces Espagnols. Celle-ci est encore plus grande lorsque ce travail est effectué par une femme. Les normes sociales d'antan leur assignaient un rôle de non-combattantes et moins



(1939-1940)

suspectes²³¹. Or, la réalité a, par de nombreuses fois, démontré le contraire. Cette sous-estimation de leur capacité d'action engendre leur marginalisation durant la guerre, mais également dans la mémoire qui en découle. Pilar Claver en est le parfait exemple, ne serait-ce que par son acharnement à démoraliser les soldats allemands de la *Panzerkaserne* dans laquelle elle travaille, ou de son rôle plus actif dans la Résistance, sans être inquiétée à cet effet²³².

Par conséquent, le silence social dont les réfugiés sont victimes, et encore plus les femmes réfugiées, constitue un terreau résistant. Ceci est rendu possible grâce à leur passage d'une position de réfugié assisté à celle de travailleur indispensable. Or, le silence ne peut à lui seul être le moteur de l'entrée en Résistance. La continuité de la lutte contre le fascisme depuis l'Espagne est un premier élément de réponse. Mais, pourquoi entrer en Résistance pour défendre la liberté de leur département d'accueil ? Un événement traumatique de la mémoire espagnole charentaise constitue ce second et principal élément de réponse.

²³¹ Claire ANDRIEU, « Les femmes dans la Résistance, à l'égal et à la différence des hommes », *Chemins de mémoire*, non daté, [<https://www.cheminsdememoire.gouv.fr/fr/les-femmes-dans-la-resistance-egal-a-la-difference-des-hommes>].

²³² Extraits du témoignage de Pilar Claver, in Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, *Op. Cit.* ; Portrait de Pilar Claver (voir annexe 7, portrait 2).

II – LA RÉSISTANCE DES ESPAGNOLS : MOTIVATIONS ET FORMES D'ENGAGEMENT PLURIELLES (1940-1945)

La résistance des Espagnols en Charente n'est ni homogène, ni totalement spontanée. La volonté de s'opposer au fascisme se traduit par une lutte quotidienne puis un combat armé qui s'articulent. C'est au cœur de ces pratiques que germe une nouvelle forme d'invisibilisation aux conséquences mémorielles concrètes. La communauté espagnole de Charente est marquée par la déportation de près de 927 d'entre eux. Cela constitue un arc structurant de la mémoire de cette diaspora, en ce qu'il forme un catalyseur de l'entrée en résistance de certains Espagnols. Il génère paradoxalement un silence de survie qui préfigure l'effacement mémoriel ultérieur. Cet engagement se déploie d'abord sous des formes dissimulées au sein même de la société, et dont la discrétion est la condition même de son efficacité. Cela produit une conséquence non recherchée : celle de leur propre invisibilisation, redoublée pour les femmes et les enfants. Cette implication débouche, pour une partie des individus, sur une guérilla structurée, prolongement d'un combat déjà éprouvé en Espagne. L'intégration progressive des Espagnols dans les maquis résistants français dilue, dès la période de guerre, la singularité de l'engagement hispanique dans le récit national et contribue à leur discrétion.

A. Le tournant tragique du convoi des 927, arc structurant du positionnement espagnol

El convoy de los 927 (le convoi des 927) du 20 août 1940 est l'épisode qui revient à la bouche de tous les Espagnols rencontrés. Il semble structurant de la mémoire des réfugiés espagnols en Charente et de leur positionnement à l'époque. Mais, pour comprendre cet événement, il est nécessaire de le recontextualiser. Après la signature de l'armistice le 22 juin 1940, les troupes allemandes investissent Angoulême le 24 juin suivant. Les réfugiés espagnols souffrant déjà d'une mauvaise presse sont aussitôt catégorisés comme une menace par les autorités allemandes et françaises en tant que rouges²³³. À partir de l'été 1940, un durcissement sensible des mesures prises

²³³ Arnaud BOULLIGNY et Vanina BRIERE, « Le train d'Angoulême : le premier convoi de déportés parti de France », *Bulletin de la Fondation pour la mémoire de la Déportation*, n°62, septembre 2009, [https://fondationmemoiredeportation.com/wp-content/uploads/2015/02/mv_62_1.pdf].



: motivations et formes d'engagement plurielles (1940-1945)

à leur rencontre est à noter. Ce sentiment de suspicion à leur égard se renforce avec la mise à jour de sabotages en juillet, directement attribués aux Espagnols. Selon Guy Hontarrède, « les guérilleros revendiquent le premier attentat contre un soldat allemand en Charente. Il eut lieu dans la nuit du 8 août 1940 »²³⁴. La mauvaise image des réfugiés hispaniques auprès des autorités allemandes est évidemment renforcée par le fait que ce sont ces mêmes Espagnols que le Reich a combattu aux côtés de Franco. Le discours racial nazi prévoit une lutte contre le judéo-bolchévisme à laquelle les rouges espagnols sont associés. Ils sont appréhendés comme défendant une ligne antinationale, fondée sur une égalité sociétale et anticléricale, contraire à la doctrine nazie²³⁵. Les Espagnols réfugiés en Charente sont donc de nouveau l'objet d'une politique de stigmatisation. En ce sens, la première opération de répression menée à Angoulême par les Allemands vise ces réfugiés. Guy Hontarrède de nouveau souligne : « Ils ont été odieusement encouragés dans cette besogne par la presse locale dont on imagine mal la xénophobie de l'époque. Donc, dès la fin juin 1940, les Espagnols qu'ils peuvent contrôler et dont les papiers ne sont pas encore très bien en règle, sont enfermés au camp des Alliers »²³⁶. Leur rassemblement aux Alliers est dû à la fermeture de La Combe aux Loups, lieu récupéré par la fonderie en raison des besoins de production de guerre. Leur surveillance et encadrement passent dans un premier temps par leur mise au travail par les autorités allemandes. Or, si aucune distinction ne semble être faite au sein de cette masse hispanique, Guy Hontarrède note, sans indiquer sa source, que « les autorités allemandes ont plus d'informations que les intéressés imaginent (les indicateurs franquistes ont profité des difficiles conditions de cet exode pour s'immiscer en nombre important parmi les Républicains) »²³⁷. Cela suggère une forme de connivence entre autorités nazies et franquistes. Mais, si l'hypothèse d'une circulation d'informations est avancée, elle reste difficile à établir d'un point de vue archivistique. Il n'en demeure pas moins que la convergence idéologique entre les deux régimes, fondée notamment sur l'anticommunisme, accroît la vulnérabilité des réfugiés espagnols. Dès lors, presque personne ne prend leur défense. Suivant cette logique, les Allemands opèrent un tri qui, en apparence, ne semble répondre à aucune logique prédéfinie, mais qui, en réalité, s'inscrit dans une politique anticomuniste bien établie. Les modalités de sélection répondent à une logique plus large d'identification des individus perçus comme politiquement dangereux en référence à la

²³⁴ Guy HONTARRÈDE, *Ami, entends-tu ? L'Occupation et la Résistance en Charente*, Op. Cit., p.293.

²³⁵ Stéphane COURTOIS (dir.), *Dictionnaire du communisme*, Paris, Larousse, 2007, p.94-96.

²³⁶ Guy HONTARRÈDE, *Ami, entends-tu ? L'Occupation et la Résistance en Charente*, Op. Cit., p.291.

²³⁷ *Idem*, p.292.



: motivations et formes d'engagement plurielles (1940-1945)

Guerre civile d'Espagne (1936-1939). C'est dans ce contexte assez hostile aux Espagnols qu'est orchestré le premier convoi de déportés civils de France, depuis Angoulême.

Les travaux entrepris par la Fondation pour la mémoire de la Déportation permettent de retracer l'histoire de ce convoi²³⁸. Le 13 juillet 1940, les autorités allemandes ordonnent le regroupement des réfugiés du département dans un camp proche de la voie ferrée afin de les livrer aux autorités franquistes. Finalement, le 28 juillet suivant, le ministère de l'Intérieur demande au préfet de Charente de diriger les Espagnols du département vers la Dordogne en zone libre, d'après un ordre allemand. Le préfet Georges Malick prend alors contact avec son homologue périgourdin pour lui annoncer la venue d'environ 2000 réfugiés. Il n'est à ce moment plus question d'envoi en Espagne mais en Dordogne. Le prétexte officiel de départ est de désengorger le camp et de faire des économies. Agissant en bon fonctionnaires, le préfet Malick et le gérant du camp des Alliers Aristide Soulier y voient une occasion de se débarrasser de ces indésirables. Le 17 août, le préfet demande aux gendarmes de regrouper tous les Espagnols aux Alliers.

Mais, si Malick ne semble pas inquiet, ce n'est pas le cas de Soulier ou encore de certains gendarmes. La position ambiguë de Soulier suggère qu'il avait connaissance, ou du moins compris la réalité du projet allemand. Pourquoi, sinon, aurait-il recommandé, et ce à plusieurs reprises, à ses proches collaborateurs et certains réfugiés de fuir le camp ou de se cacher quelques jours avant le 20 août ? Le témoignage de Dolores Sangüesa confirme cet avertissement²³⁹. Aurait-il eu l'information ou aurait-il fait preuve de lucidité ? La question demeure sans réponse. Les commissaires spéciaux Couillaud et Verdier auraient d'ailleurs reproché à Soulier, quelques minutes seulement après le départ du train, d'avoir dissimulé la véritable destination du convoi, y compris à son interprète Dolores²⁴⁰. La trajectoire de José Rocabert révèle que certains gendarmes avaient pressenti ou savaient ce qui attendait ces Espagnols. Le changement de prétexte pour procéder à l'arrestation et le retard délibéré d'un jour de ces derniers pour aller chercher la famille Rocabert illustre cela :

« Les gendarmes d'Aigre nous avertirent que le lendemain matin ils viendraient nous chercher en nous disant que c'était pour nous amener au camp des Alliers, car on allait nous

²³⁸ Arnaud BOULLIGNY et Vanina BRIERE, « Le train d'Angoulême : le premier convoi de déportés parti de France », *Art. Cit.*

²³⁹ Maurice BONTINCK, « 927 déportés espagnols oubliés depuis 64 ans », *Charente Libre*, 20/08/2004, p.3 (voir annexe 5).

²⁴⁰ Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, *Op. Cit.*, p.114.

conduire en zone libre (mais je crois qu'ils se doutaient bien que c'était pour autre chose). Le lendemain matin, en venant nous chercher comme si nous étions des voleurs de poules, ils dirent autre chose : que c'était uniquement pour contrôler notre situation et nous donner des nouvelles cartes d'identité. Je suis sûr qu'ils connaissaient la véritable raison et c'est pour cela probablement qu'ils nous conduirent à Angoulême un jour plus tard que prévu ! »²⁴¹

Ce témoignage renvoie directement à l'ordre du préfet du 17 août qui prescrivait le rassemblement des Espagnols sous couvert d'un contrôle d'identité. Les gendarmes d'Aigre semblaient avoir connaissance du fond de l'opération, mais aucun document n'en atteste explicitement. De fait, le retard d'un jour, que José juge lui-même intentionnel, suggère qu'ils ont peut-être cherché à laisser à la famille le temps de fuir, conscients de ce qui les attendaient réellement. Inquiète de ce qu'impliquait ce rassemblement, la famille Rocabert décide de rejoindre son domicile à Angoulême, où elle apprend le destin tragique de la communauté espagnole. José poursuit :

« [...] nous devons aller directement au camp des Alliers, [puis] rentrer à Aigre directement. Bien entendu, mon père, par prudence, décidait que nous devons aller directement à notre maison rue de Bordeaux et un de nous irait aux Alliers pour voir la vérité de cette convocation. J'allais donc moi-même en vélo jusqu'au camp [...] [le 20 août 1940]. Un peu avant d'arriver, il y avait un bâtiment près du passage à niveau où se cachaient des Espagnols. En me voyant passer en vélo, ils me firent des signes en me faisant comprendre de partir au plus vite, chose que je fis. Le lendemain, j'allais au camp qui était vide, juste l'officier de police français responsable du camp et quelques personnes [étaient présents] et me dirent tous affolés de partir immédiatement et que nous devons nous cacher pendant quelques jours. [Ils me dirent] que tous les autres Espagnols avaient été conduits à la gare d'Angoulême et chargés dans des wagons à bestiaux dans une direction qu'ils prétendaient inconnue. [...] »²⁴².

Le matin du 20 août 1940, les troupes allemandes encerclèrent les Alliers, puis firent irruption dans le camp, ordonnant aux réfugiés de rassembler leurs affaires pour partir. Les Espagnols présents furent conduits à la gare et entassés dans des wagons à bestiaux. C'est Dolores Sangüesa, interprète du camp, qui compte un par un chaque individu montant dans les wagons : 927 personnes, dont

²⁴¹ AD16, 1803 W 80, Témoignage tapuscrit de José Rocabert, non daté.

²⁴² *Idem*.



: motivations et formes d'engagement plurielles (1940-1945)

437 femmes et enfants et 490 hommes, parmi lesquels deux Portugais et un Argentin²⁴³. C'est à ce moment que le commissaire Gaston Couillaud, tout juste mis au courant, révèle à Dolores la véritable destination du convoi.

Les voyageurs comprennent rapidement, en voyant les noms des gares, qu'ils ne se rendent pas en Dordogne. Le voyage dure quatre jours, entre peur, faim, soif et puanteur. Le 24 août, le convoi atteint Mauthausen (Autriche annexée par le Reich). Un nouveau tri genré et brutal a lieu : les hommes de plus de 13 ans sont débarqués pour être internés, tandis que les femmes et enfants plus jeunes restent dans le train. Les familles sont scindées de force. Le triangle bleu des apatrides marqué d'un S (*Spanier* pour Espagnol) et une immatriculation deviennent leur seul moyen d'identification. La plupart des hommes débarqués sont affectés à des travaux dans une carrière de granit où, subissant l'épuisement et la violence, 354 décèdent sur 430²⁴⁴. Seuls 73 survivent jusqu'à la libération du camp. Le reste du convoi réalise un autre arrêt au camp de Ravensbrück où femmes et enfants reçoivent eau et nourriture. De nouveau, le train fait halte en gare d'Angoulême le 31 août afin d'y débarquer une femme malade : Dolores Martinez. Le convoi reprend ensuite sa route jusqu'à Irun. Le 1^{er} septembre 1940, femmes et enfants sont remis à la police franquiste qui leur fait subir une importante répression : emprisonnement, confiscation des biens, surveillance par la *Guardia civil*, etc.²⁴⁵

Le retour inattendu de Dolores Martinez, conduite à l'hôpital de Girac, constitue un fait important, car c'est elle qui alerta les Espagnols du sort de leurs compatriotes déportés. Certains repassent alors en boucle dans leur esprit la chance et l'instinct inestimables dont ils ont bénéficié. Par exemple, Dolores Lazaro, qui était femme de ménage en ville, par méfiance et sur les conseils du directeur du camp, avait réussi à convaincre sa famille de sortir du camp. « Son intuition a changé le cours de sa vie et sauvé peut-être celle de son frère »²⁴⁶ selon ses propres mots.

À l'inverse, à quinze ans à peine, José Alcubierre Perez est embarqué dans ce convoi. À Mauthausen, il reçoit le numéro matricule 4100 et est identifié comme apatride. Il parvient à

²⁴³ AMICAL DE MAUTHAUSEN Y OTROS CAMPOS, *Año 2021. 81 Aniversario del Convoio de los 927 de Angulema* [vidéo en ligne], YouTube, 20/08/2020, consultée le 23/03/2026, [<https://www.youtube.com/watch?v=82ITVaZFfB0>].

²⁴⁴ Henry FARRENY (dir.), « Le convoi des 927 en 1940, d'Angoulême à Mauthausen : les oubliés de la déportation », *Bulletin d'information de l'Amicale des Anciens guérilleros espagnols en France (F.F.I.)*, n°164, 27/01/2022, p.4, [https://mer82.eu/wa_files/guerrilleros%20164.pdf].

²⁴⁵ Montse ARMENGOU et Ricard BELIS, *Le convoi des 927. L'histoire des Républicains espagnols réfugiés à Angoulême et déportés à Mauthausen le 20 août 1940*, Op. Cit.

²⁴⁶ Maurice BONTINCK, « 927 déportés espagnols oubliés depuis 64 ans », *Art. Cit.* (voir annexe 5).

: motivations et formes d'engagement plurielles (1940-1945)

survivre à cinq années d'enfer avant d'être libéré le 5 mai 1945 et rapatrié le 4 juin suivant. S'il reste à Mauthausen durant tout son internement, il est séparé de son père transféré le 24 janvier 1941 à Gusen (camp satellite de Mauthausen) où il décède à une date indéterminée²⁴⁷. Il ne revit par ailleurs jamais sa mère qui, bien que n'ayant pas été déportée, s'est retrouvée coincée en Espagne avant de pouvoir fuir au Mexique²⁴⁸. Plus de détails peuvent être apportés sur son parcours. *Arolsen Archives*, la plus grande collection d'archives sur les victimes et survivants du régime nazi en ligne, dispose de documents sur ce dernier. Il y est qualifié de *spanischer zivilarbeiter* : travailleur civil espagnol (fig. 2). Il est donc interné en tant que main-d'œuvre. Plus précisément, José est *hilfsarbeiter*, soit ouvrier non qualifié. Une précision intrigante en

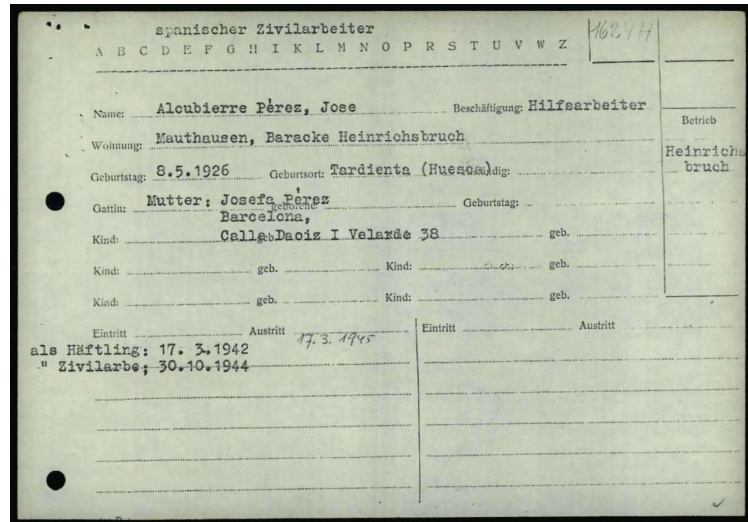


Fig. 2 : Document relatif à l'identification de José Alcubierre au camp de Mauthausen (source : Arolsen Archives, 02020201 oS, 71223242, Dossier de guerre de Perez José Alcubierre, [<https://collections.arolsen-archives.org/de/search/person/88796885?s=alcubierre%20jos&t=222899&p=0>]).

bas de sa fiche est par ailleurs à relever. Il aurait eu le statut de *häftling* : prisonnier à partir de ou jusqu'au 17 mars 1943, puis celui de *zivilarbe* : civil à partir de ou jusqu'au 20 octobre 1944. Un second document aide à mieux comprendre cela (fig. 3). Dans la catégorie « employeur », il est inscrit « A. Poschacher ». En croisant cette information avec les travaux de la Fondation pour la mémoire de la Déportation, on comprend qu'il faisait partie d'un *kommando*. Et, sur le document

²⁴⁷ A.F.M.D. 16, *Base de données des déportés de Charente à partir des sources du SHD de Caen* (1019 personnes recensées), 22/01/2016.

²⁴⁸ Natacha THUILLIER, « Le 20 août 1940 partait le premier convoi de France vers le camp de Mauthausen : "Les SS sont venus et ont ouvert les wagons" », *Sud-Ouest*, 21 août 2012, consulté le 15/02/2026, [<https://www.sudouest.fr/charente/angouleme/les-ss-sont-venus-et-ont-ouvert-les-wagons-9092300.php>]; Robin G., « Alcubierre Perez José, matricule 4100 à Mauthausen », fiche biographique établie par des élèves du lycée des métiers Pierre André Chabanne de Chasseneuil-sur-Bonnieure en partenariat avec l'A.F.M.D. 16 et en se basant sur les sources « SHD-Caen, *Mémoire Vivante* n°62 (2009), *Livre-Mémorial* FMD », avril 2022, [https://explore.lacharente.fr/fileadmin/user_upload/Minisite-patrimoine/03-Explore_Patrimoine/EMRD/deportes/1940/A/ALCUBIERE_PEREZ_Jose.pdf]; A.F.M.D. 16, *Base de données des déportés de Charente à partir des sources du SHD de Caen* (1019 personnes recensées), 22/01/2016.

: motivations et formes d'engagement plurielles (1940-1945)

produit par la Fondation, la photo de José révèle qu'il ne portait pas la tenue rayée (fig. 4). Cette distinction s'explique par son appartenance au *kommando* Poschacher.

Oberösterreichische Gebietskrankenkasse für Arbeiter und Angestellte
Linz, Gruberstraße 77

Briefanschrift: Postfach 61, 4010 Linz Fernruf 78515 (Durchwählverkehr)

OO. GEBIETSKRANKENKASSE FÜR ARBEITER UND ANGESTELLTE

Betrifft: **VERSICHERUNGSNACHWEIS**
Stempel- und abgabefrei gemäß § 110 ASVG.

für **ALCUBIERRE Perez Jose** geb. **08.05.26**

wohnhaft

versichert		Beitragsgruppe	Dienstgeber	Krankenstand	
vom	bis			vom	bis
30.10.44	17.03.45	A/1	A. Poschacher	/	/

Bitte wenden!

Fig. 3 : Document relatif à l'affection de José Alcubierre au *kommando* Poschacher (source : Arolsen Archives, 02020201 oS, 71223241, Dossier de guerre de Perez José Alcubierre, [<https://collections.arolsen-archives.org/de/search/person/88796885?s=alcubierre%20jos&t=222899&p=0>]).

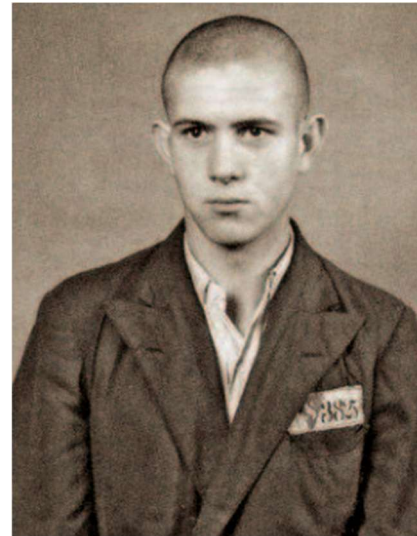


Fig. 4 : Photographie de José Alcubierre Pérez (source : Arnaud BOULLIGNY et Vanina BRIERE, « Le train d'Angoulême : le premier convoi de déportés parti de France », *Bulletin de la Fondation pour la mémoire de la Déportation*, n°62, septembre 2009, p.7).

Formé au début de l'année 1942, il réunissait une cinquantaine de très jeunes Espagnols, dont 24 sur 52 issus du convoi d'Angoulême. Contrairement aux autres déportés, les « Potchacas » étaient vêtus en civil, mais avec deux bandes de peinture rouge sur leur chemise et la tonsure. Au-delà de l'apparence, la distinction s'opère également dans le travail :

« Ils devaient transporter de lourdes pierres jusqu'au Danube puis les charger sur des bateaux, mais ils étaient mieux traités et surtout mieux nourris que leurs compatriotes. À partir d'octobre 1944, ils ne sont plus logés au camp central mais dans une baraque construite à proximité du village. Ils ne dépendent plus de Mauthausen que pour la nourriture et peuvent facilement circuler au milieu des civils »²⁴⁹.

²⁴⁹ Arnaud BOULLIGNY et Vanina BRIERE, « Le train d'Angoulême : le premier convoi de déportés parti de France », *Art. Cit.*

Parallèlement, en Charente, Dolores Martinez diffuse au sein de la communauté espagnole l'histoire du convoi d'Angoulême. En conséquence, une partie des Espagnols quitte les lieux de regroupement, se cache, tente de s'intégrer par un travail acharné pour l'occupant afin d'obtenir des protections, et ne pas être à leur tour déportés. Ils recherchent la discrétion pour se protéger. À l'inverse, d'autres préfèrent une posture attentiste, dictée par la peur et l'incertitude. Concernant les autorités françaises, aucun document du fonds de la préfecture ne révèle une prise de position de leur part, y compris du préfet, par rapport à cette duperie administrative de la part des autorités allemandes sur la réelle destination du convoi et sur le devenir des Espagnols déportés qui devaient pourtant être protégés. Peut-être l'absence de reconnaissance juridique du statut de réfugiés à ces Espagnols a-t-elle facilité cela ?

Il n'empêche que ce convoi impose un silence de plomb sur ces événements. C'est ainsi que cet épisode est progressivement refoulé, oublié au fil des générations. Dans un article de 2004, Guy Hontarrède note rétrospectivement dans une formule volontairement provocatrice qu'« un crime oublié est un crime réussi »²⁵⁰. Longtemps resté méconnu en France comme en Espagne, ce crime, entendu au sens de crime contre l'humanité tel que défini rétrospectivement par le statut du Tribunal de Nuremberg (1945), n'est officiellement commémoré qu'en janvier 2008 avec l'inauguration d'une stèle devant la gare d'Angoulême. Ce convoi est d'autant plus marquant qu'il est le premier transfert forcé de déportés civils à partir de France, précédant de près de deux ans le premier convoi de Juifs déportés de France du 27 mars 1942.

Il convient cependant de distinguer ce transport de trois autres convois d'Espagnols capturés durant la campagne de France. Détenus dans des stalags allemands en tant que prisonniers de guerre, ces derniers relèvent d'un cadre juridique distinct, bien que leur sort converge rapidement vers celui des déportés civils. Désormais considérés comme des ennemis du Reich, ces logiques de déportation mettent en lumière la complexité du statut juridique des Espagnols.

« Ces transferts vers des camps de concentration allemands correspondent à des représailles générales décidées au plus haut niveau, à Berlin même, contre tous les anciens "combattants

²⁵⁰ Maurice BONTINCK, « 927 déportés espagnols oubliés depuis 64 ans », *Art. Cit.* (voir annexe 5) ; Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, *Op. Cit.*, p.262.

rouges d'Espagne". Les républicains espagnols se sont vu voler leur patrie et leurs frontières [...]. Et l'occupant va exploiter sans retenue cette main-d'œuvre gratuite »²⁵¹.

La souffrance s'abattant sur ces réfugiés depuis l'Espagne semble vouloir s'acharner sur eux. Pourtant, à Mauthausen comme en Charente, ces derniers restent soudés et luttent ensemble. En effet, le convoi d'Angoulême apparaît comme un catalyseur de l'entrée en Résistance d'Espagnols dans le département. Ce drame n'anéantit pas leur esprit de lutte mais en devient un moteur d'action. Tout d'abord, le simple fait de ne pas répondre à l'ordre de rassemblement au camp des Alliés avant la déportation est un premier acte d'opposition, de résistance, et ce peu importe qu'ils aient suivi leur instinct, écouté un conseil ou autre. Cette forme de résistance est d'autant plus importante que c'est grâce à elle que nombre d'entre eux ont échappé à la déportation. Ensuite, avec la diffusion du récit de Dolores Martinez, les Espagnols restés en Charente comprennent le sort réservé à leur famille et amis dans les camps du Reich ou en Espagne franquiste. La lutte politique est alors animée par un désir de vengeance, tout en cherchant à rester discret. Manuel Huerta explique d'ailleurs que le début des sabotages orchestrés par son père et ses collègues est concomitant de ce drame :

« Ça [*il montre une lampe à pétrole*], ça n'a l'air de rien. C'est une sorte de lampe à pétrole que les Allemands mettaient à l'arrière de leur camion dans une sorte de petite cache. Et mon père et ses collègues français faisaient ce qu'ils pouvaient. Ils crevaient les pneus des camions qui venaient se ravitailler ou ils cassaient les lampes [...]. Pris à faire ça, c'était fusillé sur place »²⁵².

Le traumatisme de la déportation de leurs proches conduit de nombreux Espagnols à résister chacun à sa manière. C'est comme s'ils pressentaient que la libération de la France serait le seul moyen de retrouver amis et famille déportés, et de renverser Franco qui a permis cette déportation et réprimé celles et ceux rentrés au pays. Il convient toutefois de mettre en exergue le fait que tous les réfugiés espagnols ne s'engagèrent pas nécessairement et/ou immédiatement dans des formes actives de résistance à la suite de cet événement. Les réactions sont multiples, allant de la dissimulation à l'attentisme, voire à des formes d'adaptation contrainte à l'ordre imposé.

²⁵¹ Johan PUTTEMANS, « Les triangles bleus (les apatrides) au KL Mauthausen », *A.S.B.L. Mémoire d'Auschwitz*, septembre 2018, [https://www.auschwitz.be/images/expertises/2018-puttemans-triangles_bleus.pdf].

²⁵² Entretien avec Manuel Huerta, fils de Cayo et Manuela Huerta, en visioconférence, 05/02/2026, 02:29:11 (voir annexe 10).

Néanmoins, pour la majeure partie d'entre eux, le convoi constitue bien un moment de rupture qui reconfigure la perception du danger et, à terme, les modalités d'action.

Le convoi des 927 est un moment charnière dans l'expérience de l'exil en Charente. Le réfugié espagnol cesse d'être un indésirable vivant aux crochets des finances françaises pour devenir une victime de la violence concentrationnaire nazie, mais aussi franquiste, le tout avec la complicité de Vichy. Ce traumatisme collectif agit comme révélateur de l'extrême vulnérabilité de ces Espagnols. Il génère un paradoxe mémoriel en ce qu'il crée à la fois un silence de survie, qui se manifeste par la recherche de l'invisibilisation, et une nécessité de combattre le fascisme via la résistance sous des formes plurielles. Les Espagnols deviennent alors des acteurs centraux, mais imperceptibles, de la lutte charentaise. Il importe toutefois de bien distinguer la portée immédiate de cet événement pour les acteurs de l'époque et la place qu'il occupe dans les reconstructions mémorielles ultérieures afin de ne pas surinterpréter. Si le convoi constitue indéniablement un traumatisme collectif, sa centralité dans les récits recueillis aujourd'hui, comme le révèlent les trois témoignages, tient aussi aux processus de remémoration et de transmission qui ont contribué à en faire un point nodal de l'expérience de l'exil et de la guerre. Cela n'enlève pour autant rien au fait que mémoires de l'exil, de la résistance et de la déportation des Espagnols charentais sont intrinsèquement liées, car découlant les unes des autres. Dans ce contexte, la discrétion adoptée par les Espagnols pourrait constituer un premier élément de réponse aux raisons de leur invisibilisation mémorielle en Charente et notamment dans la Résistance. Elle semble même avoir contribué, involontairement, à leur effacement des récits nationaux après-guerre.

B. La résistance au quotidien

Le refus de se présenter au camp des Alliers constitue un acte de résistance, car la résistance n'est pas seulement une affaire d'armes. Dans les années 1980, Jacques Sémelin a travaillé à la mise en lumière d'une résistance civile. Il la pense comme « [...] un processus spontané de lutte de la société civile par des moyens non armés contre l'agression dont cette société est victime »²⁵³. Il précise dans *Encyclopédie de la Seconde Guerre mondiale* : « Dans l'Europe occupée, la résistance civile est fondamentale au sens étymologique du mot, parce que très souvent première : ceux qui veulent "faire quelque chose" n'ont pas d'armes »²⁵⁴. Il parachève ce cadrage définitionnel en

²⁵³ Jacques SÉMELIN, *Sans armes face à Hitler, la Résistance civile en Europe*, Op. Cit., p.16.

²⁵⁴ Jacques SÉMELIN, « Résistance civile », in Op. Cit.

soulignant que cette forme de résistance, impulsée par des personnes de toutes catégories sociales, ne doit « pas être perçue comme une forme marginale d'anarchisme ou de pacifisme [...] »²⁵⁵. Les Espagnols, de même que de nombreux Français, s'inscrivent dans cette logique par un refus de soumission politique et morale. Leur résistance est une continuité du combat antifasciste déjà mené en Espagne et transposé dans un contexte de survie en exil. Pour autant, il faut attendre les années 1980 pour que ces formes d'opposition soient mises en exergue dans l'historiographie et ce, peu importe la nationalité de leurs auteurs. La raison à cela est l'ombre imposée par le mythe résistancialiste. Ce concept, théorisé par Henry Rousso, est une lecture héroïque de l'histoire d'une France qui aurait été entièrement résistante durant l'Occupation²⁵⁶. « Ce mythe, marginalisant les crimes de l'État français vichyste par l'établissement d'une image unifiée de la Résistance, vient dénaturer l'essence-même de cette dernière, occultant la complexité de ses luttes, dépossédant les résistants de leur propre mémoire »²⁵⁷, mais surtout ne mettant pas en avant l'existence d'une résistance civile. Autrement dit, un ensemble large de pratiques non armées d'opposition à l'occupant sont écartées : désobéir, ralentir, dissimuler, détourner. Sans relever d'une organisation structurée, ces gestes, parfois anodins en apparence, contribuent à entraver le fonctionnement de l'ordre imposé.

Les Espagnols ayant agi dans le pan civil, de même que de nombreux Français, sont invisibilisés à cause de ce mythe. Or, les Espagnols le sont doublement, car étrangers. De fait, il faut attendre 1989 dans l'historiographie universitaire française pour que l'on commence à évoquer les étrangers et ce uniquement sous le prisme de la résistance armée²⁵⁸. Enfin, les Espagnoles sont triplement invisibilisées en tant que femmes, comme l'explique Claire Andrieu :

« L'état des mœurs tout autant que la législation ont donc laissé les résistantes dans l'ombre. Ravivé dans les années trente, l'idéal féminin de la mère, épouse, au foyer, est resté dominant jusqu'aux années soixante. Ce cadre mental a freiné l'essor de l'histoire des femmes dans la Résistance. Une fois le danger passé, la contradiction logique entre l'image de douceur et

²⁵⁵ Jacques SÉMELIN, *Face au totalitarisme. La résistance civile*, Bruxelles, André Versailles, 2011, p.23.

²⁵⁶ Henry ROUSSO, *Le Syndrome de Vichy. De 1944 à nos jours*, *Op. Cit.*, p.11-22.

²⁵⁷ Lisa MÉTREAU, *La transmission intrafamiliale des mémoires de la Résistance en Charente depuis 1945*, *Op. Cit.*, p.93

²⁵⁸ Stéphane COURTOIS, Denis PESCHANSKI, Adam RAYSKI, *Le sang de l'étranger. Les immigrés de la M.O.I. dans la Résistance*, *Op. Cit.*

d'innocence de la mère au foyer avec celle de la combattante a contribué à invisibiliser les résistantes »²⁵⁹.

Une précision s'impose toutefois à l'égard de ces résistants civils. La spécificité de la résistance civile portée par les réfugiés espagnols en Charente est, par nature, invisible ; invisible car diffuse, souvent individuelle, mais aussi car portée par des acteurs eux-mêmes marginalisés : des étrangers politiquement suspects et souvent socialement précaires. Dès lors, dépassant la seule dichotomie résistance armée/civile, il s'agit ici d'étudier une résistance dont les modalités mêmes de déploiement ont participé à sa propre invisibilisation et à son effacement dans les sources comme dans les mémoires.

Dans ses travaux, Guy Hontarrède disserte sur les premiers actes de résistance connus en Charente. Le premier mentionné est le fait d'Espagnols : « Le 8 août, dans la nuit, un soldat allemand est attaqué dans l'avenue Gambetta à Angoulême. L'article du journal parle de civils français. En fait, ce que n'a jamais su la police, les agresseurs étaient les guérilleros espagnols Carrión et López qui commençaient à se procurer des armes »²⁶⁰. Hormis ces deux lignes, aucun autre ouvrage ne mentionne le fait qu'une des premières actions résistantes ait été l'œuvre d'Espagnols en Charente.

Par la suite, le monde du travail devient rapidement le principal théâtre de la lutte. C'est en effet grâce à leur emploi que les Espagnols sortent du camp et se mêlent à la population locale. Loin d'être des travailleurs dociles, ils utilisent leur savoir-faire technique pour entraver la production de l'occupant. Un document de travail d'Alain Léger faisant partie du fonds de l'ancien musée de la Résistance évoque le cas de José Martin²⁶¹. Par l'intermédiaire du bureau d'embauche allemand, José Martin trouva du travail à la fonderie de Ruelle à l'été 1941. Les entrepôts de la fonderie étaient gorgés de denrées rares en tout genre, alors que l'heure était à la pénurie en tout lieu. Avec la complicité des frères Lazaro, Espagnols tout comme lui, José tenta de neutraliser un maximum de bouteilles de cognac.

« Côté vol, la technique consiste à saouler la sentinelle allemande avec un mélange de vin, de sucre et de cognac. Ensuite, on va dissimuler les bouteilles sur une rive de la Touvre et la

²⁵⁹ Claire ANDRIEU, « Les femmes dans la Résistance, à l'égal et à la différence des hommes », *Art. Cit.*

²⁶⁰ Guy HONTARRÈDE, *Ami, entends-tu ? L'Occupation et la Résistance en Charente*, *Op. Cit.*, p.92

²⁶¹ Portrait de José Martin (voir annexe 7, portrait 2).

nuît, F. Lazaro va les récupérer en barque. Côté casse, on brise les bouteilles sur le haut des piles de sorte que leur contenu s'infiltre dans les caisses du dessous sans donner l'alerte »²⁶².

Agir à l'encontre des règles imposées n'est pas sans conséquence. Ils sont un jour pris en pleine action. « Surpris par un gradé installé dans un bureau surélevé, ils se font traiter de communistes, bolchevicks et terroristes. L'officier les fait aligner, les arrose à la lance à incendie puis les tabasse un à un à coup de nerf de bœuf en les menaçant du peloton en cas de récidive »²⁶³. José Martin est muté en conséquence. C'est à ce moment qu'il fait le choix de prendre le maquis.

Cayo Huerta, peu de temps après le départ du convoi des 927, entre à son tour en action : crevaisson de pneus de camions allemands, mise de sucre dans les réservoirs, détérioration de matériel²⁶⁴. Parfois individuelles, ces pratiques plutôt réalisées avec la complicité d'autres ouvriers sont caractéristiques des résistances ouvrières qui se structurent progressivement. Ralentissement volontaire, sabotage discret, détournement de ressources ou encore désorganisation du travail : ces actes constituent des formes d'infra-politique au sens de James C. Scott, c'est-à-dire des modes d'opposition discrets, souvent invisibles, mais profondément subversifs²⁶⁵. Après avoir évoqué cet épisode de résistance ouvrière, Manuel Huerta poursuit :

« Chez Mme Castaner, [...] il y avait un Portugais, Jacky Martin. Il était venu en France probablement au début des années 1930 pour des raisons économiques. Un jour, il dit à un Allemand, avec le sourire : "Voilà, votre marchandise". Et, il le traite en espagnol de "*malicón*". *Malicón*, c'est une insulte ; en Français, on dirait sale con. Et, l'Allemand devient blanc et sort son pistolet, le met sur la tempe de Jacky qui tombe à genoux. L'Allemand était un Argentin. Donc, évidemment, tout le monde était atterré. "Monsieur l'officier, non, non, ne tirez pas, ne tirez pas, c'est une plaisanterie". La chose s'est calmée et Jacky Martin n'a pas été tué heureusement. [...] Donc, il fallait faire très attention à qui on parlait et ce qu'on disait, parce qu'on pouvait toujours tomber sur quelqu'un qui aurait pu envoyer une lettre de dénonciation »²⁶⁶.

²⁶² AD16, 1803 W 78, Document travail d'Alain Léger sur José Martin, non daté.

²⁶³ *Idem*.

²⁶⁴ Entretien avec Manuel Huerta, fils de Cayo et Manuela Huerta, en visioconférence, 05/02/2026, 02:29:11 (voir annexe 10).

²⁶⁵ James C. SCOTT, « Infra-politique des groupes subalternes », *Vacarme*, 2006/3, n°36, 2006, p.25-29.

²⁶⁶ Entretien avec Manuel Huerta, fils de Cayo et Manuela Huerta, en visioconférence, 05/02/2026, 02:29:11 (voir annexe 10).

La présence même de Jacky Martin rappelle l'arrivée de nombreux étrangers en France durant l'entre-deux-guerres, répondant à un important besoin de main-d'œuvre. Par cette parole qui aurait pu lui coûter la vie, Jacky touche du doigt l'importance de l'autocensure permanente. Une parole en langue étrangère, de l'ironie ou une insulte peuvent en effet engendrer une réaction disproportionnée. La coïncidence du caractère hispanophone des deux protagonistes est si grande qu'elle interroge la présence même d'un Argentin au sein des rangs allemands. Ceci révèle des trajectoires complexes de migrations, tout comme la frayeur du moment a pu laisser entendre qu'il était Argentin sans en être totalement sûr. Ce cas met en lumière la transnationalité éprouvée à une échelle locale entre un Portugais, un Argentin au sein des rangs allemands, des témoins Espagnols et des Français d'origine argentine. Or, ce qui importe ici n'est pas uniquement et nécessairement la nationalité, mais, comme le souligne Manuel Huerta, la perception du pouvoir de violence du soldat face à ceux y étant soumis.

Ainsi, des pratiques de résistance évoquées, même si le cas de Jacky Martin prouve le contraire, ressortent une caractéristique essentielle : leur discrétion. Les acteurs ne recherchent pas la visibilité, mais l'efficacité dans l'ombre, et ce en raison des risques encourus. Et, c'est justement ce procédé, condition nécessaire à leur réussite, qui appuie leur invisibilisation.

Parmi ces nombreux actes disséminés, un en particulier eut une ampleur que l'historiographie locale s'est pourtant gardée d'évoquer. Dans ses mémoires *Mes premiers vingt ans*, José Rocabert rapporte cet épisode²⁶⁷. Après une formation de boulanger, il embauche à la manutention militaire allemande pour faire du pain. Les conditions de travail y sont difficiles avec des journées très chargées : 12 h travaillées par jour, sept jours sur sept, et parfois même des journées de 24 h. En réaction, l'ensemble des employés manutentionnaires, dont José, décident d'organiser la première grève de France contre les autorités allemandes à l'automne 1941 selon ses dires. Notons toutefois que la première grève est en réalité l'œuvre des mineurs du Nord-Pas-de-Calais, fin mai 1941. La plupart des grévistes présents aux côtés de José étaient des rouges espagnols ayant échappé à la rafle. Cette grève pris la forme suivante : ils ne vinrent pas au travail. Mais, à leur retour le lendemain, ils furent encerclés par des militaires allemands et des gendarmes français. Ils les enchaînèrent deux par deux et les firent traverser toute la ville d'Angoulême à pied, en direction de la prison Saint-Roch. « En nous voyant enchaînés nous réveillions probablement parmi eux [les passants français] un élan de "patriotisme" et on nous faisait discrètement des signes

²⁶⁷ AD16, 1803 W 80, Témoignage tapuscrit de José Rocabert, non daté.

d'encouragement et les gendarmes français se faisaient insulter par les gens qui voyaient qu'ils collaboraient avec l'occupant pour enfermer les "patriotes" que nous étions »²⁶⁸. Accusés d'être des saboteurs, ils rencontrèrent pourtant, à leur grande surprise, des soldats allemands qui leur donnèrent raison. Et, malgré 15 jours d'emprisonnement, à leur retour au travail, les Allemands tinrent compte de leurs revendications. L'audace de se dresser face à l'occupant allemand est d'autant plus grande que ces Espagnols ne bénéficiaient d'aucune protection juridique réelle. Peut-être avaient-ils été inspirés par le modèle du *Frente Popular* et le puissant mouvement ouvrier espagnol ?

Il n'en reste pas moins qu'en tant que prémices d'un mouvement plus large d'opposition, cet évènement aurait dû être relevé dans l'historiographie locale. Or, rien. Même si la moitié des boulangers était française et l'autre espagnole, cette absence des récits participe de la mise sous silence des actions espagnoles. Et justement, le fait qu'aucun autre ouvrage ou document n'atteste de cette grève, à laquelle des Français participèrent, est intrigant. Seul Alain Léger dans une note de bas de page mentionne cet épisode en se fondant sur la même source : les mémoires de José Rocabert. Aucune trace dans les archives préfectorales de cet évènement. Peut-être les archives allemandes gardent-elles une preuve de l'incarcération des grévistes ? Une autre hypothèse pourrait être une confusion dans les souvenirs de José Rocabert avec un autre mouvement de grève à une autre date. Dès lors, plutôt que d'y voir avec certitude une des premières grèves contre l'occupant en France, peut-être est-ce là l'expression d'une mémoire résistante reconstruite, révélatrice de la manière dont les acteurs eux-mêmes donnent sens à leur engagement. Cette prudence méthodologique n'enlève pour autant rien à l'intérêt historique de cet épisode.

La résistance passe également par le maintien d'une conscience politique. La diffusion de la presse clandestine permet de briser le monopole de l'information de Vichy et des nazis, en passant outre la censure. Cela encourageait les résistants à faire preuve de grands risques tant pour trouver l'information que pour la transmettre. Les défis étaient avant tout matériels et financiers. Ceci explique que, bien que diffusé en Charente, le journal clandestin *Reconquesta* n'y était pas imprimé²⁶⁹. La première page indique qu'il est imprimé à Montpellier, en zone non occupée, et qu'il fait appel aux dons des lecteurs. Le particularisme de ce journal était d'être publié en franco-catalan. Il ne s'adressait donc pas à n'importe quel public, mais aux Catalans, aussi bien Français

²⁶⁸ *Idem*.

²⁶⁹ AD16, 1 M 237, Journal *Reconquesta*, numéro du 6 juillet 1939.



: motivations et formes d'engagement plurielles (1940-1945)

qu'Espagnols. Cela n'était pas anodin et visait à s'opposer à la politique franquiste réactionnaire qui condamnait tout geste ou parole indépendantiste et lié à la culture catalane. Comme précédemment évoqué, ce journal servait initialement de relai à des listes d'avis de recherche d'Espagnols, à parer la presse qui décriait l'image des Espagnols exilés et à rappeler son soutien à la France, avant d'adopter un ton de plus en plus militant sous l'Occupation. *Reconquesta* était le journal de l'Alliance nationale de Catalogne²⁷⁰. Preuve des liens entretenus entre le nouveau régime espagnol et la France, l'Espagne ne cesse de se plaindre auprès du Quai d'Orsay, tout au long de l'année 1939, au sujet des activités des Espagnols rouges en France : cinquante-six notes sont ainsi remises entre le 4 avril et le 21 décembre 1939 et une quinzaine d'entre elles sont relatives à la presse en espagnol dont l'interdiction est demandée »²⁷¹. Parmi les publications les plus visées, on retrouve *Reconquesta*. Ainsi, l'existence même de ce journal est une forme d'opposition frontale aux autorités espagnole, française et allemande. Toutefois, Geneviève Dreyfus-Armand insiste sur le fait que :

« [...] même lorsqu'elle est l'expression de groupes qui mettent en œuvre des actes "s'efforçant d'empêcher la réalisation des objectifs de l'occupant national-socialiste" – répondant ainsi bien à la définition classique des mouvements de Résistance, cette presse est initialement et constamment par la suite préoccupée par la libération de l'Espagne »²⁷².

Au-delà de la libération de leur pays d'accueil, l'objectif demeure le retour et la libération de leur pays d'origine. Cela semble fonder l'un des motifs premiers de l'engagement en résistance des réfugiés espagnols : libérer la France pour qu'elle les aide ensuite à lutter en Espagne contre les franquistes. Outre la presse, la distribution de tracts ou encore la présence d'inscriptions communistes par exemple se joignent à cette résistance intellectuelle. De nombreuses petites mains concourent à l'aboutissement des chaînes de diffusion. Manuel Huerta se souvient de ces personnes qu'il a lui-même côtoyé : « À Angoulême, il y avait ce qu'on appelait des réseaux, c'est-à-dire que le dimanche, il y avait, je me souviens, un Espagnol qui venait apporter un journal à la maison »²⁷³. Il s'agit en l'espèce de presse clandestine. Par le simple fait de consommer cette presse illégale, les parents de Manuel s'inscrivent dans ce courant de pensée résistant. Notons également la

²⁷⁰ Geneviève DREYFUS-ARMAND, *L'exil des républicains espagnols en France*, Op. Cit., p.89.

²⁷¹ *Idem*, p.95.

²⁷² *Idem*, p.166.

²⁷³ Entretien avec Manuel Huerta, fils de Cayo et Manuela Huerta, en visioconférence, 05/02/2026, 02:29:11 (voir annexe 10).

persistance d'un entre-soi espagnol y compris en matière de presse clandestine. La diffusion de celle-ci n'est pas seulement un acte d'information, mais un acte politique. Cela participe de la construction d'un espace public alternatif échappant à la censure. Mieux encore, la finalité est double pour la presse clandestine espagnole qui articule lutte contre le nazisme et espoir de renversement du franquisme.

Toutefois, si la presse semble être une affaire d'adultes, la résistance n'est pas leur apanage. Marie Vauzelle, fille de José Rocabert, en apporte la preuve. Elle explique que José Rocabert et son père avaient trouvé du travail dans le domaine de la scierie. Cet emploi les amenait à franchir régulièrement la ligne de démarcation et, *ipso facto*, à disposer d'un *ausweis* (laissez-passer). C'est en travaillant dans les bois que José rencontre pour la première fois des réfractaires qui lui demandent de jouer le rôle de facteur pour eux, en franchissant la ligne de démarcation avec du courrier. Étant jeune et mineur, les soldats ne prêtaient guère attention aux papiers dissimulés dans son livre de lecture. Cela dura jusqu'au jour où un maquisard du groupe Ricco lui proposa de rejoindre son groupe²⁷⁴.

« Grâce à la nature irrégulière (asymétrique, devrait-on dire) de son combat, la Résistance a su tirer profit des compétences de tous : des jeunes adultes et des vieillards, des hommes et des femmes, des laïcs et des religieux ... Et même des plus improbables guerriers : les enfants. Les uns deviendront des saboteurs, les autres de agents de renseignements ou des messagers »²⁷⁵.

S'inspirant de la bande dessinée éponyme, la sortie récente du film *Les enfants de la Résistance* fait la part belle à ces jeunes figures ayant contribué à la libération de leur pays²⁷⁶. La jeunesse constitue à son tour un biais d'invisibilisation, de même que le fait d'être une femme, Espagnole, résistante civile. Concernant les femmes précisément, leur combat est pourtant essentiel afin d'appréhender la résistance sous un angle genré. C'est en raison de l'état des mœurs qui prônait un idéal féminin de la mère et bonne épouse au foyer que ces dernières sont marginalisées selon Claire Andrieu²⁷⁷. Elles bénéficient ainsi d'une moindre suspicion de la part de l'occupant, les laissant dès lors occuper des postes stratégiques de liaison et de soutien humanitaire. L'analyse du rôle des femmes

²⁷⁴ Entretien avec Marie Vauzelle, fille de José Rocabert, en présentiel, 03/02/2026, 01:06:43 (voir annexe 9).

²⁷⁵ Philippe CHAPLEAU, *Des enfants dans la Résistance (1939-1945)*, Rennes, Éditions Ouest-France, p.7.

²⁷⁶ Vincent DUGOMIER et Benoît ERS, *Les enfants de la résistance*, 10 tomes, Bruxelles, Le Lombard, 2015-2026 ; Christophe Barratier (réal.), *Les enfants de la résistance*, France, Axel Films (prod.), 01:39:00, 11/02/2026.

²⁷⁷ Claire ANDRIEU, « Les femmes dans la Résistance, à l'égal et à la différence des hommes », *Art. Cit.*

espagnoles permet de saisir un degré supplémentaire de marginalisation lié à la nationalité. Leur étude est d'autant plus intéressante qu'elle montre comment ces femmes ont su se saisir de leur invisibilisation sociale pour en user de manière stratégique dans l'action clandestine. En Charente, plusieurs réfugiées espagnoles s'inscrivent dans cette logique d'opposition non-armée.

Manuel Huerta se souvient :

« La tante de Dolores Davos – je l'appelle Loli, c'est un diminutif – Conchita, avait un vélo. À l'avant du vélo, il y avait deux petits drapeaux : un drapeau français et un drapeau républicain espagnol. Et puis, elle osait se balader à vélo avec ses deux petits drapeaux dans Angoulême. Son frère Antonio, donc l'oncle de Loli, faisait partie des amis intimes de mon père. Donc, c'était une sorte de résistance un peu passive ».²⁷⁸

C'est avec toute l'audace qui lui est propre que Conchita Davo résiste au quotidien par la présence de ces drapeaux, visibles de tous, sur son vélo. Ce geste revêt une importance symbolique significative. L'affichage public de son attachement à la France et à ses idées républicaines apparaît comme une forme de résistance assumée. Cette visibilisation dans l'espace urbain permet à Conchita Davo d'exprimer sa fidélité politique et son identité militante. On peut en ce sens qualifier son acte de résistance non-violente ou passive, comme l'affirmait Manuel.

Pilar Claver, employée à la *Panzerkaserne* d'Angoulême, agit, elle aussi, à son échelle et sur différents terrains²⁷⁹. Pilar est une figure emblématique de la résistance civile espagnole en Charente et son parcours illustre parfaitement le concept d'agentivité féminine dont elle a su se saisir. Elle est issue d'une famille de républicains espagnols. Dès le début du soulèvement franquiste, elle subit ce que l'on pourrait qualifier de répression genrée : elle est tondue publiquement par les milices carlistes en raison de ses absences répétées à la messe. Elle s'engage ensuite rapidement dans l'effort de guerre républicain en travaillant dans les hôpitaux. Victime de la victoire franquiste, l'exil la conduit en Charente. Dès son arrivée, elle s'oppose. En mars 1939, elle est l'une des meneuses qui refusent de signer les documents de rapatriements vers l'Espagne, malgré la pression des autorités françaises. Ajoutons à cela sa participation à une manifestation passive durant laquelle les femmes s'assirent par terre sous la pluie pour entraver ladite opération

²⁷⁸ Entretien avec Manuel Huerta, fils de Cayo et Manuela Huerta, en visioconférence, 05/02/2026, 02:29:11 (voir annexe 10).

²⁷⁹ Extraits du témoignage de Pilar Claver, in Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, Op. Cit. ; Portrait de Pilar Claver (voir annexe 7, portrait 2).

: motivations et formes d'engagement plurielles (1940-1945)

de rapatriement. Après un bref passage aux Alliers, elle trouve rapidement du travail sur Angoulême. C'est dans cette ville qu'elle va nouer des contacts et progressivement devenir une figure phare de la résistance civile côté espagnol. Bien que moins visible, cette forme de lutte est tout aussi risquée que celle armée, mais surtout un préalable à la résistance armée. Elle commence par distribuer des tracts clandestins, ainsi que le journal *Reconquista de España* avec Margarita Ribas et Antonio Cuadra. Ensuite menacée de déportation ou de renvoi en Espagne, elle parvient à se faire embaucher par les Allemands à la *Panzerkaserne* d'Angoulême comme employée de nettoyage. Ce poste est stratégique. Elle profite de sa position pour collecter des renseignements, utilisant un dictionnaire pour décrypter les programmes de mouvements de troupes sur les tableaux noirs allemands. Durant son service, elle récupère un jour un message secret jeté par un prisonnier du réseau français de l'Organisation civile et militaire : Pierre-Marie Esclafer, qu'elle se charge de transmettre. Pierre-Marie Esclafer, arrêté le 10 mars 1943, est le petit-fils d'un exilé espagnol. Par ailleurs, grâce à son sauf-conduit allemand, Pilar peut ramener des tracts politiques de Bordeaux cachés dans des sacs que les soldats allemands l'aident parfois naïvement à porter dans le train. On prend ici conscience de l'ampleur du risque encouru. Elle raconte également qu'avec ses collègues Amparo Gárate et Sofia Alvarez, elles s'efforcent de démoraliser les soldats allemands qu'elles côtoient à la suite des déboires du Reich subis sur le front russe. En 1943, à la gare d'Angoulême, elle participe au chant de *La Marseillaise* entonné pour soutenir les jeunes Français réquisitionnés pour le S.T.O. Ceci créa un moment d'émotion patriotique collective face aux gardes allemands qui cherchèrent en vain l'initiateur de ce chant. Enfin, elle est une des chevilles ouvrières de *Solidaridad española* avec les frères Casas. Cette association visait à collecter vivres et argent pour envoyer des colis à leurs compatriotes emprisonnés ou déportés, comme à Compiègne. C'est ainsi que Francisco López Navarro, détenu à Compiègne, pu recevoir deux colis par mois, grâce au soutien du négociant de cognac Pierre-Marie Esclafer que Pilar avait aidé²⁸⁰. L'engagement continu de cette dernière lui vaudra l'attribution du grade de sergent à la libération d'Angoulême en août 1944. L'ensemble des informations sur son parcours nous sont aujourd'hui parvenues grâce à son propre témoignage retracé dans *Les indésirables*²⁸¹.

Son soutien apporté aux résistants internés met en avant une troisième forme de résistance versant dans l'humanitaire. La résistance de solidarité peut se définir comme le « soutien organisé et

²⁸⁰ Portrait de Francisco López Navarro (voir annexe 7, portrait 1).

²⁸¹ Extraits du témoignage de Pilar Claver, in Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, Op. Cit. ; Portrait de Pilar Claver (voir annexe 7, portrait 2).

inorganisé à la cause et à l'esprit de la Résistance »²⁸², manifesté par une volonté de refus de l'occupant. Elle repose sur une communauté d'intérêts, à savoir le partage du même refus de l'ennemi, ainsi que le risque de répression sciemment accepté et encouru. Mais, Catherine Lacour-Astol apporte une nuance de poids. François Bédarida voyait la résistance humanitaire comme une action portée par des valeurs morales pour secourir les persécutés et victimes, comme le fait de sauver des Juifs de la déportation par exemple. Ce n'est donc pas la même chose, selon Catherine Lacour-Astol, que la résistance de solidarité qui vise une action de soutien direct aux combattants et aux membres de la Résistance pour les aider à poursuivre leur lutte. Cette forme de résistance prend essentiellement place au sein du foyer, ce qui explique la surreprésentation des femmes dans cette catégorie. Or, en reprenant le cadre de l'action de *Solidaridad española*, ces deux définitions s'entrechoquent. En envoyant ces colis, l'association dépasse la charité pure en soutenant la cause du refus de l'occupant en prenant soin de ceux qui l'ont servie. Francisco López Navarro est à la fois une victime de ces persécutions, mais également un membre de la Résistance²⁸³. Et, c'est justement son rattachement à la résistance qui permet d'inscrire l'action de cette association, et donc de Pilar Claver et des frères Casas, dans le cadre de la résistance de solidarité telle que définie par Catherine Lacour-Astol. Francisco a été interné pour faits de résistance et le soutien dont il bénéficie est directement lié cette catégorisation. Cet exemple est donc révélateur d'une troisième forme de résistance, moins mise en avant que celle armée ou civile.

Ainsi, étudier la résistance civile, c'est chercher à comprendre toutes les formes d'invisibilisation qui lui sont adjointes : être étranger, femme, enfant, etc. Mais, cet effacement, jouant de ces marqueurs de marginalisation, est consubstantiel de la réussite même de la Résistance. Ce n'est donc pas uniquement le produit d'un oubli historiographique. L'invisibilisation est à la fois subie, car ces acteurs sont marginalisés, et réappropriée pour la réussite même de l'acte de résistance. Bien qu'il en existe, les cas où la visibilité est recherchée sont plus rares. Par ailleurs, si à première vue la résistance civile semble autonome par rapport à celle armée, certains parcours, comme ceux de José Martin ou José Rocabert, révèlent une forme de radicalisation qui finit, tôt ou tard, par rapprocher la résistance civile de celle armée.

²⁸² François BÉDARIDA, « L'histoire de la Résistance. Lectures d'hier, chantiers de demain », *Art. Cit.*, p.75-90 ; Catherine LACOUR-ASTOL, « La résistance de solidarité. Une forme de Résistance révélée par la répression », *in Op. Cit.*, p.51-71.

²⁸³ Portrait de Francisco López Navarro (voir annexe 7, portrait 1).

C. La guérilla antifasciste : la poursuite d'un combat déjà éprouvé en Espagne

Loin d'une résistance improvisée, l'engagement armé des Espagnols traduit la réactivation de cadres militaires républicains aguerris. Comme l'ont montré Geneviève Dreyfus-Armand et Denis Peschanski, l'engagement des réfugiés espagnols dans la Résistance s'inscrit dans des dynamiques à la fois transnationales et marginalisées dans les récits nationaux²⁸⁴. Cette guérilla antifasciste pose dès lors une question centrale : comment un engagement militaire aussi structuré a-t-il pu être refoulé dans les récits de la Résistance armée ?

À partir de 1941 se forment les premiers noyaux de résistance en Charente. L'historique et ordre de bataille du groupe F.F.I. (Forces françaises de l'intérieur) espagnol charentais, rédigé en février 1947 par l'Amicale des anciens F.F.I. espagnols de Charente, est une source formidable et presque unique pour retracer l'engagement résistant armé des Espagnols. Ce document, réalisé dans un contexte de reconnaissance du combat des anciens résistants, doit toutefois être abordé avec prudence, en raison de sa dimension justificative et potentiellement reconstructive. Établi après-guerre, il participe à une entreprise de légitimation visant à faire reconnaître le rôle des guérilleros, signe que cette reconnaissance n'allait pas de soi. Cet historique explique : « La résistance espagnole s'est constituée en réaction à l'occupation allemande »²⁸⁵. Il n'est nulle part fait mention d'un possible lien avec le convoi des 927. Sous couvert de combat contre l'occupant allemand, les Espagnols inscrivent leur engagement dans une continuité de lutte depuis l'Espagne où ils avaient déjà connu ces mêmes soldats.

Ce document confirme que les premières actions sont avant tout des sabotages et une résistance à travailler. De même que les écrits de Guy Hontarrède, il laisse entrevoir un entre-soi espagnol dans un premier temps²⁸⁶ :

« Ce n'est qu'en 1941 que nous prenons contact avec les frères Roppton [Robton] de Saint-Michel qui nous mettent en rapport avec le groupe commandé par René Michel,

²⁸⁴ Geneviève DREYFUS-ARMAND, *L'exil des républicains espagnols en France*, *Op. Cit.* ; Stéphane COURTOIS, Denis PESCHANSKI, Adam RAYSKI, *Le sang de l'étranger. Les immigrés de la M.O.I. dans la Résistance*, *Op. Cit.*, p.405-420.

²⁸⁵ AN, 72/AJ/107, Historique et ordre de bataille du groupe F.F.I. espagnol en Charente (communiqué par Roger Beillard) | 1946 (voir annexe 4).

²⁸⁶ Guy HONTARRÈDE, *Ami, entends-tu ? L'Occupation et la Résistance en Charente*, *Op. Cit.*, p.291-294.

organisateur et premier chef des groupes F.T.P dans le département avec les Barrière et les frères Nepoux, tous fusillés dans le camp de La Braconne »²⁸⁷.

Le « nous » correspond à un groupe d'Espagnols résidant en Charente mais non identifié nominativement. Leur contact : les frères Robton (et non Roppton), vivant à La Grande Garenne (Angoulême), font partie des Jeunesses communistes. Lors de cette prise de contact, ils sortent juste de prison, en raison de leur arrestation le 20 janvier 1941 par le commissaire Couillaud pour distribution de tracts²⁸⁸. René Michel n'est quant à lui, selon Bruno Foucaud (son cousin germain éloigné), pas n'importe qui dans le milieu de la Résistance²⁸⁹. Il participa à la structuration de la résistance communiste dans le Sud-Ouest de la France aux côtés de Charles Tillon. Recherché par les autorités allemandes, il est contraint de fuir Bordeaux direction la Charente fin 1941/début 1942. Dans le même temps, il devient responsable régional puis interrégional F.T.P.F. Toutefois, la brièveté de cet historique et ordre de bataille ne permet pas d'entrer dans les détails de cette prise de contact entre Espagnols et Français. C'est pour cela que cette source doit être lue à l'aune des travaux de Guy Hontarrède. La prise de contact entre les frères Robton et le groupe de résistants français ne se fait pas directement via René Michel, mais via Jean Barrière dès septembre 1941²⁹⁰. Pourquoi lui ? Il obéissait certes aux ordres, mais peut-être le fait qu'il soit marié à une Espagnole a-t-il conduit à le choisir lui plus qu'un autre ? La prise de contact est longue et passe par plusieurs rendez-vous, généralement aux quais de l'Houmeau à Angoulême. Parmi ces Espagnols, Guy Hontarrède identifie les frères Carrión, José Martin, Antonio Davo ou encore Francisco López Navarro. Il les qualifie de guérilleros. Un guérillero (guérillera pour une femme) espagnol est entendu comme un combattant espagnol exilé en France et ayant ensuite participé activement à la Résistance²⁹¹.

Le rapport retrace ensuite les premières actions menées entre Espagnols et Français en Charente : distributions de tracts, sabotages de marchandises à la gare, comme à la fonderie de Ruelle ou encore à l'arsenal d'Angoulême de véhicules et outils en tout genre. Bien que nombreuses, ces actions visibilisent peu les Espagnols dans les sources françaises, souvent attribuées

²⁸⁷ AN, 72/AJ/107, Historique et ordre de bataille du groupe F.F.I. espagnol en Charente (communiqué par Roger Beillard) | 1946 (voir annexe 4).

²⁸⁸ Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, Op. Cit., p.131.

²⁸⁹ Entretien avec Bruno Foucaud, cousin germain éloigné au 1^{er} degré du résistant fusillé René Michel, en visioconférence, 16/12/2024, 01:30:33.

²⁹⁰ Guy HONTARRÈDE, *Ami, entends-tu ? L'Occupation et la Résistance en Charente*, Op. Cit., p.291-294.

²⁹¹ Alberto MARÍN VALENCIA, *Españoles en la resistencia francesa 1940-1945*, thèse d'histoire, dir. Joan Villarroya, Université de Barcelone, 2019, p.127-129.

: motivations et formes d'engagement plurielles (1940-1945)

indistinctement aux F.T.P. français. Cela contribue à diluer la spécificité de l'engagement hispanique. C'est pour cette raison que nombre d'Espagnols sont cités nominativement dans ce rapport : les frères Casas, Carrión, Farigle, Rios, Facundo, Emilio Alvarez, un certain Malaguita (surnom), José Martin, Gonzalez Varillas, Caballero, ou encore Elias Garaté. François Casas, qui travaille à la gare d'Angoulême, va plus loin en détournant pendant plus de deux ans des wagons de marchandises. Accusé, il est muté à la base aérienne de Cognac-Châteaubernard à la fin août 1943, où il poursuit son œuvre en sabotant un appareil de précision. Il rencontre sur cette base un groupe de résistants espagnols formé à l'été 1942 sous la direction d'Antonio Casals, Joseph Mira et Jesus Cifuentes. Avant cela, la dernière action commune du groupe d'Angoulême prend une plus grande ampleur selon le rapport :

« Le 10 novembre 1942, le patriote López Francisco de la direction de notre groupe participe personnellement avec Barrière et d'autres éléments du groupe ci-dessus cité, au sabotage des deux pavillons de la Poudrerie nationale d'Angoulême provoquant l'incendie et la destruction du coton pour la fabrication d'explosifs »²⁹².

Mais le lendemain, Jean Barrière et d'autres résistants sont successivement arrêtés. Victimes de la chasse aux communistes et résistants, ils sont pris dans une vague d'arrestations qui traverse tout le département. La prise d'otages ou l'emprisonnement devenant inefficaces, les autorités allemandes décident de frapper fort et marquer les esprits. Le 30 avril 1943, le tribunal allemand d'Angoulême condamne à mort pour port d'armes prohibées, aide à l'ennemi et comme francs-tireurs ceux que la mémoire retiendra comme les fusillés de La Braconne : Jean Barrière, Paul Bernard, Jean Gallois, René Michel, Marc et Marcel Nepoux²⁹³. Les autres sont déportés. Guy Hontarrède analyse les conséquences de cette situation comme il suit :

« Cette arrestation provoque chez les Espagnols un besoin de réagir et de montrer que la lutte continue. Et le 10 novembre 1942, selon un rapport du 27.11.4, ils pénètrent dans la poudrerie grâce à la complicité d'un vieil ouvrier ... et mettent le feu à un tas de coton sous le hangar ; le feu se propage et met à mal deux pavillons »²⁹⁴.

²⁹² AN, 72/AJ/107, Historique et ordre de bataille du groupe F.F.I. espagnol en Charente (communiqué par Roger Beillard) | 1946 (voir annexe 4).

²⁹³ Exposition « Les Fusillés de la Charente », *Musée de la Résistance et de la Déportation et l'Association pour le Souvenir des Fusillés de La Braconne*, non daté, p.9, [<http://musee.delaresistance.free.fr/activites/Expositions/Expo%20fusilles/Expo%20fusilles.pdf>] ; Lisa MÉTREAU, *La transmission intrafamiliale des mémoires de la Résistance en Charente depuis 1945*, Op. Cit.

²⁹⁴ Guy HONTARRÈDE, *Ami, entends-tu ? L'Occupation et la Résistance en Charente*, Op. Cit., p.293-294.

En conséquence, Francisco López Navarro, devenu responsable du P.C.E. (Parti communiste espagnol) de Charente, est arrêté le 18 novembre suivant et incarcéré à la section allemande de la maison d'arrêt d'Angoulême (prison Saint-Roch)²⁹⁵. Interrogé et torturé, il se tait. La fouille de sa chambre ne donne rien, tandis que l'analyse de sa correspondance révèle son appartenance à un réseau communiste. « Mis en présence des résultats obtenus, López a reconnu ces jours-ci qu'il était le responsable du Parti communiste espagnol en Charente »²⁹⁶. Ensuite déporté à Compiègne, il parvient à s'évader en août 1944 pour regagner la Charente et reprendre le combat. Après son arrestation, Francisco est remplacé par J. Martin, Cuadra et Davo. Or, Antonio Cuadra est à son tour arrêté par la Gestapo, interné au Fort du Hâ, puis envoyé à Compiègne et enfin déporté en janvier 1944 à Buchenwald²⁹⁷.

Ainsi, si la lutte se structure par la connexion des groupements de résistance français et espagnols, la montée en puissance de leurs actions conduit, en parallèle, à accroître la répression qui les frappe. Cette vague d'arrestations constitue un tournant dans l'organisation de la résistance espagnole : en désorganisant les réseaux initiaux, elle contraint les guérilleros à se restructurer dans des cadres plus larges, souvent dominés par les structures françaises. Ce processus participe, dès la période de guerre, à une première forme d'invisibilisation opérationnelle.

Parallèlement, d'autres groupes s'organisent. Angoulême n'est pas le seul foyer de résistance en Charente. Progressivement, la résistance espagnole intègre des unités mixtes, mettant en lumière une solidarité antifasciste européenne. Le parcours de José Rocabert illustre ce regroupement. Après avoir endossé le rôle de facteur, il intègre pleinement le groupe de maquisards Ricco en prenant les armes²⁹⁸. Ce groupe, dirigé par l'Italien Angelo Ricco, rassemble des Espagnols, des Italiens et des Français. Cette mixité prouve que le combat des guérilleros n'est pas qu'un entre-soi communautaire, mais une force d'appoint essentielle aux F.T.P.F., apportant leur expertise technique. Cette union vers un même objectif, malgré de nombreuses divergences internes, révèle un phénomène de résistance transnationale, aussi bien au sein du groupe Ricco que du groupe franco-espagnol d'Angoulême. Plus encore, le parcours-même des acteurs de la résistance participe

²⁹⁵ Portrait de Francisco López Navarro (voir annexe 7, portrait 1).

²⁹⁶ AD16, 1 W 178, Rapport du commissaire principal au préfet de Charente sur l'arrestation de Francisco López Navarro du 30 décembre 1942 (voir annexe 3).

²⁹⁷ Arolsen Archives, 5704739, Hiftlings-Personal-Karte Antonio Cuadra, [<https://collections.arolsen-archives.org/de/search/person/5704738?s=antonio%20cuadra&t=1587738&p=0>] ; Arolsen Archives, 5704740, Military government of Germany – Concentration camp inmates questionnaire of Antonio Cuadra, [<https://collections.arolsen-archives.org/de/search/person/5704738?s=antonio%20cuadra&t=1587738&p=0>].

²⁹⁸ AD16, 1803 W 80, Témoignage tapuscrit de José Rocabert, non daté.

: motivations et formes d'engagement plurielles (1940-1945)

de ce caractère transnational. Angelo Ricco s'est d'abord battu en Italie contre Mussolini, dans son pays d'origine, avant de participer dans une brigade internationale à la guerre d'Espagne. Il gagne ensuite la France et finit par s'implanter en Dordogne, où il commence par encadrer des réfractaires au S.T.O., avant d'entreprendre de plus grandes actions de résistance à cheval entre Charente et Dordogne²⁹⁹.

Côté angoumois, les actions se poursuivent. Beaucoup sont arrêtés pour sabotage : José Martin, les frères Carrión, Louis Venteo, etc. Bien que relâchés par la suite, ils restent sous étroite surveillance des autorités qui appréhendent la maison Carrión comme suspecte. En effet, ce lieu accueille :

« Les agents de liaison Bordeaux-Paris y font halte pour se reposer, prendre ou laisser des renseignements et pour suivre leur mission. Des membres de plusieurs nationalités faisant partie du C.A.D.I. transportant des imprimés, tracts, renseignements militaires, etc., explosifs, pistolets, mitraillettes démontées sont entreposés dans la cave de la maison »³⁰⁰.

Les liens avec le C.A.D.I. démontrent bien une affiliation communiste. Toutefois, Alain Léger, en se basant sur le témoignage de Pilar Claver, évoque plutôt des membres de la M.O.I. que du C.A.D.I. Cela ne dément pas cette affiliation, la M.O.I. ayant réactivé le C.A.D.I. en avril 1944 sur ordre du P.C.F. (Parti communiste français)³⁰¹ Notons néanmoins qu'il n'y a pas de groupe de la M.O.I. stationné en Charente.

Cet historique évoque ensuite la seule et unique femme de tout le document : Pilar Claver. La source souligne son rôle majeur, sans la nommer comme telle, dans la résistance de solidarité :

« De 5 à 7 colis sont renvoyés toutes les semaines via Paris vers Compiègne et les camps des déportés en Allemagne, tous préparés chez les Casas par Pilar Claver, Salvador Guash, Maestre, Farigle, etc. Les marchandises sont en partie prises aux cuisines allemandes par les

²⁹⁹ Christian BÉLINGARD, *Bella Ciao. Sur les traces d'Angelo Ricco, résistant du Périgord et du Sud-Ouest*, Bordeaux, Éditions Sud-Ouest, 2021 ; Hervé CHASSAIN, « Dordogne : l'histoire retrouvée du chef résistant Ricco », *Sud-Ouest*, 16/07/2021, consulté le 02/03/2026, [<https://www.sudouest.fr/dordogne/sarlande/dordogne-l-histoire-retrouvee-du-chef-resistant-ricco-4052280.php>].

³⁰⁰ AN, 72/AJ/107, Historique et ordre de bataille du groupe F.F.I. espagnol en Charente (communiqué par Roger Beillard) | 1946 (voir annexe 4).

³⁰¹ Extraits du témoignage de Pilar Claver, in Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, Op. Cit. ; Portrait de Pilar Claver (voir annexe 7, portrait 2).



: motivations et formes d'engagement plurielles (1940-1945)

membres du groupe, le reste par contribution volontaire entre les Espagnols républicains »³⁰².

Bien qu'illégal, ce type d'action apparaît comme légitime, voire nécessaire, dans un contexte de rationnement alimentaire, et plus largement comme une forme de résistance non armée. L'action de Pilar est cependant ici minimisée parce qu'elle ne recouvre pas de la forme armée. Ceci illustre la marginalisation des femmes et des actions non armées à la sortie de la guerre. Dans son propre témoignage, Pilar Claver explique que peu de temps après la prise de contact avec Jean Barrière, elle trouva un emploi à l'hôtel-restaurant Family à Angoulême. Francisco López Navarro s'y installa dans le même temps. Proches l'un de l'autre, Pilar est la personne vers qui se tourner en cas de soucis pour Francisco. C'est ainsi que :

« À l'hôtel Family, un plombier français avertit Pilar Claver qu'il a aperçu López Navarro à la prison, le visage tuméfié, le corps rompu. Elle monte aussitôt dans sa chambre et fouille dans la cheminée une cache à tracts qui se révèle vide. Elle s'empresse de prévenir l'aviateur Cuadra : ce sont les consignes en cas de coup dur. Les Mariaud, propriétaires du Family, sont des Alsaciens qui n'apprécient guère de devoir réserver chaque midi une salle aux Allemands. Mme Mariaud prépare aussitôt un colis que Pilar se charge d'apporter à la prison »³⁰³.

Pilar a d'une part le réflexe de chercher à détruire toute preuve de l'action résistante de Francisco, mais également de prévenir le réseau. Cela prouve qu'elle n'est pas qu'une simple envoyeuse de colis de l'association *Solidaridad española*, mais directement liée à ce groupe de résistance et active. Pour autant, l'absence quasi totale de femmes dans cet historique caractérise un double processus d'invisibilisation : en tant qu'étrangères et en tant que femmes, leur engagement est relégué à des formes jugées secondaires et donc peu mises en avant. On comprend aussi que cette mise de côté n'est pas uniquement le fait des Français, mais également des compatriotes espagnols comme le révèle ce rapport.

Le document source poursuit : « Depuis plusieurs mois, l'*Agrupación de los guerrilleros* a donné l'ordre général aux travailleurs espagnols enrôlés de force dans les Compagnies d'étrangers

³⁰² AN, 72/AJ/107, Historique et ordre de bataille du groupe F.F.I. espagnol en Charente (communiqué par Roger Beillard) | 1946 (voir annexe 4) ; Portrait de Pilar Claver (voir annexe 7, portrait 2).

³⁰³ Extraits du témoignage de Pilar Claver, in Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, Op. Cit. ; Portrait de Pilar Claver (voir annexe 7, portrait 2).

: motivations et formes d'engagement plurielles (1940-1945)

mobilisées pour la construction du Mur de l'Atlantique de rallier les maquis les plus proches »³⁰⁴. Pour la première fois, le nom du groupe de résistance des Espagnols est explicitement cité : l'*Agrupación de los guerrilleros españoles*, soit le regroupement des guérilleros espagnols.

De plus, Jean-François Berdah confirme que les G.T.E. (anciennement C.T.E.) constituent des viviers en hommes pour la Résistance³⁰⁵. Leur position est d'autant plus intéressante que ces individus travaillent dans des lieux militairement stratégiques. Cependant, cette source ne mentionne pas, en plus des G.T.E., l'O.T. Effectivement, Antonio Roca, réquisitionné avec son père par ladite organisation sur la cote charentaise-maritime, évoque un engagement en résistance par vengeance. Après un faux accident ayant tué un de ses camarades de l'O.T., Antonio est animé par un désir de vengeance :

« Une nuit, toujours à Vaux-sur-mer, près de l'hôpital, sur un chantier à couler du béton dans un coffrage de blockhaus, notre Allemand de garde [celui qui avait fait tuer l'ami d'Antonio] monta sur nos passerelles et rondins de bois et, comme par "accident" glissa sur les rondins et se précipita dans le trou. Nous n'avons pas mis longtemps pour couler du béton dans le coffrage ! »³⁰⁶

Voici, selon lui, son premier acte d'opposition à l'occupant qui n'avait que faire de leurs conditions de travail étant dépourvu d'empathie. Il poursuit :

« 1942, année de mes 16 ans. C'est là que j'ai eu mes premiers contacts avec la résistance. À cette époque, je travaillais sur le Blockhaus de Valière à Saint-Georges-de-Didonne et étais d'astreinte quasiment tous les jours pour ravitailler les équipes en nourriture au-delà de la zone interdite. Là, je rencontrais un garçon plus vieux que moi qui remarqua mes allées et venues. Nous avons sympathisé et il m'a proposé par la suite de l'aider à transmettre des messages codés qu'il obtenait avec un poste à galène. [...] Sans prendre conscience du danger pour moi et ma famille, je faisais passer des messages dans le fond de ma petite remorque que je tractais derrière mon vélo. Je passais la ligne sans difficulté, puisque j'avais un *ausweis* délivré par les Allemands »³⁰⁷.

³⁰⁴ AN, 72/AJ/107, Historique et ordre de bataille du groupe F.F.I. espagnol en Charente (communiqué par Roger Beillard) | 1946 (voir annexe 4).

³⁰⁵ Jean-François BERDAH, « Genèse d'une résistance. Les C.T.E. et G.T.E. au cœur du combat contre le fascisme (1939-1944) », in *Op. Cit.*

³⁰⁶ AD16, 1803 W 78, Témoignage tapuscrit d'Antonio Roca, non daté.

³⁰⁷ *Idem.*

L'expérience d'Antonio met en évidence le fait qu'au-delà d'être un vivier d'hommes pour la Résistance, l'O.T., au même titre que les G.T.E., est un espace de politisation contrainte ou, du moins, d'union commune face à un oppresseur commun. Les deux entités sont en l'espèce analysées conjointement, car visant toutes les deux à une exploitation et surveillance accrue de la main d'œuvre. Leur différence réside dans le fait que les G.T.E. relèvent du système français, tandis que l'O.T. dépend directement de l'occupant allemand. L'absence de la mention de l'O.T. dans l'historique met en exergue les limites spatiales et administratives de la source, mais n'en demeure pas moins cohérente au regard de son ancrage strictement charentais. De fait, l'O.T. dont dépend Antonio ne se situe pas en Charente, mais en Charente-Maritime. Plus précisément à propos d'Antonio Roca, même s'il agit hors de la Charente, il circule entre les deux départements et beaucoup de Charentais furent requis à l'O.T. de Charente-Maritime. L'entrée en résistance d'Antonio apparaît comme non idéologique, car liée à une vengeance personnelle : la mort d'un camarade causée par un soldat allemand. La Résistance n'est donc pas seulement politique, mais également émotionnelle, circonstancielle et progressive. De fait, c'est par cette première action violente qu'il intègre pas à pas une forme de résistance organisée. Son parcours est révélateur de la manière dont la domination allemande crée aussi des opportunités de circulation avec son *ausweis*, failles du système sur lesquelles s'appuie la Résistance. Plus important encore, par l'intermédiaire de ces personnes, la Résistance obtient des renseignements sur les chantiers menés sur la façade atlantique, en zone interdite, donc inaccessibles, ensuite transmises à Londres. Progressivement, ces hommes rallient les maquis charentais dont celui de Bernard, Chabanne ou encore Ricco plus du côté Dordogne.

Face à cet afflux, il devient nécessaire de structurer les groupes résistants. « Début mai 1944, ordre est donné de constituer le maquis espagnol avec les éléments récupérés et ceux qui doivent rentrer de la côte atlantique »³⁰⁸. Concentrée à Écuras, la brigade est prise en charge par Juan Castillo (dit Sébastien), « un officier envoyé par le commandement de Bordeaux »³⁰⁹, et secondé par « Casas François, Alvarez et Maestre »³¹⁰. Sans moyens concrets, la 24^e brigade des guérilleros espagnols fraîchement créée est soutenue par les maquis locaux en particulier pour les vivres. « Manquant d'armes, nos hommes participent aux actions des unités chez lesquelles ils se trouvent

³⁰⁸ AN, 72/AJ/107, Historique et ordre de bataille du groupe F.F.I. espagnol en Charente (communiqué par Roger Beillard) | 1946 (voir annexe 4).

³⁰⁹ *Idem.*

³¹⁰ *Idem.*

: motivations et formes d'engagement plurielles (1940-1945)

affectés : Bernard, Chabanne et les différents groupes de Ricco (Peters, Pinocchio, Fosing) »³¹¹. Il est ainsi clair que l'autonomie apparente de la 24^e brigade est aussitôt à nuancer par sa dépendance matérielle et opérationnelle vis-à-vis des maquis français. Cette organisation contribue de fait à leur invisibilisation en les intégrant dans des structures françaises qui absorbent et redéfinissent leurs actions. Cela traduit une hiérarchisation implicite : les guérilleros constituent une force d'appoint intégrée, mais subordonnée. Ils ne disposent ni de l'autonomie stratégique ni de la reconnaissance institutionnelle qui leur permettraient d'exister comme entité distincte durant le conflit, mais également dans les mémoires.

Ensuite, si leur participation aux combats à Chabanais, Exideuil, Limoges ou Angoulême est attestée, elle demeure sous commandement français au sein d'unités mixtes, ce qui contribue à diluer leur visibilité en tant que groupe spécifique. Pour autant, l'historique insiste sur l'ampleur de l'engagement espagnol avec environ 230 hommes mobilisés, dont 92 en première ligne lors de la prise d'Angoulême. Après la libération de la ville, la brigade compte jusqu'à 370 membres, en faisant une force non négligeable. L'historiographie récente redonne en ce sens toute sa place à l'engagement espagnol dans la Résistance française. Ils ne se contentent pas des seconds rôles, mais participent directement aux opérations militaires décisives de libération de la Charente à l'été 1944 : sabotages ferroviaires, prise de la gare et de l'arsenal d'Angoulême, combats urbains. Les guérilleros s'illustrent particulièrement lors de la prise de la gare et de l'arsenal, où la capture d'un important stock d'armes permet d'équiper les troupes résistantes : c'est un tournant opérationnel majeur. Mais, libération est aussi synonyme de pertes. Manuel Vasquez, proche ami de José Rocabert, en fait partie. Il décède lors des combats en raison d'un accident de manipulation d'armes.

Une plaque commémorative lui est dédiée dans le parc de la cité de l'Arche à Ma Campagne (fig. 5)³¹². Pourtant, sur cette plaque ne figure pas la mention



Fig. 5 : Plaque en la mémoire de Manuel Vasquez, résistant espagnol décédé lors de la libération d'Angoulême (source : photographie de Lisa Métreau, 31/10/2025, Ma Campagne).

³¹¹ *Idem.*

³¹² Entretien avec Marie Vauzelle, fille de José Rocabert, en présentiel, 03/02/2026, 01:06:43 (voir annexe 9).



: motivations et formes d'engagement plurielles (1940-1945)

de sa brigade, mais celle des F.F.I. Cela est dû à la manière dont ces actions ont été relatées. Les guérilleros sont vus comme appartenant au groupe Bernard, Ricco, Foch, Bir Hacheim, mais pas à la 24^e brigade. Son action est ainsi constamment réinscrite dans le cadre français contribuant à atténuer sa singularité et à renforcer son invisibilisation. Et c'est justement en cela que cet historique adopte un ton fort. Cette source insiste sur l'organisation et l'efficacité militaire de l'unité. Sa description détaillée des actions rapproche même cette brigade d'une unité régulière. Cette mise en forme répond à une logique de légitimation engagée aussitôt après-guerre, en démontrant que les guérilleros ne sont pas de simples auxiliaires, mais une réelle force organisée et surtout digne de reconnaissance. Cela souligne en creux leur marginalisation initiale et leur conscience de cet effet. Finalement, ce rapport est un outil visant à légitimer la reconnaissance des guérilleros et de leur combat aux yeux de la société tout entière.

Après la libération de la Charente, les forces résistantes se dirigent vers la côte atlantique. La majeure partie du département de la Charente-Maritime est libérée courant septembre 1944. Il faut en revanche attendre avril et mai 1945 pour les poches de Royan et La Rochelle³¹³. Les hommes de la 24^e brigade sont dirigés vers la poche de Royan. Ils y affrontent des forces allemandes importantes (jusqu'à 2 000 hommes selon l'historique), subissent des pertes et participent activement à la défense du secteur. Pourtant, ces combats périphériques, prolongés jusqu'à la fin de l'année 1944, restent largement absents des grands récits de la Libération centrés sur les événements de l'été 1944 et la libération des deux poches. Cette occultation chronologique contribue dès lors également à l'effacement mémoriel des combattants espagnols.

Par la suite, si la démobilisation générale semble proche en France, elle ne signifie pas la fin du combat pour les Espagnols, outre la libération des poches atlantiques. Geneviève Dreyfus-Armand démontre que les guérilleros voient au-delà la libération de la France, au-delà les Pyrénées : la reconquête de l'Espagne franquiste³¹⁴. Libérer la France était un préalable nécessaire à leurs yeux pour ensuite pouvoir reconquérir l'Espagne. Ils pensaient qu'ayant aidé les Alliés, ils auraient en retour leur soutien. Cela explique la spécificité de l'engagement espagnol, mais aussi son décalage avec les priorités politiques françaises d'après-guerre³¹⁵. L'opération *Reconquista de España* germe

³¹³ Yves TRICAUD, « Carte des différentes étapes de la libération du département de Charente-Maritime », *Fondation de la Résistance (Département A.E.R.I.)*, 2010, [<https://museedelaresistanceenligne.org/media4104-La-libration-de-la-Charente-Maritime#zoom-tab>].

³¹⁴ Geneviève DREYFUS-ARMAND, *L'exil des républicains espagnols en France*, *Op. Cit.*, p.172-193.

³¹⁵ *Idem.*

depuis longtemps déjà dans les esprits. Cette opération est portée politiquement par l'*Unión Nacional Española* et militairement par l'*Agrupación de los guerrilleros españoles*. On comprend alors que l'*Agrupación de los guerrilleros españoles* est en réalité un ensemble formé de plusieurs sections dont une en Charente.

Le parcours de José Rocabert illustre les effets concrets de cette opération. Elle révèle d'abord des déchirements politiques internes. Tous les Espagnols ne souhaitent pas nécessairement y prendre part. José, lui, se rend à Oloron-Sainte-Marie (64) où des rassemblements ont lieu pour ensuite se diriger vers l'Espagne. C'est lors de ce regroupement que son parcours prend soudainement une autre direction. Issu d'une famille de tradition anarchiste, il ne tolère pas la discipline et les objectifs du P.C.E. qui encadre l'opération. Il exprime dans ses mémoires un dégoût profond face au noyautage des compagnies par les communistes espagnols, selon ses termes. Au demeurant, il refuse de se battre pour un mouvement dont l'objectif ultime est, selon lui, d'instaurer un pouvoir communiste en Espagne. Peu avant son départ pour Oloron-Sainte-Marie, José assista à une réunion organisée par les communistes espagnols d'Angoulême. Il éprouvait déjà cette amertume à l'égard du P.C.E. :

« Je ne puis plus me retenir et je leur dis que si les Alliés ne nous avaient [pas] aidés pour libérer l'Espagne du franquisme, ils [le P.C.E.] en portaient la responsabilité en voulant instaurer un régime communiste que personne ne voulait en Espagne, et encore moins les Alliés (sauf les Soviétiques bien entendu). [...] Deux ans après, mon frère me dit qu'à 7 heures [le lendemain de cette réunion], un groupe de plusieurs communistes étaient venus me chercher à la maison indiquant que c'était pour avoir avec moi "une franche et amicale conversation" à la suite de ma malheureuse intervention à leur réunion. Mon frère leur fit savoir que j'étais déjà parti pour rejoindre mon régiment sur le front de La Rochelle. Mon frère ne douta pas un instant pour comprendre que, suivant leurs habitudes, leurs "franches et amicales conversations" se terminaient dans une fosse avec une balle dans la tête ! »³¹⁶

Ce témoignage met en lumière les profondes divisions idéologiques qui traversent les milieux antifranquistes en exil, ici entre anarchistes et communistes. Il y avait un réel climat de méfiance faisant tomber le faux voile d'union sous la bannière républicaine. À la suite de ce constat, José Rocabert décide de désertir l'opération *Reconquista de España* pour regagner le front de La

³¹⁶ AD16, 1803 W 80, Témoignage tapuscrit de José Rocabert, non daté.

Rochelle. Il est à son retour intégré à la Section Spéciale de Sabotage au sein du 108^e Régiment d'infanterie, dirigée par Jacques Nancy.

Sans José Rocabert, la marche vers l'Espagne se poursuit. L'état-major de l'*Agrupación de los guerrilleros españoles* décide d'envoyer des combattants dans les Pyrénées pour créer une zone libérée en territoire espagnol, à partir de laquelle provoquer une insurrection nationale et forcer les Alliés à intervenir. Le 19 octobre 1944, sous le commandement de Vicente López Tovar, ils pénètrent le Val d'Aran (vallée espagnole frontalière). Cependant, l'opération se solde par un échec cuisant en raison d'une défense franquiste préparée, d'un manque de soutien de la population locale, du climat hivernal et surtout du refus des Alliés d'intervenir à leurs côtés contre Franco, au nom de la stabilité diplomatique³¹⁷. Comme l'avait déjà compris José, l'absence de soutien des Alliés était directement liée à la lutte anticomuniste déjà engagée. Il n'était pas question de contribuer à l'instauration d'un régime communiste en Espagne. Le Gouvernement provisoire de la République française, bien que reconnaissant envers les guérilleros, devait réaffirmer l'autorité de l'État. Cela se traduisit, entre autres, par l'interdiction aux Espagnols d'accéder à la frontière pour éviter tout nouvel incident diplomatique avec Madrid³¹⁸. José Rocabert porte *a posteriori* un regard très critique et désabusé sur cette opération : « [...] il était prévu qu'après la libération de la France nous partirions vers l'Espagne pour chasser Franco. Il faut bien admettre que nous étions tous des cons pour croire cela »³¹⁹. Par ces mots postérieurs aux événements, il dénonce la naïveté des exilés, celle d'avoir cru que la libération de la France entraînerait mécaniquement la chute de Franco avec l'appui des Alliés. Sa fille Marie Vauzelle insiste sur le sentiment de trahison éprouvé. Pour son père, l'échec de *Reconquista de España* est autant lié aux promesses non tenues de de Gaulle et des Alliés qu'aux déchirements partisans entre Espagnols qui rendaient l'unité impossible.

Selon Geneviève Dreyfus-Armand, le coup d'arrêt définitif à ce combat est l'opération policière Boléro Paprika en septembre 1950 qui marque l'interdiction, en France, des organisations communistes, craignant qu'elles ne servent de base de subversion. Cette opération intervient au début de la guerre froide, dans un contexte où l'Espagne franquiste devient un précieux allié de la lutte anticomuniste en Europe. Le paradoxe de la fin de la Seconde Guerre mondiale réside donc dans le fait que Franco est sauvé par le début de la guerre froide et la haine du communisme. À l'inverse, les guérilleros, caricaturalement tous perçus comme rouges, sont progressivement mis de

³¹⁷ Geneviève DREYFUS-ARMAND, *L'exil des républicains espagnols en France*, Op. Cit., p.187-193.

³¹⁸ *Idem*, p.191.

³¹⁹ AD16, 1803 W 80, Témoignage tapuscrit de José Rocabert, non daté.



: motivations et formes d'engagement plurielles (1940-1945)

côté et exclus du récit national. L'échec de *Reconquista de España* symbolise l'effondrement du rêve de retour en Espagne. Les exilés sont contraints de se concevoir dans la durée en France, entamant un lent processus d'intégration marqué par le silence sur leur passé de combattant. C'est en ce sens que Delphine Diaz note que « la fuite de Catalogne devint la césure fondatrice de nombreuses trajectoires »³²⁰.

Étudier la Résistance des Espagnols en Charente démontre donc que l'invisibilisation ne commence pas après, mais pendant la guerre : c'est une invisibilisation opérationnelle, liée à l'intégration des guérilleros dans les structures françaises. L'immédiat après-guerre est marqué par le contexte de la guerre froide et la stigmatisation des engagements communistes, participant à une invisibilisation politique. Cette marginalisation s'explique par ce que Denis Peschanski analyse comme une difficulté structurelle du récit résistancialiste français à intégrer pleinement les engagements étrangers, souvent dilués dans des groupements résistants français³²¹. Enfin, Henry Rouso met en avant une invisibilisation mémorielle à plus long terme, produite par un récit national centré sur une résistance française unifiée et gommant les composantes étrangères et marginales : le mythe résistancialiste³²².

³²⁰ Delphine DIAZ, *En exil. Les réfugiés en Europe de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, *Op. Cit.*, p.237.

³²¹ Stéphane COURTOIS, Denis PESCHANSKI, Adam RAYSKI, *Le sang de l'étranger. Les immigrés de la M.O.I. dans la Résistance*, *Op. Cit.*, p.405-420.

³²² Henry ROUSO, *Le syndrome de Vichy, de 1944 à nos jours*, *Op. Cit.*, p.19.

III – LES RÉGIMES DE VISIBILITÉ ET LA TRANSMISSION MÉMORIELLE (1945-XXI^e SIÈCLE)

Les régimes de visibilité qui s'appliquent à l'histoire des réfugiés espagnols engagés dans la Résistance charentaise sont soumis à une construction active, plurielle et évolutive. Comprendre ces régimes suppose de mobiliser conjointement le cadre d'analyse défini par Claire Andrieu, qui distingue les différentes modalités d'apparition et d'effacement des acteurs en fonction des périodes, et celui de Paul Ricoeur, pour qui la mémoire est toujours une mise en récit située, soumise à des configurations sociales et politiques qui déterminent ce qui peut être dit, entendu et transmis à un instant T³²³. C'est à l'aune de ces deux grilles de lecture que les dynamiques à l'œuvre peuvent être étudiées. L'invisibilisation des guérilleros espagnols est d'abord orchestrée par la conjonction du mythe résistancialiste et des impératifs diplomatiques de l'après-guerre qui refoulent durablement leur engagement. Elle est ensuite intériorisée et reproduite par les acteurs eux-mêmes, le silence devenant un instrument ambivalent d'intégration, à la fois stratégie consciente de survie sociale et mécanisme psychique de protection face au traumatisme. Ce n'est qu'à partir de la fin des années 1980 et des années 2000 qu'un réveil mémoriel progressif se dessine. Il est rendu possible par la convergence d'une urgence générationnelle à transmettre, d'un déverrouillage archivistique et de transformations politiques de part et d'autre des Pyrénées. Cela permet aux héritiers de cette mémoire de s'en saisir de manière active, transformant une fierté longtemps refoulée en acte mémoriel, identitaire et civique.

A. Une invisibilisation aux relents résistancialistes

L'exil est un long chemin sinueux reconfigurant les espoirs d'avenir et les positionnements sociaux de chacun. La *Retirada* a conduit de nombreux Espagnols à trouver refuge en Charente. La Seconde Guerre mondiale les fit ensuite passer d'indésirables en 1939 à libérateurs invisibilisés en 1945. Cela traduit la rencontre après-guerre entre un impératif de reconstruction nationale française et la détresse politique d'un exil espagnol qui a perdu son ultime pari : la chute de Franco.

³²³ Claire ANDRIEU, « Les régimes de visibilité de la Résistance », *Art. Cit.* ; Paul RICOEUR, *Temps et récit*, Vol.1, Paris, Seuil, 1983, p.131.

Avant de s'intéresser à la société française d'après-guerre, il est nécessaire de prolonger la réflexion sur la trajectoire de l'Espagne uniquement. En plus d'avoir perdu la guerre civile, ces exilés échouent à nouveau dans leur tentative de reconquête de l'Espagne. Ajoutons à cela le maintien au pouvoir de Franco et l'absence de soutien des Alliés : les perspectives politiques apparaissent alors profondément compromises. Le désarroi est encore plus grand pour ces milliers d'Espagnols cherchant à rester en France lorsqu'ils constatent le rapprochement diplomatique de Paris et Madrid. L'anticommunisme montant ne joue également pas en leur faveur, faisant d'eux une population stigmatisée³²⁴. Dès lors, la conjoncture pousse ces réfugiés à la discrétion pour être acceptés dans une société en pleine reconstruction où tout manque, et éviter un retour forcé en Espagne franquiste. Finalement, ne pas faire de bruit pour s'insérer dans la société française s'accompagne d'une forme d'invisibilisation via la non-revendication de la reconnaissance de leur engagement résistant et, plus largement, des souffrances endurées en tant qu'exilés, internés et déportés pour certains. La fin de ce conflit marque ainsi le début du développement d'une mémoire espagnole plurielle mais silencieuse.

Cependant, l'échec de *Reconquista de España* ne peut expliquer à lui seul la dissimulation après-guerre de l'histoire des exilés espagnols en France. Il convient d'appliquer les thèses d'Henry Rousso à cet objet d'étude pour mieux comprendre les moteurs d'exclusion mémoriels imposés aux Espagnols³²⁵. Si la mémoire se transmet avant tout au sein du cercle familial, elle s'inscrit dans des cadres sociaux qui influent directement sur son contenu et sa transmission. Cette idée s'inscrit dans la lignée des travaux de Maurice Halbwachs, pour qui toute mémoire individuelle est structurée par des cadres sociaux qui orientent à la fois ce qui peut être dit, transmis ou au contraire tu³²⁶. Après-guerre, dans une France désunie et affaiblie, cherchant à éviter une guerre civile, les politiques se tournent vers l'avenir en influant directement sur ces mémoires pour passer outre les dissensions politiques. Une union se construit alors autour du mythe résistancialiste, néologisme créé en 1987 par l'historien Henry Rousso, pour définir une France qui aurait été entièrement résistante. Ce mythe, marginalisant les crimes de l'État français vichyste par l'établissement d'une image unifiée de la Résistance, vient dénaturer l'essence même de cette dernière, occultant la complexité de ses luttes, et déposséder les résistants de leur propre mémoire. Il s'inscrit dans une

³²⁴ Geneviève DREYFUS-ARMAND, *L'exil des républicains espagnols en France*, *Op. Cit.*, p.270-271.

³²⁵ Henry ROUSSE, *Le syndrome de Vichy, de 1944 à nos jours*, *Op. Cit.*

³²⁶ Maurice HALBWACHS, *Les cadres sociaux de la mémoire*, *Op. Cit.* ; Maurice HALBWACHS, *La mémoire collective*, *Op. Cit.*

véritable instrumentalisation de la mémoire, encouragée par les cadres institutionnels et par une volonté d'oublier Vichy. Concrètement, ce mythe tend à mettre en avant le fait que la France s'est sauvée par elle-même, sans aide étrangère, et par les armes, mettant à l'écart toutes les autres formes de résistance et leurs protagonistes. Il était donc dès le départ difficile pour les Espagnols de trouver leur place dans ce récit national en construction. Ce constat ressort de l'un des premiers ouvrages scientifiques à évoquer le rôle des étrangers dans la Résistance : *Le sang de l'étranger. Les immigrés de la M.O.I. dans la Résistance*³²⁷. La diffusion de ce mythe est motivée par l'ombre d'une guerre civile fracturant la société française, les rancœurs de la guerre, les divisions politiques. Or, l'instrumentalisation de cette mémoire tend à son homogénéisation, alors que la mémoire de la Résistance est tout sauf unique : elle est plurielle. Il n'y a pas une, mais des mémoires de la Résistance. Ce mythe efface cette diversité et nombre de résistants. Certaines de ces mémoires restent ainsi durablement reléguées dans des angles morts du récit national. Cela caractérise une première forme de violence symbolique, obligeant à taire et, par conséquent, à ne pas transmettre ces mémoires et ce passé. Selon la psychologue Malika Mansouri et la psychanalyste Marie Rose Moro : « [...] lorsque les violences de l'histoire sont mises au secret, cela est préjudiciable au sujet mais aussi au collectif, avec des transmissions brisées, conflictuelles, voire effacées [...] »³²⁸. En effet, les motifs invoqués à l'appui du mythe résistancialiste ne constituent en réalité que des prétextes dissimulant l'incidence de ces mémoires familiales sur le collectif. Or, derrière ce mythe se cache une politique nationaliste qui occulte le rôle des étrangers dans la Résistance pendant et après-guerre. Les polémiques internes au P.C.F. dont dépendait la M.O.I. imposent également un lourd silence en la matière pendant près de 45 ans³²⁹.

Dès lors, la redécouverte des mémoires de l'engagement étranger est tardive. Elle s'inscrit dans un tournant mémoriel amorcé dans les années 1970, marqué par le développement de l'histoire orale, l'intérêt croissant pour les mémoires minoritaires et une remise en cause du récit résistancialiste dominant. Précisément, il faut attendre juillet 1985, « avec la diffusion sur Antenne 2 du film de Mosco, *Des "terroristes" à la retraite*, le grand public – comme on dit – découvrait l'existence de la Main d'œuvre immigrée (M.O.I.), organisation F.T.P. regroupant les étrangers communistes par

³²⁷ Stéphane COURTOIS, Denis PESCHANSKI, Adam RAYSKI, *Le sang de l'étranger. Les immigrés de la M.O.I. dans la Résistance*, Op. Cit.

³²⁸ Malika MANSOURI et Marie Rose MORO, « Des héritiers du silence témoignent du colonial. Effets sur les adolescents d'aujourd'hui », in Op. Cit., p.75.

³²⁹ Geneviève DREYFUS-ARMAND, *L'exil des républicains espagnols en France*, Op. Cit., p.402.

"groupes de langues" »³³⁰. En outre, traités comme indésirables par l'administration française, ces réfugiés ont toujours évolué dans un climat de rejet et de discrimination tendant à les marginaliser. Enfin, suivant un constat de premier ordre, la Résistance, qu'elle soit française ou étrangère, a été le fait d'une minorité active au sein d'une population majoritairement attentiste et préoccupée par sa survie quotidienne³³¹. Face à ce constat, Henry Rousso précise qu'il n'y a en réalité pas de phase d'oubli de l'histoire de la Résistance dans la sphère publique, contrairement à celle de Vichy dans l'après-guerre. Reprenant les mots de Malraux, ce ne sont pas les résistants, en tant que réalité concrète et contingence humaine de chair, qui sont rappelés, mais la Résistance, en tant qu'immanence abstraite, épique et édifiante³³². Suivant cette logique, la Résistance des étrangers n'est donc pas oubliée mais refoulée. Or, c'est justement ce refoulement de la génération 1 qui entraîne un oubli de cette mémoire chez la génération 2, avant que celle-ci ne soit redécouverte par la génération 3, désireuse de connaître ses racines. Il convient ici de distinguer plusieurs niveaux : une invisibilisation institutionnelle, liée à la construction du récit national ; un refoulement mémoriel au sein de la génération des acteurs ; et enfin un oubli plus profond au sein des générations suivantes, faute de transmission.

Toutefois, une nuance forte doit être apportée à ce constat. Tous n'acceptaient pas cette invisibilisation. La formule de conclusion de l'historique et ordre de bataille de la 24^e brigade indique : « La résistance espagnole a donc contribué d'une manière effective pendant toute la période d'occupation et a laissé en Charente le témoignage de son amour à sa deuxième patrie la France. Ses guérilleros, ses déportés, ses morts en sont la preuve. Vive la France, vive la Liberté »³³³. Cette formule n'est pas anodine en sortie de guerre. Cette source rédigée en 1947 met en lumière une tension fondamentale : les réfugiés espagnols apparaissent comme des acteurs militaires structurés, efficaces et engagés dans la Résistance charentaise, mais leur visibilité est constamment atténuée par leur intégration dans des cadres français, par les logiques narratives de l'après-guerre et par leur statut d'étrangers. Loin d'être absents, ils sont en réalité présents de manière diffuse, intégrée, et donc partiellement invisibilisée dans les récits historiques. En d'autres termes, les

³³⁰ Jacques MIÈVRE, « Des étrangers dans la Résistance », *Migrants formation*, hors-série, mars 1992, p.65-76.

³³¹ Philippe DEWITTE, « 1933-1945. Le combat des immigrés pour la liberté », *Hommes et Migrations*, n°1125, octobre 1989, p.16-19 ; Jacques MIÈVRE, « Des étrangers dans la Résistance », *Art. Cit.* ; Adam RAYSKI, « La guerre et la résistance : l'intégration par le sang », *Hommes et Migrations*, n°1148, novembre 1991, p.19-21 ; Alain SEKSIG, « Le temps de la reconnaissance », *Hommes et Migrations*, n°1276, novembre-décembre 2008, p.6-11.

³³² Henry ROUSSEAU, *Le Syndrome de Vichy. De 1944 à nos jours*, *Op. Cit.*, p.103-104.

³³³ AN, 72/AJ/107, Historique et ordre de bataille du groupe F.F.I. espagnol en Charente (communiqué par Roger Beillard) | 1946 (voir annexe 4).

Espagnols à l'origine de ce rapport ont conscience de l'invisibilisation de leur parcours et la refusent. Ils dépeignent en ce sens une forme d'autonomie de la part de leur brigade : structurée, active et décisive dans la libération. Ceci n'a d'autres buts que d'assurer la reconnaissance même de leur engagement. Cette démarche ne trouve cependant pas l'écho espéré. Par conséquent, la période 1945-1970, et même jusqu'en 1985 pour les étrangers, est une phase de refoulement de tout ce qui viendrait ternir l'image d'un consensus national résistant franco-français. Reconnaître l'importance des Espagnols et plus largement de tous les étrangers reviendrait à admettre que les Français n'ont pu se sauver seuls.

Ces politiques mémorielles se déclinent à l'échelle départementale. Bien qu'ayant bénéficié de l'apport de 230 à 350 guérilleros pour la libération d'Angoulême, la Charente produit un récit purement français. En effet, une note ministérielle du 30 juillet 1946 ordonne à tous les préfets de rassembler l'ensemble des écrits traitant de la Résistance locale et d'en indiquer la valeur historique³³⁴. Il y a une réelle implication des pouvoirs publics locaux dans la préservation de cette mémoire. Or, derrière cet objectif se dessine l'empreinte du mythe résistancialiste. Dans les faits, les écrits retenus sont ceux d'hommes, français, centrés sur une résistance armée et nationale. Prenons un exemple : les mémoires de Pierre Laurier *Souvenirs « Vert de Gris »*³³⁵. Sur 26 pages, ce résistant charentais omet totalement de mentionner les Espagnols dans son récit de la Libération. C'est une preuve de l'invisibilisation par omission dans la littérature locale post-guerre. Le paradoxe est d'autant plus grand que si les guérilleros défilent lors de la libération d'Angoulême aux côtés des autres résistants français, cette image s'efface très vite au profit des seules figures F.F.I. françaises dans la presse et les commémorations officielles. José Rocabert évoque également cette reconnaissance de la part de la population française locale :

« Quelques jours après la libération d'Angoulême, je me trouvais avec mon frère au cinéma "Family". Quand la projection s'arrêta et les lumières s'allumèrent, par le micro, on demandait à tous les guérilleros espagnols dans la salle de rejoindre leur cantonnement pour partir immédiatement vers le front (on nous disait lequel). Nous étions une demi-douzaine dans la salle et, mes enfants croyez-moi, notre sortie fut, pour nous, un moment de gloire.

³³⁴ AD16, 1 W 397, Note du ministre des Anciens Combattants et Victimes de guerre aux préfets, 30/07/1946.

³³⁵ AM Angoulême, Mémoires de Pierre Laurier *Souvenirs « Vers de gris »*, 2014.

Tous les spectateurs debout nous applaudissaient. Je crois que j'avais les larmes aux yeux tellement j'étais ému et fier »³³⁶.

Ce passage montre que la reconnaissance de l'engagement des guérilleros a existé localement, mais n'a pas été institutionnalisée. Ainsi, l'invisibilisation des Espagnols ne résulte pas d'un seul facteur, mais d'un faisceau de dynamiques convergentes, mêlant contraintes politiques, logiques mémorielles et stratégies individuelles d'adaptation.

Par la suite, si l'évolution des cadres de visibilité emporte la chute du mythe résistancialiste, celui-ci semble résister, du moins en Charente. Ce constat s'appuie sur une enquête orale réalisée en 2024-2025 auprès de descendants de résistants charentais dans le cadre du mémoire *La transmission intrafamiliale des mémoires de la Résistance en Charente*³³⁷. Sur 17 personnes rencontrées, près de la moitié avait un membre de sa famille fusillé à La Braconne, à l'image de Jean Barrière ou encore René Michel. Cela signifie donc qu'ils sont les descendants de résistants ayant agi avec les guérilleros espagnols. Cependant, s'ils font mention des différents frères d'armes français de leur ascendant, aucun ne mentionne les Espagnols. Cela démontre la persistance de l'invisibilisation des étrangers et la potentielle empreinte du mythe résistancialiste. Les descendants rencontrés ont grandi dans un contexte où ce mythe est demeuré très présent. Notons également que la plupart de celles et ceux rencontrés revendiquent un attachement communiste. Autrement dit, ce n'est pas parce que les guérilleros sont vus comme rouges qu'ils ne les ont pas évoqués.

Dans cette perspective, il est nécessaire de voir au-delà du seul récit résistancialiste pour comprendre cette marginalisation et invisibilisation mémorielle et historique. Il convient de remonter aux années aussitôt après-guerre. La France est dans une période où le gouvernement cherche à reconstruire sa légitimité après l'effondrement de 1940 et prend appui sur la cohésion nationale. Le gouvernement s'inscrit ainsi dans une ligne nationaliste où ces étrangers incarnent une lutte antifasciste transnationale qui déborde du cadre strictement national que l'État cherche à réaffirmer. D'un point de vue diplomatique, reconnaître officiellement le rôle des guérilleros en France reviendrait implicitement à valoriser ces combattants antifranquistes et à porter un coup fatal aux relations fragiles avec l'Espagne. Cette prudence s'inscrit dans un contexte international marqué par la recomposition des alliances au début de la guerre froide, où l'Espagne franquiste

³³⁶ AD16, 1803 W 80, Témoignage tapuscrit de José Rocabert, non daté.

³³⁷ Lisa MÉTREAU, *La transmission intrafamiliale des mémoires de la Résistance en Charente depuis 1945*, Op. Cit.

tend progressivement à être réintégrée dans les équilibres européens. Il y a donc une tension réelle entre la mémoire vécue et la mémoire officielle. José Rocabert en atteste en mettant en perspective la reconnaissance sociale immédiate, émotionnelle, presque spontanée, et sa non-institutionnalisation³³⁸. L'institutionnalisation de la mémoire suppose une sélection et une formalisation qui diffèrent de ce que la mémoire retient à chaud.

Au-delà de la seule sphère purement politique et diplomatique, il convient de noter que l'exclusion n'est pas uniquement le fait des autorités françaises. Reprenons la note ministérielle de 1947³³⁹. Objectivement, cette note ne fait que répertorier les écrits à propos de la résistance locale. Or, elle dresse le constat, implicitement, de l'absence d'écrits de la part des guérilleros, contribuant mécaniquement à leur discrétion dans les archives officielles. Ces Espagnols ne semblent, à cette échelle, pas avoir entrepris la formalisation écrite de leur mémoire. Ce silence ne doit toutefois pas être interprété comme une absence de mémoire, mais plutôt comme une mémoire contrariée. Derrière ce défaut de publication de la part de la communauté espagnole se dessine une barrière linguistique. De fait, la plupart d'entre eux est arrivée en France dans l'urgence, sans maîtriser le français. S'ils ont réussi à apprendre l'essentiel pour communiquer, travailler, commercer, leur connaissance basique de la langue ne permet pas d'aller jusqu'à rédiger des mémoires. Publier en espagnol est également complexe, car le lectorat hispanophone est faible en France, les Espagnols présents demeurent dans une situation précaire ne permettant pas toujours l'accès à la culture, et une publication en Espagne franquiste est inimaginable.

L'invisibilisation est aussi nourrie par le dégoût des acteurs eux-mêmes face à ce qu'ils perçoivent comme une mascarade. Quoiqu'un peu longue, il est ici primordial d'appréhender la réflexion de José Rocabert dans son entièreté pour mieux comprendre ce point de vue :

« Les jours suivant la libération d'Angoulême furent pour moi inoubliables, plein de joie et de fierté d'avoir participé à la libération d'Angoulême. Mais, je dois vous dire hélas aussi plein d'amertume en voyant l'hypocrisie de certaines personnes en particulier certains de mes compatriotes qui se prétendaient être des "grands résistants" et que, bizarrement, je n'avais jamais rencontré au maquis, que soit aux F.T.P.F. et au regroupement des guérilleros espagnols à Availles-Limouzine pour participer à la libération d'Angoulême, et n'entendre parler d'eux que 48 heures après la libération. Je savais pertinemment qu'ils étaient des

³³⁸ AD16, 1803 W 80, Témoignage tapuscrit de José Rocabert, non daté.

³³⁹ AD16, 1 W 397, Note du ministre des Anciens Combattants et Victimes de guerre aux préfets, 30/07/1946.

opportunistes, lâches et, comme j'ai dit, comme par hasard ils étaient tous des gradés [...]. Je vais ici vous raconter un moment très difficile et très pénible que je dus vivre trois jours après la libération. Nous fûmes « réquisitionnés » [sur ordre du Comité de Libération] pour accompagner un groupe de prisonniers français qui allait être fusillé dans le stand de tir des Trois Chênes [...] Une des deux femmes était une jeune fille tondue (l'autre aussi) qui ne devait pas avoir vingt ans. Elle pleurait sans arrêt. Mes camarades et moi-même étions mal à l'aise et nous aurions préféré mille fois être ailleurs ... Mais, le plus pénible, ce fut au moment de les faire descendre du camion : la jeune fille s'accrochait à mes jambes et poussait des cris de désespoir en disant : "Je ne veux pas mourir, je ne veux pas mourir, je ferais tout ce que vous voudrez, je n'ai rien fait de mal, je vous en prie ne me laissez pas mourir !" Crois-moi, je savais que je ne pouvais rien faire. Je n'oublierai jamais ce moment difficile de ma vie de résistant. [...] Le comportement de certains individus qui, en vérité, n'avaient rien à faire dans le "Comité de Libération" nous fit beaucoup de mal, car beaucoup des jeunes comme moi avions idéalisé notre combat pour la libération de la France et nous ne pouvions admettre cette conduite indigne de notre combat, en voyant tout ce qui se passait et, moi-même, je me demandais si je devais continuer encore la lutte [...] »³⁴⁰.

Ce passage témoigne de l'imposture des résistants de la dernière heure dénoncée par José Rocabert entre autres. Il s'agit aussi bien de Français que d'Espagnols (« compatriotes »). Sans le dire explicitement, il dénonce les tontes de femmes réalisées par ces résistants de la dernière heure. Ce n'est pas sans rappeler les tontes phalangistes, dont Pilar Claver avait été victime en Espagne³⁴¹. Cette épuration extrajudiciaire n'est pas l'image qu'il se faisait de la libération. Ces formes de punitions spontanées et publiques revêtent un caractère humiliant, déféminisant. Alexandre Sumpf explique :

« Parce qu'elle semble menée et exécutée exclusivement par des hommes, elle se comprend aussi comme la réaffirmation et le retour d'un certain ordre, celui de la domination légitime et légitimée que les bons mâles (français et non plus étrangers) exercent sur les femmes et

³⁴⁰ AD16, 1803 W 80, Témoignage tapuscrit de José Rocabert, non daté.

³⁴¹ Extraits du témoignage de Pilar Claver, in Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, Op. Cit. ; Portrait de Pilar Claver (voir annexe 7, portrait 2).

leur corps, cet objet éternel de fantasmes et d'inquiétude de ceux qui veulent asseoir et exercer leur pouvoir »³⁴².

Ainsi, face à ce qu'il perçoit comme une mascarade, José Rocabert apparaît comme déçu et sa mémoire blessée sur le moment et des années après ; ses mots en témoignent encore 60 ans après. Ce ressenti peut expliquer la distance prise entre les acteurs de la Résistance et leur engagement après-guerre. Conséquemment, cela participe de la silenciation de ce passé, bien qu'une généralisation ne puisse être opérée.

Or, mettre sous silence ces parcours, se fondre dans la société empêche-t-il une reconnaissance autre que mémorielle : juridique ? Le Service historique de la Défense a mis en ligne une liste nominative des dossiers individuels déposés auprès du bureau de la Résistance pour homologation (fig. 6)³⁴³. Voici les chiffres qui en ressortent :

	Nombre de résistants homologués	Pourcentage de résistants homologués
Français*	433 429	70,80 %
Espagnols	6 720	1,10 %
Autres nationalités et nationalités non-identifiées	172 001	28,10%
Total	612 150	100,00 %

Fig. 6 : Nombre de Français, Espagnols et autres étrangers homologués résistants par le bureau de la Résistance (source : SHD, GR 16 P, Liste nominative des dossiers individuels du bureau Résistance).

* dont 3856 nés en Charente (0,63%)

Ces données ne sont pas représentatives de la Charente, mais peuvent indiquer une tendance. Certes, concernant les résistants, les Espagnols sont moins nombreux que les Français sur le territoire national : 70% de Français homologués contre 1,10% d'Espagnols. Pour autant le faible nombre d'homologations d'Espagnols traduit une forme de non-reconnaissance soit par l'administration, soit parce que les premiers concernés n'en ont pas fait la demande. De fait, la complexité des démarches administratives, de même que la barrière linguistique majeure ont pu

³⁴² Alexandre SUMPFF, « Les "tondues" de la Libération », *L'histoire par l'image. Nouvel éclairage sur l'histoire*, mars 2016, consulté le 12/03/2026, [<https://histoire-image.org/etudes/tondues-liberation>].

³⁴³ Service historique de la Défense, GR 16 P, Liste nominative des dossiers individuels du bureau Résistance pour homologation, consultée le 20/04/2026, [<https://www.servicehistorique.sga.defense.gouv.fr/ark/42089>].

réfréner les guérilleros à faire reconnaître leur engagement. Pour avoir des données chiffrées plus détaillées à l'échelle départementale, il conviendrait de traiter le fonds déposé aux AD16 par l'O.N.A.C.V.G. Or, ce fonds est en cours de traitement d'une part et un délai d'indisponibilité en couvre la majeure partie d'autre part. Ces mêmes raisons empêchent d'accéder à la liste des déportés espagnols à Mauthausen ayant obtenu le titre de déporté auprès de l'institution compétente.

Le retour en Charente en 1945 de 76 déportés espagnols sur 430 (du convoi du 20 août 1940) constitue un moment de bascule où l'héroïsme de la Libération se heurte à la souffrance des rescapés³⁴⁴. Parmi ces derniers, José Alcubierre parvient à survivre à l'horreur des camps³⁴⁵. Or, pour lui comme pour de nombreux autres Espagnols, le retour n'a rien d'un rapatriement, mais représente plutôt une réimmersion dans une terre d'exil où un statut précaire l'attend à nouveau. Son retour s'inscrit dans une période de transition. Via le décret du 15 mars 1945, les exilés espagnols obtiennent la protection liée au statut Nansen et deviennent officiellement des réfugiés³⁴⁶. Cependant, cet acte de reconnaissance statutaire agit paradoxalement comme un outil d'invisibilisation. En figeant les Espagnols dans la catégorie légale de réfugiés gérée par l'Office central pour les réfugiés espagnols, puis O.F.P.R.A., ils sont séparés du corps national français. L'absence de nationalité française pour une grande partie de ces combattants constitue un frein à leur reconnaissance officielle, dans un système où l'héroïsme est étroitement lié à l'appartenance nationale. Dès lors, le statut de réfugié exclut quasi-automatiquement les Espagnols du mythe résistancialiste. La question de la reconnaissance juridique est donc marquée par un décalage flagrant entre le sacrifice consenti et la reconnaissance après-guerre au prisme d'une situation de précarité. Le fonds 1955 W 41 des AD16 révèle en effet une grande précarité chez certains résistants, notamment espagnols. Des figures majeures de la résistance locale, telle que Francisco López Navarro, sont contraintes de solliciter des certificats d'indigence auprès des mairies pour obtenir des secours matériels élémentaires³⁴⁷. Francisco, charpentier vivant à Angoulême, membre

³⁴⁴ Arnaud BOULLIGNY et Vanina BRIERE, « Le train d'Angoulême : le premier convoi de déportés parti de France », *Art. Cit.*

³⁴⁵ A.F.M.D. 16, *Base de données des déportés de Charente à partir des sources du SHD de Caen* (1019 personnes recensées), 22/01/2016.

³⁴⁶ Geneviève DREYFUS-ARMAND, *L'exil des républicains espagnols en France*, *Op. Cit.*, p.197-198.

³⁴⁷ AD16 1955 W 41, Lettre d'appui de l'Amicale des anciens F.F.I. espagnols et certificat d'indigence de Francisco López Navarro délivré par la ville d'Angoulême, 1946 ; O.F.P.R.A., Numéro OFPRA 752193, fiche de Francisco López Navarro né le 20/12/1909, [https://archives.ofpra.gouv.fr/ark:/23600/vta8ce4f7bc97131845/daogrp/0/layout:linear/idsearch:RECH_internet_auth]

de l'Amicale des anciens F.F.I. espagnols, bénéficie de l'appui de l'amicale quant à sa demande d'aide réalisée en juillet 1946. L'entraide entre anciens résistants apparaît comme essentielle à la survie.

Il faut ajouter à cela, en particulier pour les déportés, un retour marqué par une déchéance physique qui renforce leur retrait social. Geneviève Dreyfus-Armand ajoute :

« L'Hôpital Varsovie, créé [par *l'Agrupación de los guerrilleros españoles* à Toulouse] pour les besoins sanitaires des guérilleros dans la rue toulousaine qui lui a donné son nom et dirigé par l'Amicale des anciens F.F.I. et résistants espagnols, est amené à se pencher, au-delà des grands traumatismes dus aux guerres, sur la pathologie de l'émigration. Le bulletin de l'hôpital, *Anales del Hospital Varsovia*, étudie les aspects sanitaires de l'exil espagnol et signale les nombreux cas de blennorragie dus aux séparations familiales, aux changements de partenaires et au nomadisme forcé des réfugiés, ainsi qu'à des conditions de vie longtemps sans hygiène. Les médecins de l'Hôpital Varsovie ont à soigner, encore au début des années 1950, nombre de maladies de l'estomac, du ventre ou du foie et pensent que l'une des causes fondamentales de la pathologie digestive de l'émigration provient de l'amibiase des camps ; ils essaient également d'analyser les effets de la guerre sur le psychisme infantile et juvénile »³⁴⁸.

Ces hommes et femmes restent hantés par les exécutions et les souvenirs, préférant parfois le silence ou le cercle familial restreint pour parler. Bien que non déporté, le témoignage de Marie Vauzelle met clairement cela en lumière concernant son père José Rocabert qui parle constamment de son expérience lors des nombreux repas de famille³⁴⁹.

<https://www.archives.foi.fr/ark:/61903/3Q96-CSTX-8235-6515-0373078> ; Portrait de Francisco López Navarro (voir annexe 7, portrait 1).

³⁴⁸ Geneviève DREYFUS-ARMAND, *L'exil des républicains espagnols en France*, Op. Cit., p.403.

³⁴⁹ Entretien avec Marie Vauzelle, fille de José Rocabert, en présentiel, 03/02/2026, 01:06:43 (voir annexe 9).

Mais, pour les déportés plus que pour les résistants espagnols, le refoulement est encore plus sévère. Francisco Mateu, Espagnol déporté à Mauthausen, est l'un des rares lors de son retour en Charente à tenter de rendre visible l'horreur vécue dans les camps. Le 20 décembre 1945, il inaugure une exposition de ses peintures, dessins et sculptures au siège du Mouvement de libération national à Angoulême (fig. 7). Parmi ses esquisses, il expose la réalité des 186 marches, de la carrière dominée par les miradors, des corps sans vie, etc.³⁵⁰ Si la force et la violence de ses dessins frappent, cette exposition ne fait pourtant pas date. Seul le fonds archivistique de l'ancien musée de la Résistance d'Angoulême garde trace de deux de ces esquisses³⁵¹.



Fig. 7 : Dessin de sa déportation à Mauthausen par Francisco Mateu (source : AD16, 1803 W 78, Esquisses réalisées au camp de Mauthausen par Francisco Mateu, entre 1940 et 1945).

Pire encore, certains déportés sont accueillis avec méfiance par leur propre parti : le P.C.E. Ils sont parfois soupçonnés d'avoir survécu grâce à une forme de collaboration (kapos), ce qui crée une mémoire blessée supplémentaire et un repli identitaire³⁵².

Ainsi, la situation d'indigence, la faible reconnaissance, couplées à l'omission totale des Espagnols dans les récits des résistants français scellent une dynamique de l'oubli. Ce processus d'effacement, loin d'être anodin, interroge la capacité du récit national à intégrer des engagements transnationaux, révélant les limites d'une mémoire construite au prisme de la seule nation. Finalement, l'intégration recherchée des Espagnols par le sang versé se transforme en une intégration par l'effacement.

³⁵⁰ Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, Op. Cit., p.202.

³⁵¹ AD16 1803 W 78, Esquisses réalisées au camp de Mauthausen par Francisco Mateu, entre 1940 et 1945.

³⁵² Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, Op. Cit., p.201.

B. Le silence : un facteur d'intégration entre contrainte et stratégie

L'invisibilisation éprouvée par les Espagnols pendant la guerre, puis accentuée par l'effacement historique et mémoriel de leur engagement dans la Résistance conduisent à une forme spécifique d'intégration dans la société française que l'on peut qualifier de silencieuse. Le silence n'est plus une stratégie de survie face à l'occupant, mais un outil d'insertion et d'ajustement social visant à effacer le stigmate de l'indésirable. Dans cette perspective, il convient de mobiliser les analyses d'Abdelmalek Sayad pour qui l'immigration est marquée par la perte, la rupture et la nécessité de recomposition dans la société d'accueil³⁵³. Les Espagnols de la *Retirada* s'inscrivent pleinement dans cette logique : leur présence en France est d'abord pensée comme provisoire, avant de devenir une installation contrainte. De fait, l'hypothèse d'un retour en Espagne s'amenuise progressivement face à la longévité du régime franquiste. Initialement conçu comme temporaire, l'exil devient permanent. Les Espagnols s'installent alors durablement, contraints de se concevoir en Charente dans la durée. Les réfugiés deviennent des immigrants, puis, pour une partie d'entre eux, citoyens français. Comme l'a montré Geneviève Dreyfus-Armand, l'exil espagnol reste longtemps habité par une culture du retour. Or, la réalité s'impose aux exilés et s'accompagne de la douleur du non-retour, vécue comme un renoncement, voire une trahison, de l'idéal républicain espagnol. Cela se traduit par des pratiques concrètes : refus d'investir durablement en achetant des meubles par exemple, maintien d'une précarité volontaire, comme pour rester prêt au départ³⁵⁴.

Pour autant, certains exilés font le choix de rentrer en Espagne. Trois phases de retour se dessinent après la *Retirada*. Il y a d'abord le retour presque immédiat entre 1939-1940 encouragé par les autorités françaises. Cela implique des risques considérables, entre spoliation des biens et répression politique. D'autres font le choix de quitter le continent européen, vers le Mexique ou vers le Venezuela pour la famille de Raoul Vázquez³⁵⁵. Ensuite, entre les années 1940 et 1975, le retour devient quasiment impossible pour les militants antifranquistes. Plusieurs lois imposent la poursuite de ces individus. Ceux qui tentent de revoir leur famille, comme Dolores Sangüesa en 1952, découvrent un pays figé dans la misère et le retard technologique, renforçant leur sentiment

³⁵³ Smaïn LAACHER et Abdelmalek SAYAD, « Insertion, intégration, immigration : la définition des mots est toujours un enjeu dans les luttes sociales », in Bernard CHARLOT et Dominique GLASMAN (dir.), *Les jeunes, l'insertion, l'emploi*, Paris, Presses universitaires de France, 1999, p.166-185 ; Abdelmalek SAYAD, *Histoire et recherche identitaire*, Saint-Denis, Bouchène, 2002, p.11-42 ; Émile TÉMINE, « Abdelmalek Sayad : La Double Absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré », *La pensée de midi*, 2000/2, n°2, 2000, p.159-161.

³⁵⁴ Geneviève DREYFUS-ARMAND, *L'exil des républicains espagnols en France*, Op. Cit., p.201.

³⁵⁵ Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, Op. Cit., p.106.

d'appartenance à la France³⁵⁶. Enfin, après 1975, certains, comme José Rocabert en 1980, tentent de se réinstaller en Espagne³⁵⁷. Cependant, ce retour est souvent marqué par une désillusion identitaire : perçu comme Français en Espagne, l'exilé se sent plus que jamais apatride, nostalgique de son pays d'accueil une fois sur sa terre natale.

Par ailleurs, dans le contexte de la guerre froide, marqué par une montée de l'anticommunisme, les réfugiés espagnols doivent composer avec une suspicion politique persistante. L'étiquette de rouge, héritée de la guerre civile et renforcée par les discours contemporains, impose une stratégie de discrétion. Dans cette optique, l'invisibilisation relève d'une forme d'agentivité protectrice : elle constitue une adaptation consciente aux contraintes politiques de l'époque. Comme le souligne Michel Pollak, les groupes dominés développent des stratégies de gestion de l'identité qui passent notamment par le silence ou la dissimulation³⁵⁸. Taire son passé résistant n'est donc pas seulement subir : on tait volontairement son passé héroïque pour ne pas paraître subversif. Cette dynamique participe de l'invisibilisation du passé de la communauté espagnole.

L'insertion dans la société française passe alors par des vecteurs classiques d'intégration, au premier rang desquels figure le travail. Le monde de l'emploi est un levier essentiel d'insertion et de stabilisation sociale. À leur arrivée, les exilés occupent majoritairement des postes peu qualifiés, souvent pénibles et précaires, dans des secteurs en tension de l'économie française d'après-guerre, tels que le bâtiment, les travaux publics, l'industrie ou l'agriculture. Cette orientation professionnelle n'est pas le fruit d'un choix, mais le résultat d'une assignation sociale liée à leur statut d'étrangers, à leur faible maîtrise du français et à l'urgence économique. Geneviève Dreyfus-Armand explique que les réfugiés espagnols s'insèrent dans les marges du marché du travail, occupant des postes délaissés par la main-d'œuvre nationale³⁵⁹. Toutefois, cette insertion, bien que subalterne, n'est pas dénuée de perspectives. Elle permet une stabilisation progressive des conditions de vie et ouvre la voie à une forme d'ascension sociale différée, portée par les générations suivantes.

De fait, le rapport au travail s'accompagne d'une forte valorisation de l'école. Marqués par la précarité et les violences de l'exil, les parents investissent dans la réussite scolaire de leurs enfants

³⁵⁶ *Idem.*

³⁵⁷ AD16, 1803 W 80, Témoignage tapuscrit de José Rocabert, non daté.

³⁵⁸ Michel POLLAK, « Mémoire, oubli, silence », *Une identité blessée. Études de sociologie et d'histoire*, Paris, Métailié, 1993, p.13-39.

³⁵⁹ Geneviève DREYFUS-ARMAND, *L'exil des républicains espagnols en France*, Op. Cit., p.7.

comme moyen d'échapper à leur condition. Cette dynamique correspond à ce qu'Abdelmalek Sayad décrit comme un transfert des attentes migratoires vers la génération suivante : ne pouvant réaliser eux-mêmes une ascension sociale significative, les parents projettent sur leurs enfants l'espoir d'une intégration réussie³⁶⁰. En réponse, les enfants cherchent à honorer le sacrifice réalisé par leurs parents à leur profit. L'école devient alors un espace central de recomposition sociale et identitaire. La maîtrise du français, encouragée voire imposée dans certaines familles, constitue un outil indispensable de promotion sociale. Cette priorité donnée à l'éducation s'inscrit dans une logique de rupture avec les conditions d'existence de la génération 1 et participe à un processus d'intégration plus profond dans la société française. Ainsi, si les parents (génération 1) s'intègrent par le silence et le travail, leurs enfants (génération 2) sont appelés à s'intégrer par la réussite scolaire et l'accès à des positions sociales plus valorisées. Les trajectoires familiales observées confirment cette dynamique d'ascension sociale différée (fig. 8). Notons toutefois la faiblesse numérique de l'échantillon étudié quant à sa représentativité. La génération 1, souvent cantonnée à des emplois manuels, laisse place à une génération 2 plus stabilisée, puis à des générations 3 et 4 accédant à des professions qualifiées, voire intellectuelles. Cette progression traduit une mobilité sociale au fil des générations qui constitue l'un des aboutissements du processus d'intégration silencieuse. Les descendants des exilés transforment le sang versé de leurs aïeux en une réussite sociale exemplaire. Annie Ernaux pourrait d'ailleurs qualifier ces générations descendantes de transfuges de classe³⁶¹.

Famille Génération		Huerta	Martin	Rocabert	Vázquez
		Cayo	?	Joaquin	?
I	Espagne	Commissaire de police à Figueras	?	Propriétaires terriens d'oliviers Fondateur du syndicat CNT du bois Gérant d'un atelier de	?

³⁶⁰ Smaïn LAACHER et Abdelmalek SAYAD, « Insertion, intégration, immigration : la définition des mots est toujours un enjeu dans les luttes sociales », *Op. Cit.* ; Abdelmalek SAYAD, *Histoire et recherche identitaire*, *Op. Cit.* ; Émile TÊMINE, « Abdelmalek Sayad : La Double Absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré », *Art. Cit.*

³⁶¹ Annie ERNAUX, *La Place*, Paris, Gallimard, 1983.

				fabrication de persienne	
	France	Employé chez les Castaner Commerçant de poisson		Ouvrier BTP, charpentier	
		Manuel	José	José	Raoul
II		Directeur régional Chef de réseau dans un laboratoire pharmaceutique	Manutentionnaire Ouvrier forestier Charbonnier Responsable chez les Transports Delage	Ouvrier Autoentrepreneur r Politicien	Employé au sein d'une bijouterie industrielle
		?	Fille A	Marie	Jean-Marie
		?	Maîtresse de conférences en physique à l'Université de Poitiers	Enseignante d'espagnol Professeur d'école spécialisée auprès d'élèves en difficultés	Journaliste chez <i>Charente Libre</i> et <i>Sud- Ouest</i>
III			Fille B		Jean-Paul
			Juriste		Chef de sa propre entreprise agroalimentaire « Art-Pat- Gel »
					François
					Leader syndical C.F.D.T. puis

					S.U.D. au Crédit Agricole de la Charente
IV		Fille A		Nicolas	
		Avocate aux barreaux de New York et de Paris		Enseignant de mathématiques	

Fig. 8 : Emplois occupés par génération, des réfugiés espagnols à leurs descendants français (sources : Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, Op. Cit. ; Entretien avec Manuel Huerta, fils de Cayo et Manuela Huerta, en visioconférence, 05/02/2026, 02:29:11 ; Entretien avec Marie Vauzelle, fille de José Rocabert, en présentiel, 03/02/2026, 01:06:43).

Toutefois ce parcours n'est pas linéaire ni exempt de tensions. Si l'école française a été le principal levier de l'ascension sociale des enfants de réfugiés, elle fut également le théâtre de discriminations. Les objets de moqueries sont divers et concernent la nationalité, la précarité, la barrière linguistique, la différence d'âge, etc. Plus encore, le cas d'Antonio Roca révèle une discrimination par le succès. Sa réussite scolaire à Ruelle a provoqué la révolte de parents français, entraînant son retrait forcé de l'école :

« Je fus sujet à la discrimination : les parents de deux cancre de classe qui étaient plus jeunes que moi, se sont révoltés lorsqu'ils apprirent que leurs enfants avaient été renvoyés, alors que moi je n'étais plus en âge d'aller à l'école. J'ai donc quitté l'école, alors que je commençais sérieusement à progresser »³⁶².

Parallèlement, les unions matrimoniales participent de cet ancrage. Le mariage franco-espagnol de José Rocabert et Marthe en 1948 illustre ce processus³⁶³. Au-delà de la dimension affective, ces unions favorisent une inscription durable dans la société locale et renforcent l'intégration des générations suivantes. Elles contribuent également à éloigner l'hypothèse d'un retour en Espagne, en enracinant les familles dans l'espace charentais. Ainsi, si José et Marthe retournent vivre un temps en Espagne, cela ne dure pas. Ce processus d'enracinement s'accompagne d'une

³⁶² AD16, 1803 W 78, Témoignage tapuscrit d'Antonio Roca, non daté.

³⁶³ AD16, 1803 W 80, Témoignage tapuscrit de José Rocabert, non daté.

acculturation progressive, au sens anthropologique du terme, c'est-à-dire l'intégration d'éléments culturels du groupe dominant français³⁶⁴.

Cette dynamique d'intégration coexiste par ailleurs avec le maintien de fortes solidarités communautaires. Les Espagnols de Charente se regroupent suivant une logique de ségrégation socio-spatiale. Il existe en effet des pôles de regroupement communautaires qui favorisent cet entre-soi espagnol. Dans la vieille ville d'Angoulême, le quartier entourant la place du Palet, ironiquement surnommé le ghetto, accueille une forte concentration de familles espagnoles. Cette zone, vue comme mal famée par la bourgeoisie locale, accueille dans des logements vétustes et exigus pour la plupart. Une autre partie de la communauté s'établit le long de la route de Bordeaux à proximité directe du camp des Alliers. Des maisons y sont bâties par les Espagnols. Enfin, les quartiers de Basseau et de la Grande Garenne deviennent des centres névralgiques de la vie espagnole. Ces quartiers constituent des espaces où se recompose une sociabilité diasporique. Loin d'être de simples lieux de relégation, ces endroits fonctionnent comme des refuges permettant la reconstruction de liens sociaux et identitaires³⁶⁵.

Le cas de Basseau est particulièrement révélateur de ce phénomène. Ce quartier n'est en effet pas un lieu choisi au hasard quant à l'implantation de la communauté. Initialement prévu pour des travailleurs indochinois, un camp a été construit à Basseau en 1940 par des réfugiés espagnols employés dans des entreprises de B.T.P. À la libération, l'*Agrupación de los guerrilleros españoles* installe son quartier général à Basseau³⁶⁶. En sortie de guerre, le camp continue d'accueillir les plus démunis et notamment les rescapés de Mauthausen. Trois photographies d'après 1945 immortalisent ce camp. Sur deux photos figurent Luis Lara, Caballero, Fontoba, Sébastien Lara et Juan Lorenzo, les autres n'étant pas identifiés³⁶⁷. Sébastien Lara était un commissaire espagnol, arrivé en Charente lors de la *Retirada*, puis déporté à Mauthausen d'où il est revenu très affaibli. Plus tard, même si le camp finit par disparaître, ce quartier demeure central, car devenu un lieu de mémoire. De fait, au-delà de la présence du camp, Basseau est le lieu où toutes les manifestations collectives prennent vie : les fêtes comme *el toro de fuego* (le taureau de feu) évoqué par Marie Vauzelle, le cinéma, le sport avec l'équipe de football espagnole *Iberia* dont faisait partie José

³⁶⁴ Marie-Odile GÉRAUD, « Acculturation », in *Les notions clés de l'ethnologie. Analyses et textes*, Paris, Armand Colin, 2016, p.109-121.

³⁶⁵ Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, Op. Cit., p.129.

³⁶⁶ AN, 72/AJ/107, Historique et ordre de bataille du groupe F.F.I. espagnol en Charente (communiqué par Roger Beillard) | 1946 (voir annexe 4).

³⁶⁷ AD16, 1803 W 78, Photographies de réfugiés espagnols au camp de Basseau, après-guerre.

Rocabert, etc.³⁶⁸ Acculturation ne veut ainsi pas dire renier la culture espagnole qui participe ici à la reconstitution d'un univers familier pour ces exilés. En ce sens, cet espace est un lieu de mémoire tel que défini par Pierre Nora, puisqu'il ne s'agit certes pas d'un espace officiel de commémoration, mais d'un lieu investi par les acteurs hispaniques pour maintenir une continuité symbolique avec leur passé³⁶⁹. Si ce regroupement dépeint une image communautaire unie, il serait cependant erroné de croire que des affinités familiales, amicales et politiques, ainsi que des divisions entre Espagnols n'existent pas. Aussi, avec le temps, la deuxième génération quitte progressivement ces lieux de regroupement en raison de son intégration.

Ces mêmes espaces sont par ailleurs le lieu de transmission des mémoires de cette diaspora, une transmission restreinte qui correspond à une stratégie de préservation identitaire et à une réponse au silence institutionnel de la société d'accueil. Cette transmission ne passe pas prioritairement par des formes dites institutionnalisées, mais plutôt par des canaux informels, notamment par la voie orale.

À l'échelle de la famille d'abord, la table familiale devient le lieu d'une parole libérée. Le récit de la guerre et de l'exil est partagé lors des repas dominicaux, non pas comme un acte politique militant, mais comme un héritage qui définit sa famille. Manuel Huerta note que sa grand-mère lui racontait spontanément sa vie en Espagne et l'exode, gravant ces souvenirs dans son esprit d'enfant³⁷⁰. Cependant, cette parole est parfois subie par la deuxième génération qui perçoit ces récits répétitifs comme un poids ou une source de lassitude face à un passé qu'elle n'a pas vécu. Marie Vauzelle souligne ce point quant à son père José qui pouvait parfois agacer ses proches à toujours raconter les mêmes histoires³⁷¹. Comme le souligne Paul Ricœur, toute mémoire est traversée par des tensions entre souvenir et oubli, entre dire et taire³⁷². Les récits peuvent être répétitifs, fragmentaires, parfois pesants pour les générations suivantes, ce qui limite leur réception.

À l'échelle du quartier, le rassemblement géographique permet une transmission horizontale. Ce ne sont pas des commémorations qui véhiculent cette mémoire, mais les échanges et pratiques au

³⁶⁸ Entretien avec Marie Vauzelle, fille de José Rocabert, en présentiel, 03/02/2026, 01:06:43 (voir annexe 9) ; AD16, 1803 W 78, Photographies de l'équipe de football espagnole vers Angoulême, après-guerre.

³⁶⁹ Pierre NORA (dir.), *Les lieux de mémoire*, Op. Cit.

³⁷⁰ Entretien avec Manuel Huerta, fils de Cayo et Manuela Huerta, en visioconférence, 05/02/2026, 02:29:11 (voir annexe 10).

³⁷¹ Entretien avec Marie Vauzelle, fille de José Rocabert, en présentiel, 03/02/2026, 01:06:43 (voir annexe 9).

³⁷² Paul RICOEUR, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Op. Cit.

quotidien. Elle ne repose pas sur une volonté explicite de commémoration, mais sur la reproduction de pratiques culturelles. On y recrée un semblant d'Espagne avec sa langue, sa cuisine, ses souvenirs.

Enfin, à l'échelle communautaire, des structures associatives participent de cette transmission. *Iberia* ou encore les groupes de folklores servent de support à la cohésion identitaire, au-delà d'être des lieux de loisirs. En célébrant Noël ou le 14 avril (proclamation de la République espagnole) entre eux, les réfugiés s'assurent que leurs enfants baignent dans une culture espagnole libérale, en opposition directe avec l'Espagne franquiste de l'époque. Néanmoins, cette transmission ne se fait pas de manière uniforme dans toute la communauté espagnole, suivant les fractures politiques, notamment entre anarchistes et communistes, et les tensions avec les vagues migratoires hispaniques ultérieures. Pour certains réfugiés, une méfiance vis-à-vis des immigrés économiques espagnols des années 1950-1960 s'installe, car n'ayant pas partagé l'exode à leurs côtés et les sacrifices endurés³⁷³. Cela restreint dès lors davantage le cercle des dépositaires de cette mémoire.

Dans ce contexte, un point interroge : la langue. Est-ce là un frein à la transmission au sein-même de la communauté ? Si l'apprentissage du français apparaît comme une condition essentielle de l'intégration, il peut aussi s'accompagner d'un recul de la langue d'origine. La génération 1, confrontée à la barrière linguistique, encourage ses enfants à maîtriser le français afin de faciliter leur insertion. Les parents perçoivent l'apprentissage du français comme une nécessité pour exister au sein de la société française, mais aussi pour échapper aux moqueries fréquentes et par-là même à la marginalisation. Dans certaines familles, cela conduit à un abandon partiel de la langue maternelle, comme si le français était la clef de l'acquisition d'une nouvelle identité pleinement française. Ces enfants de la génération 2 forment donc des ponts entre leurs parents qui n'ont pas eu de scolarisation en français et la société civile française, dont son administration, ce qui accroît leurs responsabilités. Ce n'est toutefois pas le cas dans toutes les familles espagnoles. José Rocabert apprend le français sur le terrain, à l'inverse de ses enfants, dont Marie Vauzelle, qui sont formés à l'école. Parallèlement, José continue de parler en catalan à ses enfants. La mère de José s'adapte quant à elle via l'invention d'un langage hybride qui mélange catalan, espagnol et français³⁷⁴. Le caractère hybride de cette langue souligne le déracinement linguistique de ces familles. Le parcours scolaire de certains enfants d'exilés révèle plus tard le désir de rester lié à leurs racines. C'est ainsi

³⁷³ Entretien avec Marie Vauzelle, fille de José Rocabert, en présentiel, 03/02/2026, 01:06:43 (voir annexe 9).

³⁷⁴ *Idem*.

que Marie Vauzelle devient professeure d'espagnol³⁷⁵. Cette famille révèle une préservation de la langue maternelle dans le cadre familial, permettant de garder une attache à ses origines.

Mais, derrière ces stratégies linguistiques, Geneviève Dreyfus-Armand a démontré qu'une barrière s'était créée entre la première génération qui gardait un attachement profond à son identité de vaincue, et la génération suivante qui s'était construite dans un milieu instable et où elle avait été poussée par ses parents à sacrifier la langue espagnole pour réussir à l'école française³⁷⁶. Or, contrairement à une lecture simpliste, la langue ne constitue pas nécessairement un obstacle à la transmission. La mémoire peut survivre à travers des formes hybrides, fragmentées, qui ne passent pas exclusivement par la langue d'origine : via des gestes, des silences, des objets, des lieux, des façons de faire, des valeurs, des photos, etc.³⁷⁷ Finalement, les pratiques linguistiques observées traduisent moins une rupture qu'une adaptation à son environnement. Cette démonstration renseigne sur l'utilisation de canaux de transmission parallèles. La langue ne semble donc pas constituer à elle seule un frein à la transmission de ces mémoires.

Comprendre la mise sous silence et la sélection mémorielle nécessite dès lors de verser dans la pluridisciplinarité. Deux cas d'études permettent d'illustrer cela. Dans la famille Rocabert, la transmission de l'histoire de José est omniprésente, y compris ses phases plus sombres, plus tristes³⁷⁸. Mais, une généralisation de ce cas ne semble pouvoir être faite. Manuel Huerta explique en effet que lors des réunions communautaires et de famille, on préférerait évoquer les souvenirs joyeux, plutôt que les épisodes de guerre³⁷⁹. Cette mise sous silence de certains événements traduisant une sélection mémorielle ne peut être appréhendée sans prendre en compte la dimension traumatique de l'expérience de ces Espagnols. Au-delà du mythe résistancialiste et du poids de l'intégration sociale, les travaux de sociologie croisés à ceux de psychologie invitent à étudier conjointement mémoire et émotions. La sociologue Sarah Gensburger explique en effet que « les souvenirs et leur narration sont ainsi eux-mêmes structurellement dépendants des émotions ressenties »³⁸⁰. Elle ajoute : « on retient et on raconte le plus souvent, et le plus en détail,

³⁷⁵ *Idem*.

³⁷⁶ Geneviève DREYFUS-ARMAND, *L'exil des républicains espagnols en France*, *Op. Cit.*, p.373-397.

³⁷⁷ Lisa MÉTREAU, *La transmission intrafamiliale des mémoires de la Résistance en Charente depuis 1945*, *Op. Cit.*

³⁷⁸ AD16, 1803 W 80, Témoignage tapuscrit de José Rocabert, non daté ; Entretien avec Marie Vauzelle, fille de José Rocabert, en présentiel, 03/02/2026, 01:06:43 (voir annexe 9) ; Entretien avec Nicolas Vauzelle, petit-fils de José Rocabert, en visioconférence, 06/02/2026, 01:02:47 (voir annexe 8).

³⁷⁹ Entretien avec Manuel Huerta, fils de Cayo et Manuela Huerta, en visioconférence, 05/02/2026, 02:29:11 (voir annexe 10).

³⁸⁰ Sarah GENSBURGER, « L'univers concentrationnaire : les affects malgré tout », *in Op. Cit.*, p.310.

des épisodes autobiographiques qui ont eu pour nous à l'époque une charge émotionnelle importante »³⁸¹. Or, lorsque cette charge émotionnelle est trop forte et/ou trop négative, l'indicible prend le dessus et la parole laisse place au silence. L'indicible est lié à ce que les psychologues appellent un traumatisme. Tel que défini par l'universitaire Cathy Caruth, le traumatisme est une expérience qui limite les capacités de mise en récit³⁸². Autrement dit, il est difficile d'évoquer à nouveau et de mettre des mots sur un passé traumatique. Dans cette perspective, le silence n'est pas seulement lié à une stratégie ou dû au contexte, il est aussi lié au psychique. Comme le souligne Dominick LaCapra, certains événements produisent une impossibilité partielle de représentation qui entrave leur transmission³⁸³. En l'espèce, le parcours difficile des exilés est le cœur du traumatisme : la fuite en laissant tout derrière soit, l'exil, l'expérience des camps, vivre dans la précarité, essuyer à nouveau une guerre, risquer sa vie en luttant, vivre avec le poids de la défaite, dans un pays dont on ne connaît pas la langue et où l'on est discriminé, se construire et tout recommencer ailleurs, sans point d'attache, etc. Les Espagnols de la génération 1 se sont construits dans la souffrance, la violence sans pour autant baisser les bras. Ces difficultés les poussent à aller de l'avant, sans ressasser ce passé délicat. En ce sens, la psychologue Émilie Abed rappelle que le silence remplit une double fonction : il protège à la fois les individus eux-mêmes et leurs proches en évitant la réactivation de souvenirs douloureux³⁸⁴. Il permet de se projeter dans l'avenir en évitant de raviver des expériences traumatiques. Cette logique rejoint les analyses d'Annette Wieviorka sur les silences d'après-guerre qui ne traduisent pas une absence de mémoire, mais un contexte peu propice à sa transmission³⁸⁵.

Une différence dans la transmission peut également être liée à l'âge. De fait, José Rocabert ou encore Antonio Roca sont très jeunes lorsqu'ils quittent l'Espagne³⁸⁶. Leur âge au moment de l'expérience conditionne fortement la nature du souvenir qu'ils transmettent ainsi que sa forme narrative. Les individus encore très jeunes lors de la *Retirada* ne disposent pas nécessairement d'une mémoire structurée et politisée de l'exil. Leur expérience est d'abord sensorielle, fragmentaire, marquée par la rupture plus que par une compréhension globale des événements. À

³⁸¹ *Idem*.

³⁸² Cathy CARUTH, « Unclaimed Experience : Trauma and the Possibility of History », *Yale French Studies*, n°79, 1991, p.181-192.

³⁸³ Dominick LACAPRA, *Writing History, Writing Trauma*, Baltimore, Presses universitaires Johns Hopkins, 2001.

³⁸⁴ Émilie ABED, « Grandir sans ascendance », *Art. Cit.*

³⁸⁵ Annette WIEVIORKA, *L'ère du témoin*, *Op. Cit.*

³⁸⁶ AD16, 1803 W 78, Témoignage tapuscrit d'Antonio Roca, non daté ; AD16, 1803 W 80, Témoignage tapuscrit de José Rocabert, non daté.

l'inverse, leur engagement ultérieur dans la Résistance s'inscrit dans un cadre plus lisible, porteur de valeurs : lutte, solidarité, héroïsme, qui facilitent la mise en récit et la transmission. Cette différence tient aussi à un effet de relecture *a posteriori*. L'expérience résistante, vécue à un âge plus avancé, peut être réinterprétée comme un moment d'agentivité et de réappropriation de sa destinée, là où l'exil renvoie davantage à une position de vulnérabilité subie. Dès lors, dans les récits transmis aux générations suivantes, la Résistance tend à occuper une place centrale, non seulement parce qu'elle est plus dicible, mais aussi parce qu'elle s'inscrit plus aisément dans les cadres mémoriels valorisés par la société d'accueil, notamment en France autour du paradigme résistancialiste.

Cependant, la prise de parole de José Rocabert dit quelque chose de fondamental dans son parcours, dépassant le seul obstacle du tabou. Il incarne une transition réussie entre la figure de l'exilé indésirable et celle de l'acteur politique majeur. Contrairement à ses compatriotes qui choisissent le silence comme moyen d'intégration, José choisit une agentivité politique et culturelle, le plaçant au cœur des relations franco-espagnoles en Charente. Il n'est pas n'importe qui : « il était reconnu par les gestes, c'est-à-dire que le maire d'Angoulême et même les autres maires, à chaque fois qu'ils l'ont rencontré, savaient qui il était »³⁸⁷. Ce sentiment de reconnaissance publique contrastait avec le silence des autres réfugiés.

Outre son engagement en résistance, cette reconnaissance est également due à son implication en politique. Il adhère au Parti socialiste dès le congrès d'Epinay (11-13 juin 1971). Figure du socialisme charentais, il travaille comme assistant au Parlement européen. D'un point de vue diplomatique, il joue un rôle de pont entre la France et l'Espagne. En 1981, lors de l'élection du charentais François Mitterrand, José est le représentant officiel du Parti socialiste français auprès des Français résidant en Espagne. Parallèlement, il s'implique dans le Parti socialiste espagnol pour aider à la reconstruction démocratique du pays après la mort de Franco. Cela le conduit à vivre un temps dans ce pays qu'il avait quitté en 1939. Attiré par la nostalgie et la fin du franquisme, il retourne vivre en Catalogne en 1980. Son retour est cependant marqué par une désillusion identitaire : il se sent apatride, perçu comme Français en Espagne et comme étranger en France. Ce long parcours pourrait expliquer pourquoi il ne demande qu'en 1993 sa naturalisation, à la suite de cette désillusion, après son retour en France. Cet engagement politique ayant grandement

³⁸⁷ Entretien avec Nicolas Vauzelle, petit-fils de José Rocabert, en visioconférence, 06/02/2026, 01:02:47 (voir annexe 8).

contribué à son intégration constitue dès lors une hypothèse essentielle quant au fait qu'il ne se soit pas muré dans un silence protecteur, mais qu'il ait bel et bien choisi d'énoncer son parcours pour en faire un modèle de défense politique.

Ainsi, l'intégration des Espagnols en Charente ne relève ni d'une assimilation complète ni d'un repli communautaire strict, mais d'un équilibre instable entre visibilité et invisibilité. Loin d'être un simple déficit de reconnaissance, le silence forme une ressource sociale, politique et psychique permettant à ces exilés de trouver leur place dans une société qui, tout en les accueillant, ne leur offre pas la reconnaissance espérée. Cela n'empêche pour autant pas une transmission horizontale au sein de la communauté espagnole. Il est en outre primordial de s'intéresser au contenu même de la transmission et du silence. Ce qui est transmis ne correspond pas nécessairement à ce qui a été le plus déterminant sur le plan biographique, mais à ce qui peut être dit, entendu et valorisé dans un contexte donné.

C. Le temps du réveil mémoriel (fin des années 1980-années 2000)

À partir de la fin des années 1980 et du début des années 2000, une rupture majeure s'opère dans le rapport à la mémoire de l'engagement espagnol en Résistance : le silence n'est plus facteur d'intégration, mais devient une injustice à réparer.

Cette période est marquée par l'émergence historiographique de la résistance étrangère en France. Bien que n'étant pas les seuls, ce sont les travaux communs de Denis Peschanski, Adam Rayski et Stéphane Courtois qui marquent ce tournant³⁸⁸. Ils abordent certes un pan restreint de celle-ci : la M.O.I., et en particulier son aspect militaire, mais c'est un premier pas fondateur. Cette émergence est due à la sortie du silence et à l'élévation de voix des héritiers de ces mémoires guerrières. Elle est accompagnée en 1985 de la sortie du film *Des terroristes à la retraite* qui fait découvrir à la France entière l'engagement des étrangers en résistance sur le sol français³⁸⁹. L'invisibilisation s'effrite également avec la disparition progressive de la première génération : les guérilleros eux-mêmes. Ce processus est porté par un besoin de transmission qui dépasse le simple cadre familial pour devenir un enjeu citoyen. Toutefois, le passage d'une mémoire souterraine à une visibilité

³⁸⁸ Stéphane COURTOIS, Denis PESCHANSKI, Adam RAYSKI, *Le sang de l'étranger. Les immigrés de la M.O.I. dans la Résistance*, Op. Cit.

³⁸⁹ Mosco BOUCAULT, *Des terroristes à la retraite*, France, Antenne 2 et al. (prod.), documentaire, 84:00, 1985.

publique revendiquée ne s'est opéré que progressivement. Il convient d'observer de plus près les étapes de cette transmission.

La transmission de la mémoire de l'exil et de l'engagement en résistance des Espagnols de Charente se fait avant tout au sein de la famille et de la communauté d'exil. Pour ces expatriés, cette mémoire est vitale. Elle permet de maintenir une cohésion et une filiation collectives, d'indiquer quel exemple suivre pour l'avenir : un exemple antifranciste, antifasciste. La société française ne semble quant à elle pas octroyer de place à ces mémoires exclues du mythe résistancialiste. De plus, ces Espagnols érigent le silence en véritable protecteur au sein de cette société d'accueil. Le silence n'est pas un oubli de leur part, mais une stratégie délibérée d'intégration et de préservation de la cellule familiale face aux traumatismes. On pourrait parler d'une agentivité de l'ombre pour la première génération. En France, être Espagnol a signifié être un indésirable, un rouge, un suspect constant. Face à ce statut de cible permanente, le silence et l'absence de revendication permettent de se fondre dans la masse. Au sein de la famille, les parents cherchent également à protéger leurs enfants : la deuxième génération. Ils refusent de leur transmettre le poids du traumatisme pour les enfants nés après le conflit : *Retirada*, camps, précarité, violences, engagement. De plus, parler, c'est rouvrir des plaies béantes, notamment celles laissées par les disparus. À travers ses yeux d'enfant, Manuel Huerta (deuxième génération) a parfaitement conscience du fait que le récit qui lui est transmis est lissé et parcellaire³⁹⁰. On comprend alors que transmettre une mémoire, ce n'est pas seulement partager des souvenirs, c'est aussi prendre en compte les silences.

Martine Lani-Bayle explore la manière dont la transmission intergénérationnelle façonne les individus, non pas uniquement à travers le poids des secrets familiaux ou des non-dits, mais aussi par la perception et l'appropriation que chacun en fait³⁹¹. Par ce biais, elle remet en question l'idée selon laquelle l'héritage familial se limiterait à des éléments explicitement transmis ou occultés. Malika Mansouri appuie ce raisonnement en soulignant que le silence autour de ce passé favorise la transmission intergénérationnelle du traumatisme, empêchant une construction identitaire complète³⁹². Plusieurs articles de la revue *Mémoires* du Centre Primo Levi prolongent cette

³⁹⁰ Entretien avec Manuel Huerta, fils de Cayo et Manuela Huerta, en visioconférence, 05/02/2026, 02:29:11 (voir annexe 10).

³⁹¹ Martine LANI-BAYLE, *Les secrets de famille. La transmission de génération en génération*, Paris, Odile Jacob, 2007.

³⁹² Malika MANSOURI, Marion FELDMAN, Johnathan LACHAL, Elisabetta DOZIO, Mayssa' EL HUSSEINI, Marie Rose MORO, « Silence, rebellion and acting out of silence past : Understanding the French Riots from a Postcolonial and Transcultural Perspective », *Art. Cit.*

réflexion. Cette revue constitue un espace de réflexion, de débat et de sensibilisation sur la prise en charge pluridisciplinaire des victimes de torture et de violences politiques, ainsi que sur la transmission d'histoires individuelles et collectives de ces violences et de leur traitement. Des parallèles significatifs entre les personnes exilées d'aujourd'hui et les résistants d'hier peuvent être établis, soulignant l'importance de ne pas dissocier les luttes pour la dignité humaine. Deux articles, écrits par Annette Wiewiorka et Émilie Abed, touchent à la transmission familiale en contexte de traumatisme et de silence³⁹³. Ils rappellent que les non-dits sont généralement motivés par un désir de protection de l'autre et de soi-même. Dès lors, le silence qui entoure l'engagement résistant dans ces familles espagnoles, ainsi que le parcours d'exil, apparaît comme un paradoxe fondateur. Il est motivé par un désir de protection, tout en véhiculant une mémoire de la lutte dont les descendants héritent sans toujours pouvoir en nommer les contours. Ce paradoxe n'efface pas la transmission, mais influe directement sur les modes de transmission et de conservation.

La deuxième génération est ainsi façonnée par le comportement de ses parents, leurs traumatismes, leurs parcours, leurs silences. Modelés par l'idéal d'intégration, ces enfants grandissent dans la silenciation de leurs racines, couplée à des moqueries sur leurs origines. Dans ses écrits, Geneviève Dreyfus-Armand a rencontré des descendants qui décrivent ces comportements : « À l'école, je m'y étais beaucoup battu, non pas comme mon frère pour être le premier de la classe, mais simplement pour exister ... On m'appelait surtout l'Espingouin, et ça, je n'aimais vraiment pas. J'ai défendu mon identité française à coups de poings, de pieds, de dents »³⁹⁴. On ressent le désir profond chez ces enfants de se sentir intégrés, ce qui passe par un combat acharné face à des carcans racistes ayant la peau dure. Via les paroles de Manuel Huerta on comprend également que ce qui se passe dans les cours d'école est le reflet de ce que la société, et en l'occurrence la presse, inculque à ses enfants³⁹⁵. Ces jeunes s'étant battus pour leur propre intégration entrent ensuite progressivement dans le monde professionnel et fondent leur propre famille. Le silence est alors à son comble et le passé enseveli. Cela ne signifie pour autant pas qu'ils ignorent leur histoire, mais que l'on n'en parle pas. Il s'agit d'un savoir insu. Lorsqu'il n'est pas formulé, le traumatisme se transmet de génération en génération de manière invisible et indicible, influençant les émotions et les choix de vie des générations suivantes.

³⁹³ Émilie ABED, « Grandir sans ascendance », *Art. Cit.* ; Annette WIEWIORKA, « Le statut du témoin », *Art. Cit.*

³⁹⁴ Geneviève DREYFUS-ARMAND, *L'exil des républicains espagnols en France*, *Op. Cit.*, p.282.

³⁹⁵ Entretien avec Manuel Huerta, fils de Cayo et Manuela Huerta, en visioconférence, 05/02/2026, 02:29:11 (voir annexe 10).

Cependant, malgré ces nombreux facteurs de mise sous silence, cette mémoire gagne lentement la scène publique à partir du milieu/fin des années 1980. Une question, directement liée à la notion de régime mémoriel, se pose alors : pourquoi et comment ce réveil mémoriel à ce moment précis ? Elle engage une réflexion sur les conditions de possibilité du souvenir collectif, sur ce que Paul Ricœur appelle les configurations sociales, politiques et générationnelles qui rendent un passé dicible, audible, transmissible³⁹⁶. Ce réveil ne surgit pas de nulle part : il résulte d'une convergence de plusieurs événements et bouleversements qui se renforcent mutuellement, produisant ce que l'on pourrait qualifier de moment mémoriel pour les réfugiés espagnols engagés dans la Résistance charentaise.

Le premier facteur est d'ordre biologique et générationnel : la disparition progressive de la première génération. Cela crée une forme d'urgence mémorielle, celle de voir cette mémoire disparaître avec ses porteurs. Annette Wieviorka, dans son travail fondateur sur *L'ère du témoin*, a montré comment le témoignage direct était devenu, au tournant du XXI^e siècle, à la fois une ressource en voie d'épuisement et un objet de sacralisation sociale³⁹⁷. Et si on pourrait croire que la demande de transmission est initiée par la deuxième génération qui pose des questions, ce n'est pas totalement le cas. Ce silence, longtemps entretenu par la prudence et le désir d'intégration, commence à se fissurer face à l'imminence de la mort. Les langues des exilés de la première génération se délient enfin. Il devient impératif à leurs yeux de laisser une trace de leur histoire et de leurs combats, avant qu'il ne soit trop tard. Cela explique pourquoi José Rocabert décide de prendre la plume en 2004 à l'âge de 78 ans, de même qu'Antonio Roca alors retraité³⁹⁸. Ce phénomène n'est par ailleurs pas propre à la communauté espagnole, mais s'observe chez la plupart des anciens combattants, soldats ou résistants de la Seconde Guerre mondiale³⁹⁹. Toutefois, il revêt une dimension particulière pour les Espagnols, doublement contraints au silence, entre invisibilisation par le mythe résistancialiste et silence stratégique dans une logique d'intégration. Pour toutes ces raisons, ces hommes et ces femmes qui ont traversé les Pyrénées, vécu les camps d'internement et rejoint les maquis charentais parlent à un âge avancé. La parole tardive n'est pas

³⁹⁶ Paul RICOEUR, *Temps et récit*, *Op. Cit.*, p.131.

³⁹⁷ Annette WIEVIORKA, *L'ère du témoin*, *Op. Cit.*

³⁹⁸ AD16, 1803 W 80, Témoignage tapuscrit de José Rocabert, non daté ; AD16, 1803 W 78, Témoignage tapuscrit d'Antonio Roca, non daté.

³⁹⁹ Lisa MÉTREAU, *La transmission intrafamiliale des mémoires de la Résistance en Charente depuis 1945*, *Op. Cit.*

une capitulation devant l'oubli : c'est, au contraire, un dernier acte de résistance, une manière d'exiger que leur histoire ne soit pas engloutie avec eux.

Avec la disparition de la génération de leurs parents, les membres de la deuxième génération changent de position, passant d'héritiers passifs à acteurs de la transmission. Cette évolution n'est cependant effective qu'une fois l'arrivée à la retraite de cette dernière. Le moment de la retraite leur offre le temps nécessaire pour questionner leur propre histoire, les silences et les non-dits, temps dont ils ne disposaient pas avant face aux impératifs socio-professionnels et familiaux⁴⁰⁰. Le sociologue Jacques Commaille explique justement que la retraite constitue souvent un moment de retour aux origines, qui prend la forme d'enquêtes généalogiques, de voyages en Espagne, de fouilles dans les archives familiales voire institutionnelles⁴⁰¹. Ces descendants posent enfin les questions qu'enfants ils n'avaient pas osé poser, ou auxquelles on refusait de leur répondre. Pour celles et ceux qui se penchent sur cette histoire après la disparition de leurs parents, la découverte tardive peut générer une forme de regret de ne pas avoir demandé plus tôt. La troisième génération est quant à elle celle qui a cherché à renouer avec son passé plus qu'à œuvrer à son intégration française. C'est bien cette troisième génération, celle des petits-enfants, qui mène l'enquête, pose les questions que les parents n'osaient pas poser et transforme progressivement la mémoire privée en combat public. Nicolas Vauzelle en témoigne : « Il [José Rocabert, son grand-père] en parlait et je me suis intéressé à ce qu'il disait. C'est plutôt ça. Et donc, c'est là où quand il se rendait compte que cela m'intéressait, il m'en a parlé un peu plus. Il m'a raconté ça »⁴⁰².

La transition générationnelle n'est cependant pas le seul facteur ayant contribué à ce réveil mémoriel. La fin des délais d'indisponibilité, concernant les archives relatives à la Seconde Guerre mondiale, aux activités des services de renseignement et aux dossiers administratifs des étrangers en France, permet l'accès progressif, à partir des années 1990, à des fonds jusque-là inaccessibles. Les descendants peuvent ainsi se saisir de ces nouvelles données, bien que la présence des Espagnols ne soit que faible dans les AD16, en particulier s'agissant de leur résistance. Les informations portent essentiellement sur leur vie en tant que réfugiés, tandis que la résistance concerne davantage des Français. Plus récemment, le 30 mars 2026, l'O.F.P.R.A. a mis en ligne son fichier espagnol, contenant plus de 185 000 fiches manuscrites ou dactylographiées renseignant les

⁴⁰⁰ Entretien avec Marie Vauzelle, fille de José Rocabert, en présentiel, 03/02/2026, 01:06:43 (voir annexe 9).

⁴⁰¹ Robert BAGUET, « Les générations aînées : démission ou nouvelles missions ? », *in Op. Cit.*

⁴⁰² Entretien avec Nicolas Vauzelle, petit-fils de José Rocabert, en visioconférence, 06/02/2026, 01:02:47 (voir annexe 8).

identités de ceux qui ont fui le fascisme⁴⁰³. Il s'agit d'une véritable mine d'informations pour toute démarche généalogique ou historique. On y apprend le lieu et la date de naissance, la filiation, la profession, la date d'entrée en France, les lieux successifs de résidence, les dates de délivrance des cartes de réfugiés et des cartes nationales d'identité française. Le numéro figurant en gros caractères renvoie à un dossier plus complet non numérisé. C'est dans ce contexte d'accessibilité renouvelée qu'une nouvelle génération d'historiens émerge. Elle aborde les parts d'ombre de cette histoire via un regard plus détaché des événements que leurs aînés. Comme le soulignait Claire Andrieu, l'histoire ne s'écrit pas de la même façon en fonction des générations⁴⁰⁴. Chaque génération d'historiens porte en elle des questionnements propres à son temps et cherche à déjouer les angles morts de la précédente. Celle qui commence à travailler sur la Résistance espagnole en France dans les années 1990-2000 n'a pas nécessairement connu la guerre froide comme un carcan indépassable, ce qui lui permet d'explorer plus aisément l'engagement communiste, anarchiste ou républicain de ces Espagnols résistants.

En outre, cet essor n'est pas purement français. De l'autre côté des Pyrénées, l'historiographie espagnole a longtemps été muselée sous la coupe du franquisme et *del pacto del olvido* (le pacte de l'oubli) qui a prolongé ce silence bien au-delà de la mort de Franco. Ce n'est qu'à partir de l'an 2000 qu'une remise en question profonde du passé secoue l'Espagne autour de la guerre civile, un sujet demeuré tabou, engageant des débats inédits qui touchent non seulement l'histoire et l'historiographie, mais aussi le rôle du politique dans l'Espagne contemporaine⁴⁰⁵. Ce renouvellement historiographique s'articule autour de deux axes complémentaires. D'un côté, une réflexion sur la mémoire de la Guerre civile d'Espagne et du franquisme est portée par des historiens comme Paloma Aguilar, dont l'ouvrage *Memoria y olvido de la guerra civil española* constitue l'une des premières et des plus solides réflexions académiques sur ce problème, ou encore Alberto Reig

⁴⁰³ Julia PASCUAL, « Les archives françaises des Espagnols ayant fui la dictature de Franco diffusées en accès libre », *Le Monde*, 30/03/2026, consulté le 05/05/2026, [https://www.lemonde.fr/societe/article/2026/03/30/refugies-du-franquisme-l-ofpra-met-en-ligne-les-archives-de-son-fichier-espagnol_6675385_3224.html].

⁴⁰⁴ Intervention de Claire ANDRIEU, Séminaire *Engagement et Résistance*, Sciences Po Paris, 13/10/2025.

⁴⁰⁵ Carmen GONZÁLEZ MARTÍNEZ, « La guerrilla antifranquista. Miradas desde la historiografía y la memoria histórica viva », in Marie-Claude CHAPUT, Canela LLECHA LLOP et Odette MARTINEZ-MALER (dir.), *Escrituras de la resistencia armada al franquismo*, Nanterre, Presses universitaires de Paris Nanterre, 2017, p.49-70 ; Aitzpea LEIZAOLA, « La mémoire de la guerre civile espagnole : le poids du silence », in *Mémoires plurielles, mémoires en conflits*, Paris, Presses universitaires de France, 2007/3, n°37, 2007, p.483-491 ; Ramón VILLARES (dir.), « Mémoires en conflit à propos du passé traumatique. Péninsule ibérique », *Politika*, 17/01/2024, consulté le 04/05/2026, [<https://www.politika.io/fr/article/memoires-conflit-a-propos-du-passe-traumatique-peninsule-iberique>] ; Mercedes YUSTA RODRIGO, « Histoire et mémoire de la Guerre civile dans l'historiographie espagnole contemporaine », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°70, 2003, p. 51-58.

Tapia, dont les travaux sur la répression franquiste ont ouvert la voie dès les années 1980 avant que le sujet ne devienne plus aisément accessible⁴⁰⁶. Des historiens comme Santos Juliá, Enrique Moradiellos ou Julio Aróstegui ont également contribué à une historiographie académique solide, souvent peu connue du grand public francophone malgré sa rigueur. De l'autre côté, un chantier spécifique s'ouvre sur la résistance armée antifranquiste, longtemps absente des récits officiels. C'est autour de l'année 2001 que paraissent simultanément plusieurs ouvrages de référence sur le sujet : *Maquis. Historia de la guerrilla antifranquista* de Secundino Serrano, *La resistencia armada contra Franco* de Francisco Moreno et *Maquis y Pirineos* de Ferrán Sánchez Agustí⁴⁰⁷. Mercedes Yusta Rodrigo, spécialiste des mouvements antifranquistes des années 1940, publie quant à elle *Guerrilla y resistencia campesina. La resistencia armada contra el régimen de Franco en Aragón (1939-1952)* en 2003, ouvrage issu de sa thèse, qui s'impose comme la recherche la plus aboutie sur le sujet⁴⁰⁸. Julio Aróstegui, directeur de la chaire « Mémoire historique du XX^e siècle » à l'Université Complutense de Madrid en 2008, coordonne pour sa part le volume collectif *El último frente. La resistencia armada antifranquista en España, 1939-1952*, qui synthétise à l'échelle nationale les travaux menés région par région⁴⁰⁹. Ces publications constituent pour les descendants des guérilleros espagnols en France des outils de légitimation de leur propre mémoire familiale et participent directement au réveil mémoriel observable en Charente à la même période.

Ce renouveau de part et d'autre des Pyrénées ne peut se comprendre sans intégrer la dimension régime de visibilité, longtemps différencié selon les nationalités, pour expliquer le caractère tardif de ce réveil mémoriel. Si la mémoire des résistants espagnols a été durablement invisibilisée en France le contexte de la guerre froide y ayant puissamment contribué, le dictat de l'oubli en Espagne y a également participé. Un verrou idéologique opérait des deux côtés. En Espagne, il prenait la forme *del pacto del olvido* (le pacte de l'oubli) imposé par la transition démocratique. En France, il se traduisait par un anticommunisme ambiant qui rendait politiquement complexe la mise en lumière d'hommes et de femmes dont beaucoup étaient affiliés au P.C.E. ou à la C.N.T.

⁴⁰⁶ Paloma AGUILAR FERNANDEZ, *Memoria y olvido de la guerra civil española*, Madrid, Alianza, 2007 ; Alberto REIG TAPIA, *La Guerra Civil española, 80 años después. Un conflicto internacional y una fractura cultural*, Madrid, Tecnos, 2019.

⁴⁰⁷ Francisco MORENO, *La resistencia armada contra Franco. Tragedia del maquis y la guerrilla*, Barcelona, Crítica, 2001 ; Ferrán SÁNCHEZ AGUSTÍ, *Maquis y Pirineos : La Gran Invasión (1944-1945)*, Barcelone, Milenio, 2001 ; Secundino SERRANO, *Maquis. Historia de la guerrilla antifranquista*, Barcelona, Crítica, 2001.

⁴⁰⁸ Mercedes YUSTA RODRIGO, *Guerrilla y resistencia campesina. La resistencia armada contra el régimen de Franco en Aragón (1939-1952)*, Saragosse, Presses universitaires de Saragosse, 2003.

⁴⁰⁹ Julio ARÓSTEGUI et Jorge MARCO (dir.), *El último frente. La resistencia armada antifranquista en España, 1939-1952*, Madrid, Catarata, 2008.

C'est précisément la levée progressive de ce double verrou, avec la fin de la guerre froide à partir de 1989 d'un côté, avec les lois mémorielles espagnoles des années 2000 de l'autre, qui a rendu possible, simultanément et de manière convergente, l'essor historiographique décrit ci-dessus et le réveil mémoriel des familles espagnoles de Charente et d'ailleurs.

Il est dès lors clair qu'il existe un troisième facteur d'ordre politique, à la fois en Espagne et en France. Du côté espagnol, la mort de Franco le 20 novembre 1975 et la transition démocratique qui s'ensuit pourraient créer un espace plus enclin à la parole. Mais, ce processus chaotique est marqué par un accord tacite du silence tout au long de la transition. Les historiens espagnols parlent *del pacto del olvido* (le pacte de l'oubli). Il faut attendre les années 2000 pour que deux lois mémorielles réhabilitent officiellement les victimes du franquisme et reconnaissent le rôle des combattants républicains⁴¹⁰. La *Ley de Memoria Histórica* (loi de mémoire historique) du 26 décembre 2007, première grande loi mémorielle de l'Espagne démocratique, reconnaît les victimes de la guerre civile et du franquisme, et répare symboliquement les injustices subies via la naturalisation simplifiée pour les exilés et leurs descendants. La *Ley de Memoria Democrática* (loi de mémoire démocratique) du 19 octobre 2022 élargit ce dispositif. Ces lois ont un effet libérateur considérable sur la parole des descendants : elles légitiment la revendication mémorielle et l'inscrivent dans un cadre juridique et symbolique reconnu. Pour les familles espagnoles installées en Charente depuis les années 1940, elles signifient que la fierté peut enfin remplacer le silence et la prudence. C'est dans cet élan que s'inscrit Nicolas Vauzelle, par sa demande de naturalisation espagnole en 2022 et par la fierté qu'il éprouve quant au parcours et aux combats de son grand-père.

Côté français, la situation est plus complexe. La crise économique des années 1970, la montée du chômage et les politiques migratoires de plus en plus restrictives à partir du gouvernement Giscard d'Estaing et de la circulaire Fontanet de 1972, puis des lois Pasqua dans les années 1990, créent un climat de suspicion accrue à l'égard de l'immigration⁴¹¹. Dans le même temps, la montée en puissance du Front national, dès les années 1980, ravive des angoisses identitaires et produit une réaction-miroir : les descendants d'immigrés espagnols, menacés d'être renvoyés à leur extranéité,

⁴¹⁰ Antonio MÍGUEZ MACHO (dir.), « La loi de Mémoire Démocratique en Espagne : échos du passé pour un avenir incertain », *Politika*, 20/11/2023, consulté le 04/05/2026, [<https://www.politika.io/fr/article/loi-memoire-democratique-espagne-echos-du-passe-avenir-incertain>].

⁴¹¹ Ralph SCHOR, *Histoire de l'immigration en France de la fin du XIX^e à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1996, p.301-315.

éprouvent encore plus le besoin d'affirmer leur appartenance à la France par le biais de la mémoire résistante de leurs aïeux. La Résistance devient alors un argument identitaire, une preuve irréfutable de loyauté envers la France. Témoigner de l'engagement de son grand-père dans le maquis charentais, c'est, en un sens, répondre par l'histoire à ceux qui contestent la légitimité de leur présence dans la société française. À l'échelle hexagonale, la création du musée national de l'Histoire de l'immigration, inauguré en 2007, symbolise une reconnaissance institutionnelle tardive de la contribution des étrangers à l'histoire nationale et offre un cadre de légitimation supplémentaire aux mémoires longtemps marginalisées. Pour les Espagnols de Charente, cette reconnaissance nationale résonne avec les démarches locales de commémoration qui se multiplient dans les années 2000.

Au sein de ce tableau d'ensemble, un cas se distingue et mérite une attention particulière, tant il vient nuancer, voire contredire partiellement, le schéma du réveil mémoriel tardif : celui de José Rocabert⁴¹². Là où la grande majorité des réfugiés espagnols engagés en Résistance ont maintenu un silence stratégique jusqu'à la fin des années 1980, José parle. Et il parle tôt, longuement, sans retenue. Le tabou n'est pas, l'émotion anime, la répétition est perpétuelle. C'est une parole libérée, mais longtemps confinée au cercle privé et communautaire. En ce sens, il rejoint le schéma collectif d'une mémoire qui ne s'exprime qu'au sein d'un entre-soi et non dans la sphère publique française. Mais José Rocabert va plus loin. Son militantisme mémoriel se prolonge dans la sphère culturelle à Angoulême, où il utilise le F.I.B.D. et la Quinzaine catalane comme vecteurs de reconnaissance de l'identité républicaine et catalane en Charente. Au sein du F.I.B.D., José occupe, dès sa création en 1974 et jusqu'à son décès en 2015, le poste de directeur de la coordination pour l'Espagne. Ce rôle le place au cœur du dispositif artistique et politique. À une époque où les dessinateurs espagnols subissent encore la censure franquiste, Angoulême représente pour eux un espace de liberté d'expression et José permet cela. C'est une forme d'opposition directe au régime espagnol. Grâce à son travail acharné de mise en réseau, notamment avec l'École de dessin Joso de Barcelone, la délégation espagnole devient la plus importante délégation étrangère du festival. C'est une preuve éloquent de l'influence discrète mais décisive de cet homme dans la vie culturelle française. Cette action trouve d'ailleurs une forme de prolongement familial, puisque son petit-fils Nicolas Vauzelle reprend plus tard le flambeau au bureau du festival. Il organise une exposition

⁴¹² AD16, 1803 W 80, Témoignage tapuscrit de José Rocabert, non daté ; Entretien avec Marie Vauzelle, fille de José Rocabert, en présentiel, 03/02/2026, 01:06:43 (voir annexe 9) ; Entretien avec Nicolas Vauzelle, petit-fils de José Rocabert, en visioconférence, 06/02/2026, 01:02:47 (voir annexe 8).

autour d'un bus symbolisant le trajet des auteurs espagnols venant en France pour la bande dessinée, un geste mémoriel qui boucle, en quelque sorte, l'œuvre commencée par son grand-père.

Concernant la Quinzaine catalane d'Angoulême, il s'agit d'un événement qui vise à faire connaître la culture catalane aux habitants de la Charente. L'édition de 1979 en est l'expression la plus aboutie : expositions, conférences, spectacles de groupes folkloriques comme L'Esbart Sant Martí, inauguration en septembre d'un bas-relief en hommage au très engagé violoncelliste Pau Casals, près de l'église du Sacré-Cœur d'Angoulême. Pour financer ce projet, José Rocabert est parvenu à mobiliser des soutiens financiers auprès de la ville de Barcelone et de la généralité de Catalogne, un réseau de relations qui en dit long sur son ancrage identitaire et politique. Il fait ainsi de ces espaces culturels grand public de véritables tribunes mémorielles, transformant sa mémoire blessée en une présence concrète et revendiquée dans la vie angoumoisine, et ce jusqu'à son décès en 2015. C'est aussi quelque part un moyen de poursuivre sa lutte contre le franquisme, même après la fin de la guerre, la politique franquiste réactionnaire condamnant tout geste ou parole indépendantiste liés à la culture catalane.

Cet ancrage identitaire et politique que le temps ne semble éroder se retrouve également via son engagement au sein de l'Amicale des anciens guérilleros espagnols en France, dont sa fille conserve la carte de membre, et sa lecture assidue du journal *L'Enllaç*, rédigé en catalan encore dans les années 1980⁴¹³. Le titre du journal *L'Enllaç*, soit « le lien », est bien évidemment porteur de sens, reliant entre eux les partisans d'une même cause. José est aussi l'un des rares étrangers à avoir obtenu la carte d'ancien combattant délivrée par l'O.N.A.C.V.G. et plusieurs médailles, reconnaissance officielle de son engagement dans les rangs de la Résistance française⁴¹⁴. C'est une reconnaissance dont beaucoup d'autres Espagnols ont été privés ou qu'ils n'ont jamais réclamée.

Enfin, dans les années 2000, il rédige ses mémoires qui reposent dans le fonds du musée de la Résistance d'Angoulême aux AD16⁴¹⁵. Confier son récit de vie à une institution publique est en soi un acte mémoriel fort qui transcende le cercle familial et ancre définitivement son histoire dans le patrimoine collectif. Il n'est pas anodin que ce soit l'un des rares Espagnols ayant laissé une telle trace écrite personnelle aux AD16. José incarne ce que l'on pourrait appeler une agentivité

⁴¹³ Archives privées de Marie Vauzelle, Carte de membre de José Rocabert de l'Amicale des anciens guérilleros de France, non datée ; Archives privées de Marie Vauzelle, *L'Enllaç*, Amicale des anciens guérilleros espagnols en France, mai-juin 1989.

⁴¹⁴ Entretien avec Marie Vauzelle, fille de José Rocabert, en présentiel, 03/02/2026, 01:06:43 (voir annexe 9) ; Archives privées de Marie Vauzelle, Six médailles de José Rocabert.

⁴¹⁵ AD16, 1803 W 80, Témoignage tapuscrit de José Rocabert, non daté.

mémorielle précoce et singulière dans le paysage des réfugiés espagnols charentais. Son cas illustre parfaitement le fait que le réveil mémoriel collectif ne doit pas être pensé comme un phénomène homogène et uniforme : il y a eu des précurseurs, des voix isolées qui ont maintenu la flamme avant que le contexte ne rende la parole collectivement possible et légitime.

L'ensemble de ces événements a ainsi concouru à l'émergence de la parole des résistants espagnols et de leurs descendants. Si cette parole apparaît comme une forme de réponse au contexte tendu d'antan, c'est la fierté qui préside désormais cette transmission. Cela est encore plus vrai chez la troisième génération, comme en témoigne Nicolas Vauzelle. Plusieurs actions traduisent cette prise de parole collective et revendicatrice.

D. La réappropriation d'une fierté refoulée

Au terme de ce processus de réveil mémoriel, deux nouvelles questions se posent. Que tirent les descendants de cet héritage et qu'en font-ils ? Ils ne sont en effet pas de simples réceptacles passifs de cette mémoire familiale. Ils en sont acteurs de par leur capacité à la faire vivre et à la transmettre hors du cercle familial. En l'inscrivant dans l'espace public local, ils lui confèrent une portée collective plus large. Cette transmission prend des formes multiples et complémentaires, propres à l'échelle et à l'histoire de ces réfugiés en Charente. Mais avant d'en analyser les manifestations concrètes, il convient de s'interroger sur ce que ces démarches disent du rapport que les descendants entretiennent avec un héritage longtemps tu et/ou étouffé.

La voie orale occupe une place prépondérante dans la transmission de ce passé. Pour une mémoire qui s'est longtemps construite et perpétuée en dehors des institutions, dans le secret des cuisines et la pudeur des silences familiaux, la parole demeure le vecteur naturel et privilégié. Autrement dit, la prédominance de l'oral reflète fidèlement la trajectoire même de cette mémoire : celle d'un récit qui a dû se perpétuer hors du grand récit national, hors des manuels scolaires, et qui a naturellement privilégié les formes non écrites, moins exposées, plus protégées. Ce n'est pas un hasard ni une simple continuité culturelle, c'est le signe d'une mémoire qui a intériorisé les conditions de sa propre survie. En termes de conservation en tant que patrimoine immatériel, les AD16 ont entrepris de collecter en 2021 les témoignages de trois anciens réfugiés espagnols et de leurs descendants : Concepción Gutiérrez, Pierre Martin et Céline Brunaud Martinez. Un fonds audio a ainsi été constitué, ancrant désormais l'histoire de ces Espagnols par les Espagnols dans les



archives d'une institution publique⁴¹⁶. Cela consacre un mode de transmission et de conservation qui, pour la première fois, sort du cercle communautaire pour entrer dans le patrimoine collectif charentais. Il en va de même pour les témoins mobilisés dans le cadre du projet *Vivir para contar*, mené par la khâgne d'espagnol du lycée Guez de Balzac d'Angoulême⁴¹⁷. Le titre dit à lui seul la tension entre survie et obligation de mémoire. Les témoins étaient Pierre Martín-Iroz, Conchita Gutiérrez-Rodríguez Vega Martín et Benedicta Lahoz-Cameo. Ce projet illustre comment une initiative pédagogique locale peut devenir un acte mémoriel à part entière, croisant la transmission orale avec la formation des jeunes générations. Suivant la même logique, la participation volontaire de descendants à l'enquête orale ayant servi de fondement à ce mémoire témoigne d'une démarche délibérée de partage d'une histoire familiale, mais commune, transformant le récit privé en bien collectif. Il est d'ailleurs intéressant de relever l'étonnement de chacun et chacune des descendants rencontrés en s'apercevant que la jeune historienne qui s'intéresse à eux n'est pas d'origine espagnole. Cet étonnement n'est pas anodin, mais un révélateur inconscient du peu d'intérêt porté par la société française, pendant longtemps, à l'histoire de ces immigrés. C'est d'ailleurs un constat observé lors d'une précédente enquête orale, révélant l'absence de mention des Espagnols par les descendants de résistants charentais, qui a motivé ce mémoire⁴¹⁸. L'invisibilisation n'est donc pas seulement institutionnelle ou historiographique, elle est aussi mémorielle et sociale.

Toutefois, la transmission ne se cantonne pas à la sphère orale. Elle investit également l'espace public via des supports matériels, culturels et médiatiques qui lui confèrent une visibilité nouvelle et durable. Toute personne descendant en gare d'Angoulême n'a pu manquer l'imposant bloc de granit dit du monument des déportés, édifié en 1966 sous l'impulsion de l'Association départementale des déportés, internés et familles de disparus, accompagné de plaques de bronze portant chacune le nom d'un camp de concentration⁴¹⁹. Mais à côté, une plus petite stèle attire l'attention (fig. 9). Inaugurée en 2008 par l'Association des Espagnols de Charente, elle rend

⁴¹⁶ AD16, 1 AV 1/1, Mémoires de réfugiés espagnols, 2021.

⁴¹⁷ C.P.G.E. LITTÉRAIRE DU LYCÉE GUEZ DE BALZAC D'ANGOULÊME - KHÂGNE ESPAGNOL, *Vivir para contar. Memoria de la Retirada* [vidéo en ligne], Académie de Poitiers, 32:43, 2019, consultée le 25/03/2026, [<https://ww2.ac-poitiers.fr/espagnol/spip.php?article537>].

⁴¹⁸ Lisa MÉTREAU, *La transmission intrafamiliale des mémoires de la Résistance en Charente depuis 1945*, Op. Cit.

⁴¹⁹ S.N., « Connaissez-vous l'histoire du Monument des déportés, près de la gare d'Angoulême ? », *Sud-Ouest*, 26/04/2020, consulté le 16/04/2026, [<https://www.sudouest.fr/charente/angouleme/connaissez-vous-l-histoire-du-monument-des-deportes-pres-de-la-gare-d-angouleme-1991881.php>].

la transmission mémorielle (1945-XXI^e siècle)

hommage au convoi des 927 réfugiés espagnols déportés depuis Angoulême le 20 août 1940⁴²⁰. Plusieurs autres stèles dans l'agglomération d'Angoulême rappellent la présence des Espagnols, entre hommage pour un décès et remerciements pour l'accueil. Il n'existe en revanche rien concernant les deux camps de La Combe aux Loups et des Alliers, hormis une stèle aux Alliers posée par les descendants des nomades internés. L'ensemble de ces stèles est fleuri par l'agglomération d'Angoulême, preuve de la reconnaissance locale de l'engagement et du parcours des Espagnols. Elles matérialisent dans le paysage urbain une page de l'histoire charentaise longtemps absente de la toponymie et du patrimoine commémoratif. La stèle de la gare est par ailleurs le lieu d'une commémoration annuelle, organisée chaque 20 août en mémoire des 927 déportés par l'association des Espagnols de Charente. Elle constitue l'un des rares moments de mise en visibilité publique et collective de cette histoire dans l'espace public⁴²¹.



Fig. 9 : Stèle commémorant le départ du convoi du 20 août 1940 devant la gare d'Angoulême (source : photographie de Lisa Métreau, 31 octobre 2025, Angoulême).

À ces supports commémoratifs s'ajoutent des vecteurs culturels grand public. La bande dessinée *Les Années noires d'Angoulême*, qui consacre un passage au camp des Alliers où vivaient Espagnols et nomades, ainsi qu'au convoi des 927, permet d'atteindre des publics nouveaux, moins familiers des formes académiques de transmission, mais aussi plus jeunes⁴²². Cette publication revêt une dimension particulière dans un département où se tient chaque année le F.I.B.D.

Par ailleurs, à partir des années 2000, on observe une multiplication significative des articles de presse consacrés à ces résistants espagnols dans les titres locaux et régionaux. Cette exposition

⁴²⁰ Hélène RIETSCH, « Angoulême : le Convoi des 927 Espagnols déportés il y a 80 ans commémoré ce jeudi », *Sud-Ouest*, 19/08/2020, consulté le 16/04/2026, [<https://www.sudouest.fr/charente/angouleme/angouleme-le-convoi-des-927-espagnols-deportes-il-y-80-ans-commemore-ce-jeudi-1873582.php>].

⁴²¹ *Idem*.

⁴²² Éric WANTIEZ, FAWZI et al., *Les années noires. Angoulême 1940-1944*, Op. Cit.

médiatique accompagne et amplifie le réveil mémoriel. Elle signale que la société charentaise est désormais prête à entendre cette histoire et que les descendants trouvent dans la presse un relais supplémentaire pour faire exister publiquement une mémoire longtemps ensevelie. Ces articles touchent un lectorat large via des figures qui prennent pas à pas l'habitude de témoigner, telles que José Martin ou encore José Alcubierre⁴²³. Cet espace est investi uniquement par des hommes, ce qui souligne à nouveau l'intérêt d'une lecture genrée de ces trajectoires. Ce sont des anciens résistants armés qui prennent la parole. Ceci est révélateur de la persistance de l'invisibilisation des femmes d'une part et des formes de résistance non armée d'autre part. Cela prouve que le mythe résistancialiste continue encore de marquer les représentations sociales, mais aussi les perceptions individuelles. De fait, les entretiens menés avec des femmes ayant pratiqué la résistance civile montrent qu'elles ne se considèrent pas elles-mêmes comme résistantes⁴²⁴. Au travers du mythe persiste dès lors une hiérarchisation durable des formes d'engagement et du genre⁴²⁵. Au demeurant, cette hiérarchie se retrouve dans la bouche des descendants qui mettent plus aisément en avant la figure du père ou grand-père que celle de la mère ou grand-mère.

Par ailleurs, l'association des Espagnols de Charente joue un rôle de mémoire institutionnalisée à l'échelle locale, assurant la continuité du souvenir dans la durée. Cela se manifeste par l'organisation de commémorations, le maintien du lien entre les générations et le fait de porter les démarches de reconnaissance auprès des pouvoirs publics. Elle incarne cette capacité des descendants à diffuser une mémoire familiale et communautaire dans l'espace public suivant une logique citoyenne. La pose de la stèle devant la gare d'Angoulême en est le symbole. Nonobstant, Manuel Huerta souligne qu'au fil des générations et des métissages, de moins en moins d'Espagnols prennent part à cette association⁴²⁶.

Il existait également auparavant une amicale des anciens guérilleros espagnols en France, avec une section charentaise dont faisait partie José Rocabert. Cette amicale publiait le journal *L'Enllaç*, rédigé en catalan, témoignage d'un maintien de l'identité politique et culturelle républicaine

⁴²³ Maurice BONTINCK, « José Martin, un héros obstiné », *Charente Libre*, 28-29/08/2004, p.4 (voir annexe 6) ; Portrait de José Martin (voir annexe 7, portrait 2) ; Natacha THUILLIER, « Le 20 août 1940 partait le premier convoi de France vers le camp de Mauthausen », *Sud-Ouest*, 21/08/2012, consulté le 17/04/2026, [<https://www.sudouest.fr/charente/angouleme/les-ss-sont-venus-et-ont-ouvert-les-wagons-9092300.php>].

⁴²⁴ Lisa MÉTREAU, *La transmission intrafamiliale des mémoires de la Résistance en Charente depuis 1945*, Op. Cit.

⁴²⁵ Margaret COLLINS WEITZ, *Les combattantes de l'ombre. Histoire des femmes dans la Résistance, 1940-1945*, Paris, Albin Michel, 1996.

⁴²⁶ Entretien avec Manuel Huerta, fils de Cayo et Manuela Huerta, en visioconférence, 05/02/2026, 02:29:11 (voir annexe 10).

longtemps après la fin du conflit⁴²⁷. Cette structure n'existe plus aujourd'hui. Sa disparition dit quelque chose d'essentiel : avec la mort des derniers guérilleros, c'est une forme de mémoire militante de première main qui s'éteint, laissant aux descendants la charge de poursuivre, dans d'autres formes et avec d'autres moyens, un combat qu'ils n'ont pas vécu mais dont ils ont hérité. Le passage de l'amicale des guérilleros à l'association des Espagnols de Charente n'est pas une simple continuité institutionnelle, c'est un glissement générationnel et symbolique, du témoignage direct à la transmission mémorielle, de l'acteur à l'héritier.

Parmi toutes les formes de transmission, la démarche de témoignage devant des classes d'élèves est peut-être la plus directe et la plus incarnée. Elle fait entrer la mémoire familiale dans l'espace scolaire, la confronte à des regards non sensibilisés à cette histoire et accomplit ce passage du privé au collectif qui définit, au fond, tout acte mémoriel. Se crée alors un pont intergénérationnel et transnational, entre des adolescents charentais et une histoire espagnole qui est aussi profondément une histoire française et charentaise. Les principaux artisans de cette démarche en Charente sont Gregorio Lazaro, fils d'exilés, et Conchita Pragout Gutierrez, déportée enfant à Mauthausen⁴²⁸. Leurs interventions régulières dans les établissements scolaires constituent un acte de transmission aussi modeste dans sa forme qu'essentiel dans sa portée.

Marie Vauzelle a pour sa part porté cette transmission au sein même de son exercice professionnel. Enseignante à l'établissement régional d'enseignement adapté Les Chirons, elle a guidé ses élèves dans le Concours national de la Résistance et de la Déportation par le biais de l'histoire de son père José Rocabert. Ce faisant, elle a opéré une double transmission : celle de sa mémoire familiale et celle de l'histoire locale vers la sphère scolaire. Et ce qui fait toute la valeur historique de cette entreprise, c'est la possibilité d'observer la réception de ce récit par les élèves eux-mêmes, puisqu'en fin de fascicule réalisé à l'occasion du concours, chacun a laissé quelques mots quant à son appropriation personnelle de ce passé. La conclusion collective des élèves mérite d'être citée :

« Ces traces de la Résistance, nous saurons désormais les retrouver dans notre vie de tous les jours. Ces noms de rue, ces noms d'école, nous connaissons maintenant leur signification.

Nous pouvons mettre un visage sur leur nom. Nous sommes allés sur la stèle de Manuel

⁴²⁷ Archives privées de Marie Vauzelle, *L'enlacs*, Amicale des anciens guérilleros espagnols en France, mai-juin 1989.

⁴²⁸ M. BRAIN, « Témoignage d'une républicaine espagnole exilée en France auprès des deux classes de quatrième », *Site du collège de la Trézence de Loulay*, 23/06/2024, consulté le 16/04/2026, [<https://etab.ac-poitiers.fr/coll-loulay/spip.php?article2358>] ; S.N., « Montembœuf : Conchita Pragout Gutierrez à la rencontre des collégiens », *Charente Libre*, 05/02/2024, consulté le 16/04/2026, [<https://www.charentelibre.fr/charente/montemboeuf/montemboeuf-conchita-pragout-gutierrez-a-la-rencontre-des-collegiens-18444819.php>].

Vasquez, le copain de José. Nous avons l'impression de le connaître un peu. Notre lycée n'a pas de nom. Nous allons demander à notre directeur qu'il soit baptisé avec le nom d'un résistant »⁴²⁹.

Ce glissement de la réception passive à la demande active de reconnaissance montre exactement ce que la transmission mémorielle peut produire de plus précieux : non pas la simple répétition d'un passé, mais son appropriation vivante par ceux qui n'en ont pas été les témoins. Par ce processus, de nouvelles personnes étrangères à la communauté espagnole deviennent ainsi dépositaires de cette mémoire.

Mais au-delà du processus de transmission de récits, un autre élément, plus juridique, participe de ce phénomène, un élément qui ne concerne que les membres de cette communauté espagnole : la nationalité. Le prisme de la nationalité permet d'illustrer de manière saisissante l'évolution du rapport des exilés à leur pays d'origine et à leur pays d'accueil. La demande de nationalité n'est pas un acte purement administratif. C'est un curseur identitaire qui marque, à travers les générations, le passage de l'invisibilisation subie à la fierté retrouvée. En ce sens, elle constitue peut-être la manifestation la plus concrète et la plus lisible de la réappropriation mémorielle, car elle engage non seulement le rapport au passé, mais aussi la manière dont les descendants se projettent dans l'avenir. Une approche par l'histoire du droit est ici nécessaire pour saisir les mécanismes en jeu. Côté français, le droit du sol est réellement affirmé par la loi du 26 juin 1889. En l'espèce, un enfant né sur le sol français de deux parents espagnols obtient à sa naissance la nationalité espagnole. À sa majorité, s'il réside toujours en France, il peut automatiquement obtenir la nationalité française⁴³⁰. Côté espagnol, le droit est beaucoup plus complexe, soumis aux aléas des changements de régime. Contrairement à une croyance longtemps répandue, ce n'est pas l'exil qui entraîne la perte de nationalité ; celle-ci vient principalement de la naturalisation étrangère, ici française. Concernant les femmes uniquement, le mariage avec un étranger engendre automatiquement la perte de la nationalité espagnole jusqu'en 1978. La perte est donc souvent juridiquement volontaire, mais matériellement contrainte. Le régime franquiste, hostile à la double nationalité et faisant primer le *jus sanguinis*, organise une rupture de transmission : l'acquisition de la nationalité française entraîne automatiquement la perte de la nationalité espagnole, rendant ces

⁴²⁹ AD16, 1803 W 80, Dossier de l'E.R.E.A. pour le Concours national de la Résistance et de la Déportation, mars 2003.

⁴³⁰ « Des étrangers aux immigrés », *Musée de l'histoire de l'immigration*, consulté le 22/03/2026, [<https://www.histoire-immigration.fr/exposition-permanente/1889?utm>].

antifranquistes juridiquement étrangers à l'Espagne malgré leur origine⁴³¹. C'est dans ce cadre juridique contraignant que s'inscrit le rapport différencié des trois générations à la question nationale. Or, c'est précisément ce rapport différencié qui rend la trajectoire mémorielle lisible à travers le prisme de la nationalité.

Pour la première génération, comme José Rocabert ou Cayo Huerta, l'invisibilisation protectrice les pousse à conserver leurs papiers espagnols par fidélité politique, mais aussi parce que l'exil est longtemps perçu comme temporaire. Se faire naturaliser français pourrait être appréhendé comme une trahison, un abandon de la cause républicaine. Cayo Huerta, bien qu'intégré économiquement de par son activité de poissonnier en France, conserve son identité espagnole. Son fils Manuel indique que la démarche de naturalisation française n'était pas la priorité de son père, encore profondément marqué par son passé espagnol⁴³². D'autres franchissent le pas, mais tardivement, notamment pour ouvrir des commerces à leur nom. José Rocabert ne demande la nationalité française qu'en 1993, soit plus de cinquante ans après son arrivée en France⁴³³. Sa naturalisation est décrite par sa fille comme un acte dont il a fini par avoir besoin pour simplifier sa fin de vie, davantage que comme un désir profond d'attachement à la nationalité française. Finalement, cette première génération ne se sent ni vraiment française, ni tout à fait espagnole, errant dans une forme d'apatridie intérieure que José Rocabert évoquait lui-même⁴³⁴. Il y a donc un prix psychologique de l'exil à payer qui transparaît via la question de la nationalité.

Pour les enfants, la deuxième génération, arrivés jeunes ou nés peu après l'exil, la nationalité française est le sésame indispensable pour s'intégrer et accéder aux droits civiques français. Manuel Huerta illustre parfaitement cette trajectoire. À sa majorité, il demande la nationalité française et l'obtient immédiatement. Pour cette génération, il s'agit d'une nécessité pour faire des études, trouver un emploi, échapper au stigmate de l'étranger. La nationalité française n'est pas un acte d'adhésion identitaire profond, mais un outil d'intégration, un moyen de se fondre dans la masse que leurs parents avaient cultivé par le silence et que leurs enfants cultivent par la naturalisation.

⁴³¹ S.N., « Nationalité espagnole en vertu de la Loi sur la Mémoire Démocratique », *Ministerio de asuntos exteriores, Union europea y cooperación*, 25/08/2025, consulté le 04/05/2026, [<https://www.exteriores.gob.es/Consulados/burdeos/es/Comunicacion/Noticias/Paginas/Articulos/Nationalit%C3%A9-espagnoles-en-vertu-de-la-Loi-sur-la-M%C3%A9moire-D%C3%A9mocratique.aspx>].

⁴³² Entretien avec Manuel Huerta, fils de Cayo et Manuela Huerta, en visioconférence, 05/02/2026, 02:29:11 (voir annexe 10).

⁴³³ Entretien avec Marie Vauzelle, fille de José Rocabert, en présentiel, 03/02/2026, 01:06:43 (voir annexe 9).

⁴³⁴ *Idem*.

C'est avec les petits-enfants, la troisième génération, que la nationalité change radicalement de sens. Elle n'est plus un outil d'intégration en France, mais un acte de réparation mémorielle. On passe d'une nationalité française de nécessité à une nationalité espagnole de cœur et de reconnaissance. Ce basculement est rendu possible par les lois mémorielles espagnoles⁴³⁵. La *Ley de Memoria Histórica* du 26 décembre 2007 dispose en effet de la création d'un droit d'option à la nationalité espagnole au profit des enfants et petits-enfants d'exilés espagnols. Le droit d'option est la possibilité de devenir volontairement ressortissant d'un État par une déclaration, sans passer par une naturalisation classique. Il s'agit d'une forme de citoyenneté réparatrice et de reconnaissance juridique de l'injustice de l'exil forcé. La *Ley de Memoria Democrática* du 19 octobre 2022 élargit ce dispositif aux descendants d'Espagnols ayant perdu leur nationalité à cause de l'exil, aux enfants de femmes espagnoles ayant perdu leur nationalité avant 1978, ainsi qu'aux descendants de personnes ayant déjà récupéré la nationalité via la loi de 2007. Plus d'un million de demandes ont été enregistrées à la suite de cette loi⁴³⁶. Cet afflux massif peut être lu comme un retour symbolique aux racines, une revanche collective sur des droits confisqués.

Derrière cette démarche juridique, une démarche symbolique se dessine. Nicolas Vauzelle, petit-fils de José Rocabert, explique qu'enfant, il a été moqué pour ses traits espagnols⁴³⁷. Demander la nationalité espagnole est aujourd'hui pour lui une manière de transformer ce vieux stigmate en fierté revendiquée. C'est un symbole fort pour honorer à la fois le combat résistant de son grand-père et le parcours de ceux qui furent discriminés comme indésirables à leur arrivée en France. Plus encore, Nicolas a transmis cette nationalité à son fils adopté en Haïti. Ce geste mérite qu'on s'y arrête. Il signifie que les racines peuvent être plurielles, mais également choisies. La nationalité

⁴³⁵ Loi 52/2007 du 26 décembre 2007 de reconnaissance et d'extension des droits et de rétablissement des moyens en faveur de ceux qui ont souffert de persécution ou de violence durant la Guerre civile et la dictature, [<https://www.boe.es/boe/dias/2007/12/27/pdfs/A53410-53416.pdf>] ; Loi 20/2022 du 19 octobre 2022 sur la mémoire démocratique et l'Instruction du 25 octobre 2022 de la Direction générale de la Sécurité juridique et de la Foi publique sur le droit d'opter pour la nationalité espagnole [<https://www.boe.es/boe/dias/2022/10/26/pdfs/BOE-A-2022-17470.pdf>].

⁴³⁶ Cristian CARABELLO, « Consulats saturés : des millions de descendants d'exilés demandent la nationalité espagnole », *Euronews*, 02/12/2025, consulté le 04/05/2026, [<https://fr.euronews.com/2025/12/02/consulats-satures-des-millions-de-descendants-dexiles-demandent-la-nationalite-espagnole>] ; Paul PIERROUX-TARANTO, « Nationalité espagnole : la ruée mondiale qui déborde les consulats », *Le Petit journal*, 12/12/2025, consulté le 04/05/2026, [<https://lepetitjournal.com/madrid/comprendre-espagne/nationalite-espagnole-ruée-mondiale-consulats-428976>] ; S.N., « Nationalité espagnole en vertu de la Loi sur la Mémoire Démocratique », *Ministerio de asuntos exteriores, Union europea y cooperacion*, 25/08/2025, consulté le 04/05/2026, [<https://www.exteriores.gob.es/Consulados/burdeos/es/Comunicacion/Noticias/Paginas/Articulos/Nationalit%C3%A9-espagnole-en-vertu-de-la-Loi-sur-la-M%C3%A9moire-D%C3%A9mocratique.aspx>].

⁴³⁷ Entretien avec Nicolas Vauzelle, petit-fils de José Rocabert, en visioconférence, 06/02/2026, 01:02:47 (voir annexe 8).

espagnole n'est plus ici le marqueur d'une appartenance ethnique ou territoriale. Elle est le vecteur d'une identité transnationale construite, héritée et transmise par-delà les frontières et les générations, qui n'est pas uniquement liée au lieu où l'on grandit ni à celui d'où l'on vient. En ce sens, le geste de Nicolas dépasse la simple réparation mémorielle pour rejoindre une conception ouverte et délibérément choisie de l'appartenance. Par cette entreprise, ces descendants d'exilés poursuivent, sans toujours l'énoncer clairement, le combat de leurs ancêtres antifranquistes, un combat de résistance qu'ils conjuguent aujourd'hui encore au présent, dans des formes que leurs grands-parents n'auraient peut-être pas reconnues, mais dont ils auraient certainement compris l'esprit.

Plusieurs logiques se dégagent de l'ensemble de ces démarches. La première est une mission de vigilance. La transmission est vécue comme un rempart contre l'oubli et contre la répétition de l'histoire : rendre les sacrifices des aïeux non vains, leur conférer une portée qui dépasse le cercle familial, dans un contexte contemporain de montée des extrêmes qui rend la leçon encore plus urgente à leurs yeux. Cette dimension de passeurs de mémoire s'accompagne souvent d'un engagement concret dans les associations mémorielles locales, dans des projets pédagogiques avec les établissements scolaires, dans la participation aux commémorations, comme le montre l'engagement de Gregorio Lazaro. Elle est indissociable d'un sentiment de responsabilité à l'égard des générations futures, avec la conviction que cette histoire, si elle n'est pas transmise, mourra définitivement avec ceux qui la portent encore.

La deuxième logique est celle d'une « petite revanche », pour reprendre l'expression employée par certains descendants eux-mêmes. Témoigner, c'est rendre justice à ceux qui ont été contraints au silence par le mythe résistancialiste, par l'objectif d'intégration, ou par la répression franquiste qui avait fait de leur engagement en France un motif de persécution supplémentaire pour leurs proches restés en Espagne. Ce geste de réparation symbolique s'accompagne souvent, sur le plan personnel, d'une reconquête de ses racines et de son identité. De nombreux descendants décrivent le passage du silence ou de l'indifférence de l'enfance à une fierté revendiquée à l'âge adulte quant à cette mémoire familiale. Le témoignage de Nicolas Vauzelle illustre parfaitement ce renversement. Il fait aujourd'hui de la mémoire de son grand-père résistant un prisme au travers duquel

appréhender la vie. Il use de cette dernière comme ressource dans son travail d'enseignant face à des situations similaires⁴³⁸.

Mais cette logique de réparation connaît aussi ses limites et ses tensions, que le témoignage de Manuel Huerta vient éclairer avec une acuité particulière. Lorsqu'Anne Hidalgo, maire de Paris, descendante de républicains espagnols, invite le roi d'Espagne Felipe VI pour l'inauguration à Paris d'un parc dédié aux guérilleros espagnols, la colère de Manuel est immédiate et profonde :

« Mais comment Anne Hidalgo, maire de Paris, a-t-elle accepté d'inaugurer, aux côtés de Monsieur Felipe, le jardin des combattants de la *Nueve* qui ont lutté contre le fascisme ? Il a succédé à son père Juan Carlos qui, lui, avait été mis en place par le dictateur Franco ! »⁴³⁹

Ce geste, d'apparence bien intentionné dans sa forme, est vécu par Manuel comme une trahison et un contresens historique. Honorer les guérilleros républicains, ces hommes qui ont combattu la monarchie autant que le fascisme, en invitant le représentant de la couronne espagnole, c'est instrumentaliser leur mémoire au profit d'une réconciliation diplomatique. Manuel y voit une « récupération politique »⁴⁴⁰. Cette colère est loin d'être futile. Elle dit les limites de la récupération institutionnelle de la mémoire, le risque que la visibilité tardive accordée à ces combattants ne se fasse au prix d'un lissage de leur engagement politique. Manuel a en conséquence écrit à la maire de Paris pour comprendre et aussi parce que « c'est l'histoire de mon père et de ma famille. Il faut que les générations à venir sachent car, après moi, qui pourra raconter le combat des républicains contre le fascisme ? »⁴⁴¹ Cette intervention rappelle ainsi que la mémoire n'est pas un bien neutre que les institutions peuvent s'approprier sans violence symbolique et que les descendants, premiers gardiens de cette mémoire, en sont aussi les premiers juges. Finalement, cet épisode traduit une mutation des sociétés contemporaines où la mémoire devient un outil de réparation et de régulation sociale, selon Sébastien Ledoux⁴⁴².

En dépassant le cadre du désir de transmettre, de rétablir une vérité, que son histoire ne soit pas oubliée, ces pratiques de transmission disent quelque chose de la position de sénior. Robert Baguet évoque une mission des aînés de transmettre le passé : « transmettre ce n'est pas pour survivre tel

⁴³⁸ *Idem*.

⁴³⁹ Yannick PICARD, « Manuel Huerta écrit au maire de Paris », *Sud-Ouest*, 16/06/2015, consulté le 10/02/2026, [<https://www.sudouest.fr/charente-maritime/marsilly/manuel-huerta-ecrit-au-maire-de-paris-7752405.php>].

⁴⁴⁰ *Idem*.

⁴⁴¹ *Idem*.

⁴⁴² Sébastien LEDOUX, *Histoire et mémoire(s), Art. Cit.*



que je suis ou pour me prolonger, c'est pour permettre à celui qui recevra d'être encore plus homme que moi »⁴⁴³. Autrement dit, cette transmission du passé est « [...] une fonction essentielle car c'est le passé qui donne identité et appartenance et reconnaissance, au moment où beaucoup de gens sont tout à fait "paumés", même dans la famille »⁴⁴⁴.

Ce réveil mémoriel, dans toute sa complexité, n'est donc ni spontané ni homogène. Il résulte d'une convergence exceptionnelle entre une urgence biologique, un déverrouillage archivistique, une transformation du paysage politique national et international et une demande sociale nouvelle portée par des descendants en quête d'identité. Il appartient à l'historien d'en démêler les fils sans en réduire la richesse et d'entendre, dans ces voix qui se lèvent enfin, non pas seulement le passé qu'elles portent, mais le présent depuis lequel elles parlent.

⁴⁴³ Robert BAGUET, « Les générations aînées : démission ou nouvelles missions ? », *in Op. Cit.*

⁴⁴⁴ *Idem.*

CONCLUSION

José Rocabert, Pilar Claver, Francisco López Navarro, des noms, des hommes, des femmes, des réfugiés, mais au-delà, ils sont celles et ceux pour qui l'exil n'a pas constitué une rupture, mais une continuité de lutte. Ce mémoire s'est donné pour ambition de reconstituer, à l'échelle du département charentais, la trajectoire de ces hommes et de ces femmes espagnols que l'histoire officielle a longtemps refusé de voir et que la mémoire a longuement refoulée.

Exilés en 1939 à la suite de la victoire franquiste, internés comme indésirables, engagés en Résistance pendant l'Occupation, puis silencieux après la guerre pour mieux s'intégrer, les réfugiés espagnols de Charente ont traversé près d'un demi-siècle marqué par l'effacement et la marginalisation. Lentement réhabilités de la fin des années 1980 au début des années 2000, ils constituent aujourd'hui un observatoire singulier de l'invisibilisation, de ses mécanismes et de ses fragilités.

Ce travail croise histoire de la *Retirada*, de la Seconde Guerre mondiale, des migrations, de la mémoire, ainsi qu'une approche pluridisciplinaire. Il s'est efforcé de répondre à une question centrale : comment peuvent-ils successivement avoir été des acteurs essentiels de la lutte contre l'occupant et victimes d'un processus d'invisibilisation historique et mémoriel ?

Répondre à ce questionnement nécessite de s'intéresser au double processus que cache l'invisibilisation, entre une discrétion subie et une discrétion réappropriée.

L'invisibilisation subie est avant tout institutionnelle et historiographique. Contrairement à une idée reçue, ce processus prend racine dès l'entrée en résistance et n'attend pas l'après-guerre. La subordination des résistants espagnols aux maquis français empêche leur autonomisation. Cela participe en conséquence de leur invisibilisation, point sur lequel les rédacteurs de l'historique et ordre de bataille de la 24^e brigade de guérilleros espagnols tentent de revenir⁴⁴⁵. Rouges aux yeux de l'administration, suspects aux yeux de l'occupant, indésirables aux yeux de la population locale, ces derniers voient la reconnaissance de leur engagement entravée. Le mythe résistancialiste, tel qu'analysé par Henry Roussio, a ensuite organisé dès 1945 un récit national excluant les étrangers et les résistants non armés de la figure du héros patriote⁴⁴⁶. Cela constitue le fondement de leur

⁴⁴⁵ AN, 72/AJ/107, Historique et ordre de bataille du groupe F.F.I. espagnol en Charente (communiqué par Roger Beillard) | 1946 (voir annexe 4).

⁴⁴⁶ Henry ROUSSIO, *Le syndrome de Vichy (1944-1987)*, Op. Cit.



absence de visibilité mémorielle. En Charente, un seul ouvrage, celui d'Alain Léger, et quelques lignes de la plume de Guy Hontarrède composent l'essentiel de la littérature consacrée aux parcours de ces Espagnols durant la Seconde Guerre mondiale⁴⁴⁷. Le présent mémoire est le premier travail universitaire à cette échelle départementale et sur ce sujet spécifique, cherchant à combler en partie une lacune historiographique.

L'invisibilisation réappropriée est, quant à elle, le résultat d'une stratégie d'adaptation des Espagnols à leur environnement. Ici à nouveau, ce processus prend forme dès les débuts de l'Occupation. Le convoi des 927 en constitue le moment fondateur, poussant chacun et chacune à se faire discret pour éviter d'être la prochaine victime. Ainsi, face à la suspicion permanente et à la nécessité de s'intégrer, nombre de réfugiés cultivent cet effacement comme condition de leur survie. Ces choix : se fondre dans la masse, ne pas faire parler de soi, taire son passé de combattant, se prolongent dans l'après-guerre lorsque le non-retour en Espagne est acté. Cette invisibilisation n'est donc pas uniquement subie, ni directement voulue, mais réappropriée. Seul le cas de José Rocabert semble faire exception. Toutefois, lorsqu'il s'agit de transmission mémorielle, lui comme tous les autres Espagnols de Charente préfèrent une transmission familiale, voire communautaire. Comme démontré dans un précédent mémoire, étudier la transmission intrafamiliale révèle des mécanismes de protection et de traumatismes transmis via des silences porteurs de sens⁴⁴⁸.

Ce paradoxe fondateur traverse l'ensemble de ce mémoire et en constitue le fil rouge. À partir de ce constat, la démarche de recherche adoptée a permis de dégager plusieurs apports au sein de cette étude.

Le premier tient à l'application de la grille des régimes de visibilité proposée par Claire Andrieu à un cas d'étude local⁴⁴⁹. Partant de là, il est possible de montrer que l'invisibilisation des Espagnols résistants n'est pas un phénomène figé, mais un mouvement de balancier, soumis aux évolutions politiques, historiographiques, mémorielles et générationnelles. Les trois phases de visibilité énoncées trouvent ici un écho particulier, du mythe résistancialiste, au long silence, avant un lent retour commémoratif à partir des années 2000 surtout. En appliquant ce cadre au cas des Espagnols, on mesure à quel point leur invisibilisation a été dédoublée. Il convient en effet de prendre en compte l'aspect transnational de ce sujet et l'évolution à deux vitesses des régimes de visibilité

⁴⁴⁷ Guy HONTARRÈDE, *Ami, entends-tu ? L'Occupation et la Résistance en Charente*, Op. Cit. ; Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, Op. Cit.

⁴⁴⁸ Lisa MÉTREAU, *La transmission intrafamiliale des mémoires de la Résistance en Charente depuis 1945*, Op. Cit.

⁴⁴⁹ Claire ANDRIEU, « Les régimes de visibilité de la Résistance », Art. Cit.

s'appliquant à ces réfugiés et à leurs descendants. Exclue du récit national français, ils l'étaient également côté espagnol sous l'influence *del pacto del olvido*. Ce verrou bilatéral explique le caractère particulièrement tardif de leur réhabilitation.

Ce mémoire met par ailleurs en avant des formes de résistance non-armées, longtemps marginalisées, mais surtout marquées par une position d'infériorité à l'égard de la résistance armée, à l'échelle de la Charente. Il est question des résistances civile, humanitaire et de solidarité. Il n'existe aucune étude locale concrète rédigée, spécifiquement dédiée à ces formes d'opposition. Les résistances civile et de solidarité ont pourtant constitué des pratiques résistantes tout aussi déterminantes que la guérilla armée. Mettre en lumière ces actes infra-politiques, au sens où l'entend James C. Scott, revient à restituer toute l'étendue de l'agentivité de ces réfugiés, mais aussi des résistants et résistantes⁴⁵⁰. Dès les camps d'internement, ils ne sont pas des sujets passifs : ils agissent, contournent, s'organisent, luttent. Cette capacité d'agir dans l'ombre pour influencer sur son propre destin caractérise chacun et chacune de ces engagés. S'intéresser à ces pratiques de la résistance révèle l'empreinte encore influente du mythe résistancialiste face à des individus qui, n'ayant pas pris les armes mais ayant agi dans l'ombre, ne se sont jamais considérés comme résistants ou résistantes. Ils ne sont pourtant pas des auxiliaires des résistants armés, mais des hommes et des femmes, résistants à part entière.

Via l'interrogation du genre et de l'âge, cette étude verse dans l'intersectionnalité. En plaçant délibérément les femmes et les jeunes au cœur de l'analyse, il met en lumière des formes d'invisibilisation qui s'additionnent : étrangères, femmes et rouges. Certaines figurent cumulent des stigmates qui les maintiennent aux marges des structures d'époque et des représentations mémorielles dominantes. Le parcours de Pilar Claver en est emblématique. Reléguée par les stéréotypes de genre au rang de figure passive, elle retourne ces représentations à son avantage, pour démoraliser, saboter, renseigner et aider. Les plus jeunes connaissent une dynamique similaire. Sous-estimés en raison de leur âge, ils tirent parti de cette invisibilité. L'engagement de José Rocabert en témoigne, lui qui franchissait la ligne de démarcation en tant que facteur du groupe Ricco sans éveiller les soupçons. Ces trajectoires battent en brèche toute hiérarchie des engagements. Les formes d'action qui s'écartent du combat armé ne sont pas mineures, mais pleinement constitutives de la Résistance. Ainsi, la Résistance ne se définit ni par la nationalité ni

⁴⁵⁰ James C. SCOTT, « Infra-politique des groupes subalternes », *Art. Cit.*



par le degré d'exposition au danger, mais par la volonté de faire front, dans la mesure de ce que chacun et chacune peut accomplir.

En outre, à ce qui a déjà été établi sur l'histoire du convoi des 927, vient ici s'ajouter une dimension supplémentaire. Ce convoi du 20 août 1940, au-delà d'être un drame, est un catalyseur d'un changement de comportement d'une partie de la communauté espagnole de Charente. Ceux qui en réchappent comprennent que fuir est vain et que résister est la seule réponse possible. Notons toutefois qu'une autre partie de la communauté opte pour une position attentiste. Cet épisode participe par ailleurs de la mise sous silence : les survivants savent désormais à quoi ils s'exposent et le silence devient stratégique, telle une condition de survie, puis aussi de réussite de leurs actes de résistance. Analyser la double conséquence de ce convoi de déportés sur la communauté hispanique comme moteur de résistance et origine du silence protecteur est peut-être l'une des contributions les plus originales de ce mémoire. Il n'est en effet pas possible d'étudier la résistance des Espagnols en Charente sans évoquer le convoi des 927.

Sur le plan méthodologique, cet écrit ne s'inscrit pas directement dans « l'ère du témoin » théorisée par Annette Wieviorka, puisque les personnes interrogées sont des descendants et non pas les témoins directs des deux conflits évoqués⁴⁵¹. On pourrait parler de l'ère de la post-mémoire selon la définition proposée par Marianne Hirsch⁴⁵². Or, ils sont en même temps les témoins de la manière dont ces mémoires se sont transmises ou ont été tues. Cela invite à interroger la notion même de témoin et à envisager une figure intermédiaire à ces deux notions : celle du témoin de la transmission. Également, la démarche de recueil de témoignages participe à la constitution d'archives orales sur une mémoire fragile et encore peu visible. Ces entretiens ne constituent pas un simple complément aux sources écrites, puisqu'ils disent quelque chose que les archives administratives et policières ne peuvent pas dire. Ils donnent à entendre les silences, les non-dits, la plasticité mémorielle, l'émotion attachée au souvenir. La comparaison entre le témoignage tapuscrit de José Rocabert, les souvenirs de sa fille Marie et ceux de son petit-fils Nicolas forment ainsi un matériau analytique précieux. Il s'agit bien d'une source à part entière et non pas secondaire. De plus, ce genre de matériaux, couplé à la nature de cette étude, invite à verser dans la pluridisciplinarité. S'il semble ici être uniquement question de psychologie et non plus d'histoire, ce n'est en réalité pas le cas. La réflexion tenue tout au long de ce mémoire veut montrer

⁴⁵¹ Annette WIEVIORKA, *L'ère du témoin*, Op. Cit.

⁴⁵² Marianne HIRSH, *The Generation of Postmemory: Writing and Visual Culture After the Holocaust*, Op. Cit.

que l'étude de ces questions nouvelles va de pair avec une évolution de la pratique historique à présent décloisonnée. Comment étudier l'invisibilisation sans la sociologie, la reconnaissance juridique sans le droit ou la transmission intrafamiliale et ses silences sans la psychologie ?

Ces apports ne peuvent en outre être dissociés d'une réflexion sur la posture d'historienne que ce mémoire prend le parti d'assumer explicitement. Interroger son propre positionnement en tant que collectrice de témoignages, jeune femme, étudiante, non Espagnole, est une nécessité épistémologique. Il est essentiel de se situer par rapport à son sujet et plus précisément par rapport à l'enquête orale menée. De fait, la posture de la collectrice influe nécessairement sur la parole livrée par le témoin. L'étonnement des descendants face à une interlocutrice extérieure à leur communauté dit quelque chose du peu de place que la société française a longtemps accordé à leur histoire. Mais, cette extériorité peut aussi présenter des avantages en ce qu'elle favorise chez certains une parole plus libre, moins soucieuse des tensions communautaires internes. Le rapport au témoin oblige en outre l'historienne à maintenir une posture de neutralité, au service d'une démonstration et d'un récit proprement historiques. À mon sens, reconnaître cela est loin d'affaiblir la démarche historique adoptée, mais constitue au contraire une condition de rigueur.

Sans verser dans un paradigme victimaire, ce mémoire offre une nouvelle opportunité de visibilité de cette histoire et s'inscrit pleinement dans la phase de réveil et même de développement mémoriel. Cet écrit devient à son tour un objet de transmission en ce qu'il véhicule le parcours et la mémoire de cette diaspora espagnole aussi bien dans que hors de ladite communauté.

Enfin, il serait réducteur de clore ce travail sur ses apports sans en mesurer les limites. Les sources des AD16, certes riches pour les années de l'internement et du contrôle préfectoral, demeurent lacunaires concernant la résistance des Espagnols et la reconnaissance après-guerre. Les archives relatives aux dossiers individuels d'Espagnols employés à la fonderie de Ruelle et à la poudrerie d'Angoulême, entreposées dans des fonds militaires, n'ont pu être consultées en raison d'un défaut d'accès. Les témoignages oraux sont quant à eux tributaires de reconstructions mémorielles certes, mais c'est aussi et justement ces reconstructions qui permettent de comprendre la manière dont ces mémoires se sont transmises. Elles ne sont donc pas tant un biais qu'une source d'informations. En ce sens, il serait erroné de croire que les descendants, héritiers de ces mémoires, n'ont plus rien à apporter. Ils n'ont pas vécu et vu de leurs propres yeux ces événements, mais ils sont celles et ceux qui éprouvent le processus de transmission mémorielle. Il aurait par ailleurs été bienvenu d'accueillir un échantillon de témoins plus large quantitativement et plus divers, c'est-

à-dire incluant davantage de femmes, de profils générationnels variés ou de territoires différents au sein même de la Charente.

Ces limites ouvrent naturellement des perspectives de recherche. La plus évidente, allant de pair avec un élargissement de l'échantillonnage, consisterait à étendre l'échelle géographique au Sud-Ouest dans son entièreté. Une telle extension permettrait d'examiner dans quelle mesure les dynamiques observées en Charente sont spécifiques ou non à ce territoire. Une autre perspective serait d'analyser plus finement la dimension transnationale de ces mémoires, en croisant les sources françaises, avec les archives espagnoles, mais également catalanes, qui commencent à s'ouvrir plus largement depuis la loi mémorielle de 2022. L'entreprise de numérisation de fiches sur les réfugiés espagnols par l'O.F.P.R.A. concoure grandement à cette démarche et offre parallèlement un champ prosopographique considérable que l'histoire sociale n'a pas encore pleinement exploité. Il serait également fécond de poursuivre l'analyse de la transmission intrafamiliale au fil des générations, en intégrant des familles dont la mémoire s'est (re)construite dans un silence total, sans vecteur associatif ou commémoratif. Ces parcours silencieux, précisément parce qu'ils ne laissent guère de traces, constituent assurément un des défis historiographiques les plus exigeants.

Au-delà de la seule histoire des Espagnols de Charente, ce mémoire invite à une réflexion plus large sur la place des étrangers dans la Résistance française, et, plus encore, dans l'histoire de France. Cela interroge les conditions rendant une mémoire audible ou indécidable. À l'heure où la panthéonisation des époux Manouchian (2024) a symboliquement consacré la contribution étrangère à la résistance française, la question de leur invisibilisation n'est pas close. Elle résonne au contraire avec une acuité particulière dans un contexte contemporain où les questions d'immigration, d'identité nationale et de reconnaissance mémorielle continuent de structurer les débats politiques et sociaux.

Qualifiés d'indésirables à leur arrivée, résistants dans l'ombre pendant la guerre, invisibles dans la mémoire officielle après la Libération, les Espagnols de Charente auront traversé toutes les formes du silence. Pourtant, l'histoire retiendra peut-être cette ironie fondamentale : celles et ceux que la France désigna comme ses indésirables furent aussi celles et ceux qui choisirent, sans y être contraints, de se battre pour elle et à travers elle, pour une liberté qui dépasse les frontières.

SOURCES

A. Archives nationales

- 72/AJ/107, Historique et ordre de bataille du groupe F.F.I. espagnol en Charente (communiqué par Roger Beillard) | 1946 (voir annexe 4).
- F/7/16705, Circulaire du ministère de l'Intérieur n°497.
- NN/385/66, « "Carte de la Résistance dans la Charente. 1940-1944". Roger Beillard correspondant du Comité d'histoire de la 2^e Guerre mondiale », 1955-1965.
- NN/385/75, « "Internés, déportés, fusillés, victimes civiles de la Charente". Pierre Clerfeuille, correspondant du Comité d'histoire de la 2^e Guerre mondiale », 1955-1965.

B. Service historique de la Défense

- GR 16 P, Liste nominative des dossiers individuels du bureau Résistance, consultée le 20/04/2026, [<https://www.servicehistorique.sga.defense.gouv.fr/ark/42089>].

C. Archives départementales de la Charente

- 1 AV 1/1, Mémoires de réfugiés espagnols | 2021.
- 1 M 229, Octobre 1937 - mai 1939 | 1937-1939.
- 1 M 236, États, autorisations de séjour, avec passeports sanitaires ; rapatriements ; plaintes. Décembre 1936 - 1937 | 1936-1937.
- 1 M 237, *Reconquesta* (Reconquête), Hebdomadaire pour la démocratie. Année 1, n°6, 6 juillet 1939. Journal en Français et Espagnol | 1939.
- 1 M 237 bis, Correspondances et rapports : embauche de main-d'œuvre, service sanitaire, scolarisation des enfants, ravitaillement ; rapports et secours : brigades internationales, dont Français et Autrichiens (1938, 1939 - 1940) | 1939-1940.
- 1 M 238, Demandes de regroupement des familles (correspondance en français, espagnol et catalan), ex-miliciens, centre d'hébergement de Ruelle et camp des Alliers, main-d'œuvre, relevés numériques des professions exercées | 1939-1940.
- 4 M 133, Espagnols A-Z | 1937-1940.
- 4 M 161, Diverses localités de Charente | 1939-1940.
- 6 M 328, Recensement de population de Ruelle de 1936.
- 1 PER 56-379, Richard Tallet, « La mémoire vivante d'un résistant », *Charente Libre*, 19/07/2004, p.3.
- 1 PER 56-380, Maurice Bontinck, « José Martin, un héros obstiné », *Charente libre*, 28-29/08/2004, p.4 (voir annexe 6).
- 1 W 120, Affrontements armés entre résistants et troupes d'occupation | 1944.
- 1 W 178, Espagnols soupçonnés d'être communistes, surveillance de suspects, enquêtes et répression | 1941-1944.
- 1 W 374, Partis et personnalités politiques, surveillance et renseignement | 1944-1947.
- 1 W 397, Surveillance des publications traitant de la Résistance | 1946.
- 1803 W 78, Bureau social des associations. Enquête et bons distribués | 1946.



- 1803 W 80, Résistance espagnole, musée de la Résistance d'Angoulême.
- 1955 W 41, Associations d'anciens résistants.

D. Archives municipales d'Angoulême

- 2 S 464, Libération d'Angoulême, *Souvenirs « Vert de gris »*, recueil des mémoires de Pierre Laurier (résistant français) | 2014.

E. Archives municipales de Cognac

- 5 Fi 16, Réfugiés espagnols, Mlle. Gadolet, 25 septembre 1936 | 1936.
- 5 Fi 181, Fête du 14 juillet au stade municipal : cercles d'enfants, réfugiés espagnols, Monsieur le Maire Paul Firino Martell, Cognac 14 juillet 1939 | 1939.
- 5 Fi 198, Réfugiés espagnols, équipes de football : les vétérans et les employés de banques, Jazz place François 1^{er}, Cognac 21 février 1939 | 1939.

F. Sources orales

- Entretien avec Bruno Foucaud, cousin germain éloigné au 1^{er} degré du résistant fusillé René Michel, en visioconférence, 16/12/2024, 01:30:33.
- Entretien avec Marie Vauzelle, fille de José Rocabert, en présentiel, 03/02/2026, 01:06:43 (entièrement retranscrit en annexe 9).
- Entretien avec Manuel Huerta, fils de Cayo et Manuela Huerta, en visioconférence, 05/02/2026, 02:29:11 (entièrement retranscrit en annexe 10).
- Entretien avec Nicolas Vauzelle, petit-fils de José Rocabert, en visioconférence, 06/02/2026, 01:02:47 (entièrement retranscrit en annexe 8).
- 17 entretiens avec des descendants de résistants charentais recueillis dans le cadre du mémoire : Lisa MÉTREAU, *La transmission intrafamiliale des mémoires de la Résistance en Charente depuis 1945*, mémoire d'histoire, dir. Yves Denéchère, Université d'Angers, 2025.

G. Archives familiales de Marie Vauzelle

- Article : S.N., « Partit socialista Francès. Josep Rocabert, secretari del Partit socialista Francès i representant a Espanya », *Informacio socialista*, n°19, non daté.
- Courriers et documents retraçant l'activité politique avec l'Espagne de José Rocabert, certains datent de 1979.
- Document d'indemnisation par l'administration allemande dans le cadre des réparations et secours financiers aux victimes non juives de persécutions indemnisant José Rocabert de 5000 Deutsch marks, 29/11/1988.
- Dossier de José Rocabert, membre de la Fédération nationale des combattants républicains.
- Dossier sur la diffusion de la culture catalane à Angoulême.



- Dossier de Josep Rocabert, secretari partit socialista francès.
- Fascicule du F.I.B.D. de 1989 sur la BD Espagnole.
- Journal *Alianrae. Portavoz de la Juventud Combatiente*, 1^{er} septembre 1944.
- Journal de l'Amicale des anciens guérilleros espagnols de France : *L'Enllaç*, mai-juin 1989.
- Photos d'hommage au convoi des 927 à Angoulême le 19 janvier 2008.
- Questionnaire du musée de la Résistance d'Angoulême rempli par José Rocabert sur son expérience de résistant.
- Six médailles à la suite de l'engagement durant la Seconde Guerre mondiale de José Rocabert.

H. Articles en ligne de *Charente Libre*

- Céline AUCHER, « La Combe-aux-Loups, une mémoire espagnole », *Charente Libre*, 09/04/2015, [[La Combe-aux-Loups, une mémoire espagnole - Charente Libre.fr](https://www.charentelibre.fr/la-combe-aux-loups-une-memoire-espagnole)].
- Jean-Pierre CHAMPAGNE, « La Couronne honore la mémoire des combattants républicains espagnols », *Charente Libre*, 08/04/2019, [[La Couronne honore la mémoire des combattants républicains espagnols - Charente Libre.fr](https://www.charentelibre.fr/la-couronne-honore-la-memoire-des-combattants-republicains-espagnols)].
- Gwendal LAGIER, « La déportation des 927 républicains espagnols depuis Angoulême racontée dans un livre », *Charente Libre*, 15/08/2025, [<https://www.charentelibre.fr/societe/la-deportation-des-927-republicains-espagnols-depuis-angouleme-racontee-dans-un-livre-25563595.php>].
- Jean LASAIRES, « Ruelle une semaine espagnole pour lutter contre l'oubli », *Charente Libre*, 28/03/2019, [<https://www.charentelibre.fr/charente/ruelle-sur-touvre/ruelle-une-semaine-espagnole-pour-lutter-contre-l-oubli-6041485.php>].
- S.N., « Les descendants de réfugiés espagnols planchent devant les lycéens », *Charente Libre*, 13/11/2019, [<https://www.charentelibre.fr/charente/confolens/les-descendants-de-refugies-espagnols-planchent-devant-les-lyceens-6071166.php>].
- S.N., « Montembœuf : Conchita Pragout Gutierrez à la rencontre des collégiens », *Charente Libre*, 05/02/2024, [<https://www.charentelibre.fr/charente/montemboeuf/montemboeuf-conchita-pragout-gutierrez-a-la-rencontre-des-collegiens-18444819.php>].

I. Arolsen Archives

- Arolsen Archives, 5704739, Hiftlings-Personal-Karte Antonio Cuadra, [<https://collections.arolsen-archives.org/de/search/person/5704738?s=antonio%20cuadra&t=1587738&p=0>] ; Arolsen Archives, 5704740, Military government of Germany – Concentration camp inmates questionnaire of Antonio Cuadra, [<https://collections.arolsen-archives.org/de/search/person/5704738?s=antonio%20cuadra&t=1587738&p=0>].
- Arolsen Archives, 02020201 oS, 71223241, Dossier de guerre de Perez José Alcubierre, [<https://collections.arolsen-archives.org/de/search/person/88796885?s=alcubierre%20jos&t=222899&p=0>].



- Arolsen Archives, 02020201 oS, 71223242, Suite du dossier de guerre de Perez José Alcubierre, [<https://collections.arolsen-archives.org/de/search/person/88796885?s=alcubierre%20jos&t=222899&p=0>].

J. Archives d'associations et d'établissements scolaires

- A.F.M.D. 16, *Base de données des déportés de Charente à partir des sources du S.H.D. de Caen* (1019 personnes recensées), 22/01/2016.
- M. BRAIN, « Témoignage d'une républicaine espagnole exilée en France auprès des deux classes de quatrième », *Site du collège de la Trézence de Loulay*, 23/06/2024, consulté le 16/04/2026, [<https://etab.ac-poitiers.fr/coll-loulay/spip.php?article2358>].
- C.P.G.E. LITTÉRAIRE DU LYCÉE GUEZ DE BALZAC D'ANGOULÊME - KHÂGNE ESPAGNOL, *Vivir para contar. Memoria de la Retirada* [vidéo en ligne], Académie de Poitiers, 32:43, 2019, consultée le 25/03/2026, [<https://ww2.ac-poitiers.fr/espagnol/spip.php?article537>].
- Exposition « Les Fusillés de la Charente », *Musée de la Résistance et de la Déportation et l'Association pour le Souvenir des Fusillés de La Braconne*, non daté, p.9, consulté le 03/03/2026, [<http://musee.delaresistance.free.fr/activites/Expositions/Expo%20fusilles/Expo%20fusilles.pdf>].
- Robin G., « Alcubierre Perez José, matricule 4100 à Mauthausen », fiche biographique établie par des élèves du lycée des métiers Pierre André Chabanne de Chasseneuil-sur-Bonnieure en partenariat avec l'A.F.M.D. 16 et en se basant sur les sources « SHD-Caen, *Mémoire Vivante* n°62 (2009), *Livre-Mémorial FMD* », avril 2022, consultée le 23/02/2026, [https://explore.lacharente.fr/fileadmin/user_upload/Minisite-patrimoine/03-Explore_Patrimoine/EMRD/deportes/1940/A/ALCUBIERE_PEREZ_Jose.pdf].

BIBLIOGRAPHIE

A. Histoire de la Résistance à l'échelle nationale

1. La Résistance vue par les résistants eux-mêmes

- Le Témoin des Martyrs (Louis ARAGON), *Le Crime contre l'Esprit*, Paris, Éditions de Minuit, 1943.
- Emmanuel D'ASTIER DE LA VIGERIE, *Avant que le rideau ne tombe*, Paris, Sagittaire, 1945.
- Lucie AUBRAC, *La Résistance (naissance et organisation)*, Paris, Robert Lang, 1945.
- Marc BLOCH, *L'étrange défaite. Témoignage écrit en 1940*, Paris, Franc-Tireur, 1946.
- Discours à l'Albert Hall de Pierre Brossolette le 18 juin 1943, in Pierre BROSSOLETTE, *Résistance (1927-1943)*, Textes rassemblés et présentés par Guillaume PIKETTY, Paris, Odile Jacob, 1998, p.213-216.
- Daniel CORDIER, *Jean Moulin : l'Inconnu du Panthéon*, 3 vol., Paris, Jean-Claude Lattès, 1989-1993.
- Henry FRENAY, *La nuit finira*, Paris, Robert Laffont, 1973.
- Joseph KESSEL, *L'armée des ombres*, Alger, Edmond Charlot, 1943.
- Mélinée MANOUCHIAN, *Manouchian*, Paris, Les Éditeurs français réunis, 1974.
- Christian PINEAU, *La simple vérité, 1940-1945*, Paris, Julliard, 1960.
- Charles TILLON, *Les F.T.P., témoignage pour servir à l'histoire de la Résistance*, Paris, Julliard, 1962.
- Indomit (Philippe VIANNAY), *Nous sommes les rebelles*, Paris, Collection Défense de l'Homme, Entreprise de Presse, 1945.

2. Les premiers travaux historiques de synthèse

- « Esquisse d'une histoire de la Résistance française », *Notes documentaires et études*, n°225 (Première partie : « De l'armistice au débarquement allié en Afrique du Nord, juin 1940-novembre 1942 ») et n°226 (Deuxième partie : « Du débarquement allié en Afrique du Nord à l'insurrection nationale, novembre 1942-août 1944 »), Ministère de l'Information, Direction de la documentation, 30 et 31 janvier 1946.
- Françoise BRUNEAU (Yvette GOUINEAU), *Essai d'histoire du mouvement né autour du journal clandestin « Résistance »*, Paris, S.E.D.E.S., 1951.
- Jean DAUTRY et Louis PASTOR, *Histoire de la Résistance. De la drôle de paix à la drôle de guerre. De la drôle de guerre à la drôle de paix*, Paris, Union française universitaire, 1950.
- Lucien FÈBVRE, « Une tragédie, trois comptes rendus (1940-1944) », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, n°1, 3^e année, 1948, p.51-68.
- Henri MICHEL, *Histoire de la Résistance en France (1940-1944)*, Paris, Presses universitaires de France, 1950.
- Henri MICHEL, *Les Courants de pensée de la Résistance*, thèse de doctorat d'État en histoire, dir. s.n., Université de Paris, 1962 (publiée : Paris, Presses universitaires de France, 1962).
- Henri MICHEL, *Vichy Année 40*, Paris, Robert Laffont, 1967.
- Pierre ROUGERIE, « Faut-il départementaliser l'histoire de France ? », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, n°1, 21^e année, 1966, p.178-193.

3. Renforcement méthodologique et élargissement des approches : la marque du tournant des années 1970 à nos jours

- Résister sous Vichy

- Jean-Pierre AZÉMA, *1940, l'année terrible*, Paris, Le Seuil, 1990.
- Jean-Louis CRÉMIEUX-BRILHAC, *La France libre, De l'appel du 18 juin à la Libération*, Paris, Gallimard, 1996.
- Ania FRANCOS, *Il était des femmes dans la Résistance ...*, Paris, Stock, 1978.
- Harry RODERICK KEDWARD, *Resistance in Vichy France. A Study of Ideas and Motivation in the Southern Zone 1940-1942*, Oxford, Presses universitaires d'Oxford, 1978.
- UNION DES FEMMES FRANÇAISES, *Les femmes dans la Résistance*, Actes du colloque du 22 et 23 novembre 1975 à Paris Sorbonne, Paris, Rocher, 1977.

- Résistance et politique

- Renée BÉDARIDA, *Les armes de l'esprit. Témoignage chrétien (1941-1944)*, Paris, Éditions ouvrières, 1977.
- Stéphane COURTOIS, *Le P.C.F. dans la guerre : de Gaulle, la Résistance, Staline*, Paris, Ramsay, 1980.
- Stéphane COURTOIS, « Luttres politiques et élaboration d'une histoire : le P.C.F. historien du P.C.F. dans la Deuxième Guerre mondiale », *Communisme*, n°4, 1983, p.81-96.
- Jean-Marie GUILLON, *La Résistance dans le Var : essai d'histoire politique*, thèse de doctorat en histoire, dir. Émile Témime, Université d'Aix-Marseille 1, 1989.
- Jean-François MURACCIOLE, *Les projets de la France libre et de la Résistance en matière d'éducation (enseignement, jeunesse, sport, culture) 1940-1944*, thèse de doctorat en histoire, dir. François Sirinelli, Université de Lille III, 1995.
- Marc SADOUN, *Les socialistes sous l'Occupation. Résistance et Collaboration*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1982.

- Une approche sociale de la Résistance

- Philippe CHAPLEAU, *Des enfants dans la Résistance (1939-1945)*, Rennes, Éditions Ouest-France, 2010.
- Pierre LABORIE, *L'opinion publique et les représentations de la crise d'identité nationale : 1936-1944*, thèse de doctorat en histoire, dir. Rolande Treppe, Université Toulouse 2, 1988.
- Antoine PROST (dir.), *La Résistance, une histoire sociale*, Paris, Les Ateliers, 1997.

- Conceptualiser la Résistance

- Stéphane COURTOIS (dir.), *Dictionnaire du communisme*, Paris, Larousse, 2007.
- Annie JÉZÉGOU, « Agentivité », in Anne JORRO (dir.), *Dictionnaire des concepts de la professionnalisation*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, 2013, p.41-44.
- Pierre LABORIE, « L'idée de Résistance, entre définition et sens : retour sur un questionnement » (titre original : « La Résistance et les Français, nouvelles approches »), *Les Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n°37, décembre 1997, p.15-27.
- Catherine LACOUR-ASTOL, « La résistance de solidarité. Une forme de Résistance révélée par la répression », in Robert VANDENBUSSCHE, *La clandestinité en Belgique et en zone*



interdite (1940-1944), Villeneuve d'Ascq, Institut de recherches historiques du Septentrion, 2009, p.51-71.

- François MARCOT, *Dictionnaire historique de la Résistance*, Paris, Robert Laffont, 2006.
- Jean-François MURACCIOLE et Guillaume PIKETTY (dir.), *Encyclopédie de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Bouquins, 2015.
- James C. SCOTT, « Infra-politique des groupes subalternes », *Vacarme*, 2006/3, n°36, 2006, p.25-29.
- Jacques SÉMELIN, *La Résistance civile de masse en Europe sous l'Occupation nazie (1939-1945)*, thèse de doctorat en histoire, dir. Jean-Paul Charnay, Université Paris IV, 1986.
- Jacques SÉMELIN, *Sans armes face à Hitler, la Résistance civile en Europe*, Paris, Payot, 1989.
- Jacques SÉMELIN, *Face au totalitarisme. La résistance civile*, Bruxelles, André Versailles, 2011.

- Faire l'histoire des mouvements et réseaux

- Alya AGLAN, *Mémoires résistantes. Histoire du réseau Jade-Fitzroy, 1940-1944*, Paris, Le Cerf, 1994.
- Alya AGLAN, *La Résistance sacrifiée. Le mouvement « Libération-Nord »*, Paris, Flammarion, 1999.
- Cécile VAST, *Une histoire des Mouvement Unis de la Résistance (de 1941 à l'après-guerre) : essai sur l'expérience de la Résistance et l'identité résistante*, thèse de doctorat en histoire, dir. François Marcot, Université de Franche-Comté, 2008.

- La Résistance à l'épreuve du genre

- Claire ANDRIEU, « Les femmes dans la Résistance, à l'égal et à la différence des hommes », *Chemins de mémoire*, Ministère des armées, s.d., consulté le 23/04/2025, [<https://www.cheminsdememoire.gouv.fr/fr/les-femmes-dans-la-resistance-legal-et-la-difference-des-hommes>].
- Margaret COLLINS WEITZ, *Les combattantes de l'ombre. Histoire des femmes dans la Résistance, 1940-1945*, Paris, Albin Michel, 1996.
- Catherine LACOUR-ASTOL, *Le Genre de la Résistance. La Résistance féminine dans le Nord de la France*, Paris, Presses de la F.N.S.P., 2015.
- Christine LEVISSE-TOUZÉ, *Les femmes dans la Résistance en France*, Paris, Tallandier, 2003.

4. Historiographie de l'histoire de la Résistance

- Alya AGLAN, « La Résistance, le temps, l'espace : réflexions sur une histoire en mouvement », *Histoire@Politique*, n°9, 2009/3, 2009, p.97.
- Jean-Pierre AZÉMA, « L'historisation de la Résistance », *Esprit*, n°198, janvier 1994, p.19-35.
- François BÉDARIDA, « L'histoire de la Résistance. Lectures d'hier et chantiers de demain », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, n°11, juillet-septembre 1996, p.75-90.
- Julien BLANC et Cécile VAST (dir.), *Chercheurs en Résistance. Pistes et outils à l'usage des historiens*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.
- Christian DELACROIX, François Dosse, Patrick Garcia, *Les courants historiques en France 19^e-20^e siècle*, Paris, Armand Colin, 2005.

- Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA, Nicolas OFFENSTADT (dir.), *Historiographies. Concepts et débats*, 2 vol., Paris, Gallimard, 2010.
- Laurent DOUZOU, *La Résistance française, une histoire périlleuse*, Paris, Le Seuil, 2005.
- Laurent DOUZOU (dir.), *Faire l'histoire de la Résistance*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.
- Baptiste LÉON, « Lettre n°15 – La Résistance, de la mémoire à l'histoire », *Espoir*, 18 Juin 2020, consulté le 15/01/2025, [<https://www.charles-de-gaulle.org/blog/2020/06/18/lettre-n15-la-resistance-de-la-memoire-a-lhistoire/>].
- Jean-François MURACCIOLE, *Histoire de la Résistance*, Paris, Presses universitaires de France, 1993.
- Gaïdz MINASSIAN, « Claire Andrieu, historienne : "Très peu de chercheurs se lancent dans une thèse sur la Résistance... L'histoire de la Résistance serait-elle menacée d'extinction ?" », *Le Monde*, 20 février 2024, consulté le 25/11/2024, [https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/02/20/claire-andrieu-historienne-tres-peu-de-chercheurs-se-lancent-dans-une-these-sur-la-resistance-l-histoire-de-la-resistance-serait-elle-menacee-d-extinction_6217521_3232.html#:~:text=Tr%C3%A8s%20peu%20de%20jeunes%20chercheurs,niveau%20de%20la%20culture%20populaire].
- Guillaume PIKETTY, « Économie morale de la reconnaissance. L'Ordre de la Libération au péril de la sortie de Seconde guerre mondiale », *Histoire@Politique*, n° 3, 2007, p.5.

B. Histoire de la Résistance à l'échelle de la Charente

1. Publications de résistants locaux pouvant faire office de sources

- Roger BEILLARD, « Le maquis Bir Hacheim du colonel Chabanne », *Études locales*, n°239, 25^e année, décembre 1944, p.33-37.
- Francis CORDET, *Carnets de guerre en Charente*, Clermont-Ferrand, De Borée, 2004.
- Lucien COUTURIER et Jacques FAUGERAT, *Bataillon Foch (1944-1945)*, Angoulême, S.A.J.I.C., 1977.
- Capitaine Fred (Alfred DUTHEILLET DE LAMOTHE), *La Brigade Rac. Armée secrète Dordogne Nord*, Saint-Yrieix, Imprimerie Fabrégue, 1977.
- Jean JARDRY, *Les Anciens Résistants du Sud-Charente*, Pons, Imprimerie Robert, 1996.
- Marc LEPROUX, *Nous les terroristes*, Paris, Raoul Solar, 1947.
- Charles RICKARD, *Vérités sur la guerre 1940-42*, Quintin, J-P Gisserot, 1988.
- Gisèle ROBERT, *Mes Frères contre la Gestapo*, Paris, La Pensée universelle, 1988.
- Raymond TROUSSARD, *Le Maquis charentais Bir Hacheim*, Angoulême, S.A.J.I.C., 1981.
- Raymond TROUSSARD, *Charentais dans la tourmente*, Angoulême, S.A.J.I.C., 1991.
- Raymond TROUSSARD, *Les Chemins de l'enfer. La tragédie juive en Charente de 1940 à 1944*, Angoulême, S.A.J.I.C., 1995.

2. Les premiers travaux d'historiens locaux

- Jean COMBES et Michel LUC, *La Charente de la Préhistoire à nos jours*, Saint-Jean d'Angély, Bordessoules, 1986.
- Henri GENDREAU et Michel REGEON, *Ruffec et le Ruffecoïs dans la guerre de 1938 à 1945*, Ruffec, La Péruse, 1990.



- Christian GENET et Louis MOREAU, *Les deux Charentes sous l'Occupation et la Résistance*, Gémozac, La Caillerie, 1983.
- Christian GENET, *La libération des deux Charentes. Soldats en sabots*, Gémozac, La Caillerie, 1985.
- Joël GIRAUD, *Les Confolentais pendant la Seconde Guerre mondiale*, Ruffec, La Péruse, 1994.
- Guy HONTARRÈDE, *Ami, entends-tu ? L'Occupation et la Résistance en Charente*, Ruelle-sur-Touvre, Université populaire de Ruelle, 1987.
- Guy HONTARRÈDE, *Municipalités charentaises dans la tourmente*, Ruelle, Université populaire de Ruelle, 1990.
- Guy HONTARRÈDE, *Ces soldats dans nos campagnes. La Wehrmacht en Charente*, Ruelle, Université populaire de Ruelle, 1993.
- Guy HONTARRÈDE, *La Charente dans la Seconde Guerre mondiale. Dictionnaire historique*, Saintes, Le Croît vif, 2004.
- Alain LÉGER, *Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, Saintes, Le Croît Vif, 2000.
- Dominique LORMIER, *La Charente sous l'Occupation*, La Crèche, La Geste, 2017.

3. Le réveil institutionnel

- C.D.I.H.P. de Charente, *La Vie quotidienne en Charente en 1941 ; La Vie quotidienne en Charente en 1942 ; La Vie quotidienne en Charente en 1943 ; La Vie quotidienne en Charente en 1944*, Angoulême, Conseil général de la Charente, 1994.
- Espace mémoriel de la Résistance et de la Déportation, *Libérer et refonder la France 1943-1945. Exposition*, Angoulême, Département de la Charente, 2024.
- Service départemental de l'O.N.A.C.V.G. de Charente, *Suivre la ligne de démarcation en Charente*, Angoulême, O.N.A.C.V.G., 2017.

4. L'intérêt des plus jeunes via le monde universitaire

- Marie-Laure ARLOT, *Angoulême, septembre 1939-octobre 1940*, mémoire de maîtrise d'histoire, dir. s.n., Université de Poitiers, 1991.
- Françoise BELOT et Marie BAELE, *Mathilde Mir, 1896-1958. Essai biographique d'une résistante*, mémoire de maîtrise en histoire, dir. M.-F. Brive et R. Trempé, Université Toulouse Le Mirail, 1991.
- Corinne BONY, *La mémoire de la Résistance en Charente de 1945 à nos jours*, mémoire de maîtrise en histoire, dir. Bernard Lachaise, Bordeaux III, 1997.
- Marion FIEGEL, *Alfred Winnewisser : un homme ordinaire au cœur de la spirale nazie. Parcours atypique d'un sous-officier de la Sicherheitspolizei d'Angoulême*, mémoire de master en histoire, dir. Guillaume Bourgeois, Université de Poitiers, 2009 (publié sous le titre : *Monsieur Alfred, policier allemand en Charente 1941-1944*, Saintes, Croît Vif, 2010).
- Olivier PIGEAT, *Les Réfugiés en Charente pendant la Seconde Guerre mondiale*, mémoire de maîtrise en histoire, dir. s.n., Université de Poitiers, 1997.



5. Des travaux scientifiques tardifs

- Pierre DUBOURG-NOVÈS (dir.), *Histoire d'Angoulême et de ses environs*, Toulouse, Privat, 1989.
- Paul LÉVY (dir.), *L'année 1940 entre Loire et Garonne*, Actes de la journée d'études du C.E.R.H.I.M. du 22 novembre 1997, Confolens, Les Annales de la Mémoire, C.E.R.H.I.M., 1998.
- Paul LÉVY et Jean-Jacques BECKER (dir.), *Les Réfugiés pendant la Seconde Guerre mondiale*, Acte de la journée d'étude du C.E.R.H.I.M. des 4 et 5 décembre 1998, Confolens, Les Annales de la Mémoire, C.E.R.H.I.M., 1999.
- Hugues MARQUIS et Jacques BAUDET, *La Charente dans la guerre 1939-1945*, Paris, De Borée, 2014.
- Hugues MARQUIS, « Un périodique au service des maîtres en Charente : la revue *Études locales* (1920-1949) », *Histoire de l'éducation*, n°145, 2016/1, 2016, p.81-108.
- Pascal PLAS (dir.), *Genèse et développement de la Résistance en R5*, Actes des colloques de Brive-la-Gaillarde du 26 septembre 1998 et de Soudaine-Lavinadière du 29 septembre 2001, Brive, Centre d'étude Edmond Michelet-Éditions Les Monédières, 2003.

C. Histoire des exilés espagnols en France

1. Comprendre la Guerre civile d'Espagne et ses conséquences

- Aline ANGOUSTURES, *L'Espagne*, Paris, Cavalier Bleu, 2004.
- Manuel AZCÁRATE, *Derrotas y esperanzas. La República, la Guerra Civil y la Resistencia*, Barcelone, Tusquets, 1994.
- François GODICHEAU, *La guerre d'Espagne. De la démocratie à la dictature*, Paris, Gallimard, 2006.
- Jean-Philippe LUIS, *La guerre d'Espagne*, Toulouse, Milan, 2012.
- Jean ORTIZ, *Républicains espagnols et la guerre civile*, Biarritz, Atlantica, 1999.
- Diego SEGALAS, *Le volontariat armé au sein des milices nationalistes pendant la guerre civile espagnole, 1936-1939 : le cas des miliciens des 5^e, 9^e et 10^e banderas de Castille*, mémoire de master 2 histoire, dir. Annick Lempérière, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 2008.

2. Fuir l'Espagne pour quel statut

- Karen AKOKA, *L'asile et l'exil. Une histoire de la distinction réfugiés/migrants*, Paris, La Découverte, 2020.
- Delphine DIAZ, « Proscrits, déplacés, réfugiés : ce que révèle le vocabulaire de la migration contrainte », *The Conversation*, 17 mars 2022, consulté le 15/01/2026, [<https://theconversation.com/proscrits-deplaces-refugies-ce-que-revele-le-vocabulaire-de-la-migration-contrainte-179384>].
- Delphine DIAZ, *Exilés, réfugiés, étrangers en France de 1848 à 1986*, Paris, Atlande, 2024.
- Chloé LEPRINCE, « "Réfugiés", "migrants", "exilés" ou "demandeur d'asile" : à chaque mot sa fiction, et son ombre portée », *France Culture*, 24/11/2020, consulté le 15/01/2026, [<https://www.radiofrance.fr/franceculture/refugies-migrants-exiles-ou-demandeur-d-asile-a-chaque-mot-sa-fiction-et-son-ombre-portee-8053788>].



- Yves LEQUIN, *La mosaïque France : histoire des étrangers et de l'immigration en France*, Paris, Larousse, 1988.

3. Sur les routes de l'exil, de l'Espagne à la France

- Exil et émigration espagnols

- Mark CHOATE, *Emigrant Nation. The Making of Italy Abroad*, Cambridge, Presses universitaires d'Harvard, 2008.
- Josefina CUESTA et Benito BERMEJO (dir.), *Emigración y exilio. Españoles en Francia. 1936-1946*, Madrid, Eudema, 1996.
- Philippe DEWITTE, Pierre MILZA et Denis PESCHANSKI (dir.), « Exils et migration. Italiens et Espagnols en France, 1938-1946 », in *Hommes et Migrations*, n°1184, février 1995, p.52-53.
- Delphine DIAZ et Anthony GUYON, « Les chemins de l'exil », *Nonfiction*, 22 novembre 2021, consulté le 15/01/2026, [<https://www.nonfiction.fr/article-11056-les-chemins-de-lexil.htm>].
- Delphine DIAZ, *En exil : les réfugiés en Europe, de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, Paris, Gallimard, 2021.
- Geneviève DREYFUS-ARMAND, *L'exil des républicains espagnols en France*, Paris, Albin Michel, 1999.
- Vincent GIRAUDIER, Hervé MAURAN, Jean SAUVAGEON et Robert SERRE, *Des indésirables, Les camps d'internement et de travail dans l'Ardèche et la Drôme durant la Seconde Guerre mondiale*, Valence, Éditions Peuple libre & Notre Temps, 1999.
- Guy HERMET, *Les Espagnols en France*, Paris, Éditions ouvrières, 1967.
- Ernesto MÄCHLER TOBAR (dir.), *L'exil espagnol dans les Amériques*, Paris, Indigo & Côté femmes éditions, et Amiens, Université de Picardie Jules Verne, 2014.
- Maëlle MAUGENDRE, *De l'exode à l'exil. L'internement des républicains espagnols au camp du Vernet d'Ariège, de février à septembre 1939*, mémoire de master en histoire contemporaine, dir. Alexandre Fernandez et Sébastien Laurent, Université Bordeaux III Montaigne, 2007.
- Pierre MILZA et Denis PESCHANSKI (dir.), *Exils et migration. Italiens et Espagnols en France 1938-46*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- Javier RUBIO, *La emigración española a Francia*, Barcelone, Ariel, 1974.
- Javier RUBIO, *La emigración española de la Guerra Civil de 1936-1939. Historia del éxodo que se produce con el fin de la Segunda República Española*, 3 vol. Madrid, San Martín, 1977.
- Scott SOO, *The routes to exile. France and the Spanish Civil War refugees, 1939-2009*, Manchester, Presses universitaires de Manchester, 2017.
- Vincent VIET, *Histoire des Français venus d'ailleurs de 1850 à nos jours*, Paris, Perrin, 1995.
- David WINGEATE PIKE, *Vae victis ! Los republicanos españoles refugiados en Francia, 1939-1944*, Paris, Ruedo Ibérico, 1969.

- Le genre de l'exil, une rupture à tout âge

- Delphine DIAZ, « Genre et circulations en Europe », *Encyclopédie pour une histoire nouvelle de l'Europe*, mis en ligne le 6 décembre 2016, consulté le 21/01/2026, [<https://ehne.fr/fr/encyclopedie/th%C3%A9matiques/genre-et-europe/genre-et-circulations-en-europe/genre-et-circulations-en-europe>].



- Delphine DIAZ, « Femmes, genre et exil en Europe à l'époque contemporaine », *Encyclopédie pour une histoire nouvelle de l'Europe*, mis en ligne le 19 mai 2017, consulté le 21/01/2026, [<https://ehne.fr/fr/encyclopedie/th%C3%A9matiques/genre-et-europe/genre-et-circulations-en-europe/femmes-genre-et-exil-en-europe-a-l%27epoque-contemporaine#:~:text=Les%20femmes%2C%20qui%20peuvent%20choisir,pays%20pour%20d%C3%A9fendre%20leurs%20id%C3%A9es>].
- Célia KEREN, *L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France : cartographie d'une mobilisation transnationale (1936-1940)*, thèse d'histoire, dir. Laura Lee Downs, EHESS, 2014.
- Célia KEREN, *La cause des enfants. Humanitaire et politique pendant la guerre d'Espagne (1936-1939)*, Paris, Anamosa, 2025.
- Maëlle MAUGENDRE, *Les réfugiées espagnole en France (1939-1942) : des femmes entre assujettissements et résistances*, thèse d'histoire, dir. Sylvie Chaperon et François Godicheau, Université Toulouse II Le Mirail, 2013.
- Maëlle MAUGENDRE, *Femmes en exil. Les réfugiées espagnoles en France, 1939-1942*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, 2019.

- Le traitement administratif et social des immigrés en France

- Aline ANGOUSTURES, Dzovinar KÉVONIAN et Claire MOURADIAN (dir.), *Réfugiés et apatrides. Administrer l'asile en France (1920-1960)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017.
- Jean-Charles BONNET, *Les pouvoirs publics français et l'immigration entre les deux guerres*, Lyon, C.N.R.S., 1976.
- Julien BOUCHER, Sophie PEGLIASCO et Aline ANGOUSTURES, *Patrie perdue. Pays d'asile. L'Ofpra : 70 ans de protection des réfugiés*, Villemur-sur-Tarn, Laboutières, 2022.
- Axelle BRODIEZ-DOLINO, « Retour sur l'avant 1945 », in *Le Secours populaire français 1945-2000. Du communisme à l'humanitaire*, Paris, Presses de Sciences Po, p.25-43.
- Delphine DIAZ, « Les réfugiés profitent du système », in Jeanne GUEROUT et Xavier MAUDUIT (dir.), *Histoire des préjugés*, Paris, Les Arènes, 2023, p.389-398.
- Geneviève DREYFUS-ARMAND, *L'émigration politique espagnole en France au travers de sa presse, 1939-1975*, thèse de doctorat en histoire, dir. Pierre Milza, I.E.P. de Paris, 1994.
- Geneviève DREYFUS-ARMAND et Émile TÉMINE, *Les Camps sur la plage, un exil espagnol*, Paris, Autrement, 1995.
- Marie-Odile GÉRAUD, « Acculturation », in *Les notions clés de l'ethnologie. Analyses et textes*, Paris, Armand Colin, 2016, p.109-121.
- Jean SAGNES (dir.), *Les Français et la Guerre d'Espagne*, colloque de Perpignan septembre 1989, Perpignan, Centre de recherche sur les problèmes de frontières, 1990.
- Ralph SCHOR, *L'opinion française et les étrangers 1919-1939*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1985.
- Ralph SCHOR, *Histoire de l'immigration en France de la fin du XIX^e à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1996.
- Ralph SCHOR, *Français et immigrés en temps de crise, 1930-1980*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- David WINGEATE PIKE, *Les Français et la guerre d'Espagne 1936-1939*, Paris, Presses universitaires de France, 1975.
- « La France des camps (1938-1946). Exception, exclusion, extermination », *Musée de l'histoire de l'immigration*, consulté le 23/03/2026, [<https://www.histoire-immigration.fr/programmation/l-universite/la-france-des-camps-1938->

[1946#:~:text=Entre%20novembre%201938%20et%20mai,l'Etat%20ou%20la%20soci%C3%A9t%C3%A9\].](#)

- « Ségrégation », *Géoconfluences*, consulté le 24/03/2026, [<https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/segregation>].

- Devenir indésirable en France

- Emmanuel BLANCHARD, « Les "indésirables". Passé et présent d'une catégorie d'action publique », in GISTI, *Figures de l'étranger, quelles représentations pour quelles politiques ?*, Paris, GISTI, 2013, p.16-26.
- Geneviève DREYFUS-ARMAND, « Les réfugiés espagnols en 1939, des "indésirables" », *Plein droit*, 2016/1, n°108, 2016, p.44-48.
- Emmanuel FILHOL, « L'indifférence collective au sort des Tsiganes internés dans les camps français, 1940-1946 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2007/2 n°226, 2007, p.69-82.
- Maëlle MAUGENDRE, « Refuser d'accueillir. La France et les "indésirables" de la Guerre d'Espagne », *Délibérée*, n°5, 2018, p.55-58.

- L'influence des relations franco-espagnoles sur le traitement des exilés

- Jean-François BERDAH, « De l'intégration européenne à l'isolement international : la politique extérieure de l'Espagne républicaine (1931-1939) », *Relations internationales*, n°97, 1999, p.5-21.
- Michel CATALA, « L'ambassade espagnole de Pétain (mars 1939-mai 1940) », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°55, juillet-septembre 1997, p.29-42.
- Michel CATALA, *Les relations franco-espagnoles pendant la Deuxième Guerre mondiale. Rapprochement nécessaire, réconciliation impossible 1939-1945*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- Collectif, *Españoles y Franceses en la primera mitad del siglo XX*, Actes du colloque hispano-français de Madrid en 1982, Madrid, Consejo Superior de Investigaciones científicas, 1986.
- Jean-Marc DELAUNAY, « L'Espagne dans la politique générale française au XX^{ème} siècle », *Images et influences de l'Espagne dans la France contemporaine*, Béziers-Perpignan, Presses Universitaires de Perpignan, 1994, p.34-54.
- Jean-Marc DELAUNAY, *Des palais en Espagne, l'école des hautes études hispaniques et la Casa de Velázquez au cœur des relations franco-espagnoles du XX^{ème} siècle (1898-1979)*, Madrid, Casa de Velázquez, 1994.
- Yves DENÉCHÈRE, *La politique espagnole de la France de 1931 à 1936. Une pratique française de rapports inégaux*, thèse d'histoire contemporaine, dir. Yves-Henri Nouailhat, Université de Nantes, 1998 (publié : Paris, L'Harmattan, 1999).
- Guillaume PIKETTY, « Le long chemin vers la résistance active aux dictatures : Pierre Brossolette et la Guerre d'Espagne », *Europe. Revue littéraire mensuelle*, n°118-119-120, 2022, p.122-130.m

- Le convoi des 927, arc structurant de l'histoire des Espagnols de Charente

- AMICAL DE MAUTHAUSEN Y OTROS CAMPOS, *Año 2021. 81 Aniversario del Convoy de los 927 de Angulema* [vidéo en ligne], YouTube, 23:12, 20/08/2020, consultée le 23/03/2026, [<https://www.youtube.com/watch?v=82ITVaZFfB0>].

- Montse ARMENGOU et Ricard BELIS, *Le convoi des 927. L'histoire des Républicains espagnols réfugiés à Angoulême et déportés à Mauthausen le 20 août 1940*, Terres-de-Haute-Charente, La Guillotine, 2025.
- Arnaud BOULLIGNY et Vanina BRIERE, « Le train d'Angoulême : le premier convoi de déportés parti de France », *Bulletin de la Fondation pour la mémoire de la Déportation*, n°62, septembre 2009, consulté le 02/02/2026, [https://fondationmemoiredeportation.com/wp-content/uploads/2015/02/mv_62_1.pdf].
- Henry FARRENY (dir.), « Le convoi des 927 en 1940, d'Angoulême à Mauthausen : les oubliés de la déportation », *Bulletin d'information de l'Amicale des Anciens guérilleros espagnols en France (F.F.I.)*, n°164, 27/01/2022, p.4, consulté le 12/02/2026, [https://mer82.eu/wa_files/guerrilleros%20164.pdf].
- Johan PUTTEMANS, « Les triangles bleus (les apatrides) au KL Mauthausen », *A.S.B.L. Mémoire d'Auschwitz*, septembre 2018, consulté le 23/02/2026, [https://www.auschwitz.be/images/expertises/2018-puttemans-triangles_bleus.pdf].
- Hélène RIETSCH, « Angoulême : le Convoi des 927 Espagnols déportés il y a 80 ans commémoré ce jeudi », *Sud-Ouest*, 19/08/2020, consulté le 16/04/2026, [<https://www.sudouest.fr/charente/angouleme/angouleme-le-convoi-des-927-espagnols-deportes-il-y-80-ans-commemore-ce-jeudi-1873582.php>].
- S.N., « Connaissez-vous l'histoire du Monument des déportés, près de la gare d'Angoulême ? », *Sud-Ouest*, 26/04/2020, consulté le 16/04/2026, [<https://www.sudouest.fr/charente/angouleme/connaissez-vous-l-histoire-du-monument-des-deportes-pres-de-la-gare-d-angouleme-1991881.php>].
- Natacha THUILLIER, « Le 20 août 1940 partait le premier convoi de France vers le camp de Mauthausen : "Les SS sont venus et ont ouvert les wagons" », *Sud-Ouest*, 21 août 2012, consulté le 15/02/2026, [<https://www.sudouest.fr/charente/angouleme/les-ss-sont-venus-et-ont-ouvert-les-wagons-9092300.php>].
- Éric WANTIEZ, FAWZI et al., *Les années noires. Angoulême 1940-1944*, Angoulême, Le Troisième Homme, 2015.
- « Le sens des mots : un camp de concentration », *Mémorial de la Shoah*, consulté le 23/03/2026, [<https://www.memorialdelashoah.org/camp-de-concentration.html>].

4. Les Espagnols dans la Résistance française : la continuité de lutte contre le fascisme

- Sixto AGUDO, *Los Españoles en la Resistancia Francea y su aportación a la Lucha Antifranquista*, Saragosse, UnaLuna, 2003.
- AMICALE DES ANCIENS GUÉRILLEROS, *Guérilleros en terre de France. Les républicains espagnols dans la Résistance française*, Paris, Le temps des cerises, 2000.
- Miguel ÁNGEL SANZ, *Los guerilleros españoles en Francia, historia 1940-1945*, La Havane, Instituto cubano del libro, 1971.
- Christian BÉLINGARD, *Bella Ciao. Sur les traces d'Angelo Ricco, résistant du Périgord et du Sud-Ouest*, Bordeaux, Éditions Sud-Ouest, 2021.
- Hervé CHASSAIN, « Dordogne : l'histoire retrouvée du chef résistant Ricco », *Sud-Ouest*, 16/07/2021, consulté le 02/03/2026, [<https://www.sudouest.fr/dordogne/sarlande/dordogne-l-histoire-retrouvee-du-chef-resistant-ricco-4052280.php>].
- Stéphane COURTOIS, Denis PESCHANSKI et Adam RAYSKI, *Le sang de l'étranger : les immigrés de la M.O.I. dans la Résistance*, Paris, Fayard, 1994.



- Philippe DEWITTE, « 1933-1945. Le combat des immigrés pour la liberté », *Hommes et Migrations*, n°1125, octobre 1989, p.16-19.
- David ELRICH (Diamant), *Pages de gloire des vingt-trois*, Paris, Comité Français pour la Défense des Immigrés, Paris, 1951.
- Narcisse FALGUERA (dir.), *Guerilleros en terre de France : les Républicains espagnols dans la Résistance française*, Paris, Le Temps des cerises, 2000.
- Diego GASPAS CELAYA, « Portrait d'oubliés. L'engagement des Espagnols dans les Forces françaises libres, 1940-1945 », *Revue historique des armées*, n°265, 2011, p.46-55.
- Zoé GRUMBERG, « Je pense avoir fait mon devoir comme militant », *Archives Juives*, vol.51, 2018, p.18-38.
- José JORNET, *Républicains espagnols en Midi-Pyrénées : exil, histoire et mémoire*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail-Toulouse, 2004.
- Alberto MARÍN VALENCIA, *Españoles en la resistencia francesa 1940-1945*, thèse d'histoire, dir. Joan Villarroja, Université de Barcelone, 2019.
- François MARTIN, *Les Républicains espagnols en Ariège (1939-1945)*, mémoire de maîtrise en histoire, dir. Jean-François Berdah, Université Toulouse II-Le Mirail, 1992.
- Jacques MIÈVRE, « Des étrangers dans la Résistance », *Migrants-formation*, hors-série, mars 1992, p.65-76.
- Jean ORTIZ et Dominique GAUTHIER, *Les maquis de l'impossible espoir* [documentaire vidéo en DVD], Films Jack Febus, Pau, 00:57, 2003.
- Jean ORTIZ (dir.), *Rouges. Maquis de France et d'Espagne. Les Guérilleros*, Actes du colloque du Laboratoire de langues et littératures romanes de l'Université de Pau du 20 et 21 octobre 2005, Biarritz, Atlantica, 2006.
- Denis PESCHANSKI, *Des étrangers dans la Résistance*, Paris Éditions de l'Atelier, 2002.
- Adam RAYSKI, « La guerre et la résistance : l'intégration par le sang », *Hommes et Migrations*, n°1148, novembre 1991, p.19-21.
- Stéphane RIANDE, *Sujets de l'Empire et volontaires étrangers dans la 2^e Division Blindée, du 24 août 1943 au 1^{er} avril 1945*, mémoire de maîtrise en histoire, dir. Marie-Claude Andrieu et Pascal Ory, Université Panthéon-Sorbonne, 2000.

5. Mémoires de la Guerre civile d'Espagne

- Paloma AGUILAR FERNANDEZ, *Memoria y olvido de la guerra civil española*, Madrid, Alianza, 2007.
- Julio ARÓSTEGUI et Jorge MARCO (dir.), *El último frente. La resistencia armada antifranquista en España, 1939-1952*, Madrid, Catarata, 2008.
- Cristian CARABELLO, « Consulats saturés : des millions de descendants d'exilés demandent la nationalité espagnole », *Euronews*, 02/12/2025, consulté le 04/05/2026, [<https://fr.euronews.com/2025/12/02/consulats-satures-des-millions-de-descendants-dexiles-demandent-la-nationalite-espagnole>].
- Carmen GONZÁLEZ MARTÍNEZ, « La guerilla antifranquista. Miradas desde la historiografía y la memoria histórica viva », in Marie-Claude CHAPUT, Canela LLECHA LLOP et Odette MARTINEZ-MALER (dir.), *Escrituras de la resistencia armada al franquismo*, Nanterre, Presses universitaires de Paris Nanterre, 2017, p.49-70.
- Aitzpea LEIZAOLA, « La mémoire de la guerre civile espagnole : le poids du silence », in *Mémoires plurielles, mémoires en conflits*, Paris, Presses universitaires de France, 2007/3, n°37, 2007, p.483-491.



- Antonio MÍGUEZ MACHO (dir.), « La loi de Mémoire Démocratique en Espagne : échos du passé pour un avenir incertain », *Politika*, 20/11/2023, consulté le 04/05/2026, [<https://www.politika.io/fr/article/loi-memoire-democratique-espagne-echos-du-passe-avenir-incertain>].
- Francisco MORENO, *La resistencia armada contra Franco. Tragedia del maquis y la guerrilla*, Barcelona, Crítica, 2001.
- Paul PIERROUX-TARANTO, « Nationalité espagnole : la ruée mondiale qui déborde les consulats », *Le Petit journal*, 12/12/2025, consulté le 04/05/2026, [<https://lepetitjournal.com/madrid/comprendre-espagne/nationalite-espagnole-ruée-mondiale-consulats-428976>].
- Alberto REIG TAPIA, *La Guerra Civil española, 80 años después. Un conflicto internacional y una fractura cultural*, Madrid, Tecnos, 2019.
- Ferrán SÁNCHEZ AGUSTÍ, *Maquis y Pirineos : La Gran Invasión (1944-1945)*, Barcelone, Milenio, 2001.
- Secundino SERRANO, *Maquis. Historia de la guerrilla antifranquista*, Barcelona, Crítica, 2001.
- S.N., « Nationalité espagnole en vertu de la Loi sur la Mémoire Démocratique », *Ministerio de asuntos exteriores, Union europea y cooperacion*, 25/08/2025, consulté le 04/05/2026, [<https://www.exteriores.gob.es/Consulados/burdeos/es/Comunicacion/Noticias/Paginas/Articulos/Nationalit%C3%A9-espagnole-en-vertu-de-la-Loi-sur-la-M%C3%A9moire-D%C3%A9mocratique.aspx>].
- Mercedes YUSTA RODRIGO, *Guerrilla y resistencia campesina. La resistencia armada contra el régimen de Franco en Aragón (1939-1952)*, Saragosse, Presses universitaires de Saragosse, 2003.
- Mercedes YUSTA RODRIGO, « Histoire et mémoire de la Guerre civile dans l'historiographie espagnole contemporaine », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°70, 2003, p. 51-58.
- Ramón VILLARES (dir.), « Mémoires en conflit à propos du passé traumatique. Péninsule ibérique », *Politika*, 17/01/2024, consulté le 04/05/2026, [<https://www.politika.io/fr/article/memoires-conflit-a-propos-du-passe-traumatique-peninsule-iberique>].

6. Mémoires de la Résistance des Espagnols en France : la redécouverte d'un passé silencé

- FEDERACIÓN DE ASOCIACIONES Y CENTROS DE ESPAÑOLES EMIGRANTES EN FRANCIA, *Memorias del olvido : la contribución de los republicanos españoles a la resistencia y a la liberación de Francia*, Actas del coloquio organizado por la F.A.C.E.E.F. los 9 y 10 de junio de 1995 en el Instituto Cervantes en París, Paris, F.A.C.E.E.F., 1996.
- Denis FERNÁNDEZ RECATALA, « Ces Espagnols qui ont libéré Paris », *Le Monde diplomatique*, août 2024, consulté le 22/12/2025, [https://www.monde-diplomatique.fr/2004/08/FERNANDEZ_RECATALA/11465#:~:text=Le%2025%20ao%C3%BBt%201944%2C%20%C3%A0,et%20le%20colonel%20Rol%2DTanguy].
- Zoé GRUMBERG, *Militer en minorité ? Le « secteur juif » du Parti communiste français après la Libération*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2025.
- Philippe JOUTARD et François MARCOT (dir.), *Les étrangers dans la Résistance en France : exposition du musée de la Résistance et de la Déportation, novembre 1992-septembre 1993*, actes des Rencontres universitaires du 6 novembre 1992, Université de Franche-Comté, Musée de la Résistance et de la Déportation, 1993.



- Anne MARIOTTI, *Les résistants étrangers. Quelle représentation en 2024 ?*, mémoire de stage, master 2 Histoire publique, Université Paris-Est-Créteil, 2024.
- Yannick PICARD, « Manuel Huerta écrit au maire de Paris », *Sud-Ouest*, 16/06/2015, consulté le 10/02/2026, [<https://www.sudouest.fr/charente-maritime/marsilly/manuel-huerta-ecrit-au-maire-de-paris-7752405.php>].
- S.N., « Denis Peschanski : "Avec Manouchian, ce sont tous les résistants étrangers qui entrent au Panthéon" », section « Actualité » de Panthéon-Sorbonne – Université Paris 1, consulté le 30/10/2025, [<https://recherche.panthéonsorbonne.fr/actualite/denis-peschanski-manouchian-ce-sont-tous-resistants-etrangers-qui-entrent-pantheon>].

7. Débats historiographiques sur l'exil espagnol

- Jean-François BERDAH, « La frontière existe-t-elle pour les historiens ? La frontière franco-espagnole au XX^e siècle », *Guerre et Frontières. La frontière franco-suisse pendant la Seconde Guerre mondiale (1939-1945)*, Paris, Lavauzelle, 2006, p.49-67.
- Geneviève DREYFUS-ARMAND, « Historiographie des premières années de l'exil espagnol et état de la question », *Exils et émigrations hispaniques au XX^{ème} siècle*, n°1, Paris, Centre d'études et de recherches intereuropéennes contemporaines (université de Paris VII), 1993.

D. Histoire de la mémoire

1. Conceptualiser la mémoire via une approche pluridisciplinaire

- Sociologie

- Amélie CHANEZ, Anne QUÉNIART, Michèle CHARPENTIER, « La transmission des valeurs d'engagement des aînées militantes à leurs descendantes. Une étude de cas de deux lignées familiales », in Anne QUÉNIART et Roch HURTUBISE (dir.), *L'intergénérationnel : regards pluridisciplinaires*, Rennes, Presses de l'E.H.E.S.P., 2009, p.195-216.
- Maurice HALBWACHS, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Alcan, 1925.
- Maurice HALBWACHS, *La mémoire collective*, Paris, Presses universitaires de France, 1950.
- Sarah GENSBURGER, *Essai de sociologie de la mémoire : l'expression des souvenirs à travers le titre de "Juste parmi les Nations" dans le cas français : entre cadre institutionnel, politique publique et mémoire collective*, thèse de sociologie, dir. Marie-Claire Lavabre, E.H.E.S.S. Paris, 2006.

- Philosophie

- Henri BERGSON, *Matière et mémoire*, Paris, Félix Alcan, 1896.
- Paul RICOEUR, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000.

- Histoire

- Jan ASSMANN, *La mémoire culturelle. Écriture, souvenir et imaginaire politique dans les civilisations antiques*, Diane Meur (trad.), Paris, Aubier, 2010 (édition originale : *Das kulturelle Gedächtnis Schrift, Erinnerung und politische Identität in frühen Hochkulturen*, Munich, C.H. Beck, 1992).
- Préface de Marie-Claire LAVABRE, in Renaud BOUCHET, Hélène LECOSSOIS, Delphine LETORT, Stéphane TISON (dir.), *Résurgences conflictuelles. Le travail de mémoire entre*

arts et histoire, Actes du colloque du Mans d'avril 2017, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2021, p.7-14.

- Pierre NORA (dir.), *Les lieux de mémoire*, 7 vol., Paris, Gallimard, 1984-1992.

- Psychologie

- Frederic Charles BARTLETT, *Remembering: A Study in Experimental and Social Psychology*, Cambridge, Presses universitaires de Cambridge, 1932.
- Daniel M. BERNSTEIN, Cara Laney, Erin K. Morris et Elizabeth F. Loftus, « Inaugural Article: False beliefs about fattening foods can have healthy consequences », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 102, n°39, 27 septembre 2005, p.13724-13731.
- Hermann EBBINGHAUS, *La mémoire. Recherches de psychologie expérimentale*, Serge Nicolas (trad.), Paris, L'Harmattan, 2011 (édition originale : *Über das Gedächtnis. Untersuchungen zur experimentellen psychologie*, Berlin, Duncker & Humblot, 1885).
- William JAMES, *The Principles of Psychology*, New York, Henry Holt and Company, 1890.
- Simon-Daniel KIPMAN, *Dictionnaire critique des termes de psychiatrie et de santé mentale*, Rueil-Malmaison, Doin, 2005.
- Endel TULVING, « Episodic and semantic memory », in Endel Tulving, *Organization of memory*, New York, Academic Press, 1972, p.381-403.

2. Le devenir de la mémoire de la Résistance des Espagnols dans l'aussitôt après-guerre

- Entre mythe résistancialiste

- Serge BARCELLINI et Annette WIEVIORKA, *Passant, souviens-toi ! Les lieux du souvenir de la Seconde Guerre mondiale en France*, Paris, Plon, 1995.
- Luc CAPDEVILA, « La construction du mythe résistancialiste : identité nationale et représentations de soi à la Libération (Bretagne 1944/1945) », in Jacqueline SAINCLIVIER et Christian BOUGEARD (dir.), *La Résistance et les Français*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1995, p.347-357.
- Jean-Marie DESGRANGES, *Les Crimes masqués du résistancialisme*, Paris, Les Éditions de L'Élan, 1948.
- Olivier LALIEU, « L'invention du "devoir de mémoire" », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°69, 2001/1, 2001, p.83-94.
- Sébastien LEDOUX, « Qui a inventé le devoir de mémoire ? », *L'Histoire*, n°419, janvier 2016, consulté le 08/05/2025, [<https://www.lhistoire.fr/qui-a-invent%C3%A9-le-devoir-de-m%C3%A9moire>].
- Hélène MIARD-DELACROIX, « Non l'histoire ne se répète pas », *Libération*, 8 avril 2014, consulté le 08/05/2025, [https://www.liberation.fr/evenements-libe/2014/04/08/non-l-histoire-ne-se-repete-pas_994015/].
- Robert O. PAXTON, *La France de Vichy, 1940-1944*, Claude Bertrand (trad.), Paris, Seuil, 1973 (édition originale : *Vichy France : Old Guard and New Order, 1940-1944*, New York, Alfred A. Knopf, 1972).
- Antoine PROST, *Les Anciens Combattants et la société française (1914-1939)*, thèse d'État en histoire, dir. Louis Girard, Paris IV, 1975.
- Henry ROUSSO, *Le syndrome de Vichy (1944-1987)*, Paris, Le Seuil, 1987.
- Alexandre SUMPF, « Les "tondues" de la Libération », *L'histoire par l'image. Nouvel éclairage sur l'histoire*, mars 2016, consulté le 12/03/2026, [<https://histoire-image.org/etudes/tondues-liberation>].

- Et intégration silencieuse

- Cathy CARUTH, « Unclaimed Experience : Trauma and the Possibility of History », *Yale French Studies*, n°79, 1991, p.181-192.
- Annie ERNAUX, *La Place*, Paris, Gallimard, 1983.
- Smaïn LAACHER et Abdelmalek SAYAD, « Insertion, intégration, immigration : la définition des mots est toujours un enjeu dans les luttes sociales », in Bernard CHARLOT et Dominique GLASMAN (dir.), *Les jeunes, l'insertion, l'emploi*, Paris, Presses universitaires de France, 1999, p.166-185.
- Michel POLLAK, « Mémoire, oubli, silence », *Une identité blessée. Études de sociologie et d'histoire*, Paris, Métailié, 1993, p.13-39.
- Abdelmalek SAYAD, *Histoire et recherche identitaire*, Saint-Denis, Bouchène, 2002.
- Émile TÉMINE, « Abdelmalek Sayad : La Double Absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré », *La pensée de midi*, 2000/2, n°2, 2000, p.159-161.

3. Le besoin de savoir des descendants confronté au silence

- Émilie ABED, « Grandir sans ascendance », *Mémoires*, n° 89, octobre 2024, p.22-23.
- Robert BAGUET, « Les générations aînées : démission ou nouvelles missions ? », in Jacques COMMAILLE (dir.), *La transmission entre les générations, un enjeu de société*, Paris, Fayard, 1999, p.93-124.
- Marie-Laure BALAS-AUBIGNAT, *Identification au traumatisme des petits-enfants de survivants. Conversations avec la troisième génération des camps de concentration*, Paris, L'Harmattan, 2017.
- Catherine CHALIER, *Transmettre de génération en génération*, Paris, Salvator, 2023.
- Yves DENÉCHÈRE, Michel NASSIET, Jean-Philippe PIERRON, Aubeline VINAY et Sylvie JAYLE, « Qu'est-ce que la famille ? », in Aubeline VINAY (dir.), *La famille aux différents âges de la vie. Approche clinique et développementale*, Paris, Dunod, 2017, p.17-42.
- Francis EUSTACHE (dir.), *Mémoire et émotions*, Paris, Presses universitaires de France, 2016.
- Francis EUSTACHE (dir.), *Mémoire et traumatisme*, Paris, Dunod, 2023.
- Haydée FAIMBERG, « Le télescopage des générations. À propos de la généalogie de certaines identifications », in René KAËS, Haydée FAIMBERG, Micheline ENRIQUES et Jean-José BARANES, *Transmission de la vie psychique entre générations*, Malakoff, Dunod, 2013, p.113-129.
- Sarah GENSBURGER, « L'univers concentrationnaire : les affects malgré tout », in Alain CORBIN, Jean-Jacques COURTINE et Georges VIGARELLO (dir.), *Histoire des émotions. De la fin du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, Seuil, 2017, p.298-320.
- Marianne HIRSH, *The Generation of Postmemory: Writing and Visual Culture After the Holocaust*, New York, Presses universitaires de Colombia, 2012.
- Dominick LACAPRA, *Writing History, Writing Trauma*, Baltimore, Presses universitaires de Johns Hopkins, 2001.
- Martine LANI-BAYLE, *Les secrets de famille. La transmission de génération en génération*, Paris, Odile Jacob, 2007.
- France LEBRETON, « Entretien avec Stéphane Audoin-Rouzeau : "L'histoire familiale est à la croisée de la grande histoire" », *La Croix*, 8 octobre 2019, consulté le 29/04/2025, [<https://www.la-croix.com/Famille/Parents-et-enfants/Lhistoire-familiale-croisee-grande-histoire-2019-10-08-1201052845>].



- Malika MANSOURI et Marie Rose MORO, « Des héritiers du silence témoignent du colonial. Effets sur les adolescents d'aujourd'hui », in Marion FELDMAN (dir.), *Les enfants exposés aux violences collectives*, Toulouse, Érès, 2016, p.73-81.
- Malika MANSOURI, Marion FELDMAN, Johnathan LACHAL, Elisabetta DOZIO, Mayssa' EL HUSSEINI, Marie Rose MORO, « Silence, rebellion and acting out of silence past : Understanding the French Riots from a Postcolonial and Transcultural Perspective », *Frontiers in Psychiatry – Section Child and Adolescent Psychiatry*, vol.10, 18 décembre 2019, consulté le 20/12/2024, [<https://www.frontiersin.org/journals/psychiatry/articles/10.3389/fpsyt.2019.00909/full/>].
- Anne-Marie MERLE-BÉRAL et Rémy PUYUELO, *Écrire avant la nuit. Quand la personne âgée écrit sur son enfance*, Toulouse, Érès, 2022.
- Lisa MÉTREAU, *La transmission intrafamiliale des mémoires de la Résistance en Charente depuis 1945*, mémoire d'histoire, dir. Yves Denéchère, Université d'Angers, 2025.
- Olivier WIEVIORKA, « Francisque ou Croix de Lorraine : les années sombres entre histoire, mémoire et mythologie », in Pascal BLANCHARD et Isabelle VEYRAT-MASSON (dir.), *Les guerres de mémoires. La France et son histoire*, Paris, La Découverte, 2010, p.94-106.

4. L'incidence des régimes mémoriels, entre ombre et lumière

- Claire ANDRIEU, « Les régimes de visibilité de la Résistance », *Le Mouvement social*, n°290291, Presses de Sciences Po, 2025, p.5-24.
- Intervention de CLAIRE ANDRIEU, Séminaire *Engagement et Résistance*, Sciences Po Paris, 13/10/2025.
- François HARTOG, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil, 2003.
- Philippe JOUTARD, *Histoire et mémoires, conflits et alliances*, Paris, La Découverte, 2013.
- Sébastien LEDOUX (dir.), « Les lois mémorielles en Europe », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, hors-série n°15, 2020/3, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2020.
- Sébastien LEDOUX, *Histoire et mémoire(s)*, n°8160, C.N.R.S. éditions, 2024.
- Jacques LE GOFF, *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard, 1988.
- Johann MICHEL, *Devenir descendant d'esclave : enquête sur les régimes mémoriels*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.
- Alexandre MILLET, *Les mémoires des prisonniers de guerre français du Stalag 325 de Rawa-Ruska (1945-2010)*, thèse d'histoire, dir. Yves Denéchère, Université d'Angers, 2023.
- Pierre NORA, « Mémoire collective », in Jacques LE GOFF (dir.), *La Nouvelle Histoire*, Paris, C.E.P.L., 1978, p. 398-401.
- Paul RICOEUR, *Temps et récit*, vol.1, Paris, Seuil, 1983.
- Henry ROUSSO, *Face au passé. Essai sur la mémoire contemporaine*, Paris, Belin, 2019.
- Susan RUBIN SULEIMAN, *Crises de mémoire. Récits individuels et collectifs de la Deuxième Guerre mondiale*, Thomas Van Ruymbeke et Marine Le Ruyet (trad.), Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012 (édition originale : *Crises of Memory and the Second World War*, Cambridge, Presses universitaires d'Harvard, 2006).
- Alain SEKSIG, « Le temps de la reconnaissance », *Hommes et Migrations*, n°1276, novembre-décembre 2008, p.6-11.
- Tzvetan TODOROV, *Les abus de la mémoire*, Paris, Arléa-Le Seuil, 1995.
- André-Jean TUDESQ, « Histoire et Mémoire : une relation ambiguë et contradictoire », in Danielle BOHLER et Gérard PEYLET, *Le Temps de la mémoire II : soi et les autres*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 2007, p.97-106.



- Sophie WAHNICH et Pierre ZAOUI, « Présentisme et émancipation : entretien avec François Hartog », *Vacarme*, n°53, 2010/4, 2010, p.16-19.
- Olivier WIEVIORKA, *La mémoire désunie. Le souvenir politique des années sombres, de la Libération à nos jours*, Paris, Le Seuil, 2014.

5. Faire l'histoire par la parole des descendants

- Raphaëlle BRANCHE, *Papa, qu'as-tu fait en Algérie ? Enquête sur un silence familial*, Paris, La Découverte, 2020.
- Florence DESCAMPS, *L'historien, l'archiviste et le magnétophone : de la constitution de la source orale à son exploitation*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2001.
- Denis PESCHANSKI, *La vérité du témoin : mémoire et mémorialisation*, tome 2, Paris, Hermann, 2018.
- Guillaume PIKETTY, « Résistance et écriture intime », in Bruno CURATOLO et François MARCOT (dir.), *Écrire sous l'Occupation. Du non-consentement à la Résistance, France-Belgique-Pologne, 1940-1945*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, p.25-36.
- Alessandro PORTELLI, *The Battle of Valle Giulia: Oral History and the Art of Dialogue*, Madison, Presses universitaires du Wisconsin, 1997.
- Alessandro PORTELLI, *História oral como arte da escuta*, São Paulo, Letra e Voz, 2016.
- Annette WIEVIORKA, *L'ère du témoin*, Paris, Plon, 1998.
- Annette WIEVIORKA, « Le statut du témoin », *Mémoires*, n°76, novembre 2019, p.8-10.
- Françoise ZONABEND, « De l'avènement de la mémoire orale », in Jean-Yves Boursier (dir.), *Résistants et Résistance*, Paris, L'Harmattan, 1997, p.159-172.



ANNEXES

Table des annexes

Annexe 1 : Chronologie de l'histoire des réfugiés espagnols en Charente (1936-2026)	172
Annexe 2 : Les différents lieux et périodes d'accueil des réfugiés espagnols en Charente	177
Annexe 3 : Rapport du commissaire principal au préfet de Charente sur l'arrestation de Francisco López Navarro du 30 décembre 1942	181
Annexe 4 : Historique et ordre de bataille du groupe F.F.I. espagnol en Charente	183
Annexe 5 : Maurice Bontinck, « 927 déportés espagnols oubliés depuis 64 ans », <i>Charente Libre</i> , 20 août 2004, p.3.	189
Annexe 6 : Maurice Bontinck, « José Martin, un héros obstiné », <i>Charente Libre</i> , 28 août 2004, p.4.	190
Annexe 7 : Portraits de trois résistants espagnols en Charente	191
Annexe 8 : Transcription intégrale du témoignage de Nicolas Vauzelle, petit-fils du résistant espagnol José Rocabert	194
Annexe 9 : Transcription intégrale du témoignage de Marie Vauzelle, fille du résistant espagnol José Rocabert	215
Annexe 10 : Transcription intégrale du témoignage de Manuel Huerta, fils du résistant espagnol Cayo Huerta	229
Annexe 11 : Grille d'entretien utilisée pour chacun des témoignages recueillis	249

Annexe 1 : Chronologie de l'histoire des réfugiés espagnols en Charente (1936-2026)

I. L'exode et l'accueil ambivalent (1936–1938)

18 juillet 1936

Soulèvement nationaliste — Début de la Guerre civile d'Espagne

[Espagne]

4 septembre 1936

1^{er} convoi de 371 réfugiés basques en gare d'Angoulême (usine Weiller, Saint-Cybard)

[Local]

Septembre 1936

Répartition dans les bourgs : Cognac (Hôtel Bernier), Confolens, Jarnac, Barbezieux, Rouillac

[Local]

Janvier 1937

Ouverture du centre de triage de l'usine Fourcheraud (place de la Gendarmerie, Angoulême)

[Local]

Juin 1937

Chute de Bilbao — Arrivée massive par Saint-Nazaire, 160 réfugiés transférés à Cognac

[Espagne – National – Local]

Avril 1938

440 réfugiés de Luchon hébergés à l'usine Dupuy (Saint-Roch, Angoulême)

[Local]

II. La *Retirada* et l'internement (1939)

26 janvier 1939

Chute de Barcelone — Début de la *Retirada* (470 000 exilés vers la France)

[Espagne – National]

31 janvier 1939

Premier train de la *Retirada* en gare d'Angoulême (753 personnes)

[Local]

1^{er} février 1939

378 réfugiés transférés vers Cognac (prison désaffectée et château de Cressé)

[Local]

4–5 février 1939

Aménagement d'urgence du camp de la Combe aux Loups à Ruelle (2 000 personnes)

[Local]

13 février 1939

4 211 réfugiés espagnols recensés en Charente — Bilan local de la *Retirada*

[Local]



Janvier–février 1939

Création des grands camps dans le Sud de la France : Argelès-sur-Mer, Saint-Cyprien

[National]

5 mai 1939

Circulaire interdisant les rapatriements forcés vers l'Espagne franquiste

[National]

Juillet 1939

Décision préfectorale de créer le camp des Alliers à Angoulême (route de Bordeaux)

[Local]

1^{er} septembre 1939

1 800 Espagnols transférés de Ruelle vers le camp des Alliers

[Local]

Automne 1939

Création des C.T.E. — Sortie progressive des individus valides des camps

[National]

III. L'Occupation et la déportation (1940)

17 juin 1940

Demande d'armistice par Pétain

[National]

24 juin 1940

Entrée des Allemands à Angoulême

[Local]

Juillet 1940

Premiers sabotages attribués aux Espagnols (câbles coupés route de Bordeaux)

[Local]

13 juillet 1940

Ordre allemand de regrouper les Espagnols pour livraison aux autorités franquistes

[Reich]

28 juillet 1940

Demande du ministre de l'Intérieur au préfet de Charente de diriger les Espagnols du département vers la Dordogne en zone libre, suivant un ordre allemand

[Local]

6 août 1940

Arrivée à Mauthausen du 1^{er} convoi d'Espagnols (ex-prisonniers de guerre en Allemagne)

[Reich]

17 août 1940

Ordre du préfet de Charente aux gendarmes de regrouper tous les Espagnols du département au camp des Alliers

[Local]

20 août 1940 — 1^{er} CONVOI DE DÉPORTÉS CIVILS DE FRANCE

Départ du « Convoi des 927 » de la gare d'Angoulême vers Mauthausen – Première déportation de civils d'Europe de l'Ouest vers un camp nazi.

[Local – Reich]



24 août 1940

Arrivée à Mauthausen : 430 hommes internés

[Reich]

1^{er} septembre 1940

Femmes et enfants renvoyés — Leur train atteint Irun (frontière espagnole)

[Espagne]

Novembre 1940

Les nomades remplacent les Espagnols au camp des Alliers

[Local]

IV. La Résistance et la Libération (1941–1945)

1941–1942

Création de l'U.N.E. et restructuration du P.C.E. en France — Formation du 14^e Corps de Guérilleros

[National]

1941

Premiers contacts entre réfugiés espagnols et groupes F.T.P. (Jean Barrière)

[Local]

1942

Sabotages en Charente (Gare et arsenal d'Angoulême, Poudrerie) — Participation de José Martin et Francisco López Navarro

[Local]

11 novembre 1942

Arrestation de Jean Barrière et d'autres résistants français (incendie de la Poudrerie) – Fusillés à La Braconne en vertu d'un jugement du tribunal militaire allemand d'Angoulême

[Local]

10 novembre 1942

Sabotage de coton mettant le feu au hangar et à deux pavillons de la poudrerie d'Angoulême par les guérilleros

[Local]

18 novembre 1942

Arrestation de Francisco López Navarro

[Local]

5 mai 1943

Première fusillade de résistants à La Braconne

[Local]

Mai 1944

Constitution de la 24^e Brigade des Guérilleros espagnols à Écuras

[Local]

24 août 1944

Entrée de *La Nueve* dans Paris libéré

[National]

31 août 1944

Libération d'Angoulême — Groupes Soleil et Ricco, dont José Rocabert, *Agrupación de los guerrilleros españoles* diluée

[Local]

Octobre 1944

Échec de l'invasion du Val d'Aran (Opération *Reconquista*) — L'exil est définitif

[Espagne]

15 mars 1945

Décret accordant officiellement le statut de réfugié aux Espagnols (apatrides Nansen)

[National]

V. De l'invisibilisation au réveil mémoriel (1945–2024)

5 mai 1945

Libération de Mauthausen — Une dizaine de rescapés du convoi revient s'installer à Angoulême

[Local]

1946

Fermeture de la frontière franco-espagnole après l'exécution de Cristino García

[National]

1948–1950

Normalisation des relations diplomatiques France–Espagne

[National]

7 septembre 1950

Opération Boléro-Paprika — Arrestation et expulsion de cadres communistes espagnols en France

[National]

Années 1950–1960

Phase d'invisibilisation sociale — Les familles (Huerta, Rocabert, etc.) se fondent dans la société civile charentaise

[Local]

Janvier 1974

Début du Festival international de la Bande dessinée d'Angoulême — José Rocabert en devient coordinateur pour l'Espagne (jusqu'en 2015)

[Local]

20 novembre 1975

Mort de Franco — Début de la transition démocratique espagnole

[Espagne]

Septembre 1979

Organisation de la Quinzaine Catalane à Angoulême par José Rocabert

[Local]

Années 1990

« L'ère du témoin » (A. Wieviorka) — Urgence de recueillir la parole avant la disparition des acteurs de 1939

[National]

An 2000

Publication des *Indésirables* d'Alain Léger — Ouvrage pionnier déterrante l'histoire des réfugiés espagnols en Charente

[Local]

**2005**

Publication de *El Convoy de los 927* de Montse Armengou – Visibilisation de l'histoire du convoi des 927 en Espagne

[National – Espagne]

26 décembre 2007

Loi mémorielle de reconnaissance et d'extension des droits et de rétablissement des moyens en faveur de ceux qui ont souffert de persécution ou de violence durant la Guerre civile et la dictature – Droit d'option à la nationalité espagnole au profit des enfants et petits-enfants d'exilés espagnols

[International]

19 janvier 2008 — RECONNAISSANCE PUBLIQUE

Inauguration de la stèle des 927 devant la gare d'Angoulême – Fin de l'invisibilité publique de cette tragédie

[Local]

2019

Projet scolaire et documentaire « *Vivir para contar* » — Lycée Guez de Balzac, Angoulême

[Local]

19 octobre 2022

Loi mémorielle sur la mémoire démocratique – Élargissement du droit d'option à la nationalité espagnole

[International]

2022–2024

Demandes de double nationalité espagnole par la 3^e génération (famille Vauzelle) — Acte symbolique de revanche mémorielle sur l'invisibilisation passée

[Local]

À venir en 2026

Installation d'une œuvre d'art en fer forgé représentant le chiffre « 927 » pour le nombre de déportés du convoi du 20 août 1940 à l'Alpha d'Angoulême – Réalisée par les élèves du lycée de Ruelle Jean Caillaud

[Local]

Annexe 2 : Les différents lieux et périodes d'accueil des réfugiés espagnols en Charente

Sources : Ensemble du corpus de sources ; Alain Léger, *Les indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, Op. Cit.

Commune	Site	Type de lieu	Principale période	Caractéristiques et observations
Angoulême	Usine Weiller (St-Cybard)	Refuge	Sept. - Déc. 1936	Premier lieu d'accueil ; 371 réfugiés logés sur de la paille
	Usine Fourcheraud (Pl. de la Gendarmerie)	Centre de triage/Refuge	1937 - Mars 1939	Ancienne fonderie remplaçant l'usine Weiller ; capacité de 40 à 800 personnes
	Garage Vallet (rue Fougerat)	Refuge d'urgence	Fév. 1939	Étages supérieurs utilisés pour plus de 1 000 personnes
	Gare de l'État (garage attenant)	Refuge d'urgence	Fév. 1939	Local désaffecté utilisé pour décharger le garage Vallet
	Entreprise Durand (Impasse Austerlitz)	Refuge	Fév. 1939	Anciens locaux de charpente métallique ; utilisés pour environ 200 à 300 personnes
	Camp des Alliers (Ch. De Rabion)	Camp d'internement	1939 - 1940	Seul camp construit spécifiquement pour les Espagnols ; clôturé et gardé
Ruelle-sur-Touvre	La Combe aux Loups (Rte de Champniers)	Camp d'internement	Fév. - Août 1939	Ancien camp de travailleurs indochinois (1914-18) ; plus de 2 000 pensionnaires avant transfert aux Alliers

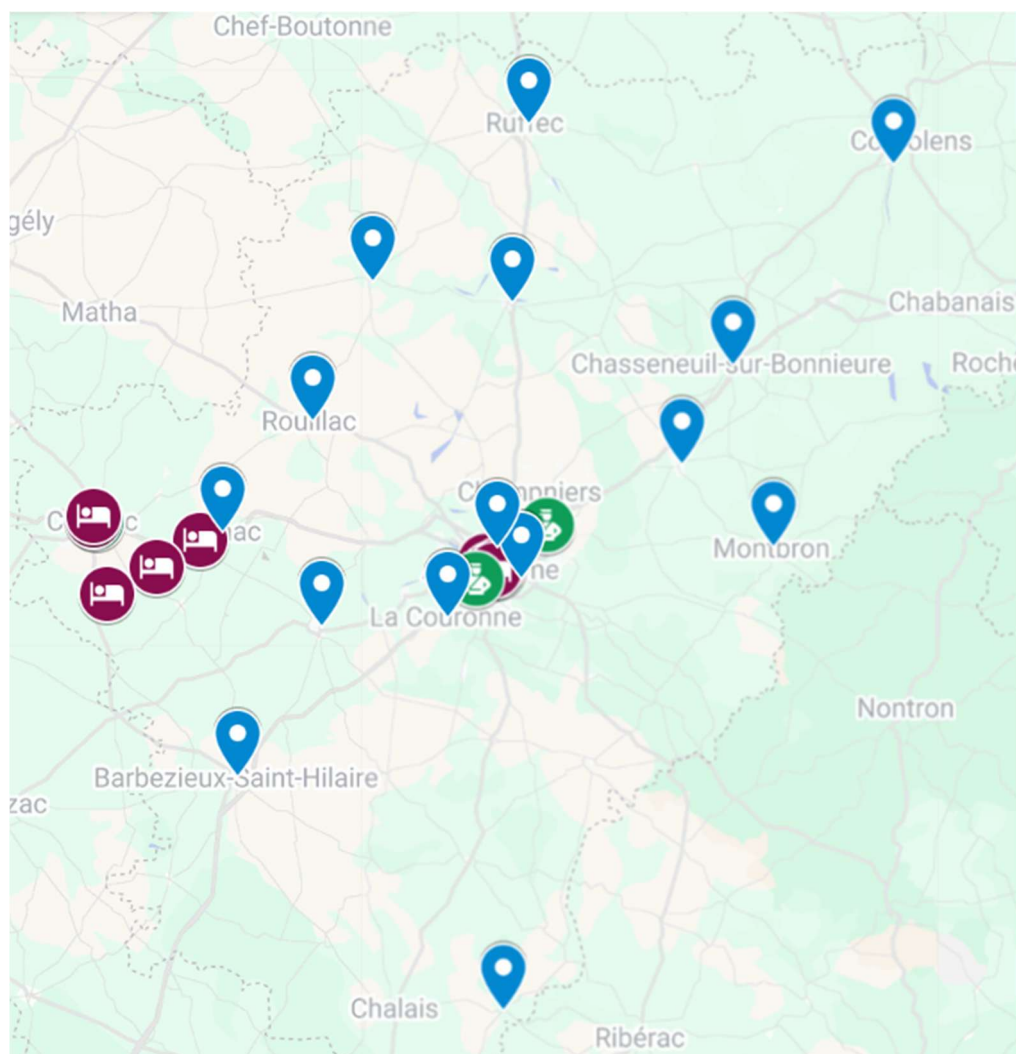
Cognac	Maison d'arrêt (rue de Bellefonds)	Refuge	1939	Prison désaffectée ; cellules ouvertes mais gardées
	Ancien hôtel Bernier (rue Élysée-Mounier)	Refuge	Fév. 1939	Situé face à la sous-préfecture
	Rue Saint-Martin	Refuge	Mars 1939	Ouvert pour les derniers arrivants
Bourg-Charente	Château de Cressé	Refuge	1939	Accueille la colonie « <i>Negrín</i> » (enfants orphelins) puis des familles
Gensac-la-Pallue	Ferme de Laubaret	Hébergement rural	Juin 1939	Corps de ferme utilisé pour isoler les réfugiés en pleine campagne
	Ferme de Gademoulin	Refuge	Juin 1939	Conditions précaires ; certains logés dans d'anciennes porcheries ou étables
Genté	Ferme de La Couture	Cantonnement C.T.E.	Août 1939 - 1940	Utilisé pour loger la 165 ^e C.T.E. (travaux de l'aérodrome)
Ansac-sur-Vienne	Brasserie d'Ansac	Centre d'hébergement	1939	Principal centre du Confolentais (150 à 250 personnes)
Divers Bourgs	Écoles, écuries, hôtels désaffectés	Refuges locaux	1936 & 1939	Aigre (Hospice), Aubeterre, Barbezieux, Chasseneuil, Châteauneuf, Jarnac, La Couronne, La Rochefoucauld, Mansle, Montbron, Rouillac,

				Ruffec, Soyaux, Gond- Pontouvre, etc.
--	--	--	--	--

Légende :

-  Canton d'Angoulême
-  Canton de Cognac
-  Cantons divers

Localisation des différents lieux d'accueil des réfugiés espagnols en Charente



Légende :



Premiers refuges d'accueil



Villes et villages ayant accueillis



Camps d'internement

Source : Tableau des différents lieux d'accueil et période d'accueil des réfugiés espagnols en Charente.

→ Vous trouverez plus de détails, avec la possibilité d'agrandissement de la carte et de lire la légende dans son intégralité, via le lien suivant :

[<https://www.google.com/maps/d/u/0/edit?hl=fr&mid=11Y-Eb4elcW7iz4AT7obwuUAZUrY8CcU&ll=45.647060466713945%2C0.062214318747315644&z=10>].

Annexe 3 : Rapport du commissaire principal au préfet de Charente sur l'arrestation de Francisco López Navarro du 30 décembre 1942

Source : AD16, 1 W 178

MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION GÉNÉRALE
POLICE DE LA
~~SURÉTÉ~~ SURETÉ NATIONALE

SERVICE
des
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

N° 3931
CHARENTE
31 DEC 1942
GABINET DU PRÉFET

ETAT FRANÇAIS
~~REPUBLIQUE FRANÇAISE~~

ANGOULEME le 30 DECEMBRE 1942

Le COMMISSAIRE PRINCIPAL Chef de Service,
à Monsieur le PREFET de la CHARENTE
-Cabinet-
à ANGOULEME

OBJET : Recrutement d'agents communistes parmi les anciens
gouvernementaux réfugiés en France. Arrestation du
nommé LOPEZ NAVARRO Francisco.

REFERENCE : Votre lettre du 26 courant.

J'ai l'honneur de vous rendre compte que le
nommé LOPEZ NAVARRO Francisco, né le 20-12-1909 à Motilla
Palmas (Espagne) ébéniste, ayant demeuré à ANGOULEME, 217,
route de Bordeaux, a été arrêté par mon Service, le 18 No-
vembre dernier, parce qu'il était en relations, avec BARRIERE
et m'avait été signalé comme un communiste militant parmi
les espagnols d'Angoulême.

Il avait été incarcéré à la Section Allemande
de la Maison d'Arrêt d'Angoulême.

Au cours d'un premier interrogatoire, il
n'avait fait aucune déclaration et ajoutait qu'il ne compre-
nait pas pourquoi il était arrêté.

La visite domiciliaire opérée dans sa chambre
n'avait donné aucun résultat et il n'était porteur d'aucun
document.

Au début de Décembre, j'avais intercepté la
correspondance qui lui était adressée et j'avais envoyé trois
lettres à la Section Politique du Service Régional de Police
Judiciaire à Bordeaux, qui me fit connaître, qu'un sieur
ABARCA Sébastien, né le 17-7-1912 à Jumilla (Espagne) ayant
demeuré à Bordeaux, responsable du mouvement communiste
espagnol, actuellement en fuite, était en relations à
...

S. N. 4211. n°8

...Angoulême, avec un nommé Fernandez ou Perez.

Les lettres écrites à LOPEZ furent présentées à une dame TORAN, de Quinsac (Gironde) qui reconnut qu'elle avait confondu le nom de Perez avec celui de Lopez.

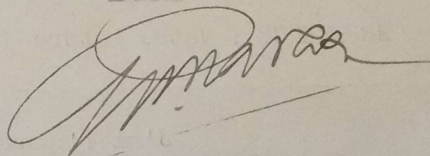
A la suite d'une perquisition opérée par la Police Judiciaire de Bordeaux à Mont-de-Marsan chez un nommé FERNANDEZ Manuel, l'enquête établit que tous ces individus étaient en relations suivies.

Mis en présence des résultats obtenus, LOPEZ a reconnu ces jours-ci qu'il était le responsable du Parti Communiste espagnol en Charente.

Mais l'organisation semblait à ses débuts et l'enquête continue pour essayer de connaître les noms de ses complices.

LOPEZ étant incarcéré à la Section Allemande de la Maison d'Arrêt d'Angoulême, sur instructions de la Police Allemande, il ne semble pas qu'il y ait de proposition à faire à M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur.

LE COMMISSAIRE PRINCIPAL
Chef de Service,



Annexe 4 : Historique et ordre de bataille du groupe F.F.I. espagnol de Charente

Source : AN, 72/AJ/107, annoté par Alain Léger.

Historique et ordre de bataille du groupe F.F.I. espagnol en Charente

(communiqué par M. BEILLARD) ¹

AGRUPACION de GUERRILLEROS ESPAÑOLES

Ordre de bataille de la 24^e Brigade des Guérilleros espagnols qui ont opéré dans les départements de Charente et Charente-Maritime

1 — CONSTITUTION DU GROUPE RÉSISTANT D'ANGOULÊME

La résistance espagnole s'est constituée en réaction à l'occupation allemande. D'abord à l'initiative de quelques éléments dont le manque de contact avec les organismes centraux limitait les actions à du sabotage et à une résistance à travailler pour l'occupant.

Ce n'est qu'en 1941 que nous prenons contact avec les frères ROPPTON ² de Saint-Michel qui nous mettent en rapport avec le groupe commandé par René Michel, organisateur et premier chef des groupes F.T.P. dans le département avec les Barrière et les frères Nepoux ³, tous fusillés dans le camp de la Braconne.

LOPEZ [NAVARRO] François ⁴, CUADRA [Antonio] ⁵ et DAVO Antonio ⁶ étaient les chefs de notre groupe.

René Michel nous confia d'abord la distribution de tracts dans la ville, lui-même se réservant la distribution dans les environs.

Une campagne de sabotage fut ébauchée par notre groupe. À la gare d'Angoulême, pendant l'arrêt des armées allemandes par le terrible hiver russe de 1941-42, de grandes quantités de marchandises destinées à leur ravitaillement ont été sabotées comme suit : les conserves de viandes, poissons, confitures, etc., emballées dans des caisses étaient systématiquement perforées dans le clou d'emballage. Lors du chargement dans les wagons, des sacs de céréales diverses ont été éventrés et dans cet ordre d'idées toutes les marchandises.

Ce travail fut réalisé par les frères CASAS ⁷, CARRION ⁸, FARIGLE ⁹, RIOS ¹⁰, FACUNDO, etc.

¹ Ce rapport ayant été rédigé rapidement et dans un français approximatif, il nous a semblé préférable de le corriger et d'en éliminer les répétitions. Les modifications de fond sont signalées par des crochets ou des notes. Il est cité de manière succincte et approximative in *Exils et migration* (L'Harmattan, 1994, p. 606).

² En fait : Robton des Jeunesses communistes.

³ Marc et Marcel Nepoux et non Nepu

⁴ Enterré aux Trois-Chênes à Angoulême.

⁵ Ancien de la 165^e CTE de Cognac-Châteaubernard.

⁶ Oncle de José Davo, ancien adjoint du maire d'Angoulême aux Finances (1977-1986).

⁷ Semble être arrivé à Angoulême au moment de la débâcle (simple hypothèse).

⁸ Il est douteux que les Carrion travaillèrent à la gare. Ou ce fut peu de temps. L'aîné fut ensuite entrepreneur à Ruelle.

⁹ Parent des Casas. N'arriva à la gare qu'en 1944 comme employé de la Coopérative de la Charente avec Luis Davo, le frère aîné d'Antonio. Ses sabotages paraissent avoir été des plus limités. Je l'ai rencontré à Angoulême en 1998.

¹⁰ Ne passa qu'une partie de la guerre à la gare car fut muté à la boulangerie L'épi d'or (sur l'actuel bd Chabasse).

Au parc à fourrages, les réserves de pain de guerre, farines et autres céréales furent également sabotées au moment de leur chargement dans des camions et wagons.¹¹ Ce travail fut réalisé par ALVAREZ Emilio [dit El Largo : le grand], MALAGUITA¹², etc.

À la Fonderie de Ruelle, les mêmes sabotages furent effectués en ce qui concerne les envois de spiritueux (cognac, rhum, etc) et de farines panifiables. Ces travaux furent réalisés par MARTIN José¹³, GONZALEZ VARILLAS, CABALLERO et d'autres.

À l'arsenal d'Angoulême, les sabotages de voitures, camions, etc., la destruction d'outillage, enlèvement de pièces d'armes automatiques, etc., furent effectués sous la direction du patriote de notre groupe, GARATÉ¹⁴.

Pendant plus de deux ans, des wagons de marchandises furent détournées de leur destination par échange des étiquettes de voitures avec celles d'autres unités de la Wehrmach. Ce travail fut réalisé par CASAS François en gare d'Angoulême. Celui-ci, accusé d'être le chef du personnel civil sabotant le travail et les marchandises, fut menacé d'être envoyé en Allemagne. Fin août 1943, il fut muté au service allemand chargé de la réception du matériel d'aviation destiné à Cognac-Châteaubernard. Le 28 septembre, il sabote un appareil de précision destiné à cette base. Après enquête par les services de police de la gare d'Angoulême, par des ingénieurs et par la Gestapo, le caporal-chef chargé de la réception fut sanctionné par un envoi en Russie.

Pendant l'été 1942, nous constituons à Cognac un groupe résistant sous la direction des patriotes CASALS Antonio¹⁵, MIRA¹⁶, Joseph et CIFUENTES Jesus¹⁷ qui devaient réaliser des sabotages au camp d'aviation de Cognac-Châteaubernard.

Le 20 septembre 1942, anniversaire de la bataille de Valmy, furent distribués par les membres du groupe d'Angoulême dans les boîtes aux lettres, sous les portes, etc.¹⁸, un grand sac de tracts confiés par le groupe René Michel qui les avait reçus en gare de Saint-Michel.

Le 10 novembre 1942, le patriote LOPEZ Francisco de la direction de notre groupe participe personnellement avec BARRIÈRE et d'autres éléments du groupe ci-dessus cité, au sabotage des deux pavillons de la Poudrerie nationale d'Angoulême provoquant l'incendie et la destruction du coton pour la fabrication d'explosifs.

Le lendemain de l'interpellation de BARRIÈRE,¹⁹ Francisco LOPEZ est à son tour est arrêté et incarcéré à la prison d'Angoulême. La Gestapo s'acharne sur LOPEZ pour lui arracher les noms des personnes qui fréquentaient son domicile²⁰ et qui faisaient partie du coup de main de la poudrerie. Terriblement battu, il resta pendant quelque temps à Angoulême avant d'être transféré au camp de concentration de Compiègne comme élément dangereux. Ce n'est qu'en août 1944 qu'il put s'évader en compagnie d'autres déportés et regagner Angoulême où il reprit son activité au service de la résistance française.

José MARTIN, CUADRA, DAVO le remplacent. Lors d'un voyage à Bordeaux, CUADRA tombe aux mains de la Gestapo qui lui inflige un traitement bestial au Fort du Hâ puis l'envoie à Compiègne d'où il est déporté en janvier 1944 à Buchenwald.

¹¹ Il semble bien en effet que le parc à fourrages dans le quartier des casernes était desservi par une voie ferrée (cf témoignage Antonio Gomez sur Cluet), ce qui n'est plus le cas depuis longtemps.

¹² Habitant de Malaga. Il s'agirait du pseudonyme d'une personne dont on a oublié la véritable identité.

¹³ José Martin Campos ne travailla à Ruelle que de juin à août 1941.

¹⁴ Élias Garaté ne s'enfuit de la base de Saint-Nazaire pour venir à Angoulême qu'au printemps 1944.

¹⁵ Ancien du contingent SERE expulsé de Bordeaux vers Cognac en août 1939. A quitté la Charente peu après la guerre.

¹⁶ Et non Mirat. Mort à Cognac où il avait créé sa propre entreprise d'électricité.

¹⁷ Cifuentes n'a pu nous fournir aucun exemple de sabotages notables. Les deux derniers sont des anciens de la 165^e CTE.

¹⁸ José Martin Campos se contentait d'éparpiller les tracts dans les rues pendant la nuit.

¹⁹ 20 novembre 1942.

²⁰ Hôtel Mariaud, rue de Bordeaux, près de la rue Saint-Ausonne.

MARTIN Joseph, pisté par la Gestapo ²¹ et accusé d'avoir pris part aux derniers sabotages de mai 1943 sur la ligne Angoulême-Montbron, est arrêté [le 23 mai 1943]. Responsable du groupe de sabotages des voies ferrées ²², il nie toute participation et déclare ne pas connaître divers patriotes du réseau d'Angoulême qui lui sont présentés et qui ont participé avec lui à différentes opérations. Déclare tout ignorer des activités de ALVAREZ Emilio, les frères CASAS, MAESTRE Antonio, CARRION et RIOS ²³.

Quelque temps après, les frères CARRION et leur cousin Louis VENTEO sont à leur tour arrêtés²⁴. Suit quelques jours après l'arrestation de RIOS Francisco ²⁵. Tous sont accusés de faire partie du groupe résistant espagnol auteur des sabotages dans les entrepôts et magasins militaires allemands et de participer aux sabotages en collaboration avec les organismes français de la Résistance.

Confronté à MARTIN José, [Lopez] déclare le connaître comme collègue de travail et compatriote²⁶.

MARTIN est relâché en décembre 1943 ²⁷ avec promesse de la Gestapo de n'être pas inquiété. Quelque temps après, CARRION Jean et Joseph, VENTEO et RIOS Francisco sont libérés par les Allemands dans l'espoir qu'ils leur permettent de remonter la filière²⁸.

La maison des CARRION ²⁹ étant devenue suspecte, le domicile des frères CASAS au 2, rue des Acacias ³⁰ devient le centre de l'activité du groupe.

Les agents de liaison BORDEAUX-PARIS y font halte pour se reposer, prendre ou laisser les renseignements et pour suivre leur mission. Des membres [de] plusieurs nationalités faisant partie du CADI ³¹ transportant des imprimés, tracts, renseignements militaires, etc., explosifs, pistolets, mitraillettes démontées sont entreposés dans la cave de la maison .

De 5 à 7 colis sont renvoyés toutes les semaines via Paris vers Compiègne et les camps des déportés en Allemagne, tous préparés chez les CASAS par Pilar CLAVER, Salvador GUASH, MAESTRE, FARIGLE, etc. Les marchandises sont en partie prises aux cuisines allemandes par les membres du groupe, le reste par contribution volontaire entre les Espagnols républicains ³².

Le groupe redouble d'activité en attendant le débarquement des Alliés. Depuis plusieurs mois, l'Agrupacion de los Guerilleros a donné l'ordre général aux travailleurs espagnols enrôlés de force dans les compagnies d'étrangers mobilisées pour la construction du Mur de l'Atlantique de rallier les maquis les plus proches . De La Rochelle, la Pallice, etc., tous les jours arrivent des patriotes qui sont d'abord reçus à

²¹ Martin prétend avoir été dénoncé par Carrion.

²² Groupe qui se résumait à lui-même et aux deux frères Carrion qu'il accusait d'être plus préoccupés de marché noir que de Résistance. Les opérations se sont résumées à deux sabotages sur une voie secondaire près de Sers dont l'auteur déclare ignorer les résultats.

²³ Martin a tout nié en bloc, même l'évidence.

²⁴ D'après le fichier Chaumette, la date d'arrestation des Carrion est identique à celle de Marin (23 mai). Ils sont libérés dès le 29.

²⁵ En réalité, Rios n'est arrêté par erreur que le 15 octobre 1943 et relâché le 19.

²⁶ Ce qui vaut quelques coups à Martin qui l'avait nié.

²⁷ En réalité, le 28 novembre.

²⁸ Chronologie entièrement fausse, nous l'avons vu.

²⁹ Avenue Gambetta, face aux actuelles Archives départementales.

³⁰ Dans le vieil Angoulême, près du bordel Chez Adrienne où travaillait plusieurs Espagnoles.

³¹ De la MOI selon Pilar Claver. Le Comité d'action et de défense des immigrés créé sous le Front populaire pour promouvoir un statut des immigrés a été réactivé en avril 1944 par la MOI sur ordre du PCF qui cherchait à élargir son influence au sein du CNR (cf *Exils et migration*, L'Harmattan, 1994, pp. 221, 223-231).

³² Pilar Claver revendique la responsabilité de ces colis. Elle se rendait au Secours national où Maestre et Guasch lui remettaient des provisions détournées. Elle procédait aussi à des collectes auprès de ses compatriotes. Après sa libération en juin 1943, c'est Esclafér, un marchand de cognac d'Angoulême appartenant sauf erreur à la "vieille émigration", qui se proposa pour fournir tout le contenu des colis offerts à Lopez Navarro.

Cognac puis dirigés sur Angoulême, Ruelle, Blanzac, Montbron, Nontron, etc., dans le but de rentrer dans les maquis BERNARD, CHABANNE, RICCO, etc., jusqu'au moment d'être intégrés dans la brigade qui doit se former.

ALVAREZ [Emilio], CASAS François, MASTRE, les frères CARRION (qui habitent Ruelle) effectuent le passage entre le personnel et le maquis ³³.

2 - FORMATION DE LA BRIGADE

Début mai 1944, ordre est donné de constituer le maquis espagnol avec les éléments récupérés et ceux qui doivent rentrer de la côte atlantique.

MM. CHABANNE [FFI Chasseneuil], BERNARD [FTP Rochechouart-Chabanais] ³⁴ et RICCO [FTP Nontron] nous donnent des vivres et quelques armes et nous concentrons notre personnel à Écuras (près de Montbron). [Juan Castillo dit Sebastian], un officier envoyé par le Commandant de Bordeaux, prend en charge l'Unité, secondé par CASAS François, ALVAREZ et MAESTRE.

Manquant d'armes, nos hommes participent aux actions des unités chez lesquelles ils se trouvent affectés : BERNARD, CHABANNE et les différents groupes de RICCO (PETERS, PINOCHIO, FOSING).

La section du lieutenant Anido et du sergent-chef SOLIS Louis opérait sous les ordres du capitaine PETERS.

Le Lieutenant Ramon Villa était avec BERNARD

Le lieutenant Caballero [s'agit-il de Francisco Caballero, ancien ouvrier agricole à Abzac ?] avec la Bir Hackeim Foch [Chabanne].

Nous avons ainsi participé aux batailles de Chabanais et Exideuil-sur-Vienne en août 1944, coopéré aux combats pour la prise de Limoges, aux sabotages des lignes Angoulême-Limoges et Angoulême-Montbron dont 12 entre Chasseneuil et Angoulême, [aux] fouilles dans le train, aux échauffourées entre Alloue, Hesse et Ambernac et dans le Confolentais, contrôlé et coupé des routes par des abattages d'arbres, etc. Une partie de nos éléments était intégrée dans les forces de BERNARD, RICCO, PINOCHIO et dans la Bir Hacheim Foch.

Dix guerilleros participèrent à la fusillade de Sainte-Catherine ³⁵ et trois furent blessés.

Environ 50 guerilleros rentrent dans le maquis près de Cognac ³⁶ et passent aux ordres du capitaine [Fausto] Castillo ³⁷ qui fait partie des forces du commandant de la place de Cognac.

L'avance sur Angoulême est effectuée par nos forces encadrées avec RICCO (unités de FOSING et PETERS). Notre groupe le plus important participa à la prise de la gare d'Angoulême et l'Arsenal. D'autres éléments coopéraient à l'assaut des casernes.

Le total des guerilleros qui prirent part est de l'ordre de 230 hommes dont 92 en première ligne, 80 en deuxième échelon (manque d'armement de guerre - fusils de chasse) et le reste dans la ville prêt à coopérer à l'assaut sous les ordres de SERRA, CASAS, ALVAREZ et MAESTRE ³⁸. La prise de l'arsenal et des casernes nous fournit une forte quantité d'armement et divers qui nous permit d'équiper 350 guerilleros.

³³ La réception est assurée à Angoulême par Conchita Puiggros, épouse d'un déporté, travaillant dans un bar du champ de Mars, près de la gare routière. Pilar Claver va récupérer les hommes dans ce bar.

³⁴ "Bernard Lelay dit Bernard était un ancien typographe de *L'Humanité*."

³⁵ 10 km au sud-est d'Angoulême, direction Périgueux.

³⁶ Groupe Dubroca dans les bois de Saint-André-de-Cognac.

³⁷ Ancien de la 165^e CTE.

³⁸ À noter que l'« assaut » fut déclenché le 31 août au soir alors que les Allemands s'apprétaient à partir le lendemain matin...



Après la prise d'Angoulême, nos troupes se cantonnent au 64 rue de l'Arsenal ³⁹ et villa « Mondésir » (avenue de Varsovie) ⁴⁰.

Dans le but de réorganiser notre unité et avec l'accord du colonel commandant la subdivision, nous envoyons un ordre sous le couvert de l'état-major FFI de la Charente à tous les chefs commandant une unité en Haute-Vienne, Vendée, Vienne, Charente, Charente-Maritime et Dordogne, de faire expédier les guerilleros à la base de récupération d'Angoulême.

Environ 370 guerilleros sont récupérés.

La brigade se reforme avec ses effectifs et encadrée avec la formation type de l'armée républicaine espagnole (voir feuille composition unité).

Le reste de guerilleros est versé à Bordeaux pour grossir les rangs des unités combattant dans l'embouchure de la Garonne (pointe de Grave et Verdon).

ALVAREZ Emilio, MAESTRE Antonio (ancien officier de l'armée républicaine espagnole), CASAS (capitaine d'état-major d'active de l'armée républicaine espagnole) et le commandant Sébastien arrivé de Bordeaux ébauchent un plan d'entraînement des forces avec le matériel récupéré à l'Arsenal d'Angoulême, réparé en partie par un armurier de la fonderie de Ruelle, et plus tard avec des mortiers de 8 et 50 mm, des mitrailleuses lourdes et légères et des fusils de divers pays.

Le colonel BERNARD passe en revue notre brigade et se déclare très satisfait de la tenue et de la discipline. Quelques jours plus tard, nous sommes envoyés sur le front de Royan à Semussac. Notre brigade se compose d'une compagnie d'infanterie, une section spéciale de sabotage et mines, une section de machines lourdes, une section sanitaire, une section auto, une section intendance. Au total : 156 hommes ⁴¹.

Nous sommes rattachés au Régiment BERNARD ⁴² et sous les ordres directs du Commandant Jean, chef du bataillon en ligne.

Après visite du secteur désigné par l'état-major de la brigade, le capitaine chef de la compagnie et notre chef de secteur et par le lieutenant RAMON qui a en charge les rapports directs avec le commandant JEAN, les unités s'installent dans leur secteur respectif, il suit l'emplacement des armes automatiques et lourdes, du P.C., des sections sanitaire, auto, intendance, etc. Nous commençons l'aménagement de la position par des travaux de fortification.

Le lendemain, avant l'aube, une forte reconnaissance est effectuée devant nos lignes sous le commandement du lieutenant TUIDO. Les fermes situées entre les deux lignes sont visitées et l'on observe l'ennemi qui aménage des blockhaus. La section rentre au moment du lever du soleil et essuie quelques tirs d'armes automatiques.

Une deuxième reconnaissance permet au lieutenant TUIDO de récupérer dans les fermes situées entre les deux lignes une importante quantité de bestiaux (boeufs, vaches, veaux, moutons cochons et volailles) que les fermiers s'attendaient à voir pris par les Allemands très démunis de vivres. Le tout fut ramené sur nos lignes sans que l'ennemi riposte.

En prévention d'une attaque ennemie, nous commençons l'installation d'un champ de mines devant nos positions. Vers la fin des travaux, confronté à une mine défectueuse, le sergent-chef SOLIS Luis fait appel au lieutenant TUIDO mais celui-ci arrive juste au moment de l'explosion qui l'aveugle. Il trouve cependant le courage d'arracher le fil de fer qui communiquait avec le reste du secteur miné, sauvant la vie au personnel de sa section.

Le sergent-chef SOLIS fut tué sur le coup. Le lieutenant Anido MULUA perdit l'œil droit et les 75 % de l'œil gauche : il fut hospitalisé à Saintes.

³⁹ La rue de l'Arsenal se trouve dans le centre d'Angoulême. Le 64 ne faisait que servir de siège au PCE et à l'UNE, équivalent espagnol du Front national.

⁴⁰ Cette grande maison bourgeoise est aujourd'hui une annexe de la MJC de La Grande Garenne.

⁴¹ À noter que la 2^e des 4 Cies fut envoyée devant La Rochelle.

⁴² 4^e brigade du 107^e R.I., 24^e division.



Une forte attaque fut déclenchée par les Allemands suite au coup de main effectué par les hommes du lieutenant TUIDO. Sur les 3 h du matin, des bruits suspects mirent en alerte le secteur. Au lever du jour, on aperçut environ 2.000 Allemands progressant vers nos positions. Un fort tir allemand nous soumit à rude épreuve. Nos mortiers vomirent quelques grenades mais ce n'est que lorsque l'ennemi arriva sur le champ de mines qu'on répliqua par un tir nourri.

Malgré le terrible travail meurtrier des mines, les Allemands persistèrent, prirent le château [Martell] qui était à notre gauche et s'infiltrèrent entre notre unité et celle qui faisait liaison avec nous, prenant à revers une partie de notre système défensif. Nous tînmes jusqu'à 9 heures du matin puis nous repliâmes en nous appuyant sur un bois distant d'1,5 km. L'ennemi rentra dans nos positions, saccagea et brûla tout, vêtements, outils, matériel de missive. Un camion [allemand ?] resta en panne. Pendant plus de 3 heures, les ambulances allemandes évacuèrent leurs morts et blessés ; nous avons fait environ 200 blessés à l'ennemi. Nos pertes propres s'élevaient à 15 blessés (3 graves).

Les troupes rentrent dans notre cantonnement de Basseau. Elles sont relevées par 5 sections avec leurs services, toutes habillées par l'Intendance de Saintes. Les transports sont effectués par le service auto de la Direction et par notre parc auto. Sous la surveillance du capitaine d'état-major CASAS, nos troupes effectuent des exercices théoriques et pratiques sur le terrain de Basseau. Les forces du front de Royan sont relevées en moyenne tous les 15 jours pour désinfection et repos. Les blessés légers et malades sont soignés au camp de Basseau, les graves à l'hôpital militaire d'Angoulême.

Sur l'ordre de la subdivision, nous créons un service de sécurité à Saint-Michel pour prêter main forte au Comité départemental de libération tandis que les troupes au repos sont affectées au service d'ordre et de police en ville.

Jusque vers la fin de novembre 1944 où nous avons été définitivement relevés du front, nos troupes ont effectué divers coups de main, reconnaissances, etc., et essuyé le feu intense de l'artillerie ennemie. Nous avons laissé une position aménagée à la façon d'une troupe hautement active et capable.

Pendant cette période, notre brigade a eu comme pertes (prise d'Angoulême et front de Royan) :

7 morts, 9 blessée graves, 18 légers
42 malades divers.

Sur ordre de la Subdivision d'Angoulême, la brigade part se mettre aux ordres du Commandant en chef de la subdivision du Gers où elle sera transformée en bataillon de sécurité ⁴³ jusqu'à la démobilisation générale de toutes les unités de sécurité en mars 1945.⁴⁴

La résistance espagnole a donc contribué d'une manière effective pendant toute la période d'occupation et a laissé en Charente le témoignage de son amour à sa deuxième patrie la France. Ses guérilleros, ses déportés, ses morts en sont la preuve.

Vive la France, Vive la Liberté.

⁴³ D'après notre enquête, il y a une sérieuse déperdition entre le front de l'Atlantique et l'engagement dans l'opération Reconquête. Cf. tém. Pilar Claver, Georges Perez (dont le frère aîné est bloqué par leur père), Rios (qui ne participe ni au maquis ni aux combats de l'Atlantique), Gabarrón (qui fait très vite demi-tour) et, pour Cognac, Cifuentes et Leonard Fernandez.

⁴⁴ Certains volontaires comme Martin Gabarrón sont démobilisés dès la fin 1944.

Annexe 5 : Maurice Bontinck, « 927 déportés espagnols oubliés depuis 64 ans », *Charente Libre*, 20 août 2004, p.3.

Source : AD16, 1803 W 78

les faits du jour en région

Des ouvriers espagnols, ici à la fonderie de Ruelle, ont été hébergés dans la commune. Quatre ou cinq effectuaient le voyage sans retour vers Mauthausen

927 déportés espagnols oubliés depuis 64 ans

Le 20 août 1940, des réfugiés espagnols installés en Charente croient prendre le train direction la zone libre. 333 périront dans le camp autrichien de Mauthausen

témoignage
«Ma famille s'est enfuie des Alliers»

Dolores n'en a pas dormi cette nuit-là. A 28 ans, elle travaillait comme femme de ménage à Angoulême, mais sa mère et son frère habitaient au camp des Alliers depuis leur arrivée du camp français d'Argeles, le 1er avril 1940. Elle se rappelle parfaitement, à 92 ans, de cette soirée du 19 août 1940.

«Je me méfiais de cette possibilité de partir en zone libre. De toute façon, nous travaillions à Angoulême. Il n'y avait pas de raison de partir. Alors, elle est allée voir le directeur du camp pour lui dire qu'elle et sa famille ne voulaient pas partir. «Il m'a dit que si nous avions de l'argent, il était possible de quitter le camp des Alliers. Mais, surtout, il fallait le faire avant 8 h le lendemain matin. Heure où les Allemands devaient encercler le camp.» Sa mère et son frère se sont finalement laissés convaincre par Dolores. Son intuition a changé le cours de sa vie et sauvé peut-être celle de son frère.

«La plupart pensaient partir en zone libre. Ils étaient contents de prendre le train. Mais la réalité est apparue huit jours plus tard, quand le train est revenu par Angoulême sans les hommes restés à Mauthausen. «Je travaillais ce jour-là, mais j'ai vu qu'une femme malade était sortie du train pour être soignée à Girac. Deux ou trois autres auraient également réussi à s'échapper.» La peur envahit Dolores et l'ensemble des réfugiés espagnols pendant l'occupation. «Ma patronne a été formidable avec moi. Elle m'a même cachée une semaine quand il y avait du danger. Dolores vit aujourd'hui dans le vieux Angoulême depuis plus de soixante ans. «Au départ, nous étions venus pour trois mois. Avec son fort accent espagnol, la vieille dame volubile de 92 ans résume la vie des Espagnols dits «Rouges» pendant cette période difficile. «Nous avons beaucoup souffert, croyez-moi.»

A 92 ans, Dolores Lazaro se rappelle avoir eu de justesse le convoi vers Mauthausen

Maurice BONTINCK

Ni commémoration officielle, ni hommage rendu aujourd'hui au «Convoi des 927», parti il y a 64 ans, jour pour jour, d'Angoulême. La gare accueillera comme d'habitude ses voyageurs du week-end, à défaut d'une gerbe de fleurs en souvenir des réfugiés espagnols embarqués sans le savoir vers les camps de la mort. Au total, 333 ne sont jamais revenus de ce voyage du 20 août 1940.

«Un crime oublié est un crime réussi», constate l'historien angoumois Alain Léger, qui a publié en 2000 une histoire des Espagnols en Charente pendant la guerre au titre sans équivoque: «Les Indésirables» (1). «Cette déportation en famille de civils non-jurés est pourtant

un cas unique en France, s'insurge l'historien. Mais personne n'en parle !»

En cette période de célébration de la Charente libérée, ce crime de guerre plonge dans les mauvais souvenirs enfouis du passé. Une plaque existe bien sur un mur de la mairie d'Angoulême. Mais elle a été déposée par les Républicains espagnols en 1945, rendant «hommage à la Charente pour l'accueil qu'elle leur a fait en 1939». Pas un mot sur les 927 «Indésirables» d'abord regroupés au camp des Alliers puis envoyés vers Mauthausen, il y a 64 ans.

Felix Quesada n'a que 13 ans, le 24 août 1940. Il a quitté avec sa famille la gare d'Angoulême depuis quatre jours dans le noir d'un convoi de marchandises lorsqu'il revint enfin la lumière ce matin-là. Mais le train n'est pas en zone libre, contrairement à ce qui avait été annoncé aux Espagnols arrivés en Charente depuis 1939 pour fuir le franquisme. Sur les quelque 4 200 réfugiés en Charente, seuls 927 ont accepté la proposition allemande d'un départ massif vers la zone libre, relayée par la préfecture de Charente.

Le triangle bleu des apatrides

Felix fait plus vieux que ses 13 ans. Suffisant pour le garder. Et en faire un des 430 «ennemis de l'Etat allemand» trompés par la ruse nazie et conservés par les SS à Mauthausen. Les familles sont déchirées par ce tri subjectif de la barbarie hitlérienne. 497 vieillards, femmes et enfants, parfois plus vieux que Felix, seront renvoyés par le même train en Espagne. A Irun, via Angoulême. L'embarquement de familles entières était un leurre pour éviter tout soupçon au moment du départ d'Angoulême. Fe-

Un devoir de mémoire négligé

«Nous n'avons pas pris le temps de nous y intéresser vraiment», reconnaît-on au Musée de la résistance et de la déportation d'Angoulême. Les seuls éléments du musée faisant référence au trajet du 20 août 1940 se trouvent dans les livres d'Alain Léger et Guy Hontarredé (1), ce dernier rappelant qu'il y a bien «crime de guerre».

Au premier étage du musée, deux photos du camp de Mauthausen rappellent l'horreur de la déportation. Mais ni les visages mourants des déportés, ni l'image des 186 marches menant vers la carrière du camp autrichien ne donnent l'occasion de rendre hommage aux «Indésirables». Une télévision catalane était même venue en janvier dernier pour un documentaire, mais n'avait découvert que très peu d'éléments sur le «Convoi». A l'image des Tziganes ayant pris leur place au camp des Alliers à partir de novembre 1940, les «Rouges», comme ils étaient couramment appelés, intéressaient peu de monde, malgré le soutien d'une petite partie de la population. A Ruelle, par exemple, 130 familles ont accueilli des réfugiés espagnols pendant la guerre.

Même du côté des Espagnols de Charente, cet épisode n'est jamais commémoré, si ce n'est dans l'intimité des cercles familiaux. «C'est vrai que nous avons un travail de mémoire à développer», assure, 64 ans après, Grégoire Luzaro, président de l'association APFEEF depuis janvier, et dont la famille a failli prendre le convoi du 20 août. «La plupart des rescapés sont décédés. Mais les derniers témoins, au crépuscule de leur vie, ont la parole qui se libère. A nous de les écouter.» L'association devrait mettre en place cette année un atelier scolaire relatant l'histoire des Espagnols depuis leur arrivée en Charente jusqu'à la déportation de certains d'entre eux. Le «convoi des 927» devrait y trouver enfin sa place. Avec peut-être le témoignage de José Alcuibier, 78 ans, dernier déporté angoumois rescapé du convoi. Il est prêt à parler de tout, à une seule condition: «Ne me demandez rien sur mon père.» Miguel Alcuibier n'a pas survécu plus de deux mois à son transfert vers le camp annexe de Gusen, l'«enfer de l'enfer», selon Alain Léger. Il en est mort le 24 mars 1941, à 67 ans. Son fils ne l'a su qu'à la fin de la guerre.

(1) «La Charente dans la Seconde guerre mondiale», de Guy Hontarredé, éd. Le Croit vir, 2004, 30 euros.

lix reçoit sur ses nouveaux habits de déporté le triangle bleu des apatrides, avec un S au milieu pour symboliser l'Espagne franquiste d'où il s'est enfui. Matricule 3854. A ses côtés, Bautista, 68 ans, a également reçu le funeste triangle bleu. Il devra gravir quotidiennement, pierres sur le dos, les 186 marches qui mènent à la carrière au centre du camp. Toute personne s'effondrant d'épuisement est immédiatement abattue. Bautista Sabate Pons, le plus ancien des déportés du convoi, n'y surviva pas. Comme beaucoup, il périt. Lui, c'était le 4 mai 1941, après un transfert au camp annexe de Gusen. Felix, lui, s'en sortira et s'installera comme artiste-peintre à Antibes.

«Un crime oublié est un crime réussi», déplore l'historien Alain Léger, déçu de l'absence de reconnaissance de la déportation des «Indésirables»

des Alliers) sur Dordogne en avisant préfet de ce département du lieu d'arrivée des intéressés.

A cette date, le nombre de déplacés attendus en Dordogne tourne autour de 2000. Les convocations au camp des Alliers se multiplient, mais les gendarmes ne font aucun zèle pour forcer la main des récalcitrants, selon les témoignages recueillis par Alain Léger. Moins d'un mois plus tard, les Allemands emmènent en douceur 927 «intéressés» vers la gare d'Angoulême et un transfert en zone libre. Mais le chemin de la liberté se transforme en route vers l'enfer. Un enfer nommé Mauthausen, au bord du Danube, en territoire autrichien. Au total, 200 000 personnes périront dans ce camp de concentration ou l'une de ses annexes servant de carrières de pierres pour les délires architecturaux de Hitler. Parmi eux, ils étaient 333 oubliés de l'histoire. «Trois cent trente et trois étrangers et nos frères pourtant», aurait peut-être écrit Aragon. S'il avait su.

Un télégramme de Vichy

Le 28 juillet, la Sûreté nationale à Vichy demande par télégramme au préfet de Charente, conformément aux souhaits des occupants, de «diriger Espagnols (regroupés au camp

(1) «Les Indésirables: l'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais», d'Alain Léger, éd. Le Croit vir, 2000.

vendredi 20 août 2004 • charente libre

Annexe 6 : Maurice Bontinck, « José Martin, un héros obstiné », *Charente Libre*, 28 août 2004, p.4.

Source : AD16, 1 PER 56-380

Jose Martin, un héros obstiné

Le réfugié espagnol a lutté contre le fascisme chez lui, puis s'est engagé aux côtés des Français et a participé à la Libération d'Angoulême. Avec une opiniâtreté méritoire

Maurice BONTINCK

«Ce n'est pas la peine de tout raconter, ça serait trop long...» Jose Martin a la modestie du résistant anonyme mais une vie de combattant de la liberté particulièrement bien remplie. Résistant en 1936, dès les premiers jours de la guerre civile dans son Espagne natale, il est arrivé en libérateur par une nuit d'août 1944 à Angoulême en compagnie d'une dizaine de parachutistes britanniques et canadiens tombés sur Anais. Entre ces deux dates, il n'a cessé de s'opposer avec ses moyens au joug fasciste.

Réfugié en France en février 1939, le résistant âgé aujourd'hui de 84 ans, passe par tous les camps d'exilés espagnols du sud de la France avant de s'échapper la nuit. Malgré «les Français qui voulaient nous renvoyer à Franco», il s'engage aux côtés des troupes françaises lors de la déclaration de guerre en septembre 1939. Malgré les conditions épouvantables dans lesquels il est accueilli en exil - «J'ai été notamment enterré jusqu'au cou pendant deux jours par la police française parce que j'avais volé un morceau de pain», «il m'était inconcevable de rester sans agir pour le pays qui m'avait offert un refuge». Malgré la débâcle de l'armée française, «il n'était pas question d'accepter l'invasion de la France, mon pays d'accueil, par l'Allemagne et le fascisme que je venais de combattre».

Il rejoint alors en septembre 1941 le premier groupe de résistants charentais dirigé par Bernard Barrière et les frères Nepoux. Dans le même temps il travaille pour les Allemands à la forderie de Ruelle dans le bâtiment des grandes forges, «là où ils stockaient le vin et le cognac». Une première occasion de saboter le travail en brisant de nombreuses bouteilles du stock, «mon premier boulot contre ces gens-là, qui m'ont fait perdre mon pays». L'occasion aussi de goûter une nouvelle fois à la répression, cette fois-là à coups de nerfs de bœuf. Ce qui ne l'empêche pas de remettre cela quelques mois plus tard en incendiant des voitures aux casernes d'Angoulême, pendant son dernier travail avant de rejoindre le maquis de Dordogne en 1942.

«La nuit avec les parachutistes»

En Charente, le groupe de résistants de Bernard Barrière et des frères Nepoux est dénoncé, ses leaders fusillés au camp de La Braconne, en novembre 1942. Quelques mois plus tard, il est à son tour victime d'une dénonciation et se retrouve six mois dans les geôles d'Angoulême. «En mai 1943 et pendant trois mois, j'ai été enfermé dans un cachot et battu trois fois par jour. Mais je n'ai jamais parlé... En juillet, ils m'ont transféré dans une salle de la prison pour laisser la place à un autre groupe de résistants dénoncés.» Libéré en novembre, il rejoint une nouvelle fois le maquis, trouvant tout de même le temps de se marier.

C'est avec le 8^e bataillon des FTP, rejoint le 10 mars 1944, qu'il prend les chemins de la liberté et de la Libération. Périgieux d'abord puis Ruelle avec les parachutistes récupérés à Anais. «Des gendarmes nous attendaient et nous ont emmenés là-bas.» Avant d'arriver sur Angoulême «par la route de Montbron». «Nous sommes arrivés de nuit avec les parachutistes. Mais vers une heure du matin, c'était la débâcle des Allemands; il ne restait plus grand-chose.» De toute façon, l'objectif est de continuer vers la mer, via Saint-Jean d'Angély, pour rejoindre La Rochelle. «Nous sommes restés en de-

Avant de s'engager dans la résistance, Jose Martin a passé huit mois dans les camps de réfugiés espagnols du sud de la France
- photo Phil Meselet



hors de la ville en attendant les renforts; nous n'avions que des mitraillettes.» Il rentrera dans la cité abandonnée par les derniers Allemands avant de revenir enfin à Angoulême en 1945. Là où dès 1941, il était seul dans la nuit à diffuser des tracts clandestins, affrétés spécialement de Paris. Après plus de huit ans de résistance, le réfugié espagnol avait enfin gagné son combat pour la liberté, malgré «le racisme de nombreux Français» envers lui et sa communauté. «Il en a fallu, de la volonté, pour faire la guerre pendant près de dix ans avec des séjours en prison ou dans les terribles camps du sud de la France. Il en a fallu aussi de la volonté pour s'engager si tôt dans la résistance, croyez-moi.» On vous croit.

Annexe 7 : Portraits de trois résistants espagnols en Charente

Source : Ensemble du corpus de sources ; Alain Léger, *Les indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, Op. Cit.

1. FRANCISCO LÓPEZ NAVARRO

État civil et origine

- **Date et lieu de naissance** : 20 décembre 1909, Motilla del Palancar (province de Cuenca, Espagne)
- **Métier** : Ébéniste

Parcours d'exil

- S'installe à Angoulême fin 1939 avec sa femme et son enfant, après la défaite républicaine
- Travaille comme ébéniste au sein de l'usine de gélatine Rousselot

Responsabilités politiques

- Responsable du P.C.E. pour la Charente
- Assure la liaison avec les dirigeants des F.T.P.F., notamment Jean Barrière, avec Antonio Davo

Actions de résistance

- Coordonne la distribution de la presse clandestine (*Reconquista de España*)
- Participe activement aux sabotages industriels, notamment à l'incendie de la Poudrerie d'Angoulême en novembre 1942

Répression et survie

- Arrêté le 18 novembre 1942
- Soumis à de violents interrogatoires et à la torture ; garde le silence protégeant ses camarades
- Incarcéré à la prison Saint-Roch, puis au camp de Compiègne
- S'évade lors du chaos de l'été 1944 de Compiègne et reprend le combat à Angoulême

Après-guerre — Famille et vie

- Séparation à l'amiable du couple, sa femme ne supportant pas son engagement en résistance, elle repart en Espagne avec les deux enfants
- Reste à Angoulême après la guerre
- En 1946, l'administration le signale en état d'indigence, l'obligeant à demander des aides vestimentaires
- Travaille comme menuisier
- Membre de l'Amicale des anciens F.F.I. espagnols

 **Valeur mémorielle** : Symbole du sacrifice des cadres de l'ombre, dont la résilience sous la torture a sauvé les réseaux locaux, et ce au désavantage de sa famille

2. JOSÉ MARTIN

État civil et origine

- **Date et lieu de naissance** : 12 décembre 1919, Andalousie (Espagne)
- **Milieu familial** : Issu d'un milieu extrêmement pauvre, berger dès l'âge de 7 ans, jamais scolarisé



Parcours d'exil

- Combat sur le front d'Aragon dès 1936, devient caporal puis commissaire politique de section ; y apprend les rudiments de la lecture et écriture
- Départ lors de la *Retirada*, internement dans plusieurs camps du sud de la France (Barcarès)
- Arrive en Charente en juin 1941 après un long périple à pied depuis le Sud

Responsabilités politiques

- Militant au P.C.E. et à l'Union Générale des Travailleurs (U.G.T.)

Actions de résistance

- Dès 1941 : sabote les stocks de cognac et de vin destinés aux Allemands à la Fonderie de Ruelle
- Incendie des véhicules militaires aux casernes d'Angoulême
- Sabotages ferroviaires entre Sers et Dignac
- En mars 1944 : rejoint le 8^e bataillon F.T.P. en Dordogne (groupe Ricco)
- Participe à la Libération d'Angoulême
- Fin 1944 : participe à l'opération *Reconquista de España*

Répression et survie

- Arrêté en mai 1943 par la Gestapo
- Battu trois fois par jour durant trois mois de prison, libéré faute de preuves

Après-guerre — Famille et vie

- Épouse la Française Georgette Domain en 1943
- Impose l'apprentissage de l'espagnol à ses deux filles, dont l'ascension sociale est remarquable : l'une devient maître de conférences en physique, l'autre juriste
- Travaille d'abord dans la carbonisation, puis effectue une carrière exemplaire aux Transports Delage comme responsable logistique
- Naturalisé français en 1970
- Refuse les médailles mais touche une pension d'ancien combattant

 **Valeur mémorielle** : Incarne la ténacité de l'ouvrier-résistant et la réussite du contrat d'intégration par l'école

3. PILAR CLAVER

État civil et origine

- **Date et lieu de naissance** : 1915, Navarre (Espagne)
- **Premières violences subies** : Tondue en 1936 pour refus de pratique religieuse, lors des premières persécutions franquistes



Parcours d'exil

- Fuit durant la *Retirada* avec ses parents
- Passe par les camps de Cognac (Bernier) avant de s'établir à Angoulême

Responsabilités politiques

- Devient secrétaire du P.C.E. et de l'U.N.E. à Angoulême après la Libération
- Atteint le grade de sergent de par son engagement en résistance civile et de solidarité

Actions de résistance

- Travaille à l'Hôtel Family où elle couvre les arrières de Francisco López Navarro qui y loge
- Embauchée à la Panzerkaserne d'Angoulême : utilise un dictionnaire pour décoder les programmes de sortie des troupes qu'elle transmet aux maquis, démoralise les troupes allemandes, subtilise de la nourriture
- Assure des liaisons dangereuses pour transporter tracts et matériel entre Bordeaux et Angoulême
- Fonde l'association *Solidaridad española* avec les frères Casas pour soutenir les familles de déportés et les prisonniers résistants (envoi de colis)
- Mène ses actions sous l'œil de l'occupant en jouant sur son statut de femme, réfugiée et employée

Après-guerre — Famille et vie

- Quitte la Charente pour Paris, mais garde un lien fort avec ses racines, retournant chaque été en Navarre
- A témoigné dans l'ouvrage de référence de Neus Català sur les femmes résistantes (Neus CATALÀ, *Ces femmes espagnols de la Résistance à la Déportation. Témoignages vivants de Barcelone à Ravensbrück*, Caroline Langlois (trad.), Paris, Tirésias, 1994)

 **Valeur mémorielle** : Représente la résistance civile et humanitaire des femmes espagnoles, longtemps occultée par le récit des combats armés



Annexe 8 : Transcription intégrale du témoignage de Nicolas Vauzelle, petit-fils du résistant espagnol José Rocabert

Source : Entretien avec Nicolas Vauzelle, petit-fils de José Rocabert, en visioconférence, 06/02/2026, 01:02:47.

- Informations générales

- Date de l'enregistrement : 6 février 2026
- Date de retranscription : 15 février 2026
- Durée de l'interview : 01:02:47
- Collectrice : Lisa Métreau (LM)
- Nom de l'interviewé : Nicolas Vauzelle (Nicolas V.)
 - Parenté : Petit-fils du résistant José Rocabert
 - Date de naissance : 22 janvier 1975
 - Informations socio-professionnelles : Enseignant en mathématiques au lycée
- Lieu de l'interview : En visioconférence

- Légende

- Hésitation : ///
- Ajout de précisions visuelles ou de mots sous-entendus : [...]

- Transcription

- **LM** : Nous sommes le 6 février 2026 en présence de M. Vauzelle. Pour commencer, est-ce que vous pourriez vous présenter rapidement ?
- **Nicolas V.** : Oui. Alors, moi j'ai 51 ans, je suis originaire de Charente, je suis né en Charente. J'ai fait mes études en Charente aussi au lycée Marguerite de Valois, ensuite sur La Rochelle, puis je suis devenu enseignant. Donc je suis revenu rapidement en Charente. J'ai fait 15 ans en Charente : une quinzaine d'années au collège de Montmoreau, et là, depuis 14-15 ans, au lycée Marguerite de Valois, où j'étais élève en fait. Voilà pour mon parcours. Sinon, au niveau de mes engagements, je suis aussi président bénévole de l'association Espace numérique Sud-Charente depuis une vingtaine d'années. Je suis fondateur de cette association, qui a pris de l'ampleur au niveau local et même au niveau national, avec huit salariés. On a même créé une entreprise qui est une filiale de cette association pour développer des formations autour du numérique. Alors je suis enseignant de mathématiques, mais j'étais également formateur pour adultes, rédacteur en chef actuel d'une revue dédiée au numérique. J'ai pas mal d'intérêts sur le numérique et les maths. Et



sinon en loisirs, je suis trailer, je cours. Il y a de quoi faire dans le secteur. En Sud-Charente, c'est bien vallonné, c'est joli, c'est magnifique. C'est le plus bel endroit du monde !

- **LM** : Et bien justement, pour entrer dans un sujet qui concerne le plus bel endroit du monde ... Monsieur Rocabert, c'est votre grand-père, c'est cela ?
- Nicolas V. : Oui.
- **LM** : Est-ce que vous connaissez un petit peu son histoire, son parcours ? Est-ce qu'il vous en a parlé ?
- Nicolas V. : Alors oui, je connais pas mal son histoire, sachant que j'ai appris à le découvrir au fur et à mesure. Je ne comprenais pas tout au départ quand j'étais enfant. Déjà, j'ai commencé un petit peu, même par rapport à mes racines, à en savoir plus sur sa vie quand tout jeune, il est allé revivre en Espagne, c'est-à-dire qu'il est parti revivre en Espagne, moi, je passais toutes mes vacances enfant, j'avais 6 ans, en Espagne, à côté de Barcelone. Là, obligatoirement, j'avais bien compris qu'il y avait un côté espagnol, un côté français. Il me parlait souvent qu'il ne se sentait ni Français ni Espagnol, c'est-à-dire que quand il était en Espagne, il avait quand même la nostalgie de la France. Et après, quand il est retourné vivre en France, à l'inverse, il se sentait plus Espagnol. Donc en fait, il avait ce sentiment d'être un petit peu apatride, ni d'un côté, ni de l'autre, même si ce n'était pas de façon déprimée. C'est juste que de temps en temps, il savait ressortir ça. Après, quand j'étais vraiment tout jeune enfant, ce qui m'a marqué, c'est tout son engagement au départ, plus que la mémoire de sa vie quand il était résistant, parce qu'il n'en parlait pas à ce moment-là. C'était plutôt côté politique. Parce qu'en fait, il était représentant des Français en Espagne. Il a participé à la campagne de François Mitterrand. Il travaillait au Parlement européen. Il avait aussi un logement de fonction sur Valence. Donc, je suis aussi allé vivre, passer des vacances à Valence. Donc, j'ai plutôt vu ce côté-là, ce côté politique, ce côté de quelqu'un qui avait toujours envie de faire évoluer la société, de faire bouger les lignes, pas écorcher le vif. Il le faisait sans jamais le faire au détriment de qui que ce soit. Il avait vraiment cette envie de faire bouger les personnes autour de lui. Je me souviens d'une enfance où, en Espagne, il y avait beaucoup de monde, la famille qui venait un peu de partout. Chez lui, c'était l'auberge espagnole, vraiment l'auberge espagnole. Et ma grand-mère, elle, trimait un peu plus. Alors, c'est vrai qu'il y avait ce côté un petit peu macho, avec le recul peut-être un peu : c'est-à-dire que lui, il vivait sa vie. Mais derrière, il y avait ma grand-mère ... Alors lui, il était cuisinier. Il faisait de la cuisine excellente. Donc elle, elle faisait le ménage.

Quand il y avait du monde après, je ne sais pas comment elle le vivait. Je n'avais pas l'impression qu'elle le vivait mal. Mais en tout cas, il y avait quand même ce côté-là : lui, il ne vivait pas la vaisselle. Elle, elle était là pour corriger ses fautes quand il était représentant de Mitterrand, c'était sa secrétaire. C'était un petit peu comme l'ancien système politique, c'est-à-dire que souvent la femme assistait son mari au niveau du secrétariat, de l'écriture, etc. Donc, voilà. Je ne sais pas si c'est ce côté-là auquel vous vous intéressez, mais c'est ce côté-là, au départ, qui m'a soudé à lui. Parce qu'en fait, j'ai adoré sa façon de faire. Ce n'est pas anodin que je sois président d'une association et que je, le sois resté, que j'ai voulu construire des choses un petit peu nouvelles. Parce que lui, c'est ça aussi. Il faisait beaucoup de choses. Il construisait. Il faisait autre chose derrière. Il repartait. Alors, la différence, c'est que moi je suis resté avec la même association, mais je la fais quand même évoluer tout le temps. Et lui, il y avait ça. Quand j'étais gamin, il a créé le premier jeu de plage en Espagne. Ça n'existait pas encore. Après, quand ça a fonctionné, il a arrêté. Ça ne le faisait plus. Il a créé l'école de comics, une école de BD à Villanova. Et ensuite, à ce niveau-là, pourquoi la BD ? Parce qu'il /// Alors, c'est après, je crois que c'est après /// J'ai des problèmes chronologiques. Peut-être que c'est ma mère qui va vous remettre dans l'ordre. Après, c'est lui qui a fait venir les Espagnols à la BD d'Angoulême. C'est un des membres fondateurs de la BD d'Angoulême. Il n'apparaît pas parmi les membres fondateurs, mais il y était dès le début. Et c'est lui qui a fait venir la plus grosse délégation étrangère sur la BD. Et moi, justement, quand il allait moins bien, parce qu'en fait, il était au festival, il n'allait pas bien et il allait avoir un rôle important, alors que je n'aime pas obligatoirement la BD, j'ai voulu prendre la relève. Il était fatigué de les faire venir, donc je me suis mis moi-même au bureau du Festival de la bande dessinée. Il faudrait que je reprenne les dates, mais j'ai organisé, il y a une dizaine d'années, un gros événement autour de l'École Joso. L'École Joso, c'est une école de bande dessinée sur Barcelone, la plus grosse, je crois, école de comics d'Espagne. C'était une expo où il y avait un bus symbolisé au niveau de la chambre de commerce et de l'industrie d'Angoulême qui entourait une grande table. Et ce bus-là symbolisait justement la venue des Espagnols. C'était pour rendre un hommage à ce trajet des Espagnols qui venaient en France pour la BD. Il y a une vidéo d'inauguration qui existe. Dessus, on voit mon grand-père, le président de l'association, etc. Et donc, cette expo-là, pareil, je n'y connaissais rien. Je suis devenu commissaire d'exposition. J'ai traité avec les C.C.I. Et c'était une façon, à mon sens, avec le recul – parce

que je crois qu'il était décédé deux ans après – de lui rendre hommage et de me dire qu'il ne fallait pas qu'il y ait quelque chose qui disparaisse alors qu'il avait mis ça en place. Donc, il y a ce côté d'attachement. En fait, moi, j'ai des fards dans ma vie ... bien sûr, mes parents, c'est normal. Mais après, au niveau des grands-parents, j'ai vraiment mon grand-père et mon arrière-grand-mère. Après, non pas que je n'aimais pas ma grand-mère non plus, mais quand je dis fard, ce sont des personnes qui m'ont donné des façons d'agir. Lui, c'était la façon d'aller de l'avant, le côté un peu anarchiste aussi, c'est-à-dire tout en respectant les règles. Je suis moins anarchiste que lui. Mais, si ça ne va pas, je suis capable de le dire. Je suis capable.

- **LM** : Pourquoi, pour vous, est-ce si important de justement lui rendre hommage comme vous le dites ?
- **Nicolas V.** : Parce que justement, il s'est battu pour sa liberté. Là, c'est vraiment le côté résistant. C'est quand j'ai appris ensuite à connaître son histoire, que j'ai grandi, qu'au départ il racontait au repas de nos vacances, beaucoup aux repas de famille, ce qui pouvait agacer ... Mais ce sont des choses qui ne ressortaient pas au début. Là aussi, je pense que c'est lié à ... Il y a des événements où la mémoire ressort un peu plus tard et saute souvent une génération. Alors /// dans ma toute petite enfance, il en parlait ... Après, vers mes 10-12 ans, quand il est revenu vivre en France, en fait, je pense que c'est ça qui l'a fait aussi en parler. Alors, pourquoi est-il revenu vivre en France ? Pour plusieurs raisons. Parce que j'ai un petit frère qui a 17 ans de moins que moi qui est né. Ma grand-mère voulait quand même se rapprocher d'eux. Ils étaient vieillissants. Il n'y avait pas d'aide en Espagne alors qu'ils pouvaient prétendre à des aides en France, des APL, etc. Donc, la vie en Espagne était plus chère peut-être qu'en France. C'était une des raisons. Et puis l'autre, c'est qu'il y avait aussi justement mon arrière-grand-mère, donc la mère de ma grand-mère, qui commençait à être âgée. Ma grand-mère avait besoin d'être auprès d'elle pour s'en occuper aussi. C'est aussi pour ces raisons-là. Quand il est revenu en France, c'est là où je pense qu'en effet, surtout sur Angoulême, il y a des choses qui nous rappelaient un petit peu ce qu'il avait vécu, même s'il avait [d'autres] passions. C'était au niveau des plantes. C'était un magnétiseur. Donc, il avait des personnes qu'il pouvait aider à ce niveau-là. Mais en fait, c'est là où j'ai vraiment compris d'où je venais, d'où il venait, ce qu'il était et d'où je venais moi aussi, sachant que /// cette envie de s'en sortir et de faire les choses de façon toujours



positive, je trouvais que c'était une bonne philosophie. C'est pour ça que je dis que ça m'a donné envie de m'engager, de m'appuyer sur ce qu'il était.

- **LM** : Si je résume, on peut dire qu'il y a quand même une forme de fierté chez vous par rapport à ce grand-père, une admiration de son parcours.
- Nicolas V. : Oui, oui.
- **LM** : Et il vous a inspiré des valeurs, des façons d'être et de faire dans votre vie d'aujourd'hui ?
- Nicolas V. : Oui, oui, totalement. D'ailleurs, j'ai un article sur la *Charente Libre*, pas par rapport à lui, mais c'est quand il y a eu les trophées des Charentais de l'année par rapport à mon association, j'avais été contacté par la *Charente Libre*. Et il y a un passage où je parle pas mal de lui. Et en plus, quand j'étais enfant, vers 14-15 ans, j'étais souvent ... enfin, pas souvent, c'est pas vrai. J'avais deux ou trois élèves qui pouvaient, par rapport à mon physique et tout – là, ça se voit peut-être moins, mais j'avais vraiment des traits espagnols – se moquer de moi [à cause de ces origines espagnoles]. Je le vivais mal. C'était souvent le cas ... Quand on est gamin, on n'aime pas être différent des autres. Je n'aimais pas trop ça. Et puis, justement, après coup, quand il m'a parlé, et bien non, j'en fais une fierté. Je le crie haut et fort et au contraire oui, je suis Espagnol, je suis fier de l'être ! Et maintenant, je le suis d'autant plus que j'ai demandé la nationalité pour revenir à la mémoire. Je l'ai demandée comme ma mère, comme ma sœur, comme mon frère et même comme mon fils. Alors, c'est une autre partie de ma vie. On a adopté en Haïti et il a très peu connu mon grand-père. Mais pareil, il l'adorait et je trouve que c'était un symbole fort. Lui, il vient de l'étranger, il est un petit peu stigmatisé /// Et en fait, avoir des racines un petit peu dans tous les sens, et bien c'est une force. Donc, je vais dire : moi, par exemple, je suis Espagnol, je suis fier de l'être. Toi, tu es Haïtien, mais tu peux avoir une autre nationalité : tu es Français, et si tu veux, tu peux avoir la nationalité espagnole, nationalité qu'il a. Et je trouve que cette reconnaissance de l'État espagnol, de cette histoire, est hyper importante : la démarche qu'ils ont faite pour intégrer ces familles qui, s'il n'y avait pas eu cette histoire-là, auraient pu être espagnoles. Alors, il y a d'autres raisons aussi, d'autres raisons économiques, mais je trouve que c'est vraiment un symbole fort. Et c'était aussi lui rendre hommage, et même sans lui rendre hommage, me sentir un peu Espagnol dans le monde, dans la façon d'être.



- **LM** : À ce propos, j'ai une question. Votre grand-père, quand il est parti d'Espagne et arrivé en France, est-ce qu'il a perdu sa nationalité ?
- **Nicolas V.** : Non ? Après, c'est un truc qu'il faudrait demander à ma mère. C'est un truc qu'il faut lui demander, elle pourra vous le dire, mais je ne crois pas. /// Eh bien non, il l'a perdu parce que /// Alors, à moins qu'il l'ait redemandé après parce qu'il était bien Espagnol /// Parce que nous, il fallait qu'on produise ses papiers espagnols. Pour avoir la nationalité, il fallait qu'on produise les papiers signés mais aussi ses papiers d'identité. Donc, ça veut dire qu'il avait bien une nationalité espagnole. Par contre, peut-être qu'il l'a perdue à un moment donné et qu'il l'a redemandée ensuite. Ça, c'est possible. Il faudrait vérifier.
- **LM** : Je reviens un peu en arrière. Vous me disiez que vous avez appris que votre grand-père avait été résistant dès votre plus jeune âge où une fois qu'il est rentré en France ?
- **Nicolas V.** : Alors, j'en ai pris conscience, parce qu'il en parlait et je me suis intéressé à ce qu'il disait. C'est plutôt ça. Et donc, c'est là où quand il se rendait compte que cela m'intéressait, il m'en a parlé un peu plus. Il m'a raconté ça. C'est son histoire, son vécu que ma mère a dû vous décrire. Alors, moi, ce que j'ai retenu – comme ça, on va voir, c'est intéressant, parce que peut-être que je n'ai pas retenu la même chose que ma mère – c'est juste que, ce qu'il disait en rigolant, c'était le plus beau jour de sa vie quand il était ... Parce qu'il allait à l'école à pied tous les matins et quand il arriva sur une butte et qu'il a vu que son école avait été détruite lors de la guerre d'Espagne, il était super content. Derrière, ensuite, ça s'est moins bien passé. Il était issu d'une famille plutôt anarchiste, pas communiste. Déjà, c'est important. Il m'a toujours appris que la différence entre un anarchiste et un communiste, en tout cas, mais je vous en raconterai après ... J'essaie de faire dans l'ordre. Donc, après cela, ils ont dû fuir le régime franquiste. Il a franchi les Pyrénées. Il s'est retrouvé à travailler dans une ferme chez des Italiens, d'après ce que j'ai compris, à Beaumarchais. Là déjà, ça n'allait pas parce qu'en fait, il n'a pas bien vécu ces périodes-là parce que /// Autant ça allait bien dans la ferme où il travaillait, autant au niveau du curé, quand il allait à la messe, il était vraiment considéré comme étranger. Il était déjà parqué. Ensuite, ils se sont retrouvés sur Angoulême. Alors, je sais qu'il a retrouvé ses parents. Ses parents n'ont pas vécu à un moment donné ensemble. Je sais que c'est sur Angoulême où ils se sont tous retrouvés. C'est là où, je ne sais pas trop, il n'a pas trop détaillé la partie parents. Moi, il me parlait plutôt de lui puisque ses parents sont ... et son

frère et sa sœur ... Et donc, il s'est retrouvé comme boulanger à un moment donné. Également, il a joué le rôle de facteur dans le groupe du coin, un groupe de résistants où il devait faire passer des messages. Et il était aussi, d'après ce qu'il m'a raconté à un moment donné, plastifieur. En fait, il mettait des mines, il faisait exploser les rails de trains. Il faisait ça à un moment donné. Ce côté-là déjà m'a beaucoup marqué, parce qu'en fait, au niveau de l'âge, il avait 16 ans. Je veux dire 16-17 ans. En effet, il a arrêté son école à 14 ans. Donc, je me suis dit un homme qui est capable d'arrêter ses études et qui a vécu tout ça à cet âge-là, qui n'a pas vécu d'enfance et qui arrive à prendre soin des choses après, ça montre bien que la force est plus forte que les études et le savoir ... des choses de construction et j'étais fier de ça. Oui, ça m'a marqué. C'est une histoire qui m'a marqué. Après, j'ai aussi vu l'histoire du convoi des 927. À un moment donné, je sais qu'il s'était retrouvé sur un trottoir sur Angoulême je crois, et qu'il n'a pas voulu laisser passer un Allemand qui était sur le trottoir. Oui, je crois que c'est ça, un Allemand. Et donc, il a dû bousculer ou la personne a cru qu'il l'avait bousculé ou je n'en sais rien. Et donc, il se retrouvait en prison [lors de la déportation des 927]. C'est ce que j'ai cru comprendre. Il n'a pas été libéré et c'est presque grâce à ça qu'il n'a pas fait partie du convoi des 927. Il était emprisonné au moment où le convoi des 927 est parti à Mauthausen. Donc, pour lui, il y a eu une résistance active par le gendarme qui l'avait emprisonné et qui aurait pu le libérer dans les temps.

- **LM : Et le reste de la famille était où à ce moment-là ?**
- Nicolas V. : Le reste de la famille n'était pas présent, donc ils ne sont pas partis non plus. Mais c'est le seul qui, lui, aurait pu potentiellement y être, parce qu'il allait souvent rejoindre un copain, je crois, là-bas, d'après ce que j'ai compris. Alors, ce qui est intéressant, c'est que le convoi des 927, grâce à l'association des Espagnols, l'histoire est bien ressortie, bien après mais bien ressortie. Et en l'occurrence, moi, dans mon établissement scolaire, ils font des interventions. Il y a eu le pic qui a été fait ensuite au niveau espagnol, il y a 7-8 ans, je crois, sur cette histoire-là. Donc, c'est ressorti et ça, déjà, ça m'avait marqué. Il a eu quand même plusieurs fois des personnes qui l'ont sauvé. Là, en l'occurrence, c'était quelqu'un qui l'a sauvé à ce niveau-là. Quand il était à Beaumarchais, il a dit qu'il était bien nourri, etc. Donc, là, pareil, même si derrière, il sentait ... Il était bien sauvé. Et ensuite, même s'il se sentait parqué par la France, quand il se retrouvait sur Angoulême, qu'il sentait bien qu'ils étaient payés de façon misérable, il y avait quand même toujours quelqu'un sur qui s'appuyer. C'est ça que j'ai retenu aussi au départ ; c'est que même dans le pire des cas,



il y a toujours à un moment donné quelqu'un qui va vous prendre la main, qui va vous aider, qui va vous apporter des choses.

- **LM : Et donc, il n'a pas été au camp des Alliés quand il est arrivé en Charente ? Ils ont directement trouvé un logement hors du camp ?**
- Nicolas V. : Oui, je crois. Ils n'ont jamais vécu au camp des Alliés. Ça paraît pareil, il faudra vérifier auprès de ma maman, mais pour moi, peut-être que là je me trompe, mais je ne crois pas.
- **LM : Est-ce qu'ils ont bénéficié d'une forme de solidarité locale, de l'entraide ?**
- Nicolas V. : Alors oui, parce qu'il a quand même pu travailler. Donc, il n'a pas eu de solidarité, mais il a quand même trouvé du travail : quand il travaillait à la boulangerie déjà. C'est une forme de solidarité [de l'avoir embauché]. Il aurait bien pu ne pas trouver de travail, ils auraient bien pu ne pas le faire bosser. Après, c'est pareil, quand ils se retrouvaient dans le groupe de résistance, c'est la même chose. C'est-à-dire que, indirectement, il y a des personnes qui lui faisaient confiance et qui donnaient aussi quelque chose : tu vas pouvoir aussi, t'occuper et tu sers à quelque chose. Ce n'est pas quelqu'un qui est parqué, on exclut. Donc, il fuyait une guerre pour défendre des valeurs de liberté ou pour participer à une autre guerre. Là, il était acteur. L'autre, il l'a subie avec sa famille, il est parti. Et là, il était acteur de la victoire parce que, parmi d'autres, on sait très bien que c'est [*inaudible*]. Chaque personne a été importante, chaque résistant a été important dans ce domaine-là. Donc, il y a ce côté-là où, justement, ce que je disais, je trouve ça aussi intéressant de se dire qu'un jour, ça peut mal aller, on va se retrouver laminé, mis de côté, et de l'autre, on va participer à construire des choses et on va être non pas porté sur un piédestal, même si les gens, derrière, il n'y a pas l'histoire de ... mais intérieurement, on se sent utile et on fait des choses.
- **LM : Je ne sais pas si votre grand-père avait des frères ou des sœurs, mais si tel était le cas, peut-être se sont-ils engagés avec eux ? Ou alors, aucun ne s'est opposé à ce qu'une personne aussi jeune pratique la résistance ?**
- Nicolas V. : Je crois qu'il avait un grand frère et une petite sœur. Ses parents, non, parce que déjà, d'après ce que j'ai compris, c'est quelqu'un qui a toujours été assez libre, même quand il était jeune et qui ne respectait pas trop les règles. Je crois que c'est ça. Il avait déjà ce tempérament d'être libre, de liberté, d'anarchiste un peu ... faire un petit peu ce qu'il voulait, quand il voulait. Quand il ne voulait pas aller à l'école, il n'y allait pas. Certes, ses

parents pouvaient dire /// C'était un petit peu une tête de mule. De toute façon, il a toujours été. Même moi, quand j'étais enfant, c'était pareil. Il pouvait piquer des colères, des trucs, mais il a toujours fait ce qu'il voulait de sa vie. Il a embarqué les personnes avec lesquelles il voulait partir en faisant toujours plus ou moins attention. Mais en fait, toute sa vie, il a fait ce qu'il voulait. Et quand il voulait tenir un restaurant, il a tenu un restaurant et il a embarqué – heureusement que ma grand-mère suit – lui, sa femme avec lui et ses enfants. Quand il a voulu repartir en Espagne, pareil, il y est reparti. C'est plutôt ma grand-mère ... Je pense qu'à un stade, en vieillissant, ma grand-mère a repris du pouvoir. Pour revenir en France, je pense que c'est plutôt elle. C'est là où il y a eu peut-être un peu de ... Il y avait aussi le principe de réalité par rapport aux finances. Je pense qu'au niveau familial, de toute façon, il n'a pas été freiné. Et s'il l'a été, il s'en fichait totalement. Ce qu'il m'a dit aussi et ce qui m'avait marqué, c'est aussi ... la libération d'Angoulême. Quand il s'est retrouvé sur la libération d'Angoulême lors du défilé, ce qui l'a marqué, mais de façon négative, c'est qu'il y a eu déjà des gens qui étaient autour de lui et qu'il n'avait jamais vu. C'étaient de faux résistants, des personnes qui sont arrivées parce qu'il fallait défiler et qu'il avait même vu de l'autre côté : plutôt au niveau collabo. Donc, il s'est dit qu'il y en avait qui profitaient du système. Et le pire ... Ce qui l'avait marqué aussi, c'est quand il était au cinéma à un moment donné, justement voir avec ses copains un film avec l'habit de résistant, et qu'il avait été applaudi par toute la foule en repartant de ce cinéma. C'est une partie de sa vie qui l'avait marquée énormément, parce qu'il y a un symbole de reconnaissance par des faits, par des gestes, etc. Après, ce qui l'avait, par contre, désagréablement marqué, ce sont les tontes de femmes à Angoulême sur la place publique. Lui, il était totalement contre. C'était fait par des personnes qui, en fait, étaient tout sauf des résistants et portaient même le costume de résistant. Il s'est dit qu'il y avait vraiment des imposteurs. De plus, dans son histoire, de ce que je sais au niveau de la guerre, c'est qu'ensuite, il était parti pour libérer Royan, donc la poche de Royan. Et après, il devait partir pour Marseille, de ce que j'ai compris. Mais en cours de route, il s'est enfui, parce qu'en fait, il s'est rendu compte que – je crois que c'est à ce moment-là qu'il a dû rencontrer juste avant ma grand-mère pour qui il voulait, je pense, revenir sur Angoulême. Et il y avait une autre chose : il a été condamné à mort par les communistes, parce qu'il ne voulait pas être communiste. Dedans, il y avait des communistes qui l'enrôlaient dans la Jeunesse communiste au moment de la guerre et lui, il ne voulait pas, il était anarchiste et il n'avait pas envie d'avoir cette vision-là. Et c'est

là où, justement, il était vraiment très, très en colère. Après, ça s'est arrangé, parce qu'il faisait un peu de terrain, enfin bref, et il avait des aides communistes. Mais, c'est là-dessus qu'il m'a dit qu'il y avait vraiment une différence. Derrière cela, on voulait l'enrôler de force et que, justement, il avait eu des menaces de mort ou des choses qui avaient été notées ... et c'est une des raisons aussi pour laquelle il était parti de Marseille, parce qu'il s'était rendu compte qu'il faisait partie d'un groupe de résistance où il n'y avait que des communistes. Il a eu peur. Il s'est dit, en plus, ces personnes-là, si ça se trouve, vont avoir ma peau. Après, ça s'est arrangé. Et c'est la même chose quand il /// Alors ça, c'était son côté peut-être un peu négatif. Après-guerre, autant il n'en voulait pas aux Allemands, et heureusement – mon père était prof d'allemand, moi je faisais allemand – il n'y avait pas de soucis, autant il en voulait plus aux personnes imposteuses. Quand il rencontrait des gens sur Angoulême qui pouvaient aller témoigner sur la Résistance : des Espagnols, etc., il disait : "Mais ces personnes-là, je ne les ai jamais vues [pratiquer la résistance]". Elles témoignent alors qu'au contraire, elles étaient tout sauf ces valeurs-là. Il trouvait ça un peu anormal. Et c'est la raison pour laquelle, à un moment donné, il a même boudé l'association des Espagnols. Je sais qu'il y avait des petits trucs là-dessus. Il y avait certaines personnes avec qui il ne s'entendait pas, parce que ... Je lui disais : "Arrête là-dessus, parce que déjà les personnes dont tu parles, des fois, c'étaient leurs enfants ou leurs petits-enfants. Donc, ce n'est pas la même chose. Eux, ils ont eu ce qui a été raconté au niveau familial. Or, si au niveau familial, pour des raisons qui ne m'appartiennent pas, les parents ont raconté n'importe quoi ou ont travesti l'histoire, c'est comme ça". Et puis, je dis : "Toi aussi, tu as ton ressenti d'enfant à l'époque, donc tu n'en sais rien. Tu les as vus faire des choses, mais tu ne sais pas s'ils ont fait d'autres choses". Enfin, voilà, il y avait ces petits trucs, ce n'était pas méchant, mais mine de rien, souvent, parfois, ça l'a miné quand même.

- **LM : Et malgré cette division entre résistants et résistants de la dernière heure, est-ce qu'il y a une solidarité qui a demeuré après-guerre entre résistants et aussi entre Espagnols ?**
- **Nicolas V.** : Entre résistants, je ne sais pas, entre Espagnols, oui, clairement, entre Espagnols, beaucoup. Après, c'est large. Il y avait des Espagnols qui venaient chez lui à Angoulême. Après, je sais qu'ils habitaient tous au même endroit : à Basseau ou à la Grande Garenne, enfin plutôt à Basseau à l'époque. Et donc ils se retrouvaient aussi. Je sais que mon grand-père jouait au foot. Il était au club *Iberia*, un club de foot espagnol. Il en faisait partie. Ils avaient donc créé des communautés [entre Espagnols], mais par rapport à la



Résistance, je n'en sais rien, je ne crois pas. Il n'a pas /// Si, la chose qu'il a vécue, le pire, c'est la mort d'un de ses meilleurs amis qui s'est fait tuer. Il y a une stèle à Ma Campagne. Je ne sais plus le nom de cette personne-là.

- **LM : Manuel Vasquez ?**
- Nicolas V. : Oui, je crois que c'est ça. Et c'était vraiment ça qui l'avait marqué. Il n'a jamais voulu nous dire /// Enfin, il nous a fait comprendre, bien sûr, qu'il avait déjà tué des gens, mais ça, il n'en parlait pas. Il ne voulait pas ce côté gore. Et même à la fin, il n'a jamais joué sur ça, sur le racisme, il n'y a pas eu ces discours-là, je ne l'ai jamais vu. Il disait : "Moi, ce que j'avais à défendre, c'était une liberté, une liberté, ma liberté", dont il s'était retrouvé déjà privé et qu'il ne voulait être privé de liberté une deuxième fois. Et donc là, c'était l'occasion aussi de pouvoir lutter.
- **LM : Donc, ce n'est pas un 100% entre soi espagnol puisque, si je vous suis, votre grand-mère est française ...**
- Nicolas V. : Totalement ! Ah oui, c'est ça ! Il n'y avait pas l'idée de rester en communauté. Il y avait justement ce côté ouvert. Je n'ai jamais entendu mon grand-père tenir des propos racistes, corporatistes ou trucs sur des personnes. C'était plutôt sur la façon d'être des gens plus que sur la nationalité, au contraire. Lors de l'adoption, on a eu des soucis familiaux, enfin des réflexions familiales ; pas de mon côté, heureusement. Mais ça m'aurait surpris.
- **LM : Précédemment, vous avez parlé d'une reconnaissance en sortie de cinéma des résistants. Est-ce qu'au-delà d'une reconnaissance de fait, plutôt juridiquement, votre grand-père a été reconnu en France comme en Espagne pour son engagement ?**
- Nicolas V. : Alors, je ne pourrais pas vous dire. En France, oui, il a eu des médailles. Déjà, il était reconnu par les gestes. Le maire d'Angoulême, le maire actuel et même les autres maires, à chaque fois qu'ils l'ont rencontré, ils savaient qui il était. Ils étaient très bienveillants avec lui. Moi, ils me connaissent aussi. Même le nouveau maire d'Angoulême, même si je le connais en dehors, il sait qui je suis dès le départ. C'est-à-dire qu'il y avait ça, de toute façon. Pour la BD d'Angoulême, quand il y avait le convoi des Espagnols, qui venait ... alors le mot « convoi » est mal choisi ... parce que le convoi des 927 ... Enfin, le bus des Espagnols venait pour la BD. En fait, il organisait toujours une auberge espagnole dans les grands salons d'Angoulême. Les Espagnols venaient avec des cabas, du saucisson, de tout et tout. Et il y avait vraiment une auberge espagnole. Et moi, ça, je l'ai vécu en tant que cadeau. J'aidais à servir. C'était improbable. Il n'y aurait jamais eu des autorisations

pour qui que ce soit. Mais lui, il pouvait accueillir 300 personnes dans les salons de l'hôtel de ville sans problème, et de façon totalement apolitique. Il n'y avait pas ce côté-là, même si lui, il était un représentant de la préfecture politique. Donc, ce sont ces petits gestes qui montrent qu'il avait cette reconnaissance ... Il savait faire aussi la part des choses par rapport à ça. Il a eu des postes importants quand même, et ça pouvait lui arriver qu'il y ait des politiques arriéristes qui ne l'invitaient pas pour des rencontres. Il s'est retrouvé des fois à être dans le public et à voir, je crois que c'était Lionel Jospin, qui est venu le chercher dans la foule alors qu'il était avec tout le monde en lui disant : "Mais qu'est-ce que tu fais là ? Viens manger avec moi à ma table". Donc, il a eu des médailles, la reconnaissance militaire, ce qu'il a fait à la fin de la résistance, mais aussi des reconnaissances par des personnes qui le respectaient et le reconnaissaient.

- **LM** : Il est donc resté en France après, de part notamment son engagement politique et autres. Est-ce que, même s'il s'est marié à une Française, il y a eu une conservation un peu de la culture espagnole, de la langue ? Est-ce qu'elle a été transmise notamment à votre mère, à vous ? Est-ce que ce sont des choses qui ont été conservées ou pas du tout ?
- Nicolas V. : Pour ma mère, oui, surtout, elle était à un moment donné prof espagnole, donc aux côtés de ma maman, oui. Il ne parlait pas espagnol à table. Moi, je n'ai jamais entendu mon grand-père, à part en Espagne, parler espagnol. Alors, il parlait un français des fois, un mélange des deux, mais voilà. Et après, ça a sauté une génération, parce que moi, par exemple, je n'ai jamais appris l'espagnol. Pourquoi ? Parce que j'ai mon père qui a été prof d'allemand. Il a démissionné après. Et pour moi, justement, comme j'allais en Espagne et tout, c'était naturel que je sache parler espagnol, et pas du tout en fait. Je baragouinais espagnol quand j'allais en vacances quand j'étais gamin. Je comprends l'espagnol sans le parler. Lentement, j'arrive à le lire, mais je ne sais pas parler espagnol et ça, ça manque. Ça manque parce qu'en même temps, il ne faut pas choisir 50 langues. Moi, j'ai fait allemand première langue, anglais seconde. C'était aussi l'époque où hélas, pour être dans les classes dites qui tournaient bien, il fallait faire allemand première langue, latin, c'est l'époque ... Et je suis tombé là-dedans. Ce que je regrette un peu, ce que je regrette même totalement, c'est qu'en fait, j'ai bien aimé l'allemand, j'ai adoré, j'ai découvert Berlin. Mais je ne vais jamais en Allemagne. De toute façon, je ne vais que dans les pays du Sud, parce que ma femme n'aime que les pays du Sud. Là, on va souvent en Espagne ou sinon à Madère, au Portugal. On reste dans ces pays-là. Et justement, ça m'aiderait bien de savoir parler

espagnol. Alors, je ne dis pas que je n'apprendrais pas à le faire. Ma maman, même si elle était prof, après, elle a arrêté de pratiquer un peu et elle prend des cours. Elle est toujours dans une association où il y a des cours, où ils dialoguent en espagnol. Par contre, j'ai ma sœur qui, elle, certes, n'a pas pris espagnol, elle a fait comme moi allemand-anglais, mais je sais qu'elle a appris, elle s'est mise dans la langue. Après, j'ai ma cousine qui est prof d'espagnol.

- **LM : Et quand est-il de votre enfant ?**
- Nicolas V. : Lui, il a fait espagnol en seconde langue. On n'a pas fait l'erreur justement. Il adore l'Espagne. Par exemple, il est parti avec sa copine pour son premier voyage tout seul à Barcelone au mois d'août sans qu'on lui dise quoi que ce soit, sachant qu'il y est attaché.
- **LM : Est-ce que vous êtes, vous, retourné dans le village précis où habitait votre grand-père ou vous êtes allé ailleurs en Espagne ?**
- Nicolas V. : J'y suis retourné quand j'étais enfant, c'est-à-dire à Sitges, à Villanova, tout ça, oui. Après, là où il a vécu en tant qu'enfant, non, je n'y suis jamais allé. Je crois que c'était à Barcelonnette. C'est un quartier de Barcelone. Je ne suis pas allé voir l'appartement. Mais je sais que sa sœur habitait dans le quartier où il vivait quand il était enfant.
- **LM : Je change un peu de sujet à présent. Vous m'avez dit que votre grand-père, il vous en parlait. Ce n'était pas un tabou dans votre famille de parler de ce passé. Il en parlait au sein de la famille. Est-ce que, hors de la famille, c'est quelque chose dont on parlait ou pas ? Est-ce qu'il cachait le fait qu'il était Espagnol, qu'il avait fait de la Résistance, qu'il voulait peut-être être reconnu pour ça ou est-ce qu'il ne faisait pas de bruit pour s'intégrer ?**
- Nicolas V. : De toute façon, mon grand-père avait, en fait, au niveau de ses cercles, de ce qu'il faisait, de ce que je connais, en Espagne, il avait des amis, mais c'étaient plutôt des amis : il y avait des pêcheurs, il travaillait aussi à la mairie aussi de Villanova. Donc là, je n'en sais rien. Je ne peux pas vous dire. En France, il ne le cachait pas du tout, parce qu'il faisait des expositions sur ce volet-là qu'il pouvait monter par lui-même et proposer. Oui, ce sont des choses dont il parlait, mais comme le reste. Et de toute façon, cacher son identité, il ne pouvait pas. Clairement, la façon dont il parlait et tout, ça se voyait sur lui. Et après, son histoire, ça pouvait venir quand on lui en parlait, mais ce n'est pas quelque chose qu'il mettait sur le tapis.
- **LM : Ce n'est pas non plus forcément aussi douloureux pour lui de parler de cela ?**

- Nicolas V. : Ah non. Le seul truc qui pouvait être douloureux, c'est justement que ça fait qu'il y a eu une cassure et qu'il ne savait plus ce qu'il était de temps en temps. Il n'y avait pas cette nostalgie : je suis plus Français ni Espagnol parce que je n'ai pas vécu, j'aurais voulu vivre en Espagne et quand je suis revenu vivre en Espagne, je me suis rendu compte qu'en fait, j'étais considéré comme le Français qui était parti à un moment donné. Même s'il avait quelques amis, il avait ce sentiment-là et quand il était en France, pareil, il avait la nostalgie de l'Espagne, de ses paysages, de ses trucs. Mais par contre, le vivre mal, non. Je n'ai pas l'impression, il a eu une belle vie et heureuse à part ce volet-là. Bien sûr, c'est important mais ce que je veux dire, c'est qu'il en a fait une force. Et puis après, il y a eu un fort amour entre mes grands-parents, et puis après, il a eu une vie bien remplie.
- **LM** : Est-ce que vous, peut-être que ce n'est pas le cas, ou du tout, est-ce que vous auriez aimé en savoir plus, le questionner plus aujourd'hui avec du recul sur cette histoire, son passé ou est-ce que vous considérez que vous savez suffisamment de choses ?
- Nicolas V. : Alors ... Oui, le seul truc qui aurait pu m'intéresser, c'est de me dire que, la question que vous me posez, c'est-à-dire, est-ce qu'à un moment donné, il s'est senti vraiment mal, comment il a fait pour rebondir et qu'est-ce qu'il a fait pour rebondir ? S'il avait pu me dire, je ne sais pas moi, en trois minutes ou en, je ne sais pas, en moins de 100 mots, me dire, me faire habiter sa vie de cette période-là et ce qu'il en retire. Moi, ça m'intéresse d'autant plus que je suis enseignant et que j'accompagne des jeunes. Je m'appuie souvent là-dessus. Pas vraiment sur son vécu, mais se dire, mais attendez, la vie, elle est longue, on peut rebondir et qu'il y a des moments donnés, quand il y a des choses dans la vie qui ne se passent pas bien, il faut toujours essayer de se dire que ça ira mieux avant et d'en tirer quand même quelque chose et de se dire voilà, aller de l'avant, pas subir. Alors c'est ce que j'ai dit, c'est facile à dire, je n'ai pas le même vécu ni rien, mais il y a des histoires que je peux vous dire et là, je pense que ça m'appuiera encore plus parce que j'ai quand même, moi, ce côté-là et c'est pour ça que je suis enseignant, j'aime mon métier et tout, mais je n'ai pas que le côté enseignant, j'ai le côté aussi éducatif. On ne peut pas faire, on ne peut pas ... Pour moi, quand on entend les médias, par exemple, qui disent, oui, les parents jouent leur rôle de parents, les enseignants leur rôle d'enseignants, oui, certes les parents, c'est eux qui éduquent au maximum, mais à un moment donné, on sait très bien, les jeunes se libèrent, ils ont une façon d'être différente, parce qu'ils peuvent vivre des choses avec leurs parents et ce sont ces trucs-là où, moi, j'aimerais, oui, j'essaie d'être le

plus bienveillant possible, mais tout en sachant avoir des mots à dire, à donner. Je pense qu'il m'aurait donné ces quelques clés, j'aurais pu encore parfaire mon approche. Et puis même, c'est ça en fait, ce côté : on est dans le trou noir, on va partir, mais le truc, c'est que peut-être qu'il avait ... j'aurais peut-être dû le questionner plus tôt parce qu'en fait, peut-être que ça se mélangeait un peu dans sa tête aussi, cette période-là. Pour moi, la période la plus importante, c'est celle de 14 ans déjà quand il est parti d'Espagne, comment il a vécu ce truc, clairement, mais est-ce qu'il a eu des souvenirs ? Et après, pendant la Résistance, est-ce qu'il a eu aussi des mauvaises rencontres, je ne sais pas ? Ça, il ne l'a jamais dit, en fait, à part, les curés, quand il est arrivé, c'était un souvenir d'enfance, mais après, je ne sais pas trop.

- **LM : Allait-il à la messe ?**
- Nicolas V. : Non, justement, il passait devant l'église [et recevait] des insultes en tant qu'Espagnol. Non, il n'allait pas à la messe, mais par contre, pareil, c'est la même chose, il n'allait pas à la messe, mais il était hyper tolérant, il n'avait rien contre les personnes qui étaient croyantes. Et c'est ça qui est hyper important : derrière, il ne rejetait pas les personnes. Si on le questionnait, il pouvait dire des choses, mais voilà, il était quand même hyper tolérant là-dessus.
- **LM : Oui, je vois. Et donc, ce qu'on vous a transmis quant à cette mémoire, est-ce essentiellement oral, vous n'avez pas eu d'autres formes de transmission par des archives, des écrits, etc. ?**
- Nicolas V. : Oui, en fait, il y a eu quelques écrits. C'est ma maman qui avait fait un concours de la Résistance dans son école. Je sais que son père a écrit ses mémoires. Je ne sais pas si ma mère vous en a parlé ?
- **LM : Ses *Premiers 20 ans* ?**
- Nicolas V. : Oui, c'est ça, ses *Premiers 20 ans*. J'ai été le premier à l'avoir eu, au départ, alors bien sûr sans les corrections ni rien. Donc, c'était compliqué, je n'avais pas tout ... Et là, je sais que mon père est en train de l'améliorer pour comprendre, en fait, son histoire. Donc là, j'attends précisément ça. Mais à part ça, non, je n'ai pas eu plus de /// Si, les photos, bien sûr, j'ai des photos de famille. Moi, je n'ai rien, en fait, c'est ma maman qui a tout, après, mais moi, je n'ai rien de plus, en fait, en tout cas, en documents.
- **LM : Mais ce sont des choses que vous souhaitez conserver après, si jamais ... ?**
- Nicolas V. : Ah oui, bien sûr ! Ce ne sera pas jeté à la poubelle.



- **LM** : Je remonte encore un peu dans le temps, mais vous avez déjà en partie répondu à cela. Aujourd'hui, vous vous intéressez quand même un peu à ce passé. Je ne sais pas si vous avez mené des recherches en plus, mais du moins, vous y portez intérêt. Et est-ce que vous êtes engagé dans une association liée à la mémoire et si oui ou non pourquoi ?
- **Nicolas V.** : Non, je ne suis pas engagé parce que j'ai déjà pas mal de choses par rapport à mon association qui me prend [du temps]. Et puis même, je pourrais aller à des événements. Je suis déjà allé sur des événements, par exemple, sur la stèle qui est à la gare d'Angoulême. Là, j'y vais quand je peux. Par contre, non /// J'avoue que ...
- **LM** : D'accord. Et est-ce que vous, à votre tour, en tant que génération suivante, vous transmettez que ce soit à Noah, à votre femme ou aussi à vos élèves ou à d'autres cercles plus larges, vous transmettez cette histoire, vous en parlez autour de vous ?
- **Nicolas V.** : Ah oui. Noah, bien sûr, il la connaît parce que c'est mon père et puis aussi, c'est quelque chose qui l'a marqué aussi par rapport à son propre vécu. Noah a été adopté en Haïti, donc il a eu une extrême pauvreté, vu les conflits qui se passent en Haïti, il comprend. Il fait du droit, ce n'est pas par hasard. Il adore l'histoire, donc, de fait, dans son évolution, Noah vit avec ça, avec cette histoire-là. Et pareil, il en fait une force. Il n'a jamais été /// Je trouve que là-dessus, c'est un combattant, parce qu'il est parti loin et il s'en sort très bien. Il fait son petit bonhomme de chemin. Après, pour mes élèves et tout, ça peut arriver dans des conversations, ça peut arriver. Quand je sens des actes, des réflexions bébêtes, un peu racistes, un peu ... et bien, je leur dis : "Moi, par exemple, je suis Espagnol". On est tous à un moment donné des étrangers quelque part. Toi, par exemple, tu n'en sais rien. C'est une force. Donc, cela m'arrive, quand j'essaie de me retrouver, dès que j'entends des propos qui sont des propos contre quelqu'un sur sa façon, sur sa nationalité, ou son physique ...
- **LM** : Et, justement, est-ce que, pour vous, cette mémoire, est un prisme au travers duquel regarder l'actualité ?
- **Nicolas V.** : Vous avez totalement raison ! C'est personnel, chacun fait ce qu'il veut au niveau des votes, des trucs, mais, en tout cas, je ne pourrais pas être ami avec quelqu'un qui a des propos complètement ... Je ne pourrais pas. Ce ne serait pas possible. Parce qu'il y a des moments où on peut discuter, mais il y a des moments où il y aurait ... Je ne pourrais pas être convaincu par quoi que ce soit. La règle est la même pour tout le monde. Enfin, j'ai ce côté-là aussi, c'est-à-dire que quand il y a des règles qui sont enfreintes, la loi qui



n'est pas respectée, que ce soit étranger ou pas étranger, c'est pareil pour tous. Après, avoir des propos complètement racistes, des priorités nationales, des trucs qui sont d'un débile par des personnes qui, elles-mêmes, ne sont pas ordinaires, mais qui disent : "Oui, mais c'était avant ..." Je ne comprends pas. Je ne comprends pas le racisme, en fait. Par contre, quand je dis que je pourrais être intolérant, je pourrais être /// Je passerai mon chemin ... Je ne sais pas /// Je ne pourrais pas être violent. Je ne serai jamais violent pour ça, mais je pourrais par contre manifester. Je pourrais être violent dans mes propos, en tout cas, si je vois une personne, à un moment donné, subir des actes de racisme.

- **LM** : Et, justement, au regard de la montée de ce genre de choses, de ce dont on est en train de parler, et par rapport à cette mémoire, parce que je me dis, quand on a connaissance de ce qui s'est passé, c'est censé faire en sorte que, justement, ces choses-là ne se reproduisent pas. Est-ce que vous trouvez que cette mémoire est assez transmise, assez valorisée, ou, justement, qu'au contraire, on est en train de l'oublier ?
- **Nicolas V.** : Alors, je trouve que dans le cadre de l'association des Espagnols, c'est énorme qu'ils prennent en compte les établissements scolaires. Ça, j'en tire mon chapeau avec, justement, le convoi des 927, où ils viennent expliquer, ils viennent vraiment dans les lycées, et ça, c'est hyper important. Parce qu'en fait, moi, par exemple, c'est pour ça que mes élèves, quand je leur parle, je leur dis, je renvoie vers ça. Vous avez eu l'intervention par M. Pugès, mon collègue d'Espagnol, qui, tout le temps, les fait venir ... Donc, je dis, arrêtez, arrêtez votre truc. J'ai des collègues, heureusement, des profs d'histoire-géo, mais je pense qu'ils sont tous comme ça, ou beaucoup, qui ont aussi ce rôle-là. J'ai mes collègues qui, par exemple, sont allés l'année dernière, - moi, je l'ai fait avec une classe - à Auschwitz plusieurs fois. On travaille là-dessus. On parle aussi du Rwanda. On parle aussi des conflits actuels, récents, c'est-à-dire, on dit génocide rwandais, on ne se limite pas justement qu'à la guerre. On dit, et bien voilà, ça se reproduit dans le temps. Après, il y a des conflits. Celui israélo-palestinien, c'est compliqué, c'est complexe, mais c'est pareil ... On ne peut pas étayer ... Tout n'est pas noir et tout n'est pas blanc. Il faut aller chercher des faits, il faut aller les comprendre. Mais en tout cas, la seule chose qui est sûre, c'est que la population, elle n'a pas à trinquer là-dedans et que les gens, ils n'ont pas à mourir et à être privés de ça. Après, il y a des choses qui sont plus dures à régler ... Donc, moi, franchement, politiquement, c'est important aussi parce que je vais souvent sur un engagement politique, me dire, est-ce que je pars ? Et en fait, non. Par rapport à ce qui se passe maintenant, non.

Par contre, au niveau syndical, je suis syndiqué, même s'il y a des choses de travers qui ne me vont pas parce que j'ai le côté aussi intérieur. Alors, c'est mon grand-père, mais je n'ai pas le côté où on renverse la table et on va brûler, on fait les idiots. Moi, je suis à Sud, par exemple, au niveau de l'éducation. S'il y avait besoin, je serais à l'Epi, mais il y a des côtés à l'Epi que je n'aime pas non plus. Je trouve que, justement, crier, ne pas laisser la parole ... ils argumentent quand même, ils ont des choses factuelles. Il y a tous ces côtés-là. Et te dire qu'en fait, c'est compliqué en ce moment, c'est qu'il y a, je trouve, très peu de politiques qui remettent ça en avant, qui disent, mais attendez, mais dans leur discours, on entend très peu, mais attendez, mais ouvrez les yeux, regardez quand même ce qui s'est passé, regardez d'où vous venez, est-ce que vous avez envie d'en arriver là ? Et je trouve que ça, on ne l'a plus. Je trouve que les politiques, c'est de plus en plus en plus carriéristes. Ils représentent un parti, ils ne représentent plus eux-mêmes des idées, et les partis ne laissent pas cette liberté aux personnes.

- **LM : Et donc, cette mémoire, est-elle en train d'être oubliée pour vous ?**
- Nicolas V. : Il n'y a pas de personnes qui portent l'étendard, de la mémoire ou de la mémoire globale, pas celle-là /// Se dire que, en effet, d'un jour au lendemain, on peut se retrouver dans cette situation-là et faire un transfert en se disant, est-ce que, si ça se trouve, dans trois ans, dans deux ans, on sera obligé de faire la même chose ? Est-ce qu'on aura, dans deux ans, un futur président qui sera comme Franco, qui va diviser la population et que derrière ... C'est une des raisons. Il y a le mémorial, mais la nationalité espagnole, c'est aussi une des raisons ... c'est-à-dire que moi, je ne sais pas si vraiment ça ne se passe pas et que je ne le sens pas, il y a l'Espagne. Après, il faudrait que je réfléchisse à leur système politique et tout, comment ça se passe. Mais dans ce que j'entends, en tout cas, politiquement, comment on se positionne en ce moment, je trouve que l'Espagne, il y a plus d'espace, de liberté, dans ce que j'entends, que la France actuelle. Mais peut-être que je me trompe, il faudrait que je gratte un peu plus. Politiquement, j'avoue que c'est un gros dilemme. Mais, le truc, c'est qu'il y en a peut-être qui /// Après, le gros tord aussi, c'est que des personnes qui auraient pu porter quelqu'un qui était ambivalent comme François Mitterrand /// Alors, certes résistants, mais collabos/avec des amis collabos ... Et c'est surtout la problématique du Rwanda. Quand on sait ce qui est passé avec le Rwanda et comment Mitterrand a agi, c'est fini. Et donc, le problème, c'est ça, c'est de se dire quelles sont nos valeurs. Il y a des choses où, en fait, il faudrait, c'est vraiment important /// Et là-

dessus, je trouve que les partis politiques, indépendamment d'où on va le faire, se disent, comment j'agis là-dessus ? Qu'est-ce que je dis ? Quelles excuses je peux porter au nom de la France ? Et comment j'agis ? Et je dis, on va reconstruire un new deal et on va y aller. Sinon, on va se retrouver comme tous les pays, la plupart des pays européens, où on ne sait pas ce que sera demain. Et puis, il y aura des discours totalement fachos qu'on entend en ce moment à la pelle, et surtout pas de cap pour un pays. Ce qu'on a en ce moment aussi : il n'y a aucun cap, c'est-à-dire qu'il n'y a rien. On attend les futures élections. On a des votes qui sont faits sur un budget qui n'est pas le calendrier. On vit au jour le jour. Ce n'est pas très très gai. Après, personnellement, moi, ça va, mais je trouve que c'est quand même un peu /// Vous voyez. Au niveau universitaire, c'est important aussi parce que moi, justement, par rapport à ça, au lycée, je m'occupe des éco-délégués, tout ce qui est solidarité. Alors, c'est aussi ça, je veux beaucoup de solidarité. Par exemple, avec mon association, on avait monté une formation et là, il y a un collectif de personnes avec des jeunes scolaires. Et donc, on avait du mobilier à donner. Et là, pour revenir sur le lycée, on a fait une collecte avec les Restos du Coeur et les Restos du Coeur nous ont dit qu'en fait, cette année, c'est le boom des étudiants. Il y en a parmi les personnes bénéficiaires qui viennent aux Restos du Coeur. Sur l'ensemble, c'est un jeune parmi les trois bénéficiaires, alors qu'avant, on était sur 5/6. Elle dit que c'est assez impressionnant. Alors certes, heureusement, ils sont revenus au tarif [à un euro]. Ce ne sera qu'au mois de mai, mais si ça pouvait durer ... Mais le problème, c'est que c'est électoraliste, c'est-à-dire qu'on fait le repas à un euro pour tous, c'est juste qu'on fait un petit cadeau, c'est pas une pensée ... Ils balancent ça, mais il n'y a pas que ça, il y a le logement, il y a plein de choses !

- **LM : Je souhaiterais enfin vous poser trois questions pêle-mêle. Tout d'abord, par rapport à l'association des Espagnols, vous n'en faites pas partie, mais est-ce que vous soutenez son action de valorisation de la culture, de l'histoire de l'Espagne ?**
- Nicolas V. : Totalement. Vous faites bien de me demander ! Il faudrait que je vois, je pourrais en faire partie, même de façon indirecte en cotisant. Donc je vais cotiser, ça, il faut que je le fasse. Vous faites bien de me le dire parce que je ne me suis jamais posé la question de dire ... parce qu'il y a toujours les membres actifs et les membres qui participent. Je trouve ça très bien. Pour l'instant, c'est vrai que je suis un petit peu en retrait parce que j'ai d'autres activités, mais par contre, je ne sais pas finalement /// Ils me disent que c'est important ce que vous dites parce qu'à un moment donné, ceux qui la tiennent,



ils sont assez âgés et c'est pour ça qu'ils la perdent. Et donc là, pourquoi pas ? C'est pour ça que c'est bien que je cotise et qu'à un moment donné, je me pose cette question-là. En effet, s'il y a besoin, à un moment donné, de venir en relais ou en accompagnement ou d'apporter des témoignages, même lorsqu'il y a des diffusions de vidéos, ce n'est pas compliqué, je peux être là et après, je réponds aux questions. Ça, ce n'est pas quelque chose de dur à faire. Donc, l'entretien fera que je vais aller au moins cotiser et justement, voir comment ça se situe dans le temps.

- **LM : Ok. Deuxième autre question. Après la guerre, la question de retourner en Espagne ne s'est pas posée ou même ailleurs comme au Mexique, en Amérique latine pour votre famille ?**
- **Nicolas V. :** Mon grand-père, je ne pense pas. En fait, il a rencontré ma grand-mère qui était Française et derrière, voilà ! C'est lié parce qu'en fait, elle avait ses enfants, elle avait sa mère qui était à Angoulême. Donc, il y avait trop d'attaches et elle ne pouvait pas ... C'est la même chose pour moi. C'est qu'il y a mes parents qui vieillissent et je me vois mal ... On a quand même ce fort attachement familial qui fait qu'il y a besoin d'être à proximité même si on ne se voit pas souvent.
- **LM : Une dernière chose, c'est votre mère qui m'en a parlé et ça m'a surprise. Elle m'a expliqué, et je me demande si votre grand-père vous en a déjà parlé, que votre grand-père faisait la distinction entre deux vagues d'Espagnols : les Espagnols qui sont venus en 1939 parce qu'ils étaient contraints de quitter le pays, et les Espagnols dans les années 1950-60 qui sont venus pour chercher du boulot sans être forcés. Elle m'avait expliqué que votre grand-père n'appréciait pas du tout cette deuxième vague d'Espagnols justement parce qu'ils venaient pour chercher du travail alors qu'ils n'avaient pas été éjectés de l'Espagne. Est-ce que vous en avez déjà parlé de ça ?**
- **Nicolas V. :** Non, c'est dommage. Mais c'est bizarre parce que ce n'est pas comme ça, ce n'était pas comme ça que je le percevais. Il y avait un clivage entre les deux, mais c'était pas énorme. Mais non, je n'étais pas au courant de ça. En fait, qu'il n'avait pas le même ... Après, il y a son vécu et peut-être que derrière, en effet, il les a vus arriver avec l'idée de profiter du système français sans vouloir justement se battre, c'est peut-être ça qui le dérangeait. Après, je n'en sais rien. Justement, c'est là où il aurait fallu gratter peut-être savoir les raisons propres de ça. Mais, je n'ai pas dit qu'il était là-dedans, parce que ce n'est pas du tout ce qu'il a transmis derrière. Après, ils n'ont pas fait un choix forcé, mais il y a



toujours une raison /// Parce que ça pourrait être dans l'autre sens. Parce que les Espagnols auraient pu aussi lui rétorquer ça quand il est revenu en France, en lui disant pourquoi il a quitté l'Espagne : il y en a qui sont restés, qui ont lutté, qui n'ont pas fui ...

- **LM : Pourquoi il est retourné en Espagne, justement ?**
- Nicolas V. : Je pense que c'était par nostalgie. Là-dessus, il faudrait redemander. Par contre, c'est intéressant de demander à maman. Il s'est mis au parti socialiste espagnol, aussi ; je pense que c'est quand il y a eu la fin du franquisme. Il a pu, justement, reconstruire l'Espagne, il y avait de ça je pense. Et je pense aussi à la nostalgie du pays.
- **LM : D'accord. J'ai fait le tour de toutes mes questions. Est-ce que vous avez quelque chose à ajouter pour vous, qui serait important, dont je ne vous ai pas parlé ?**
- Nicolas V. : Non, je crois que c'est assez complet. J'espère que ça a été.
- **LM : Je coupe l'enregistrement. Je vous remercie. Il est 10h44.**



Annexe 9 : Transcription intégrale du témoignage de Marie Vauzelle, fille du résistant espagnol José Rocabert

Source : Entretien avec Marie Vauzelle, fille de José Rocabert, en présentiel, 03/02/2026, 01:06:43.

- Informations générales

- Date de l'enregistrement : 3 février 2026
- Date de retranscription : 19 février 2026
- Durée de l'interview : 01:06:43
- Collectrice : Lisa Métreau (LM)
- Nom de l'interviewé : Marie Vauzelle (Marie V.)
 - Parenté : Fille du résistant José Rocabert
 - Date de naissance : 22 novembre 1949
 - Informations socio-professionnelles : Professeure d'espagnol, puis professeure d'école spécialisée auprès d'élèves en difficulté retraitée
- Lieu de l'interview : En présentiel

- Légende

- Hésitation : ///
- Ajout de précisions visuelles ou de mots sous-entendus : [...]

- Transcription

- **LM : Nous sommes le 3 février, il est 10h26 et je suis avec Marie Vauzelle. Je vous écoute.**
- **Marie V. :** Pour les documents : mon père a écrit ses mémoires, c'est destiné à la famille. Ça s'appelle *Mes premiers vingt ans*. Il a écrit ça pour nous. Un jour de 1995, il a décidé d'écrire ses mémoires pour la simple raison qu'il avait encore de la mémoire. Il raconte son enfance en Espagne, puisque c'est ses vingt premières années. Et à un moment, il parle de la Résistance.
- **LM : C'est votre père qui s'appelait José Rocabert ?**
- **Marie V. :** Voilà. Si vous voulez, à partir de là il raconte dans quel groupe de résistants il était : le groupe Rico. Tous les renseignements, vous pouvez les avoir là-dedans.
- **LM : Il me semble avoir vu une copie de ce document aux archives municipales d'Angoulême.**
- **Marie V. :** Celle-ci, non, parce qu'elle nous est destinée. Est-ce que vous avez vu quelque chose avec le même titre ?
- **LM : Voilà, oui.**



- Marie V. : Mais c'est le travail qu'on avait fait pour le concours de la Résistance, celui des jeunes, qui a été mis en ligne. C'est le travail fait pour ce concours. Donc oui, ça résume, c'est ce qui porte sur votre sujet. Et ça [*montre un fascicule*], c'est un témoignage — il est venu dans ma classe. Le sujet du concours, en 2003, c'était « Les jeunes dans la Résistance ». Ça correspondait bien. On en a pas mal d'exemplaires.
- **LM : D'accord. Mais ça, je l'ai pris en photo aux archives départementales. Celui-là, il est aux archives municipales d'Angoulême, je l'ai vu là-bas.**
- Marie V. : Ah oui. Donc à partir de là, c'est un travail qu'il avait fait. Il a retrouvé cette carte peut-être aux archives aussi. Il était dans le groupe Rico — je sais pas où c'est marqué, par là. Je pense que vous l'avez. Il y a des photos. Certaines où il est, d'autres où il n'est pas. Là, c'est lui. Après, il y a toutes ces photos. Ça, c'est quand il était à Saint-Jean-d'Angély, et là c'est quand il était à Marseille, parce qu'après il a fait la poche de Royan, et ensuite il a été à Marseille avec les Américains. Après, il est revenu dans la vie civile, on va dire. Disons qu'il voulait intégrer l'armée, mais il fallait être français. Il était mineur — 17, 18 ans — et son père a refusé. Donc voilà, c'était avec ses amis américains à Marseille. Et après, il y a toutes ses photos de remise de médailles.
- **LM : Il est resté impliqué même après la guerre.**
- Marie V. : Ah oui. Il a ses diplômes, ses reconnaissances de la Nation — j'ai les originaux. Il y a aussi ses documents des guérilleros, des résistants espagnols. Il avait bien travaillé. Et puis après, ça c'est un document plus général sur les Espagnols dans la Résistance. Je sais plus très bien. Si jamais, je peux prendre une photo à la fin. Là, ça correspond bien à votre sujet — vous verrez ce qui vous intéresse.
- **LM : Oui, tout à fait.**
- Marie V. : Donc lui, ce qu'il nous racontait, ce qui l'a le plus marqué, c'est à la fin — fin 1944, juste avant la libération d'Angoulême — tous ces gens qui se sont présentés comme résistants et qui, en fin de compte, ne l'étaient pas vraiment. Ce que je retiens aussi de ce qu'il nous racontait — c'est un peu mélangé, mais tant pis — c'est les gens qui étaient avec lui dans ce groupe de résistance, qu'il a connus. Après la guerre, même si leurs niveaux sociaux étaient très différents, il y avait une façon de se soutenir un peu quand l'un d'eux en avait besoin. Il y a un truc qu'il n'avait pas marqué dans son livre, je pense. Il y avait un curé — je sais plus son nom — qui était dans la Résistance. Mon père n'était pas croyant. Quand il a fallu nous baptiser, ce curé nous a baptisés en sachant que mon père lui-même



ne croyait pas. Pour notre mariage aussi : ma belle-mère voulait un mariage à l'église, et mon père a tout arrangé avec ce curé. C'est un peu intime, mais c'est pour dire ce que la Résistance avait créé entre eux ... ça les avait rapprochés. Ce curé nous a mariés le 10 juillet — 1971, je crois — en disant qu'il nous mariait ce jour-là parce que la fille du préfet se mariait avant et que l'église serait bien décorée. Voilà le petit détail. Je sais qu'il y avait d'autres personnes qui avaient connu la Résistance, sur Angoulême, qui s'entraidaient. Et ce n'était pas que des Espagnols dans ce groupe. Dans le groupe Ricco — Ricco étant un Italien, j'ai tout un bouquin sur lui. Si mon père a participé à la libération d'Angoulême, c'est parce qu'il connaissait Ricco. Ricco, lui, était sur la Dordogne. C'est un peu mélangé, mais les exactions à la fin de la guerre, à la Libération — mon père en parle beaucoup dans son livre. L'exécution de deux jeunes filles, ou jeunes femmes, dont on avait rasé les cheveux. Mon père était dans le groupe qui les a emmenées. Ça l'avait marqué. Je sais pas si vous connaissez Christian Bellingar — ce serait très intéressant pour vous.

- **LM : Ah non, je ne connaissais pas.**
- **Marie V. :** C'est un journaliste à la retraite, de France 3. Il a écrit pas mal de livres sur les Espagnols dans la Résistance. J'ai son adresse mail si vous voulez. Là, c'est le groupe de résistants où était mon père. J'avais marqué les pages parce qu'il est venu interviewer, consulter les documents — un an après le décès de mon père. C'est un peu dommage. Dans son livre, il y a pas mal de pages où il reprend ce que mon père avait consigné. Il y a un passage très intéressant. Ça parle pas que des Espagnols, mais vous pouvez trouver des renseignements sur les résistants espagnols dans ce livre. Il en a écrit d'autres. J'ai pris celui-ci parce qu'il parlait de mon père, mais j'en ai d'autres si vous voulez, sur les résistants espagnols en Dordogne. Là, il y a vraiment la libération d'Angoulême — tous les groupes espagnols, italiens, tous ceux qui ont fait la libération. Vous pouvez le trouver sur Amazon. Et vous pouvez l'appeler — je peux vous donner son adresse mail. Il est très intéressant, et il fait des foires aux livres. Donc là, c'est un peu l'exil, et puis la Résistance. Les camps de concentration, moins, parce que mon père avait été à Argelès, c'est un peu mélangé. Donc la Résistance. Je sais pas si ça vous intéresse aussi, mais tous les 24 août il y a une commémoration à Paris — avec l'association — et il y a eu un hommage à mon père le 24 août 2015. Il y a un petit article, des photos, parce que ça se faisait à la CLÉ, et mon frère était directeur de la CLÉ. Tous les ans, mon père allait à Paris pour la Nuit de la Nèva, puisqu'il y avait tous les résistants espagnols qui avaient participé à la libération de Paris.



- **LM : Qu'est-ce que vous appelez la CLÉ ?**
- Marie V. : C'était un centre culturel. Il n'existe plus maintenant. Donc tous les ans, mon père allait à Paris. Et ça, c'est ce truc-là — si vous en voulez d'autres, j'en ai. C'est vrai qu'il allait tout le temps à ses réunions, à ses colloques, aux films.
- **LM : Et pourquoi c'était si important pour lui de prendre part à tout ça, alors que la guerre était finie ?**
- Marie V. : Je pense qu'il avait besoin de reconnaissance aussi — de dire qu'on ne parlait pas assez des résistants espagnols qui avaient aidé à la libération de la France. Par contre, à l'intérieur des groupes de résistants, il y avait des dissensions. Il en parlait pas mal — même des choses vraiment dégueulasses qui avaient été faites entre eux.
- **LM : Ça n'a jamais été tabou pour lui de vous parler de tout ça ?**
- Marie V. : Ah non. Ce n'était pas un secret d'état ou quelque chose qu'il fallait garder sous silence. Il nous en parlait — pas tout le temps, mais à l'occasion. Et parfois on lui disait d'arrêter.
- **LM : Ce n'est pas souvent qu'on a des gens qui parlent aussi librement de ce genre de choses. [*Émotion de la témoin*] Vous voulez qu'on s'arrête un peu ?**
- [*Pause dans l'enregistrement*]
- Marie V. : Il avait un copain espagnol qui a été tué pendant la libération d'Angoulême. Il a sa plaque commémorative à la campagne.
- **LM : J'étais là voir. Ah, c'est son ami ! J'ai vu cette plaque.**
- Marie V. : Il en parle dans son livre. Et jamais personne n'allait y mettre des fleurs, mais lui y allait tout le temps. J'y avais emmené mes élèves aussi. C'est à Ma Campagne. Ce copain, Vasquez, s'est tué bêtement. Pendant la libération d'Angoulême, ils étaient arrivés place du Mûrier — celle qu'on appelle maintenant place Francis-Louvel. Ils avaient leur mitraillette. Son copain a sauté du camion, ce qui a enclenché l'arme, et il s'est tué tout seul.
- **LM : Ils étaient venus ensemble d'Espagne, peut-être ?**
- Marie V. : Non, il devait faire partie du même groupe de guérilleros. Il en parle certainement dans son livre. Donc ce qui l'avait marqué aussi, c'est ces jeunes filles qui avaient été exécutées à la fin de la guerre, qu'on avait rasées. Il en parle là-dedans. Alors, l'autre chose qu'il n'aimait pas trop, c'était quand ils étaient dans les bois, cachés, et qu'ils allaient chez les fermiers pour trouver à manger. Il y en avait qui étaient généreux, et



d'autres qui ne leur donnaient rien. Alors ils fouillaient partout, emportaient tout, et peut-être qu'ils leur mettaient une bonne raclée au passage. Ces choses-là, il ne les aimait pas non plus. De toute façon, ils ont fait des choses, voilà. Et il y a un truc qu'il aimait bien depuis tout petit — les pétards, les explosifs. Il a fait partie des actions de sabotage. Il a toujours aimé ça, les armes, les explosifs. D'ailleurs, quand mon père est décédé avant ma mère, et que ma mère est décédée il y a pas très longtemps, c'est moi qui me suis occupée de vider la maison. Je savais qu'il y avait des armes, et j'en ai trouvé pas mal — des fusils, des pistolets. J'ai appelé la gendarmerie pour savoir quoi en faire. Ça me faisait un peu peur.

- **LM : Donc, pour revenir un peu sur vous : Marie Vauzelle, vous êtes retraitée.**
- Marie V. : Oui.
- **LM : Vous étiez professeure. Et José Rocabert est votre père. Comment vous avez pris connaissance de cette histoire ? Vous m'avez dit qu'on vous en a toujours plus ou moins parlé, que ça n'a jamais été caché. Est-ce qu'on vous a raconté l'histoire de l'arrivée en France de José — et peut-être de votre mère, je ne sais pas si elle est française ?**
- Marie V. : Oui, mon père nous en a parlé, parce qu'ils ont quand même été bien traumatisés par leur arrivée en France — et puis ils ont été séparés. Il avait 13 ans. Son père, mon grand-père, a été interné à Argelès, il ne savait pas où il était. Ils avaient perdu sa sœur dans la confusion. Il raconte bien tout ça. À l'arrivée en France, on les a séparés — ma grand-mère et ses deux enfants ont été mis dans des wagons à bestiaux. C'est horrible.
- **LM : Et lui, il n'est pas passé par Argelès ?**
- Marie V. : Non, parce qu'on séparait les femmes des hommes. Mon père avait 13 ans, donc il est parti avec sa mère dans un village du Gers, à Beaumarchais. Il a travaillé dans une ou deux fermes. Ils se sont retrouvés grâce à la Croix-Rouge — pas française, la Croix-Rouge suisse. Ils sont arrivés à Angoulême parce que mon grand-père, d'Argelès, avait été amené travailler. Je pense que c'est au camp des Trois-Chânes — un camp prévu au départ pour enfermer des prisonniers allemands, mais ça n'a finalement pas été ça.
- **LM : Donc votre grand-père qui était à Argelès est venu à Angoulême, et sa famille l'a rejoint.**
- Marie V. : Voilà. Et ils n'habitaient pas dans un camp — ils vivaient en dehors. Mon grand-père n'a jamais voulu aller dans le camp des Alliés, à cause de toute une histoire politique. Il était à la CNT, les anarchistes. Avec les communistes, c'était horrible — pendant la guerre civile en Espagne, les communistes avaient massacré beaucoup d'anarchistes à



Barcelone. Donc mon grand-père ne voulait surtout pas être mélangé à ces gens-là. Il a fini — c'est assez drôle d'ailleurs — par trouver un logement à côté du séminaire, là où il y a maintenant Radio Catholique et là où je suis née. Deux pièces. Il a fait venir sa femme et mon père. Ils sont restés route de Bordeaux. Moi, j'en suis partie à 9 ans. On vivait à six dans ces deux pièces. Il y avait une fontaine, des toilettes au fond de la cour pour tout le monde. Mais moi, ça ne m'a pas traumatisée — je n'ai pas souffert autant que ma sœur. Il y avait des Espagnols au-dessus, toute une communauté — les Bellmonté, les Vegas — cinq ou six familles espagnoles. Et ils travaillaient aussi en Espagne. Avec ses trois frères et ses parents, mon grand-père fabriquait des volets et persiennes en bois et possédaient une grande propriété d'oliviers que mon père voulait récupérer. Quand j'ai été à Barcelone, j'ai pris une photo de leur très belle maison. Mon grand-père était originaire de Beceite.

- **LM : Comment José s'est-il retrouvé à entrer en Résistance ?**
- Marie V. : Mon grand-père avait sept de guerre au Rif marocain, c'était obligatoire. Après guerre civile en Espagne, puis en France, re la guerre. Il ne voulait plus entendre parler de rien. Donc il a été travailler dans les bois vers Rougnac, il était charbonnier. Mon père et sa mère étaient route de Bordeaux, à Angoulême. Mon père allait avec son père travaillait dans les bois et rentrer de temps en temps à Angoulême. Rougnac était en zone libre et Angoulême en zone occupée. Il avait un laissez-passer. Il faisait passer des courriers au début, puis il a été contacté par de réfractaires pour servir de facteurs. Et un jour, un des responsables du groupe Ricco lui a proposé de faire partie de leur groupe en Dordogne où il les a rejoints. Ses parents n'étaient pas trop au courant de tout cela.
- **LM : La langue n'a pas été une barrière une fois arrivés en France ?**
- Marie V. : Mon grand-père n'a jamais parlé français, il parlait catalan, il est devenu un peu sauvage. Mon père non, il parlait français, espagnol, catalan. Moi, je ne me rendais pas compte. Mon grand-père était un peu solitaire, ne voulait plus entendre parler de rien. Par contre, mon grand-père racontait toutes ses histoires de guerre au Maroc à mes deux frères jumeaux. Mais il n'a jamais parlé français. Mon père, lui, s'est mieux intégré, même s'il était un peu instable, faisait ce qu'il avait envie de faire. Son frère plus âgé, lui, s'est bien mis dans les rails, travaillait à l'usine. Ma grand-mère ne parlait pas français. On ne s'en rendait pas compte, parce qu'on vivait dedans. Ma grand-mère avait inventé un langage que nous étions les seuls à comprendre : c'était un mélange de français, de catalan, d'espagnol. Ma mère est française, sa famille est française et eux, ils trouvaient ça un peu bizarre. Nous, on



comprenait tout. Pour le travail, ça allait. Mon grand-père travaillait chez Leroy, mais ça s'est très mal fini. Ma grand-mère, elle, gardait des gamins, elle était très joyeuse, s'est bien intégrée et avait le groupe des femmes espagnoles déjà.

- **LM : Et quand ils sont arrivés, est-ce qu'ils ont eu une aide, un soutien des locaux, ou ces derniers étaient plutôt réfractaires ?**
- Marie V. : Non, c'était vraiment entre la famille. Il y avait des repas de famille parfois, et c'était parfois assez *hard*. Je n'ai aucun souvenir de personnes extérieures à la famille qui venaient nous soutenir. Il n'y a pas eu d'aide. Les aides qu'ils ont eues, c'était surtout par les Américains — mon père a travaillé quelque temps au camp de la Braconne chez les Américains. On recevait des vêtements donnés par des familles américaines. Il y a eu davantage de soutien des Américains que des locaux.
- **LM : Et malgré l'absence de soutien, est-ce que par exemple votre grand-mère a quand même pu sociabiliser, se faire des amis ?**
- Marie V. : Mon grand-père, non. Ma grand-mère, oui — avec des Espagnoles, et puis avec des gens français dont elle gardait les enfants. Mais mon grand-père n'allait pas vraiment vers les gens.
- **LM : Et pour revenir sur la Résistance, d'abord José a fait passer des courriers, ensuite il a pris les armes ?**
- Marie V. : Oui, c'est ça. Il a participé à la libération d'une partie de la Dordogne qui était occupée, et de la Charente.
- **LM : Son frère ne s'est pas engagé ?**
- Marie V. : Non, lui s'est engagé de son propre chef.
- **LM : Est-ce qu'il y avait un lien avec des affiliations politiques — déjà en Espagne — qui ont poussé à poursuivre cette lutte ?**
- Marie V. : Ce qu'il explique, c'est qu'il ne voulait pas que les nazis l'emportent, c'était vraiment au fond de lui. Mais il haïssait les communistes — ce qu'ils avaient fait en Espagne était terrible. Ils étaient très politisés. Mon grand-père avait été affilié à la C.N.T., mon père aussi, même après la guerre. Politiquement, mon grand-père avait été très déçu — à Barcelone, il croyait en quelque chose d'utopique, il était dans une coopérative. Mon père, lui, avait besoin de faire quelque chose, d'agir, de ne pas rester les bras croisés /// C'est vrai qu'après, il a fait des choses qu'il regrettait un peu. Comme ces jeunes filles dont il parlait

— il disait qu'il ne pouvait rien faire. Et puis il était arrivé en France très jeune, il avait fait la Résistance, et après c'était difficile de devenir sage, on va dire.

- **LM : Et justement, comment ça s'est passé après la guerre ? Il a été à Marseille, et après ?**
- **Marie V.** : Il était à Marseille et voulait partir aux États-Unis, dans l'armée américaine. Mais son père avait refusé parce qu'il était mineur. Et puis les Espagnols étaient catalogués comme « rouges » — le communisme aux États-Unis, c'était peut-être pas très bienvenu. Après, il est revenu à Angoulême et il a rencontré ma mère. C'est ce qui l'a fait rester, je crois. Il finit d'ailleurs son livre là-dessus. Il écrit : « Je voulais partir pour les USA, mais il y avait la proposition des parents de Robert... Mon retour à la maison en Charente fut au début très difficile, car cela faisait trop longtemps que je m'étais habitué à vivre seul et à la vie militaire. Je me fixais une année pour mon départ aux États-Unis. Si cela ne se faisait pas, j'avais décidé de me naturaliser français et de m'engager dans la Marine, qui était par ailleurs mon rêve d'enfance ». Et puis tout cela a disparu le jour où il a rencontré Marthe.
- **LM : Donc, après son mariage, il a trouvé du travail ici ?**
- **Marie V.** : Mon père était assez instable. Il a jamais vraiment ... Il était peintre en bâtiment à l'origine. Après, il a fait agent publicitaire — c'est lui qui avait inventé les bornes avec des petites publicités aux arrêts de bus, je me souviens bien de ça. Très instable. Moi j'étais très embêtée en sixième quand on remplissait les fiches métier des parents. À un moment il travaillait chez Rousselot. Il avait son entreprise à lui, avec des marchés. Parfois ça marchait bien, parfois moins. Il avait aussi fait la tournée des écoles de Charente pour projeter des films — *Les Trois Petits Cochons*, je me souviens bien. On a rencontré quelqu'un de Confolens, de notre âge, qui se souvenait de mon père qui venait faire du cinéma à l'école.
- **LM : Ça n'a pas été l'occasion pour lui de partager son histoire dans ces écoles ?**
- **Marie V.** : Ah non, non. C'étaient des films pour petits enfants. Lui, ça lui plaisait bien — mon père aimait les gens, aimait parler, il était très sociable. Et puis il a monté une société de carrelage qui marchait très bien, mais il était naïf — il a rencontré des personnes pas très honnêtes. C'était un peu chaotique. Mais grâce à lui, on a vécu des choses qui nous paraissaient normales et qui ne l'étaient probablement pas.
- **LM : Et l'hypothèse de retourner en Espagne, elle n'a jamais existé ?**
- **Marie V.** : Si. Pour mon grand-père, c'était hors de question tant que Franco était au pouvoir. La première fois qu'on est allés en Espagne, j'avais peut-être 8 ans — la frontière

venait de s'ouvrir un peu. On y est allés avec ma mère, qui était française, et nous, les enfants, pour voir la famille que l'on n'avait jamais vue. Mon père n'avait pas encore le droit d'y aller. Quelques années après, ceux qui étaient partis jeunes ont eu le droit de retourner. On y est allés tous les ans en vacances voir la famille à Barcelone. Et en 1980-81, avec la transition espagnole après la mort de Franco, et l'élection de Mitterrand, mon père était déjà là-bas. Ils sont repartis s'installer à Sitges, à côté de Barcelone. Il était très actif au Parti socialiste en Charente et à Angoulême. Il était représentant des Français d'Espagne pour les élections. En vacances chez eux, on préparait les enveloppes pour Mitterrand qu'on envoyait à tous les Français d'Espagne. Ils y sont restés jusqu'en 93-94. Moi je travaillais en France, mais y allais pour les vacances. Ma mère voulait rentrer — sa propre mère vieillissait en France. Mon père voulait rester. Ça a fait un petit drame, mais ils sont revenus, tout en continuant à aller régulièrement en Espagne. Mon père y retrouvait toute la famille — il était content, heureux d'entendre parler catalan. Mon grand-père, lui, n'est jamais retourné. Je pense qu'il n'en avait pas l'envie. Il avait un frère avec qui il s'entendait bien, Manolo, qui a fait l'effort de venir en France une seule fois.

- **LM : Et quand vous êtes retournés en Espagne, les biens de la famille n'ont pas pu être récupérés ?**
- Marie V. : Non, il n'y avait plus rien. Mon grand-père était l'aîné — selon la loi espagnole, tout devait lui revenir. Mais ses frères restés en Espagne avaient tout récupéré. Ça faisait des petites tensions. Ce ne sont pas les franquistes qui ont pris les biens — c'est la famille elle-même, ceux qui étaient restés.
- **LM : Ça n'a pas créé de tensions dans la famille ?**
- Marie V. : Mon grand-père n'est jamais revenu. Il y avait des petites choses, on le sentait — avec un certain Ramon notamment. On n'a pas vu toute la famille. Mon père avait une sœur qui est retournée habiter définitivement en Espagne.
- **LM : Et comment la famille — vos grands-parents, votre père, vous — se définissait ? Plutôt espagnole, française, les deux ?**
- Marie V. : Mon père dit qu'en fin de compte, quand il était en France, il avait envie d'être en Espagne. Et puis en Espagne, il avait quand même sa vie en France.
- **LM : Et la nationalité française ?**
- Marie V. : Mon père a obtenu la nationalité française très tard : en 1993. Il en avait eu besoin. J'ai tous ses documents.



- **LM : Et vous, vous avez la double nationalité ?**
- Marie V. : Oui, je l'ai demandée pas avec la loi de 2022, mais vers 2011-2012, avec la loi de mémoire historique. Ça m'a pris deux ans et demi.
- **LM : Et pourquoi avoir fait cette démarche ?**
- Marie V. : Un besoin.
- **LM : Vos frères et sœurs ont fait pareil ?**
- Marie V. : Ma sœur est décédée en 2019 et elle n'avait pas fait la démarche. C'était très compliqué, et je pense qu'elle avait un peu souffert, petite. Après la route de Bordeaux, quand on habitait à la Grande-Garenne et qu'on allait à l'école à Basseau, elle se sentait peut-être un peu à part. Elle avait des envies d'être bien habillée, d'être comme les autres copines. Je pense qu'elle n'avait pas envie d'avoir la nationalité espagnole. Mes deux frères jumeaux : l'un l'a demandée mais ne l'a toujours pas obtenue. L'autre a trop de soucis en ce moment pour le moment [...]. Mes trois enfants, eux, l'ont demandée en 2022 — Lucas l'a obtenue en trois mois, très rapidement. Et deux de mes petits-enfants ont aussi fait la démarche.
- **LM : C'est bien que ça se transmette. Et à l'école, ça avait été difficile pour vous, comme pour votre sœur ?**
- Marie V. : Non, pas du tout. La difficulté de ma sœur venait surtout de la situation matérielle, de l'instabilité de mon père. À l'école à Saint-Cybard, ma grand-mère faisait la cantine et on allait souvent chez elle, donc on n'était pas dépayés. Mais ensuite à Basseau, on traversait la cité de l'Espoir — c'était pratiquement des bidonvilles — et on se faisait parfois jeter des pierres. C'était dur. Mais ce n'était pas à cause de nos origines espagnoles. On travaillait bien, on était les premières. Non, c'était le milieu, le quartier.
- **LM : La langue, vous la parliez déjà avec vos grands-parents. Est-ce que vous l'avez transmise à vos enfants ?**
- Marie V. : Pas spécialement. Au lycée j'ai fait espagnol, j'ai un certificat de linguistique espagnole. Je continue à aller à un atelier d'espagnol à Ruelle. J'avais aussi été maîtresse d'espagnol pendant quatre ans quand j'étais étudiante, mais au bout de quatre ans on m'a remerciée — je n'étais pas titulaire. Après, un autre truc m'intéressait beaucoup : ma mère travaillait à l'hôpital psychiatrique d'Angoulême, et pendant les vacances j'allais à la section neuro-infantile psychiatrique. Ça m'intéressait vraiment. Donc après j'ai passé des concours et c'est pour ça que j'ai été professeure des écoles spécialisées pour des gamins en



difficulté. On y mettait tout : les enfants autistes, ceux qui avaient subi des violences, les enfants gitans — c'était la véritable poubelle du système, on va dire. Donc je n'ai pas fait d'espagnol avec eux.

- **LM : Mais c'est quand même quelque chose que vous avez gardé en vous ?**
- Marie V. : Oui. Je lis plein de bouquins en espagnol.
- **LM : Et les prénoms à consonance espagnole ?**
- Marie V. : Mon mari est français, donc je n'y ai pas pensé. Mon vrai nom est Marie-José. Pour le passeport, on m'a demandé si je voulais les deux, mais j'ai gardé celui en français. Mais moi, la langue que j'aime le plus entendre — même si on n'en trouve pas beaucoup ici — c'est le catalan.
- **LM : C'est plutôt le catalan votre vraie langue de cœur ?**
- Marie V. : Oui. Mais j'essaie de faire les deux. Je comprends le catalan, j'en parle un peu — des petits mots — mais je comprends tout. Et j'aime beaucoup l'entendre. C'est le plus chantant.
- **LM : Et pour les traditions, les fêtes — est-ce que vous en avez gardé avec votre père ?**
- Marie V. : Avec mon père, oui, et mon grand-père aussi. Quand on habitait à la Grande-Garenne, il y avait un grand pré en face. Le dimanche, mon grand-père faisait sa *paella* dehors avec du bois. Et il y avait plein de fêtes espagnoles à cette époque — le *Toro de Fuego* sur Angoulême, et les Espagnols se réunissaient pour Noël, pour le Nouvel An. C'était un groupe un peu fermé. Pour les fêtes de Noël, c'était chez les Bellmonté, à Basseau.
- **LM : Un Français lambda ne pouvait pas vraiment y participer ?**
- Marie V. : Le *Toro de Fuego*, tout le monde pouvait y aller, c'était dans la rue. Mais les fêtes entre nous, c'était souvent que des Espagnols. J'allais au cinéma à Basseau et c'était que des Espagnols.
- **LM : Et cet effet de groupe, il existe encore aujourd'hui, ou il se dissipe avec les générations ?**
- Marie V. : Je pense qu'il se dissipe. Moi, j'ai perdu tout contact. Ceux qui sont dans l'association, je ne sais pas comment ils fonctionnent. Disons que dans cette association, il y a des gens avec des positions politiques qui me dérangent un peu — les héritiers des communistes, ça perdure encore aujourd'hui. Ça me plaisait pas trop à mon père non plus. Et puis — les Catalans ne sont pas des Andalous, et le flamenco, ce n'est pas leur culture. Ça, ça l'agaçait.



- **LM : Pour en revenir à la nationalité espagnole que vous avez obtenue : est-ce qu'il y a eu, avec le temps, une reconnaissance de l'engagement de votre père en France, et surtout en Espagne ?**
- Marie V. : Il avait la carte d'association des guérilleros à Barcelone. J'ai sa carte dans son petit porte-monnaie. Ça, ça a été fait après Franco, bien sûr. Mais les reconnaissances restent surtout françaises — la Fédération nationale des combattants de moins de 20 ans, la Fédération nationale des combattants républicains, l'association républicaine des anciens combattants ... Il faisait partie de beaucoup d'associations. En Espagne, il avait sa carte de guérillero, mais pas de reconnaissance officielle.
- **LM : Vous l'accompagniez parfois aux commémorations ?**
- Marie V. : Oui, j'y allais, aux repas des anciens combattants, aux cérémonies. Il a même eu une reconnaissance de la part des Allemands, je crois — un petit quelque chose, une indemnité peut-être. Et il a aussi travaillé au Parlement européen — il était au Parti socialiste, très engagé politiquement. Il avait présenté des choses à Mitterrand.
- **LM : Et vous, est-ce que vous vous êtes engagée aussi ?**
- Marie V. : Je suis élue municipale. Et pour le Parti socialiste, on l'a beaucoup aidé — ma mère, mes frères et moi. On tapait des documents, on écrivait des comptes-rendus. On l'a vraiment beaucoup soutenu.
- **LM : Et les commémorations, vous les faites encore ?**
- Marie V. : Oui, je le fais maintenant ici au monument — comme je suis élue, je dois me faire voir [*Rires*].
- **LM : Ce qui me frappe, c'est le fait que ce sujet n'ait jamais été tabou pour lui, alors que souvent, les Espagnols, pour bien s'intégrer à la société française, faisaient profil bas. Ils n'en parlaient pas.**
- Marie V. : En famille, oui, mais pas à l'extérieur. En famille, et puis dans les associations pour la reconnaissance. Mais même en famille, il y avait des réactions — pas tout le monde ne voulait pas entendre les mêmes histoires tout le temps. Aux repas de famille, il racontait souvent les mêmes histoires. À un moment, on lui disait : « Tu pourrais parler d'autre chose, ta vie c'est maintenant ». Ma sœur disait des choses peut-être pas très sympa. Ma mère aussi : « Tais-toi, j'en ai marre de tes histoires ». Moi, ça ne m'énervait pas vraiment.
- **LM : Et il a transmis cette histoire à ses petits-enfants ?**



- Marie V. : Il y avait Pablo surtout, le fils d'un de mes frères, qu'il appelait « Le guerrier ». Mais ils sont à Paris. Quand il venait, mon père en profitait pour raconter son histoire.
- **LM : Et vous-même, vous l'avez transmise à vos enfants ?**
- Marie V. : Oui, ils ont tous le livre. Et comme j'ai récupéré pas mal d'affaires, je leur ai proposé s'ils en voulaient. Mais ils se souviennent surtout de mon père en tant que cuisinier — il faisait des choses délicieuses, des calmars à l'encre. Il avait même eu un restaurant. C'est ça que les enfants regrettent, plus que la Résistance. Et puis il s'occupait de la délégation espagnole à la BD d'Angoulême. Pour lui, c'était une grande fête.
- **LM : Et à partir de quand a-t-il commencé à en parler hors de la famille, notamment pour le C.N.R.D. ?**
- Marie V. : Je pense que c'est le musée de la Résistance d'Angoulême qui a recherché les résistants. À partir de là, il s'est un peu ouvert. J'ai retrouvé dans ses affaires un questionnaire du musée qu'il avait rempli.
- **LM : Et pour lui, il n'y avait pas de douleur à raconter, à revenir dessus ?**
- Marie V. : Non, au contraire, ça le soulageait. Sauf ces épisodes avec les jeunes filles, il en pleurait encore. Et les résistants de la dernière heure qui défilaient après coup, ça le mettait vraiment en colère.
- **LM : Est-ce qu'il y a une forme de fierté, pour vous, par rapport à ce qu'il a fait ?**
- Marie V. : Oui, un peu. Fierté ... je ne vois pas d'autre mot. Oui.
- **LM : C'est fou tout ce que vous avez gardé comme documents. Vous avez le projet de les transmettre, mais vos enfants n'ont pas trop le temps, peut-être ?**
- Marie V. : Peut-être plus tard. Là, c'est la libération d'Angoulême dans *Sud-Ouest* du 27 août 2004 — il est là sur la photo [*montre une photo*]. Lui, il avait fait ce travail de résumé. Moi, j'ai cherché un peu — j'ai retrouvé mon grand-père dans le fichier de Moscou qu'ils ont mis en ligne. Je gratte un peu. De temps en temps, je mets son nom dans une recherche pour voir s'il y a des nouvelles choses.
- **LM : Et vous, vous avez le besoin de transmettre cette histoire, de faire en sorte que ça se sache, au moins dans la famille ?**
- Marie V. : Mes enfants la connaissent — Nicolas a 50 ans, Sophie ... Ils ont entendu leur grand-père en parler. Ça me tient à cœur, pas forcément par rapport à la famille proche /// Peut-être aussi par rapport à certaines personnes de la famille qui s'opposaient à lui, qui ne



le supportaient pas trop, mais bon ils sont morts donc ... C'est un peu une petite revanche de transmettre la mémoire de quelqu'un qu'ils ne voulaient pas écouter.

- **LM : Il a été reconnu rapidement pour son engagement, après la guerre ?**
- Marie V. : Je pense que oui, assez rapidement — j'ai vu dans ses papiers des documents qui datent de 1949.
- **LM : Et les grands-parents, ils n'ont pas perdu leur nationalité espagnole parce qu'ils étaient partis ?**
- Marie V. : Non, ils sont restés espagnols.
- **LM : Est-ce que tout ça — le parcours de votre famille, les luttes, les engagements — ça a une incidence sur votre identité, sur les valeurs que vous défendez ?**
- Marie V. : Je sais pas trop. Certainement, mais c'est difficile à dire. Je ne suis pas particulièrement engagée politiquement. Je ne suis pas d'accord avec plein de choses, mais je ne suis pas active. Par contre, un de mes frères est très engagé politiquement.
- **LM : Dernière question : les fêtes espagnoles dont vous parliez, c'est quelque chose que vous faites encore, même en famille ?**
- Marie V. : Non, il n'y a plus rien. Ma mère continuait avec mon père pour la nouvelle année les douze grains de raisin. Mais nous, non, ça ne se fait plus.
- **LM : Est-ce que vous avez autre chose à rajouter, quelque chose d'important qu'on n'a pas dit ?**
- Marie V. : Certainement, mais je sais pas lesquels. Je trouve que ce travail sur l'engagement des Espagnols — et des étrangers en général, il y avait aussi des Italiens — est important. Je pense que mon père serait bien content qu'on transmette tout ça aujourd'hui encore. Ce curé dont je vous ai parlé, ça m'est resté. Et puis il y avait des personnes sur Angoulême qui l'avaient un peu aidé, soutenu. Et dans le groupe Rico, il avait gardé des contacts même avec des gens qui n'avaient pas les mêmes couleurs politiques que lui.
- **LM : Est-ce que c'est une belle expérience pour vous de partager tout ça ?**
- Marie V. : Oui, oui. Je pense que lui serait content de voir que l'on s'intéresse encore à son histoire.
- **LM : Je vous remercie. Il est 11h34, je coupe l'enregistrement.**



Annexe 10 : Transcription intégrale du témoignage de Manuel Huerta, fils du résistant espagnol Cayo Huerta

Source : Entretien avec Manuel Huerta, fils de Cayo et Manuela Huerta, en visioconférence, 05/02/2026, 02:29:11.

- Informations générales

- Date de l'enregistrement : 5 février 2026
- Date de retranscription : 26 février 2026
- Durée de l'interview : 02:29:11
- Collectrice : Lisa Métreau (LM)
- Nom de l'interviewé : Manuel Huerta (Manuel H.)
 - Parenté : Fils du résistant Cayo Huerta
 - Date de naissance : 27 juin 1937
 - Informations socio-professionnelles : Responsable dans l'industrie pharmaceutique retraité
- Lieu de l'interview : En visioconférence

- Légende

- Hésitation : ///
- Ajout de précisions visuelles ou de mots sous-entendus : [...]

- Transcription

- **LM** : Nous sommes le 5 février, il est 9h46. Nous sommes en présence de M. Manuel Huerta. D'abord, est-ce que vous pourriez vous présenter succinctement ?
- **Manuel H.** : Est-ce que vous parlez l'espagnol ?
- **LM** : Je le comprends, mais je ne maîtrise pas assez bien la langue pour conduire l'entretien en espagnol. J'en ai fait, j'ai même de la famille d'origine espagnole, mais je ne suis pas suffisamment à l'aise. Je suis désolée.
- **Manuel H.** : C'est étonnant ! Bien. Je me présente : Manuel Huerta. Je suis né le 27 juin 1937. Sur ma carte d'identité, il est inscrit Portbou. Mais en réalité, je suis né dans un petit village voisin qui s'appelle Llançà, qui était à cette époque un minuscule village de pêcheurs. Le hasard de la guerre civile — dont la date officielle est 1936 — a fait que mes parents, qui étaient madrilènes, se sont retrouvés déplacés. Mon père exerçait ce qu'on appelait en Espagne la « *secreta* », c'est-à-dire une police en civil proche du gouvernement. Lorsque les franquistes se sont approchés de Madrid, le gouvernement a d'abord déménagé à Valence, puis à Barcelone. De là, mon père est parti vers Portbou, le village frontière, et



je suis né tout à côté. Il m'a déclaré né à Portbou. Je lui ai demandé pourquoi. Il m'a dit : « Je ne sais pas, dans ces périodes difficiles, j'ai pensé qu'en te déclarant plus près de la France, tu serais plus en sécurité. » C'est complètement irrationnel, mais c'est comme ça.

- **LM : Et aujourd'hui, vous habitez ?**
- Manuel H. : J'habite près de La Rochelle, après avoir pas mal voyagé en France — j'ai habité en Auvergne, dans le Puy-de-Dôme, à Paris — et j'ai pris ma retraite avec mon épouse à Marseille.
- **LM : Quelle était votre profession ?**
- Manuel H. : J'ai commencé des études de médecine que je n'ai pas achevées, pour différentes raisons, notamment des problèmes de santé. Je suis ensuite entré dans l'industrie pharmaceutique. J'ai travaillé chez Pfizer, où j'ai consacré toute ma carrière aux antibiotiques, puis j'ai terminé dans un laboratoire anglais, Beecham, qui fabriquait également des antibiotiques.
- **LM : Entrons maintenant dans le vif du sujet. Vous êtes né en 1937, donc vous ne vous souvenez probablement pas directement du départ d'Espagne. Est-ce qu'on vous en a raconté des choses ?**
- Manuel H. : J'ai passé ma petite enfance très près de ma grand-mère, qui me racontait beaucoup. Mon père répondait à mes questions lorsque je lui en posais, et ma mère me rapportait aussi des anecdotes. Du départ d'Espagne lui-même, je n'ai aucun souvenir. Mes premiers souvenirs remontent au camp des Alliés — et je précise que ce nom s'écrit « Alliers », avec un R, ce qu'on m'a d'ailleurs reproché à tort. Ce sont comme trois ou quatre images figées dans ma mémoire, de l'intérieur d'un baraquement. Ensuite, j'ai beaucoup de souvenirs très précis. J'échange souvent avec Dolores Davo, que vous connaissez également, et elle me dit souvent : « C'est fou, tu te rappelles de choses que j'avais totalement oubliées. » Et quand je les lui rappelle, ça lui revient. Donc ce sont de vrais souvenirs, pas des souvenirs fabriqués. Il m'est même arrivé de raconter à mes parents des choses qu'ils avaient eux-mêmes oubliées et qu'ils ne m'avaient jamais racontées. La mémoire humaine est vraiment étrange. Je vais vous raconter mon histoire à présent. Mes parents sont arrivés à Barcelone. Le gouvernement les a logés dans ce qui est aujourd'hui un musée : à Barcelone, il y a un grand parc qu'on appelle le Parc Güell. À l'entrée de ce parc, il y a deux grands bâtiments. Ils ont été logés dans celui de droite, mais pas très longtemps, car le patron de mon père lui a dit un jour qu'il fallait aller prendre en main le

commissariat de Portbou, dont les policiers en place n'inspiraient pas confiance. La situation politique en Espagne était très compliquée. Schématiquement, il y avait les Républicains d'un côté, les franquistes et les fascistes de l'autre. Mais c'était plus compliqué que ça, car au sein même du camp républicain, il y avait des tendances qui s'affrontaient parfois violemment. L'État avait même dû faire appel à l'armée pour remettre de l'ordre dans Barcelone. Des Républicains se sont tirés dessus entre eux. Bref, mon père a dit qu'il allait prendre le commissariat. Il a demandé combien d'hommes il aurait. Son chef lui a répondu : « Toi et Pedro. » Vous imaginez ma surprise quand il m'a raconté ça. Je lui ai dit : « Papa, comment vous avez pu faire ça à deux ? » Il m'a répondu : « Tu ne peux pas imaginer qu'à 23 ou 24 ans, dans des périodes de grande agitation, on ose tout. » Chemin faisant, il a quand même eu un doute et a pu appeler un cousin qui était capitaine de carabinier, tout près de Portbou. Ce cousin lui a dit de venir le lendemain matin vers 11 heures, que le commissariat serait pris. Quand mon père est arrivé, le commissariat était effectivement vide, tout le monde était parti, et il a retrouvé son cousin. C'est ainsi qu'ils sont arrivés là-bas. De là, mon père a été nommé commissaire à Figueras, une plus grande ville. À Figueras, le 23 janvier 1938, ma grand-mère m'emmenait promener au parc — un parc où les mamans emmenaient les enfants le dimanche. Ce jour-là, il faisait très beau. En cours de route, elle a changé d'avis et s'est arrêtée chez des amis. C'est là qu'a eu lieu un terrible bombardement. J'ai retrouvé ensuite que c'étaient des avions italiens qui avaient bombardé le parc délibérément. Ce fut un massacre. Mon père nous a cherchés. Ne nous trouvant pas, il a pensé que ma grand-mère avait peut-être changé d'itinéraire et était allée chez des amis. En arrivant devant la maison de ces amis, il a cru d'abord que la maîtresse de maison avait lavé ses rideaux, car les fenêtres paraissaient très claires. Ce n'est qu'une fois le nez contre le mur qu'il a réalisé qu'il n'y avait plus que le mur, que le reste de la maison avait disparu. Une bombe était tombée en plein dessus. Le mur avait un balcon, et c'est là que nous étions, ma grand-mère et moi. Des voisins étaient venus avec une échelle pour nous faire descendre et nous emmener à l'hôpital. Après cet épisode, on a habité un autre village. Mais la situation devenant très dangereuse, mon père a dit à ma mère qu'il fallait se mettre à l'abri en France. Une voiture nous a emmenés — ma grand-mère, ma mère et moi — ainsi que la femme d'un autre policier et son fils, qui était né depuis à peine un ou deux jours. À un moment, le chemin était obstrué de voitures abandonnées, de valises, de bagages. Le chauffeur a dit à ma mère qu'il ne pouvait pas aller plus loin et qu'il fallait

continuer à pied. Elles ont donc franchi le col par des chemins escarpés. C'était très difficile. La compagne de ma mère est tombée et a dû être laissée morte au bord du chemin. C'est dramatique à raconter ainsi. On arrive enfin en France, et un train prévu pour Paris-Périgueux s'arrête à Angoulême, car la SNCF avait déjà ses problèmes. Tout au long du trajet, la population avait apporté du pain, du lait, des vêtements chauds aux voyageurs — femmes, enfants, quelques personnes âgées, car les hommes valides avaient été dirigés vers des camps, notamment le terrible camp d'Argelès-sur-Mer.

- **LM : Votre père n'est donc pas parti avec vous ?**
- Manuel H. : Non, il est resté presque jusqu'au bout. Ma mère se retrouve à Angoulême, rue Gambetta, à essayer d'acheter des médicaments. Le pharmacien refuse de les lui délivrer parce qu'elle n'a que des pesetas. Elle se retrouve sur le trottoir à pleurer. Une femme l'aborde alors et lui demande, dans un espagnol approximatif, pourquoi elle pleure. Ma mère répond : « Comment voulez-vous que je ne pleure pas ? Je n'ai plus de pays, je ne parle pas la langue, mon argent ne vaut plus rien, mon fils est malade et je ne sais pas où est mon mari. » Cette femme lui dit alors de retourner auprès de sa belle-mère, en face de la gare, là où on avait mis les quelques milliers d'Espagnols du train, dans une sorte de hangar, et lui dit que dans un quart d'heure son chauffeur viendrait la chercher. Effectivement, un quart d'heure après, une voiture est venue nous chercher et nous a emmenés dans une maison bourgeoise à deux ou trois cents mètres. Chauffage, salle de bain, médecin, draps propres, un lit ... Voilà le premier jour de notre arrivée en France. Cette dame s'appelait Madame Castaner. C'est un nom connu, car nous avons eu un ministre, Christophe Castaner, qui s'avère être le petit-neveu du mari de Madame Castaner, Antoine Castaner.
- **LM : À vous écouter, il y a quand même eu une vraie solidarité de la part de la population locale à votre égard ?**
- Manuel H. : Vous avez parfaitement résumé les choses. Une partie de la population française a fait preuve de solidarité, oui. Mais une autre partie — et la presse de l'époque en témoigne avec des textes exacts — publiait des articles dénonçant ces « anthropophages cannibales » qui « mangent des enfants », ces « sauvages de républicains espagnols mal habillés ». Imaginez qu'ils n'arrivaient pas en smoking ... Quant à l'administration française, elle a été plutôt dure. Madame Castaner, dans les jours qui ont suivi, a recherché mon père et l'a retrouvé au camp d'Argelès-sur-Mer. Pour mémoire, Argelès, c'était une

plage nue entourée de barbelés où étaient enfermés 100 000 Espagnols. Pas de toilettes, rien ... des barbelés, et des gardes — surtout sénégalais, car si l'administration avait mis des soldats français, ils auraient sympathisé avec les Espagnols. Et les soldats français qui étaient là étaient Catalans, comme la plupart des réfugiés, ils auraient sympathisé avec les Espagnols. Le camp d'Argelès, mon père me racontait des choses pratiquement uniquement si je lui posais des questions. Durant mon enfance, quand il y avait des réunions d'Espagnols, ils ne parlaient pas de la guerre civile, mais que de choses joyeuses, s'amusait, riaient. C'était le caractère ibérique qui prenait le dessus. Donc, à Argelès, il fallait creuser le sable avec ses mains le soir pour faire un petit creux où dormir. Mon père tendait le bras le matin pour vérifier si le camarade d'à côté respirait encore. Il a finalement été rapatrié à Angoulême et la famille s'est retrouvée.

- **LM : Vous m'avez parlé du camp des Alliés. De la maison de Madame Castaner, vous êtes directement allés au camp ?**
- **Manuel H. :** Pendant quelque temps, les Espagnols ont été un peu ignorés par l'administration, mais très vite, il a fallu organiser tout ça. L'administration française a donc créé ce qu'elle appelait elle-même des « camps de concentration ». À Angoulême s'est ainsi créé le camp des Alliés, à la sortie sud de la ville, sur la gauche en allant vers Bordeaux. Un peu avant l'hôpital de Girac. Il y avait aussi un autre camp à Ruelle, qu'on appelait le camp de la Combe au Loup, et il y a eu parfois des transferts de l'un à l'autre. Nous, on a été mis au camp des Alliés. Mais mes parents ayant du travail, ils avaient l'autorisation de sortie, et je pense qu'on n'y est pas restés très longtemps. Ils ont ensuite loué une petite maisonnette en bordure de ville, près de la place Victor Hugo. Heureusement que l'on avait quitté ce camp, car le 20 août 1940, les Allemands — entrés à Angoulême vers le 17 juin — ont encerclé le camp des Alliés et emmené tout le monde, soi-disant vers des pays exotiques comme le Mexique. En fait, ce train de 927 personnes a été acheminé vers Mauthausen. C'est la première déportation de civils depuis la France de toute la Seconde Guerre mondiale. Les Juifs, c'est 1943. Là, nous sommes en 1940. Je me suis toujours posé la question : pourquoi les Allemands, deux mois seulement après être entrés en France, ont-ils pris ces gens pour les envoyer en camp de concentration ? Je suis convaincu que ce n'était pas spontané.
- **LM : Et vous, à l'époque, vous saviez où ces gens étaient partis ? Ou c'est quelque chose que vous avez appris bien après la guerre ?**

- Manuel H.** : Non, on l'a su grâce à un hasard extraordinaire. Le train a mis cinq jours pour aller à Mauthausen. Là-bas, les hommes de plus de 13 ans ont été séparés. Les femmes et les enfants ont été remis dans le train, qui a repassé par Angoulême en direction de l'Espagne, pour les y renvoyer. Une femme dans ce train était malade, et les gardes allemands, craignant qu'elle ait la peste, l'ont fait débarquer à Angoulême. Elle est allée à l'hôpital — elle n'avait évidemment pas la peste. Elle a pu raconter ce qui s'était passé, et la nouvelle s'est répandue très vite dans la communauté espagnole. On le savait donc dix jours après. Les Allemands, au début, voulaient procéder calmement, sans affoler la population. Ce transfert s'était donc fait dans une relative discrétion. C'est ma grand-mère qui m'a raconté tout ça plus tard, parce qu'elle me gardait avant même la maternelle et passait ses journées à me raconter les mêmes histoires. Je pensais à autre chose, mais ça s'est quand même imprimé dans ma mémoire. C'est à la retraite que ces souvenirs sont remontés. Un jour, je me suis dit qu'on ne pouvait pas laisser ça dans l'oubli. Je suis tombé sur un livre qui s'appelle *Les Indésirables*, et, par un deuxième hasard, j'ai reçu un coup de fil d'une femme nommée Montse Armengou, reporter à la télévision de Barcelone, qui voulait faire un reportage sur ce convoi. J'ai accepté, et c'est ainsi qu'est né le documentaire *El Convoy de los 927*, que vous pouvez facilement trouver sur Internet, et qui a véritablement fait connaître cette tragédie.
- LM** : Je reviens un peu en arrière. Vous m'avez dit que votre mère ne parlait pas français. Comment s'est passée l'adaptation, notamment par rapport à la barrière linguistique ?
- Manuel H.** : Pour moi personnellement, je n'ai aucun souvenir de difficulté pour parler français. J'ai dû commencer à comprendre l'espagnol avant même ma naissance — je suis persuadé que l'embryon entend parler sa mère et acquiert déjà des choses. À la maison, on parlait toujours espagnol. Et comme j'allais très souvent chez les Castaner, là c'était le français. J'ai donc appris le français sans m'en apercevoir, sans même en avoir le souvenir. Madame Castaner avait beaucoup d'affection pour moi. Elle a demandé à mes parents si j'avais été baptisé, et comme ce n'était pas le cas, elle a proposé de le faire. Elle est devenue ma marraine, et son fils Jean-Jacques, mon parrain. Pour ma mère, l'apprentissage a été plus laborieux, c'était un peu du charabia au début. Mon père, lui, s'est mis à travailler le soir dans la cuisine avec un petit dictionnaire français-espagnol et une grammaire, et il a appris. Il parlait bien, avec un accent, mais il parlait bien.
- LM** : Aviez-vous des frères et sœurs ?



- Manuel H. : Non, pas de frères, pas de sœurs.
- **LM** : Et du camp des Alliés, vous n'avez pas forcément plus de souvenirs que ça ?
- Manuel H. : Si, j'ai le souvenir de l'intérieur d'un grand baraquement avec un petit poêle au milieu — un poêle d'environ 80 centimètres à un mètre de haut, à peu près de ma taille à l'époque. Je me souviens aussi que je portais des bottes rouges en caoutchouc que Madame Castaner avait dû m'acheter. Les gens dormaient sur de la paille — c'était très désagréable, ça grattait. Et des morceaux de tissu pendus à des cordes séparaient les familles. Je me souviens notamment d'un tissu à barres verticales bleues et blanches, des tissus de matelas récupérés.
- **LM** : Ensuite, vos parents ont trouvé du travail. Êtes-vous allé à l'école ? Vous êtes-vous mêlé à la vie locale ou êtes-vous resté entre Espagnols ?
- Manuel H. : Pour l'école, c'est encore Madame Castaner qui est intervenue. Sa fille allait dans une école religieuse de sœurs à Angoulême, une école de filles. Madame Castaner avait le bras long et de l'argent, et elle a imposé à la supérieure de me prendre comme élève. J'ai donc des photos où je suis le seul garçon dans cette école de filles, dont je garde de très bons souvenirs. J'étais bien traité par les enseignantes. En 1944, un jour, j'étais à table et je ne mangeais pas. Mon père me demande ce qui se passe. Je lui réponds : « La sœur m'a dit qu'il fallait mourir pour le petit Jésus. » Mon père s'est retourné vers ma mère et a dit : « Il n'ira plus à cette école dès cet après-midi. » Il est allé voir la supérieure pour me retirer de l'école, qui lui a répondu : « Vous avez raison, il a 7 ans, il commence à devenir dangereux pour mes filles. » À la rentrée suivante, je suis donc allé à l'école Victor Hugo à Angoulême. Ce n'était pas la même ambiance — c'était les bagarres, le quartier populaire.
- **LM** : Et vos parents, ils ont trouvé du travail ?
- Manuel H. : Mon père a d'abord travaillé dans une fonderie, près du pont des Fainéants à Angoulême. La maison des Castaner avait une terrasse qui dominait ce pont et la gare. Quand j'étais là-haut, je voyais passer les toits des wagons et les locomotives à vapeur traverser sous le pont, la fumée jaillissant de l'autre côté — c'était pour moi un spectacle formidable. Mon père n'est pas resté longtemps à la fonderie, faute de matières premières à cause de la guerre. Madame Castaner lui a proposé de travailler pour elle — elle était grossiste en fruits et légumes. Ma mère, elle, était dame de compagnie de sa fille Jacqueline. Mes parents ont donc travaillé pour les Castaner jusqu'un peu avant la Libération. Je vous

raconte la fin, parce que ça rejoint la question de la Résistance. Madame Castaner avait des camions et allait souvent chercher des légumes en Bretagne ou près de Poitiers. Quand les Allemands ont occupé la France, elle a été obligée de les ravitailler. Une obligation au départ, mais qui est progressivement devenue une facilité, voire une habitude. L'argent facile pourrit tout. Un jour, mon père lui dit qu'il ne ferait plus de livraisons. Madame Castaner a mis la main sur le téléphone en menaçant d'appeler la kommandantur. Appeler la kommandantur, ça voulait dire l'envoi en camp. Mon père lui a répondu : « Si vous appelez la kommandantur, dans trois semaines, vous serez pendue. » C'était violent. Les autres employés avaient tout entendu. Antoine, le mari, est arrivé sur ces entrefaites et a demandé à mon père comment il pouvait parler ainsi à sa femme après tout ce qu'ils avaient fait pour lui. Mon père lui a dit qu'il n'avait pas entendu le début. Antoine Castaner était un homme de conciliation, la situation s'est calmée, mais mon père a quitté les Castaner. Peu de temps après, c'est la Libération d'Angoulême, le 1^{er} septembre 1944. Les Castaner sont alors arrêtés pour collaboration avec l'ennemi. Ils sont jugés, et mon père est appelé à témoigner à décharge. Je m'en souviens très bien, j'avais environ 8 ans. La parole d'un républicain espagnol, à l'époque, valait ... Antoine Castaner a été condamné — de mémoire — à trois ans de prison, avec confiscation des biens et dégradation nationale. J'essaie de retrouver ce jugement, mais je n'y arrive pas encore.

- **LM : Vous savez où le jugement a eu lieu ?**
- **Manuel H.** : À Angoulême, puisque mon père y a témoigné. Par la suite, il s'est associé avec un autre Espagnol marié à une Française, car les étrangers n'avaient pas le droit d'ouvrir un commerce. Le commerce était donc au nom de la femme de son collègue. Ils ont commencé en empruntant la brouette du voisin, en allant au marché de gros acheter cinq petites caisses de sardines, puis en faisant du porte-à-porte dans le quartier, ils les vendaient. À l'époque, trouver à manger n'était pas évident. Les sardines ont été vendues très vite, ils ont eu le temps de repartir en chercher d'autres, et voilà. C'est comme ça que tout a commencé. Ensuite, ils ont acheté une petite camionnette, et il y a eu une progression.
- **LM : Vous me parliez de la Résistance tout à l'heure.**
- **Manuel H.** : Oui. Regardez, je vais vous montrer quelque chose [*montre une lampe à pétrole*]. Ça n'a l'air de rien. C'est une sorte de lampe à pétrole que les Allemands fixaient à l'arrière de leurs camions dans une petite cache. Mon père, avec ses collègues français,



faisait ce qu'il pouvait : crever les pneus des camions qui venaient se ravitailler, casser ces lampes. Il en a rapporté une à la maison, intacte, que j'ai gardée. Mais soyons clairs : faire ça, on était fusillé sur place. Crever un pneu, mettre du sucre dans un réservoir, c'était la mort. À Angoulême, il y avait des réseaux. Le dimanche, un Espagnol venait apporter un journal à la maison. La tante de Dolores Davo, Conchita, avait un vélo avec deux petits drapeaux à l'avant — un drapeau français et un drapeau républicain espagnol — et elle se baladait ainsi dans Angoulême. Son frère Antonio faisait partie des amis intimes de mon père. C'était une résistance plutôt passive. Des Espagnols plus jeunes se sont engagés dans les maquis, mais je n'en ai pas connu personnellement.

- **LM : Votre père agissait avec ses collègues français, donc ce n'était pas un entre-soi espagnol ?**
- Manuel H. : Absolument. Chez Madame Castaner, il y avait un autre Espagnol, M. Collantes, qui était en réalité un comptable de grande qualité, mais qui clouait des caisses. Il y avait aussi un Portugais, Jacky Martin, venu en France au début des années 30 pour des raisons économiques. Un jour, il a traité un officier allemand de « *malicón* » — une insulte très grossière — avec le sourire, comme si de rien n'était : « sale con ». L'Allemand est devenu blanc, a sorti son pistolet et l'a mis sur la tempe de Jacky, qui est tombé à genoux. L'officier était d'origine argentine, il avait donc compris. Tout le monde a plaidé la cause de Jacky, et par miracle il s'en est sorti. Il fallait faire très attention à ce qu'on disait, car une lettre de dénonciation pouvait tout faire basculer. Il fallait faire attention à qui on parlait et ce qu'on disait.
- **LM : Et vous, en tant qu'enfant, de même que votre mère, vous avez participé à de petites actions, ou pas du tout ?**
- Manuel H. : Non, j'étais tout petit. J'étais en contact fréquent avec des Allemands chez Madame Castaner, car ils venaient parfois manger, et des officiers passaient au bureau. Ce que je veux dire, c'est que ce n'est pas si simple. Dans l'armée allemande, il y avait aussi des gens qui se sont retrouvés embarqués dans cette tourmente sans l'avoir vraiment choisi. Mon père voyait un Allemand à la gare qui lui donnait de temps en temps une tablette de chocolat ou un morceau de beurre pour moi. Mes parents m'avaient donné la consigne de dire que les Allemands étaient gentils — de façon à ce qu'aucune mauvaise parole ne m'échappe si on me posait des questions. J'ai appris qu'ils étaient en réalité les ennemis



seulement au début 1944, quand mon père avait affiché une carte d'Europe en cuisine, avec des épingles pour marquer l'avancée des troupes russes et américaines.

- **LM : Vous vous souvenez de la Libération d'Angoulême ?**
- **Manuel H.** : Très bien. Nous l'avons passée dans la cave des Davo — Dolores et sa famille. Ils habitaient tout près de chez nous et avaient une cave. Les Espagnols, habitués à la guerre, savaient qu'il fallait se mettre à l'abri : dans un jardin, on creusait une tranchée en cas de bombardement ; en ville, on descendait à la cave. On a passé la nuit là-bas, et le matin, on a été réveillés par des chants de la Marseillaise. C'était dans la nuit du 31 août au 1^{er} septembre 1944. C'est un bon souvenir. Mon père m'avait expliqué pourquoi il me disait que les Allemands étaient gentils, pour éviter que toute mauvaise parole m'échappe. Le lendemain, on est allés place Victor Hugo : des Jeeps, des maquisards, des tractions avant, du matériel américain. Je me souviens qu'une bâche recouvrait quelque chose par terre — c'était une botte qui dépassait, celle d'un soldat allemand tué là et pas encore ramassé. Angoulême avait subi deux bombardements sévères et était partiellement détruite.
- **LM : Est-ce que la question s'est posée de rester en France ou de retourner en Espagne ?**
- **Manuel H.** : En Espagne, non. N'oubliez pas qu'on y exécutait des Républicains jusqu'en 1965 environ — le dernier condamné, un jeune homme tué d'une manière particulièrement cruelle. L'Espagne était hors de question. En revanche, il a été question d'aller en Amérique du Sud. Le gouvernement mexicain nous avait même délivré une autorisation d'entrée — j'ai dû l'avoir dans mes dossiers quelque part. Mais finalement, mon père a dû juger qu'on était bien ici et que ce n'était pas la peine de courir de nouvelles aventures. Et moi, après l'école primaire, j'ai eu un instituteur extraordinaire, M. Besson. J'ai appris plus tard, grâce à l'historien Guy Hontarrède — spécialisé dans la Résistance en Charente — que M. Besson avait un grade officiel dans la Résistance angoumoisine. Un jour, j'appelle Hontarrède pour lui demander un renseignement, et il m'interpelle : « Comment tu vas ? » Je tombe de ma chaise. Il me dit qu'il était stagiaire à l'école Victor Hugo, que c'était lui le jeune homme qui venait voir M. Besson, et il m'a envoyé une photo et m'a dit que M Besson était dans la Résistance. Donc, c'est M. Besson qui m'a préparé à l'examen d'entrée en sixième — à l'époque, pour entrer au lycée, il fallait passer un examen. Je l'ai réussi avec mention. J'ai ensuite fait mes études secondaires jusqu'au bac à Angoulême, et c'est là que j'ai rencontré mon épouse. Elle avait 13 ans quand je l'ai connue,



je suis un homme patient. On s'est mariés, elle avait 19 ans et moi 22 ans, et nous voilà toujours là tous les deux. J'ai 88 ans passés, je vais avoir 89 ans en juin.

- **LM : Vous vous êtes donc bien mêlés aux autres Français, pas seulement aux Espagnols ?**
- Manuel H. : Complètement, complètement.
- **LM : Et avez-vous cherché à transmettre la culture et la langue espagnoles dans votre famille ?**
- Manuel H. : Écoutez, pendant toute ma vie, j'ai oublié tout cela. C'est là une question délicate, et je sais que je ne suis pas le seul dans ce cas. La pire question qu'on m'ait posée dans ma vie, c'est : « Tu te sens plus français ou espagnol ? » Il n'y a pas de réponse à ça. Je pourrais dire que je suis les deux à la fois et ni l'un ni l'autre. En Espagne, on me considère comme un étranger parce que j'ai passé toute ma vie ailleurs. En France, il y a toujours mon prénom, mon nom, et je revendique cet héritage sans le renier. Toute ma vie, dans l'entreprise pharmaceutique où je travaillais, on s'appelait par son prénom — c'est pour ça que je vous ai dit de m'appeler Manuel. Le PDG lui-même m'appelait Manolo. Et à Marsilly, à la retraite, pour m'occuper, j'ai créé un club d'espagnol. Sans prétendre être professeur — j'évite de dire que j'ai enseigné — mais j'ai proposé de l'espagnol quotidien et parlé, pour des gens qui avaient de la famille en Espagne ou des voyages prévus. C'était surtout des femmes, parce que les hommes étaient trop paresseux et préféraient aller boire une bière au bistrot.
- **LM : Êtes-vous retourné en Espagne, notamment à Portbou ?**
- Manuel H. : Avant sa disparition, je suis parti avec mon père à Madrid, qu'il n'a pas reconnu — le centre, un peu, mais les alentours avaient complètement changé. Ensuite, avec mon épouse, on y est allés deux ou trois fois. La dernière fois, c'était il y a 18 mois, pour les 102 ans de mon cousin germain. Il va très bien, il a 103 ans maintenant. Quand je suis arrivé ce matin-là sans prévenir — j'avais juste appelé le matin même — le fils que je ne connaissais pas m'a dit : « À 14-15 heures, on n'a pas encore mangé. Tu viens manger avec nous. » C'est vrai, on est en Espagne. Je me suis retrouvé au milieu d'une dizaine de membres de ma famille que je n'avais jamais rencontrés. C'était très émouvant.
- **LM : Sur la question de la nationalité, vous aviez la nationalité espagnole de naissance. Est-ce que vous l'avez conservée ?**
- Manuel H. : À 18 ans, j'ai demandé la naturalisation française, que j'ai obtenue immédiatement. Quand la loi espagnole de récupération de la nationalité est parue, je n'en



avais pas besoin, mais j'ai dit que j'allais quand même faire la démarche pour le symbole. On m'a octroyé un passeport espagnol, que j'ai gardé mais pas réactivé — il est périmé depuis longtemps. En fait, quand on se naturalise dans un autre pays, le pays d'origine ne reconnaît pas que vous ayez perdu votre nationalité d'origine. J'ai donc les deux nationalités. Et grâce à cette démarche, j'ai retrouvé mon vrai nom complet, car en Espagne, le nom de famille est formé du nom du père et du nom de la mère. Je m'appelle en réalité Manuel Huerta Abad, ce qui ne figure pas sur ma carte d'identité française. Par contre, il y a un autre sujet beaucoup plus sérieux : retrouver les morts, les fusillés. C'est ce qu'on appelle les « fosses » — les fosses communes laissées par l'avancée des troupes franquistes. Ils fusillaient parfois l'intégralité d'un conseil municipal de village, creusaient des trous au bout d'un champ et jetaient tous ces pauvres gens dedans. On essaie aujourd'hui de retrouver ces endroits, d'exhumer les squelettes et de les identifier par la recherche génétique, malgré l'obstruction d'une partie des Espagnols. Il y a encore beaucoup de bras tendus en Espagne, encore beaucoup de fascistes. C'est comme ça. Je dis toujours : il y a les républicains espagnols, et il y a les autres.

- **LM : Cette division perdure bien au-delà de la mort de Franco.**
- Manuel H. : Elle durera encore. Parce qu'il n'y a pas eu de vrai pardon. Quand les franquistes ont gagné la guerre, ils auraient pu manifester une volonté d'apaisement. Regardez ce qui s'est passé entre la France et l'Allemagne : pas un pardon, mais une réconciliation sans oubli. En Espagne, il n'y a pas eu de réconciliation. On a continué à exécuter des gens pendant des décennies.
- **LM : J'aimerais aborder la question de la transmission de cette mémoire. Ce que vous venez de me dire, c'était un sujet dont on parlait ouvertement dans votre famille ?**
- Manuel H. : Pas du tout tabou, non. Ma grand-mère parlait spontanément. Elle pouvait me parler de sa sœur, de sa vie en Espagne — elle était d'un milieu très modeste, mon arrière-grand-père devait être journalier. Mon grand-père paternel, lui, avait du bien et avait créé une ligne de diligences, mais les associés n'étaient pas honnêtes et les affaires ont mal tourné. Bref, ma grand-mère parlait beaucoup, de l'Espagne, de sa vie. C'était une Castillane, ça ne rigolait pas : il fallait marcher droit, l'éducation, la politesse, le respect.
- **LM : Mais ces histoires restaient dans le cercle familial ? Ça ne sortait pas de la famille ?**
- Manuel H. : Non, ça restait entre nous. Des histoires que je n'ai jamais abordées de toute ma vie et que je n'aborde que maintenant. En vieillissant, on perd une certaine pudeur



d'adolescence. Quand on est jeune, on ne parle pas de sa vie familiale, sauf peut-être à un ami très intime. Mais cette pudeur-là, avec l'âge, elle se déplace.

- **LM** : Est-ce que vous avez des regrets de ne pas avoir davantage questionné votre famille sur ce passé ?
- **Manuel H.** : Non, non. J'en parle maintenant, ça ressort maintenant. Je suis content de pouvoir le raconter. J'ai aussi raconté tout ça à des élèves de troisième, et à Marsilly, le maire m'avait demandé de faire une conférence sur la guerre d'Espagne. Pour un exposé de cinq minutes, il faut deux jours de préparation, mais j'ai fini par le faire, et j'en suis très content.
- **LM** : Concernant votre engagement pour cette histoire, aujourd'hui, j'ai noté un article vous concernant dans la Charente Libre sur Anne Hidalgo et le roi d'Espagne. Vous n'avez pas eu de réponse ?
- **Manuel H.** : Non, je n'en attendais pas vraiment. Je me doutais qu'il ne répondrait pas. Ce que je trouvais frappant, c'est que Madame Hidalgo a reçu la Grand-Croix d'Isabelle la Catholique, remise par le roi d'Espagne. Et dans ce contexte, le fait que la mairie de Paris soit restée silencieuse paraît un peu louche.
- **LM** : Qu'est-ce que vous sous-entendez par-là ?
- **Manuel H.** : Je dis simplement que ce n'est pas très clair, ce n'est pas bien. D'autant que le roi d'Espagne a dit, dans une interview, que les Espagnols avaient participé à la libération de Paris — mais sans dire « les républicains ». Ce genre de petite nuance, c'est en réalité une très grosse erreur. Ce monsieur a d'abord été nommé par Franco. Dans une interview accordée à la télévision suisse, il a déclaré que Franco avait sauvé l'Espagne et accompli de grandes choses. Et ensuite, il était vice-président d'un comité international de défense des animaux tout en allant tuer des éléphants en Afrique, avec une amie payée par les Espagnols. Heureusement, il s'est cassé la jambe lors d'un de ces voyages — c'est comme ça que l'on a appris ce qu'il faisait, lui qui donnait des leçons de morale.
- **LM** : Pour revenir à ce dont on parlait précédemment : dans votre famille, ce qui s'est passé n'était pas secret — on en parlait à l'intérieur —, mais on n'en parlait pas à l'extérieur. Ma question est : est-ce que ce silence vers l'extérieur était une façon de mieux s'intégrer ? Une manière de cacher ce côté espagnol ?
- **Manuel H.** : Non. Je pense — et ce sont des suppositions — qu'après une défaite aussi terrible, on n'avait tout simplement plus envie d'en parler. Même dans les réunions entre



Espagnols, on en parlait très rarement. On évoquait des choses joyeuses, on riait, on chantait. Je vous ai d'ailleurs envoyé un message concernant José Manuel Puente, un homme qui a participé à la libération de Royan, que j'ai très bien connu et qui a eu des malheurs incroyables dans sa vie de famille.

- **LM : J'ai vu son nom dans Les Indésirables et dans mes recherches. Vous m'aviez dit dans une de vos vidéos que vous vous étiez battu pour qu'il soit reconnu comme résistant. Ça n'a pas abouti ?**
- **Manuel H. :** Non. On est allés voir le président des Anciens combattants de Charente-Maritime. Il a demandé à José Manuel s'il avait des preuves de son inscription aux FTP, si son ancien chef pouvait faire une attestation. José Manuel a répondu : « Monsieur, mon ancien chef est mort depuis des dizaines d'années. Et pour rentrer aux FTP, on ne vous demandait pas un curriculum vitae. » Il avait déjà un document attestant de son engagement, qu'on voit d'ailleurs dans la vidéo. On n'a pas insisté. Pour ce qui est de résistance quotidienne et passive : crever un pneu de camion, casser un matériel ... Je sais que, comme mon père voyageait beaucoup pour aller chercher de la marchandise pour les Castaner, je l'ai su après la guerre, on lui donner des documents à passer à tel endroit, dans telle ville. Une fois, on lui a demandé et au chauffeur Gabriel, un Français, d'emmener un homme à Poitiers. En cours de route, il y avait un barrage allemand et l'homme qui était avec eux a sorti un pistolet de sa poche et mon père m'a dit qu'il l'avait mis sous son siège au cas où ils seraient fouillés. Mais, ils avaient des papiers officiels pour passer sans encombre. Mais c'était ça la résistance, des réunions le soir de temps en temps avant le couvre-feu avec d'autres Espagnols, le transport de journaux, des petites choses qui, s'additionnant, ont préparé la Libération. Mais on reconnaissait surtout les résistants armés.
- **LM : Est-ce que cet engagement des Espagnols en France a été reconnu en Espagne ?**
- **Manuel H. :** Grâce au film de Montse Armengou, le convoi des 927 a été diffusé en Espagne et a commencé à être connu. Elle a fait d'autres documentaires très intéressants, notamment sur les enfants volés. Vous savez que le franquisme a volé entre 30 000 et 300 000 enfants — la fourchette est si large qu'elle montre bien qu'on ne sait pas et qu'on ne saura jamais. Par exemple — pour vous donner une idée de l'ambiance —, quand le vaccin antipolio a été mis au point, il a été réservé en Espagne aux enfants d'« origine correcte ». Au début, il n'a pas été administré à tous les petits Espagnols.



- **LM** : Est-ce que vous éprouvez une forme de fierté à l'égard de vos parents, pour tout ce qu'ils ont fait — reconstruire une vie à partir de rien, pratiquer la résistance passive ?
- **Manuel H.** : Évidemment. Mon père m'a toujours dit de ne jamais faire de politique. Regardez où ça nous a conduits. C'est le seul héritage politique qu'il m'ait transmis. Mais oui, je mesure combien mes parents ont dû souffrir. Mon père surtout : quitter son pays, sa famille, son travail, se retrouver à décharger des wagons de pommes de terre — des sacs de 60 ou 70 kilos à porter sur l'épaule. Le premier qu'on lui a mis sur l'épaule, il est tombé par terre. Ses collègues ont ri. Mais après, il a appris. Et quand il est entré en France avec un collègue, il m'a montré à Perpignan l'endroit précis où les gendarmes français les avaient arrêtés. Mon père parlait un peu français en raison de ses enquêtes qui le menaient parfois en France. En arrivant, il se présente comme étant commissaire et portant une arme. Le gendarme lui a dit : « Ici, il n'y a pas de commissaire, il y a la gendarmerie française. Vous êtes armé ? Remettez-moi votre arme. » Ça doit être dur, psychologiquement. Mais il était jeune — né en 1913 — et ça aide.
- **LM** : Est-ce que tout ce parcours vous a façonné, vous a transmis des valeurs, une manière de voir le monde ?
- **Manuel H.** : Ça donne un exemple. J'ai l'habitude de dire à mes amis qu'il y a trois sujets que je n'aborde jamais : la politique, la religion, et le foot. Parce que vous ne tomberez jamais d'accord, et ça peut finir à coups de couteau — lisez la presse locale, le dimanche après un match. J'en ai même ajouté un quatrième : les vaccins. Il y a des pro et des anti qui sont tout aussi convaincus les uns que les autres. Moi, personnellement, je suis convaincu que le vaccin est une invention immense — le premier, celui de Pasteur, a permis d'éviter des dizaines de millions de morts. J'ai vu de mes yeux une petite fille atteinte du tétanos, que l'interne m'avait mise sur les genoux pour lui faire une ponction lombaire — on devait appuyer sur sa tête et ses pieds pour la plier. Ce sont des choses qu'on n'oublie pas. Mais si des gens ne veulent pas se faire vacciner, ça les regarde.
- **LM** : Abordons la question de la transmission. La transmission, dans votre famille, est-elle essentiellement orale ?
- **Manuel H.** : Non, j'ai aussi écrit quelque chose — pas un livre à proprement parler, mais soixante pages environ, avec des photos, pour mes descendants. Je me suis dit qu'un jour l'un d'eux se demanderait peut-être pourquoi son grand-père portait un nom espagnol. Je l'ai donné à chacun de mes petits-enfants et à ma fille. Qu'est-ce qu'il en deviendra ? Je ne



sais pas. Mais c'est important que quelqu'un sache. En France, le nom Huerta va s'éteindre — je n'ai pas eu de fils. En Espagne, il perdurera. Je voulais qu'ils sachent d'où ils viennent.

- **LM : Pourquoi est-il si important pour vous que cette mémoire ne disparaisse pas ?**
- **Manuel H.** : Je ne sais pas si c'est si important que ça pour moi personnellement. Je me dis simplement qu'un jour, quelqu'un dans la famille pourrait vouloir savoir. Je croise beaucoup de gens qui me disent : « Mon arrière-grand-père venait d'Espagne, il est arrivé en 1939. » Et quand je leur demande ce qu'il faisait, d'où il était, ils me répondent qu'ils ne savent pas. C'est fini, on ne peut plus retrouver. Je pense que les noms des Espagnols passés par le camp des Alliés ne sont pas tous connus.
- **LM** : J'ai vu des registres aux archives départementales, mais ils sont très incomplets.
- **Manuel H.** : Il y a le livre d'Alain Léger sur le convoi aussi. Mais, il y a des inexactitudes dans son livre. La dernière fois qu'on a parlé, il m'a dit qu'il y avait quelque chose de gênant concernant mon père, qu'il n'avait pas mis dans le livre : mon père aurait écrit à la préfecture pour avoir accès aux courriers des Espagnols. Ça me choque, mais j'y ai réfléchi. Cela prouve qu'il ne sait pas que lors de la Retirada, beaucoup de franquistes se sont mêlés aux réfugiés républicains pour surveiller les anciens responsables du gouvernement républicain. Mon père était policier — c'était tout à fait dans son rôle d'essayer de les repérer. Et il me l'avait dit : il avait contacté la préfecture pour avoir une autorisation de surveiller discrètement les choses. La préfecture avait refusé.
- **LM : Revenons sur votre livret de soixante pages. Vous avez des photos ou d'autres documents de l'époque ?**
- **Manuel H.** : Six ou sept photos de famille — en 1938, j'avais un an, donc les photos sont ce qu'elles sont. J'ai essayé de faire un texte aéré, avec un style accessible pour des enfants, sans entrer dans la philosophie ou la politique. De temps en temps, une photo : mon père, ma grand-mère, ma mère. Mon père s'appelait Cayo, ma mère Manuela, et ma grand-mère Dolores.
- **LM : Vous transmettez aussi dans un cercle plus large, avec vos témoignages dans les écoles et à Marsilly.**
- **Manuel H.** : Ce sont des témoignages demandés — soit dans des écoles, soit par le maire de Marsilly. La petite vidéo où je parle, c'est la prise de vue d'un ami, rien de préparé. C'est une partie d'un témoignage que j'avais apporté ce jour-là.



- **LM : Et vous ne participez pas à des associations qui travaillent sur cette mémoire ? Des commémorations à Angoulême, par exemple ?**
- **Manuel H.** : Je savais que si je m'impliquais une fois, on ne me lâcherait plus. Et je n'avais pas l'intention de supplanter qui que ce soit ni de m'imposer — j'habite à 140-150 kilomètres d'Angoulême. Je pense d'ailleurs qu'il y a eu une grosse erreur lors de l'inauguration de la stèle des déportés. J'avais suggéré d'inviter le président de la République française M. Sarkozy et le chef du gouvernement espagnol. Une stèle à Angoulême a une valeur locale, mais ce qui m'intéressait, c'est que ça fasse du bruit en Espagne. Si le président du gouvernement espagnol était venu, le président de la République française aurait probablement été incité à venir aussi, et ça aurait fait un grand retentissement médiatique en Espagne. Mais le responsable de l'association des Espagnols d'Angoulême — un garçon que j'ai vu naître — a refusé : il ne voulait pas inviter « un mec de droite », en parlant de Sarkozy. Je lui ai dit que le maire d'Angoulême, M. Mottet, était bien un homme de droite, et c'est grâce à lui qu'on avait eu l'autorisation de poser la stèle sur le trottoir. L'association a financé la fabrication de la stèle, et la mairie a préparé et installé l'emplacement. Je n'ai pas insisté, mais je crois que c'est une erreur.
- **LM : Cette mémoire des réfugiés espagnols et de leur engagement dans la Résistance, vous pensez qu'elle est aujourd'hui suffisamment diffusée ou qu'elle est en train de se perdre ?**
- **Manuel H.** : Elle est en train de se diffuser. Vous avez entendu parler de la *Nueve* ? On exagère un peu en disant que les Espagnols ont libéré Paris — disons que ce petit groupe de la 9e compagnie de la 2e DB a symboliquement libéré Paris en étant les premiers à arriver à l'Hôtel de Ville. C'était logique : Leclerc arrivait par le sud et voulait envoyer en éclaireur un groupe d'hommes aguerris pour tester les réactions allemandes. Les Espagnols avaient l'avantage d'être bien plus entraînés — le commandant Dronne avait convaincu Leclerc de les prendre, en lui disant qu'eux au moins savaient manier un fusil. Et comme la 9e compagnie était composée d'Espagnols qui ne parlaient pas bien français, au lieu de dire « la neuvième », ils disaient « *la Nueve* ». Depuis deux ou trois ans, on revoit des drapeaux républicains lors des commémorations de la Libération de Paris, et des blindés portant des noms de batailles d'Espagne. De Gaulle lui-même, dans son discours enflammé, a dit que Paris s'était libéré lui-même — sans les Américains, sans les Anglais, sans les Canadiens, sans les Africains. C'était son rôle de politique.



- **LM** : Il a fait en sorte que les Espagnols et les étrangers en général soient invisibilisés, pour montrer que la France s'était sauvée elle-même.
- **Manuel H.** : De Gaulle plaçait son idée de la France au pinacle. Il fallait effacer la collaboration, réparer, réunifier. Mais ça devient politique, et c'est un sujet sur lequel je ne m'étends pas.
- **LM** : J'ai omis de vous demander : le terme « Indésirables » utilisé par l'administration pour qualifier les réfugiés espagnols, de même que dans le livre d'Alain Léger — qu'est-ce que ça vous évoque ?
- **Manuel H.** : C'est un terme tout à fait normal dans son contexte — Alain Léger a simplement repris le vocabulaire de l'administration de l'époque. Mais les indésirables d'hier sont devenus désirables après-guerre, quand on s'est rendu compte qu'ils avaient eu un comportement bien plus patriotique qu'une partie du peuple français. Ils ont défendu la France parce qu'ils lui étaient reconnaissants de les avoir accueillis — sans quoi ils auraient tous été exécutés par les franquistes. Et n'oubliez pas que les nazis ont largement contribué à la victoire de Franco : les armes, l'argent, l'aviation. Ce sont eux qui ont transporté les troupes marocaines depuis le Maroc vers l'Andalousie. Les Italiens ont envoyé 50 000 hommes. Les Anglais, eux, avaient poussé la France vers un pacte de non-intervention — ne pas intervenir en Espagne et ne pas vendre d'armes à la République, qui était pourtant un gouvernement légal qui avait de l'argent pour acheter. Les Anglais n'étaient pas clairs ...notamment par rapport aux nazis ... L'or de la Banque d'Espagne, lui, a fini à Moscou — Staline en a bien profité. Un saccage de l'Espagne ...
- **LM** : Est-ce que cette mémoire constitue pour vous un prisme pour lire l'actualité d'aujourd'hui ?
- **Manuel H.** : Je pense que quand on approche de la fin de la route, on essaie de grappiller quelques souvenirs, quelques poussières qui resteront, ou qui aideront des gens comme vous à écrire, à retrouver l'histoire et à l'écrire sans la réécrire. J'ai beaucoup de livres sur l'Espagne et la guerre civile, mais je ne les lis pas tous — il faut bien faire autre chose dans la journée. J'ai fait des recherches aux archives départementales sur les Castaner aussi. Antoine Castaner était bien, mais sa femme n'a pas toujours été claire. Antoine a divorcé d'elle et s'est marié avec sa bonne à la fin de la guerre. Ils ont fini par se haïr. Cette bonne, Angèle, avait un gros grain de beauté. Antoine est parti vivre avec elle. Antoine Castaner a envoyé 2/3 lettres à mon père. Il dit avoir vu ma mère travaillant à sa poissonnerie,

content de l'avoir revue, plein de bienveillance. Après-guerre, ma famille et moi nous sommes très bien intégrés à la vie française. Mes parents ont acheté une demeure à La Rochefoucauld. C'est le château de Puyvidal. On ne s'est pas du tout enfermé dans un entre-soi espagnol. Aussi, les Castaner avaient deux enfants : Jacqueline et Jean-Jacques. Jean-Jacques, mon parrain, est parti comme travailleur volontaire en Espagne. Je me souviens qu'un jour, en sortant de l'école primaire, je vois mon parrain sur le trottoir d'en face, habillé en militaire français. On s'est embrassés — j'avais à peine 10 ans. Des années plus tard, à la retraite, je me suis demandé s'il était toujours vivant. Je l'ai retrouvé à Luxé, où la famille Castaner possédait un lac. Il habitait une petite maisonnette à l'intérieur de la propriété. Sur la cheminée, il y avait une photo du maréchal Pétain. Jean-Jacques, en passant devant, s'est arrêté et a fait le salut. Ça m'a choqué. Le Noël suivant, je l'appelle pour lui souhaiter la bonne année. Il me dit qu'il a reçu la récompense qu'il méritait. Je lui ai demandé ce que c'était. C'était la Francisque. C'est un ordre pétainiste qui existe encore. Donc là, je me suis dit que ça allait s'arrêter là. Il m'a aussi raconté qu'à la fin de la guerre, il s'était engagé dans ce qu'on appelait le « Ruskoff », c'est-à-dire très probablement dans l'armée allemande sur le front de l'Est, contre les Russes. Après la guerre, il est arrivé à Tanger, est entré dans la douane et y a eu une aventure assez héroïque contre des contrebandiers de cigarettes. Ensuite, il est rentré en France. C'était quelqu'un de gentil avec moi — j'en garde un bon souvenir d'un côté, et cette mauvaise impression de l'autre.

- **LM : Y a-t-il autre chose à ajouter avant que je coupe l'enregistrement ?**
- **Manuel H. :** Ce n'est pas une obsession pour moi, tout ça. Ce sont des choses qui remontent. Et avec l'âge, les copains, les amis s'en vont. J'en ai un qui était au lycée avec moi — il avait des problèmes cardiaques et respiratoires. Il s'est fait mettre en EHPAD sans prévenir sa femme, pour ne pas être un fardeau. La troisième fois que je suis allé le voir, il m'a dit : « Manuel, je vais mourir la semaine prochaine. » Cinq jours après, c'était fait. Il avait laissé à sa fille la liste des personnes à prévenir et le texte du message à envoyer. Ce sont ces choses-là aussi qui remontent, à mon âge, et dont je ne parle d'habitude pas. On a la chance d'habiter une grande maison agréable avec 4 000 m² de jardin arboré. Je me dis que mes parents seraient fiers. Également, je rajoute j'aimerais rajouter que l'année dernière, dans le cadre de son cursus, ma petite-fille devait passer sa dernière année dans un pays étranger. On lui avait proposé Berlin ou Madrid. Devinez où elle a choisi ? Madrid. Elle est revenue en me disant : « Papi, les Espagnols sont gais, c'est agréable, ils font la fête, c'est moins cher



qu'à Paris. » Elle est revenue enchantée de Madrid. Maintenant, ils travaillent tous les quatre, et ont de bons postes. Ma petite-fille aînée a fait du droit à Sciences Po. Elle voulait obtenir le barreau de New York. Elle est donc partie à Philadelphie pour terminer ses études de droit. Là-bas, elle a croisé un garçon qu'elle reconnaissait vaguement pour l'avoir vu à Sciences Po. Ils se sont retrouvés. C'est beau. Ils ont tous les deux obtenu le barreau de New York, sont rentrés à Paris, puis ont passé le barreau de Paris. Un sacré parcours.

- **LM : En effet. Je vous remercie pour cet échange. Je coupe l'enregistrement.**

Annexe 11 : Grille d'entretien utilisée pour chacun des témoignages recueillis

INTRODUCTION	
Présentation	- Nom - Âge - Étude/Profession - Cercle familial - Lien avec le résistant
Entrée dans le sujet	Mode de prise de connaissance de l'histoire de l'exil et de la résistance familiale
EXIL ET INSTALLATION EN CHARENTE	
Départ d'Espagne	- Parcours avant l'arrivée en France (pourquoi partir, comment, etc.) - Connaissances sur la guerre d'Espagne, le départ, la <i>Retirada</i>, circonstances politiques
Passage en France et arrivée en Charente	- Parcours en France avant la Charente - Barrière linguistique et adaptation initiale - Conditions d'accueil (camps, locaux, solidarité) - Réception par les populations locales (attitudes, comportements) - Rôle des femmes dans l'exil et l'installation
VIE QUOTIDIENNE ET CONTEXTE FAMILIAL EN GUERRE	
Vie en Charente pendant la guerre	- Mode de vie dans et hors des camps - Sociabilisation entre Espagnols, avec les locaux - Interactions professionnelles, associatives, politiques - Rapport aux autorités françaises et allemandes - Accès aux ressources matérielles (logement, travail, nourriture) - Apprentissage de la langue
ENGAGEMENT DANS LA RÉSISTANCE	
Engagement résistant	- Qui s'engage : homme/femme, parti politique, passé, engagé-e en Espagne - S'engager : comment, pourquoi, via qui - Types d'action (soutien, information, sabotages, propagande, armée, etc.) - Engagement individuel, familial ou collectif + avec des Espagnols, Français, autres étrangers - Incidence sur la vie familiale et professionnelle
Relations avec d'autres résistants	- Relations avec d'autres résistants (français, espagnols, étrangers) - Sentiment d'appartenance à une communauté espagnol, résistante ou Insertion dans la société française

Dimensions idéologiques et politiques	• Affiliations politiques avant et pendant la guerre • Influence sur l'engagement et les choix familiaux
APRÈS-GUERRE : RECONSTRUCTION, ASSIMILATION ET SILENCE	
Retour à la vie civile	• Implantation en Charente, mariages, engagements locaux • Professions, études, lieux de vie • Sociabilité (avec anciens résistants, anciens bourreaux) • Hypothèses de retour en Espagne
Identité et intégration	• Comment la famille se définit (espagnole, française, apatride, les deux) • Mise en avant ou non de la culture espagnole (langue, prénoms, traditions) (pourquoi, comment) • Assimilation à la société française/stratégies de protection ou de discrétion (acculturation, francisation des prénoms, langue, accent, cacher ses origines choix d'intégration) • Lien avec d'autres réfugiés, étrangers, apatrides (les non-locaux français) • Évolution de ce point au fil des générations • Vision des Français, Espagnols, réfugiés
Rapports avec l'État et les institutions	• Reconnaissance juridique et administrative • Relations avec l'Espagne (nationalité, retour, reconnaissance)
MÉMOIRE(S) FAMILIALE(S) : TRANSMISSION, ARCHIVES, RÉCITS	
Silence	• Guerre, exil évoqués ou tabous • Sujets tabous (lesquels, pourquoi) • Silences liés à la protection de la famille, à la douleur, à un désir de s'intégrer, à un souhait d'éviter d'attirer l'attention • Incidence du genre dans le silence • Conséquence de cela sur le témoin-même, sur la famille
Transmission intergénérationnelle	• Quand a entendu parler de cette histoire (âge, pourquoi à ce moment, réaction, par qui) / Déclic mémoriel dans la famille (quand, comment, pourquoi) • Le résistant avait-il lui-même transmis • Accès à des archives et pourquoi les conserver • Ce qui est transmis (récit oral, écrit, objets, documents) • Incidence du genre sur la transmission • Confrontation de ces récits familiaux avec des sources externes • Volonté de partager ou pas (comment, pourquoi, auprès de qui) • Enjeux derrière cette transmission
Récits familiaux	• Récits récurrents, épisodes marquants • Variations dans les récits selon les personnes, générations • Évolution des récits dans le temps • Regret de ne pas en avoir parlé plus tôt • Douloureux de parler de cela aujourd'hui encore

DÉVOILEMENT CONTEMPORAIN : RÉACTIVATION DE LA MÉMOIRE (ANNÉES 1990-2025)

Prise de conscience personnelle	• Pourquoi et comment s'intéresser à ce passé personnellement et collectivement • Enjeu du genre et socio-culturel dans cet intérêt historique • Mémoire plus ou moins mise en avant depuis 2000 et dans quel cercle (famille, association, département, etc.)
Reconnaissance institutionnelle	• Participation aux commémorations, colloques, inaugurations, travaux historiques • Engagement associatif ou autre • Réaction familiale face à la redécouverte/mise en lumière de ce passé • Cause complexité et tardivité de cette reconnaissance • Reconnaissance juridique, obstacles administratifs (complexité, barrière langue, reconnaissance officielle) • Reconnaissance par l'Espagne (nationalité, retour, etc.)
RAPPORT PERSONNEL ET IDENTITAIRE	
	• Degré d'importance de ce récit aujourd'hui personnellement • Sentiment d'hériter de cette mémoire • Incidence identitaire, valeurs (fierté, etc.) • Mémoire fragile ou assez diffusée (pourquoi, comment, quel cercle, comment la valoriser) • Incidence concrète sur sa vie (emploi, rapport à l'Espagne/France, langue, politique, etc.) • Écho à l'actualité, prisme de lecture via l'ombre de ce passé • Perpétuation de la culture familiale espagnole (langue, traditions, identité, demande de nationalité, voyages)
CONCLUSION	
	• Éléments à ajouter • A apprécié l'expérience de partage

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Fig. 1 : Carte des points d'entrée des réfugiés espagnols de la <i>Retirada</i> début 1939, de l'Espagne vers la France (source : « Points de passage de la frontière franco-espagnole lors de la Retirada, janvier-février 1939 », <i>Légendes-Cartographie</i> , consulté le 19/03/2026, [https://x.com/LegendesCarto/status/1358682369050497026/photo/1]).	35
Fig. 2 : Document relatif à l'identification de José Alcubierre au camp de Mauthausen (source : Arolsen Archives, 02020201 oS, 71223242, Dossier de guerre de Perez José Alcubierre, [https://collections.arolsen-archives.org/de/search/person/88796885?s=alcubierre%20jos&t=222899&p=0]).	72
Fig. 3 : Document relatif à l'affection de José Alcubierre au kommando Poschacher- (source : Arolsen Archives, 02020201 oS, 71223241, Dossier de guerre de Perez José Alcubierre, [https://collections.arolsen-archives.org/de/search/person/88796885?s=alcubierre%20jos&t=222899&p=0]).	73
Fig. 4 : Photographie de José Alcubierre Pérez (source : Arnaud BOULLIGNY et Vanina BRIERE, « Le train d'Angoulême : le premier convoi de déportés parti de France », <i>Bulletin de la Fondation pour la mémoire de la Déportation</i> , n°62, septembre 2009, p.7).	73
Fig. 5 : Plaque en la mémoire de Manuel Vasquez, résistant espagnol décédé lors de la libération d'Angoulême (source : photographie de Lisa Métreau, 31/10/2025, Ma Campagne).	95
Fig. 6 : Tableau indicatif du nombre de Français, Espagnols et autres étrangers homologués résistants par le bureau de la Résistance (source : SHD, GR 16 P, Liste nominative des dossiers individuels du bureau Résistance).	108
Fig. 7 : Dessin de sa déportation à Mauthausen par Francisco Mateu (source : AD16 1803 W 78, Esquisses réalisées au camp de Mauthausen par Francisco Mateu, entre 1940 et 1945).	111
Fig. 8 : Emplois occupés par génération, des réfugiés espagnols à leurs descendants français (sources : Alain LÉGER, <i>Les Indésirables. L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais</i> , <i>Op. Cit.</i> ; Entretien avec Manuel Huerta, fils de Cayo et Manuela Huerta, en visioconférence, 05/02/2026, 02:29:11 ; Entretien avec Marie Vauzelle, fille de José Rocabert, en présentiel, 03/02/2026, 01:06:43).	114
Fig. 9 : Stèle commémorant le départ du convoi du 20 août 1940 devant la gare d'Angoulême (source : photographie de Lisa Métreau, 31 octobre 2025, Angoulême).	135



TABLE DES MATIÈRES

Avertissement.....	5
Engagement de non-plagiat.....	6
Remerciements.....	7
Liste des abréviations.....	8
Sommaire.....	9
Introduction	10
I – De l'exode à l'intégration (1939-1940)	31
A. Un accueil charentais ambivalent : entre solidarités locales et méfiance administrative.....	31
B. Ségrégation et agentivité liées à la semi-liberté	45
C. Une insertion locale par l'emploi.....	57
II – La Résistance des Espagnols : motivations et formes d'engagement plurielles (1940-1945)... ..	67
A. Le tournant tragique du convoi des 927, arc structurant du positionnement espagnol.. ..	67
B. La résistance au quotidien	76
C. La guérilla antifasciste : la poursuite d'un combat déjà éprouvé en Espagne	87
III – Les régimes de visibilité et la transmission mémorielle (1945-XXI ^e siècle)	100
A. Une invisibilisation aux relents résistancialistes	100
B. Le silence : un facteur d'intégration entre contrainte et stratégie	112
C. Le temps du réveil mémoriel (fin des années 1980-années 2000).....	123
D. La réappropriation d'une fierté refoulée.....	133
Conclusion.....	144
Sources.....	150
A. Archives nationales.....	150
B. Service historique de la Défense	150
C. Archives départementales de la Charente	150
D. Archives municipales d'Angoulême	151
E. Archives municipales de Cognac	151
F. Sources orales	151
G. Archives familiales de Marie Vauzelle	151
H. Articles en ligne de <i>Charente Libre</i>	152
I. Arolsen Archives.....	152
J. Archives d'associations et d'établissements scolaires.....	153



Bibliographie	154
A. Histoire de la Résistance à l'échelle nationale.....	154
B. Histoire de la Résistance à l'échelle de la Charente	157
C. Histoire des exilés espagnols en France	159
D. Histoire de la mémoire	166
Annexes	171
Table des annexes.....	171
Annexe 1 : Chronologie de l'histoire des réfugiés espagnols en Charente (1936-2026).....	172
Annexe 2 : Les différents lieux et périodes d'accueil des réfugiés espagnols en Charente.....	177
Annexe 3 : Rapport du commissaire principal au préfet de Charente sur l'arrestation de Francisco López Navarro du 30 décembre 1942	181
Annexe 4 : Historique et ordre de bataille du groupe F.F.I. espagnol de Charente.....	183
Annexe 5 : Maurice Bontinck, « 927 déportés espagnols oubliés depuis 64 ans », <i>Charente Libre</i> , 20 août 2004, p.3.	189
Annexe 6 : Maurice Bontinck, « José Martin, un héros obstiné », <i>Charente Libre</i> , 28 août 2004, p.4.....	190
Annexe 7 : Portraits de trois résistants espagnols en Charente	191
Annexe 8 : Transcription intégrale du témoignage de Nicolas Vauzelle, petit-fils du résistant espagnol José Rocabert.....	194
Annexe 9 : Transcription intégrale du témoignage de Marie Vauzelle, fille du résistant espagnol José Rocabert	215
Annexe 10 : Transcription intégrale du témoignage de Manuel Huerta, fils du résistant espagnol Cayo Huerta.....	229
Annexe 11 : Grille d'entretien utilisée pour chacun des témoignages recueillis	249
Table des illustrations	252
Table des matières	253
Résumé	255
Resumen	255
Abstract	256

RÉSUMÉ

Titre : L'invisibilisation des réfugiés espagnols engagés dans la Résistance charentaise (1939-XXI^e siècle)

Résumé : Ce mémoire analyse l'invisibilisation des réfugiés espagnols engagés dans la Résistance charentaise, de la *Retirada* de 1939 au XXI^e siècle. Internés comme indésirables, ces exilés antifranquistes s'insèrent dans le tissu économique local par le travail, révélant d'emblée une capacité d'agir qui ne se démentira pas. Le convoi des 927 catalyse l'entrée en résistance d'une partie d'entre eux sous des formes plurielles et complémentaires, mais subordonnées aux maquis français pour la résistance armée. Face à cette stigmatisation, l'invisibilité n'est pas seulement subie, mais aussi stratégique pour se protéger. Leur effacement mémoriel résulte ainsi d'un double processus, institutionnel via le mythe résistancialiste et réapproprié pour faciliter leur intégration après-guerre. Croisant archives départementales, témoignages oraux et sources familiales, ce travail montre que cette mémoire ne sort de l'ombre qu'à partir des années 2000.

Mots-clés : Agentivité · Indésirables · Intégration · Invisibilisation · Réfugiés espagnols · Régimes de visibilité · Résistance · Témoignages oraux · Transmission de la mémoire

RESUMEN

Título : La invisibilización de los refugiados españoles que participaron en la Resistencia de Charente (1939-siglo XXI)

Resumen : Este trabajo analiza la invisibilización de los refugiados españoles comprometidos en la Resistencia del departamento de Charente, desde la *Retirada* de 1939 hasta el siglo XXI. Internados como indeseables, estos exiliados antifranquistas se insertan en el tejido económico local a través del trabajo, revelando desde el principio una capacidad de acción que no se desmentirá. El convoy de los 927 cataliza la entrada en resistencia de una parte de ellos bajo formas plurales y complementarias, aunque subordinadas a los maquis franceses en lo que respecta a la resistencia armada. Frente a esta estigmatización, la invisibilidad no es solo padecida, sino también estratégica como medio de protección. Su borramiento de la memoria resulta así de un doble proceso, institucional a través del mito resistencialista, y reapropiado para facilitar su integración en la posguerra. Cruzando archivos departamentales, testimonios orales y fuentes familiares, este trabajo muestra que dicha memoria no emerge a la luz sino a partir de los años 2000.

Palabras clave : Agentividad · Indeseables · Integración · Invisibilización · Refugiados españoles · Regímenes de visibilidad · Resistencia · Testimonios orales · Transmisión de la memoria

ABSTRACT

Title : The erasure of Spanish refugees who joined the Charente Resistance (1939–21st century)

Abstract : This dissertation examines the erasure of Spanish refugees involved in the Resistance in the Charente department, from the *Retirada* of 1939 to the twenty-first century. Interned as undesirables, these anti-Francoist exiles integrated into the local economic fabric through work, revealing from the outset a capacity for agency that would never falter. The convoy of the 927 catalysed the entry into resistance of a portion of them, through plural and complementary forms, though subordinated to the French maquis in the case of armed resistance. Faced with this stigmatisation, invisibility was not merely endured but also wielded strategically as a means of self-protection. Their erasure from historical memory thus stems from a twofold process: institutional, through the resistancialist myth, and self-imposed, to facilitate their post-war integration. Drawing on departmental archives, oral testimonies and family sources, this study shows that this memory only began to emerge from the shadows in the 2000s.

Keywords : Agency · Erasure · Integration · Memory transmission · Oral testimonies · Regimes of visibility · Resistance · Spanish refugees · Undesirables